



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXVI^e année, n° 2

Février 1991

SOMMAIRE

Préambule du Rapport 1990 présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique au nom du Conseil de régence à l'assemblée générale des actionnaires	3
Statistiques.	1
Législation économique	163
Liste des « Cahiers » parus	171
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	173

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT 1990
PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Environnement international

L'expansion de l'activité économique s'est encore poursuivie en 1990. Pour l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, la croissance aurait ainsi atteint quelque 2,8 p.c., en léger recul par rapport aux 3,4 p.c. de l'année précédente.

Pays industrialisés

A maints égards, le climat économique général est cependant devenu moins favorable durant l'année écoulée. Les évolutions conjoncturelles ont témoigné de signes évidents d'affaiblissement dans une partie importante du monde industrialisé ; la crise du Golfe a amplifié les pressions inflationnistes et accru les incertitudes, avec leurs conséquences éventuelles sur le comportement des agents économiques ; les systèmes financiers ont été partout éprouvés — les intermédiaires financiers de certains grands pays accusant même des faiblesses inquiétantes —, alors que les problèmes des pays en développement devenaient plus aigus et que se précisaient les difficultés de la transition des pays de l'Europe centrale et de l'Est vers des économies de marché.

Dans ce contexte, le ralentissement global de l'activité a, en définitive, été relativement limité. La croissance a même été appréciable dans certaines parties du monde industrialisé. Elle a, en effet, enregistré un rebond au Japon grâce au dynamisme des dépenses intérieures, et a été soutenue en Europe par la stimulation qui a découlé de la réalisation accélérée de l'unification allemande. Ces évolutions ont atténué les effets de la récession qui s'est dessinée dans les pays dont les autorités avaient depuis un certain temps déjà entrepris de lutter vigoureusement contre les risques de surchauffe — Canada, Royaume-Uni, Etats-Unis. L'expansion de l'emploi s'est ralentie, mais elle est cependant restée suffisamment forte pour absorber l'accroissement de la population active ; le taux de chômage a encore quelque peu diminué en Europe continentale — où il demeure toutefois élevé — ainsi qu'au Japon, même s'il a recommencé à croître aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Les divergences se sont donc creusées entre les évolutions conjoncturelles des principaux pays et ont ainsi contribué à la poursuite de la résorption des grands déséquilibres internationaux des balances de paiements. Le déficit courant des Etats-Unis s'est contracté, notamment en raison du développement favorable des volumes du commerce extérieur, alors que le surplus courant de l'Allemagne amorçait un premier recul depuis plus de dix ans et que celui du Japon — affecté par ailleurs par une nette détérioration des termes de l'échange — poursuivait sa réduction pour ne plus atteindre, exprimé en dollar, que la moitié du montant exceptionnel qui avait été enregistré en 1987.

Les mouvements des cours de change n'ont toutefois pas suivi ces évolutions des paiements courants et ont bien davantage reflété les options de politique monétaire retenues dans les pays concernés. Le dollar s'est déprécié durant toute l'année vis-à-vis du mark allemand et, dans le sillage de celui-ci, vis-à-vis de la plupart des monnaies européennes, ainsi que, à partir du mois de mai, du yen.

Le relâchement progressif de la politique monétaire américaine s'est confirmé en 1990, prudemment d'abord, et avec plus de détermination au dernier

trimestre de l'année, lorsque les signes de récession se sont multipliés ; en revanche, le resserrement des conditions monétaires s'est poursuivi en plusieurs étapes au Japon et le degré de restriction monétaire atteint à la fin de 1989 en Allemagne a été maintenu durant la majeure partie de l'année, et même renforcé à partir de novembre. Corrélativement, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme, qui avait été favorable à la monnaie américaine en 1989, a disparu dès le début de l'année vis-à-vis du mark allemand et durant la seconde moitié de l'année vis-à-vis du yen ; au dernier trimestre, il était même devenu nettement négatif envers ces deux monnaies.

Les évolutions divergentes, tant des conjonctures que des taux de change, ont eu pour effet d'aviver la disparité des résultats en matière d'inflation. Partout, les causes internes de l'inflation se sont amplifiées, notamment en raison de l'accélération de la hausse des salaires. Cependant, l'alourdissement des coûts intérieurs qui en est résulté aux Etats-Unis a été aggravé par le recul de la productivité induit par le brusque ralentissement de l'économie, alors qu'en Allemagne, les progrès de la productivité restaient substantiels et qu'ils s'accroissaient même au Japon. En outre, dans les pays où la monnaie s'est le plus appréciée, la hausse du cours de change, au travers de l'évolution favorable des prix à l'importation, a compensé en partie l'inflation intérieure ; elle a surtout permis d'atténuer fortement l'impact sur les prix intérieurs de la hausse des prix du pétrole après le déclenchement de la crise du Golfe.

Crise du Golfe

L'éclatement de cette crise en août 1990 a fait resurgir les problèmes inhérents à l'apparition d'un « choc pétrolier » qui, à l'instar des deux chocs précédents, pourrait se traduire par un prélèvement sur le revenu disponible des pays importateurs d'énergie, corollaire de la détérioration de leurs termes de l'échange, ainsi que par un ralentissement de la croissance et une recrudescence de l'inflation.

Les incidences mécaniques de la hausse des prix des produits pétroliers se sont, jusqu'à présent, reflétées uniquement dans l'évolution, au cours des derniers mois de l'année, des prix à la consommation dans les pays industrialisés. La crise est en revanche trop récente encore pour avoir fait apparaître ses effets, plus diffus et plus lents à se propager, sur la croissance et sur la formation dérivée des prix et des coûts. Ceux-ci ne se feront pleinement sentir qu'en 1991, mais ils seront, selon toute vraisemblance, bien moins prononcés que lors des deux chocs précédents. La vulnérabilité des économies occidentales s'est en effet réduite depuis lors : la consommation d'énergie par unité produite a fortement baissé et le degré de dépendance à l'égard du gaz et du pétrole importés s'est aussi contracté. En outre, selon les hypothèses qui semblent se dégager de l'équilibre atteint sur les marchés pétroliers à la fin de l'année, la hausse des prix du pétrole serait bien moins prononcée qu'en 1973-1974 ou en 1979-1981, d'autant plus que dans bon nombre de pays industrialisés, notamment dans la Communauté Economique Européenne et au Japon, elle sera aussi atténuée par la dépréciation du dollar. Dans l'hypothèse où un prix de 27 dollars le baril prévaudrait durant l'année 1991, le choc pétrolier ne représenterait ainsi pour les économies européennes qu'un prélèvement de l'ordre de 0,3 p.c. du produit national, dix fois moindre que lors de chacune des deux crises précédentes.

La détérioration des conditions de fonctionnement des économies occidentales ne devrait donc pas se révéler, et de loin, aussi sévère que lors des deux chocs précédents.

En revanche, la crise du Golfe, par l'accroissement des incertitudes qu'elle a suscité, constitue toujours une menace à court terme. Les variations erratiques, essentiellement à caractère spéculatif, enregistrées par les prix sur les marchés pétroliers à partir du mois d'août en témoignent à suffisance. Pour l'avenir, les risques de fluctuations plus considérables encore des prix pétroliers ne peuvent être totalement ignorés, et ce aussi bien à la hausse — si une partie de l'appareil productif actuellement en activité était mise hors d'état à la suite du conflit armé — qu'à la baisse — en cas de solution satisfaisante de celui-ci. De telles incertitudes, si elles devaient perdurer, sont évidemment susceptibles d'amplifier fortement les effets macroéconomiques généraux du relèvement effectif des prix de l'énergie, ne serait-ce que par leur influence négative sur la confiance des principaux agents économiques.

Elles renforcent par ailleurs, dans cette hypothèse, la nécessité pour les responsables de la politique économique d'aménager celle-ci en fonction des enseignements qui se sont dégagés des deux chocs précédents. Ils ne peuvent laisser subsister aucun doute sur le fait que les conséquences de la hausse des prix de l'énergie doivent être limitées à leur impact « mécanique » temporaire. Toute contagion supplémentaire altérerait les conditions structurelles de fonctionnement des économies. Il faudra donc que, abstraction faite de soubresauts éphémères, la vérité des prix soit respectée et que le renchérissement de l'énergie soit intégralement et rapidement répercuté sur les consommateurs finals ; ceci implique notamment que les pouvoirs publics s'abstiennent de toute mesure consistant à reporter les conséquences du renchérissement sur leurs budgets, qui s'en trouveraient ainsi obérés.

C'est surtout à rompre toute possibilité de déclenchement d'une spirale des coûts et des prix que devra s'atteler l'ensemble de la politique économique. L'expérience a montré à quel point de tels enchaînements dégradent les conditions d'offre de l'économie, par leur effet négatif sur la rentabilité et la compétitivité des entreprises, et entraînent des coûts sociaux élevés en termes d'investissement, de croissance et d'emplois.

Le succès de cette politique reposera certainement pour une bonne part sur le maintien de conditions monétaires relativement sévères. Mais la charge qui est ainsi appelée à peser sur la politique monétaire sera bien moins lourde là où un consensus social suffisant et une politique des revenus efficace permettront d'assurer une répartition optimale, entre les agents économiques, de l'appauvrissement qu'implique la détérioration des termes de l'échange.

La conduite d'une telle politique, axée sur la stabilité et la sauvegarde à moyen terme des conditions fondamentales nécessaires au bon fonctionnement des économies occidentales, est d'autant plus impérative, mais sans doute aussi plus délicate à mener, que la crise du Golfe a constitué un facteur supplémentaire contribuant à fragiliser les systèmes financiers de certains de ces pays.

Equilibres
financiers
dans le monde

Dès le déclenchement de la crise, les cours des actions se sont inscrits en recul sur toutes les bourses. Au Japon, où ce mouvement est venu se greffer sur une correction déjà amorcée de cours boursiers sans doute excessivement gonflés antérieurement, la baisse a été considérable ; elle a de surcroît fortement accentué la fragilité du secteur financier en réduisant sensiblement les plus-values non réalisées que les banques japonaises incluent partiellement dans leurs fonds propres. Dans la plupart des pays occidentaux d'ailleurs, la situation des intermédiaires financiers n'a guère été confortable, notamment en raison du renforcement, manifeste depuis plusieurs années déjà, des conditions de concurrence. Mais dans les pays où le ralentissement de l'économie a été le plus prononcé, et ce fut particulièrement le cas aux Etats-Unis, les problèmes structurels ont été fortement accentués par la dégradation de la situation financière de débiteurs importants ou de la qualité de certaines créances, notamment hypothécaires. La situation des caisses d'épargne américaines, en crise depuis 1988 déjà, s'est encore détériorée, en même temps qu'était compromise la rentabilité des banques.

La crise du Golfe a aussi eu pour effet d'aggraver quelque peu la situation des pays en développement et particulièrement des plus pauvres d'entre eux ; après deux années de stabilisation, l'encours de leur dette, mesurée en dollar fortement déprécié il est vrai, a repris son ascension. Le plan « Brady » d'allègement de cette dette a connu une première application concrète en 1990 dans un certain nombre de pays lourdement endettés (Mexique, Philippines, Venezuela). Pour organiser le financement des besoins spécifiques des « pays de la ligne du front » les plus durement touchés par les événements du Moyen-Orient, les Etats-Unis ont formé, avec d'autres, notamment des pays arabes du Golfe et tous les membres de la Communauté Economique Européenne, un « Groupe de coordination financière de la crise du Golfe ».

A ces besoins sont venus s'ajouter, en 1990, ceux, beaucoup plus récents, mais non moins importants, des pays de l'Europe centrale et de l'Est. Les coûts mais aussi les difficultés de la transition de ces économies anciennement planifiées vers des économies de marché se sont précisés et l'expérience de la réunification accélérée de l'Allemagne a clairement indiqué qu'ils seraient considérables.

Réalisée dès le 1^{er} juillet 1990 — avant même l'unification politique, le 3 octobre —, l'union monétaire, économique et sociale a posé les jalons essentiels à la transformation de l'économie de l'ancienne RDA en étendant à ce territoire l'application des principales lois régissant la vie économique en RFA, en y introduisant le Deutsche Mark et en y élargissant le champ dans lequel s'exerce la compétence de la Bundesbank, ainsi qu'en prévoyant les correctifs sociaux, notamment en matière de chômage, de nature à atténuer les répercussions de la transition vers l'économie de marché. Le coût de ces mesures explique pour l'essentiel le renversement, de plus de 3 p.c. du produit national brut, du solde budgétaire allemand en 1990, alors même que la restructuration en profondeur de l'appareil productif et des infrastructures n'a encore été qu'amorcée.

Les autres pays de l'Europe centrale et de l'Est ne disposent pas des atouts constitués par l'existence d'un modèle politique, législatif et monétaire qui puisse

être adopté tel quel et ne peuvent recourir à une solidarité sociale et budgétaire très large. Les progrès y ont donc été plus lents qu'il n'avait été espéré, d'autant plus que le contexte économique s'est trouvé fortement affecté par la désorganisation complète du commerce extérieur dans le cadre du Comecon. Un client important, à savoir l'ancienne RDA, a pratiquement disparu en raison de l'attrait exercé par les produits de l'Ouest. En outre, les livraisons de pétrole par l'URSS, dont la situation économique semble aussi s'être fortement dégradée, ne pourront désormais plus être réglées aux conditions favorables antérieurement pratiquées, mais bien aux prix du marché, majorés par les effets de la crise du Golfe.

Les efforts à accomplir sont donc immenses; ils devront nécessairement, et pour une part importante, trouver leur origine à l'intérieur des pays concernés. Mais ils seraient compromis en l'absence d'une mobilisation substantielle de capitaux extérieurs et d'un apport décisif de la coopération internationale. Celle-ci n'a pas fait défaut en 1990, sous la forme d'aides concrètes et immédiates, accordées notamment par la Communauté Economique Européenne. En mai a été fondée la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, qui sera opérationnelle dès le printemps de 1991, avec l'objectif de favoriser, via des prêts et des prises de participations, la transition de ces pays vers une économie de marché.

Les besoins de fonds seront donc en forte progression dans le monde et la mobilisation de l'épargne disponible par tous les canaux, aussi bien privés que publics, constituera assurément un des défis essentiels de l'avenir immédiat. Encore faut-il que cette épargne soit suffisante. En 1990, aux inquiétudes traditionnelles émises quant à l'ampleur des soldes dégagés par les opérations financières des entreprises et des particuliers, notamment en raison de l'insuffisance de l'épargne des ménages dans un grand nombre de pays industrialisés, sont venus s'ajouter l'interruption, et même le renversement, des efforts de compression des déficits publics dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE.

Pour l'essentiel, ce phénomène résulte du retournement de la situation budgétaire en Allemagne et du contrecoup de la récession sur le budget américain. Cependant, une reprise du mouvement de consolidation des budgets publics constituerait assurément la voie la plus adéquate pour améliorer le niveau général de l'épargne. Dans le contexte nouveau créé par la crise du Golfe, elle apporterait en outre une contribution utile à la lutte contre l'inflation qui, sans cela, l'exemple allemand semble le prouver, risque d'incomber exclusivement à la politique monétaire.

La fermeté du mark vis-à-vis de monnaies tierces, notamment du dollar, n'a pas trouvé son équivalent à l'intérieur du mécanisme de change du Système Monétaire Européen. Après le réaligement du 8 janvier — limité à un abaissement de 3,7 p.c. des cours-pivots de la lire et à l'intégration de la monnaie italienne dans la marge étroite de fluctuation de 2,25 p.c. —, les tensions apparues dans le Système se sont dissipées, et le mark s'est affaibli en raison des craintes suscitées par les conséquences financières de l'unification allemande.

Intégration
européenne

Un regroupement quasi généralisé des cours de change au sein de la bande étroite du mécanisme de change du SME a donc caractérisé la majeure partie de l'année écoulée. Il a surtout bénéficié aux monnaies, telles le franc belge, dont la politique de change est apparue particulièrement crédible. La lire a fait temporairement exception à ce regroupement ; elle fut soutenue, au lendemain du réalignement, par le niveau élevé des taux italiens et ne rejoignit l'ensemble des autres monnaies qu'après l'éclatement de la crise du Golfe, dont les retombées sur l'économie italienne s'annonçaient particulièrement dommageables.

Le 8 octobre, la livre sterling adhérait au mécanisme de change du SME, avec des marges de fluctuation de 6 p.c.

Dans le courant du mois de novembre, le resserrement de la politique monétaire allemande s'est traduit par un certain raffermissement du mark et une moindre convergence entre les monnaies. L'année s'est toutefois terminée sans tension majeure dans le Système, dont l'élargissement à la monnaie britannique a constitué un jalon de la première étape menant à l'Union Economique et Monétaire en Europe.

Conformément aux décisions du Conseil de Madrid de juin 1989, cette première étape a démarré le 1^{er} juillet 1990, en même temps qu'entraît en vigueur la libération complète des mouvements de capitaux pour huit pays sur les douze de la Communauté. Elle a été précédée de deux actes du Conseil des Communautés, adoptés en mars, visant, d'une part, la mise en place par le Conseil de procédures de surveillance multilatérale des politiques économiques nationales, en vue d'en assurer la convergence progressive, et organisant, d'autre part, de manière plus étroite, la collaboration entre banques centrales et la coordination des politiques monétaires nationales. Dans ce cadre, le Comité des Gouverneurs a achevé en juin la refonte de ses structures et procédures de travail. Il a adopté son nouveau règlement d'ordre intérieur qui prévoit que le Comité des Gouverneurs est assisté d'un Comité des Suppléants et de trois Sous-Comités chargés de la politique de change, de la politique monétaire et de la surveillance bancaire. Une Unité économique a en outre été constituée pour fournir un soutien analytique à l'activité des Gouverneurs.

Durant cette première étape, le projet d'Union Economique et Monétaire a reçu une envergure nouvelle avec la décision du Conseil de Dublin de convoquer, parallèlement à la Conférence intergouvernementale qui y sera consacrée, une Conférence sur l'Union Politique. Les deux conférences ont été solennellement ouvertes le 15 décembre à Rome. Elles ont pour objectif de proposer une révision du Traité de Rome à la ratification des Etats membres, pour renforcer la Communauté dans ses dimensions politiques, économiques et monétaires.

Les travaux préparatoires à ces conférences ont par ailleurs permis de donner une impulsion nouvelle au projet d'Union Economique et Monétaire et de mieux en discerner les contours. Ils ont été menés activement par les organes compétents de la Communauté, notamment par le Comité Monétaire et le Comité des Gouverneurs. Ce dernier a ainsi adopté en novembre un projet de statuts du

« Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne », destinés à régir la future institution monétaire de la Communauté ; ce projet a été transmis au Président du Conseil des Communautés européennes et fait partie des documents de base de la Conférence intergouvernementale.

Ces travaux préparatoires ont aussi permis de mieux définir les principes et les modalités de l'Union Economique et Monétaire. Le Conseil européen réuni à Rome en octobre a fixé au 1^{er} janvier 1994 le passage à la deuxième étape, pour autant que le programme du marché unique ait été achevé, que les modifications du Traité de Rome aient été adoptées et ratifiées, et que certaines des nouvelles dispositions, en particulier celles qui concernent l'indépendance des membres de la nouvelle institution monétaire et l'interdiction du financement monétaire de déficits budgétaires, aient été mises en œuvre ou aient reçu un début d'exécution. Il a aussi précisé que le principal objectif de cette deuxième phase serait la création de la nouvelle institution monétaire de la Communauté.

Enfin, le Conseil d'octobre a esquissé les procédures qui devraient être suivies pour le passage à la troisième étape — la plus importante — de l'Union Economique et Monétaire. A cet égard, il est clair qu'il conviendra d'étoffer le contenu du volet relatif à l'Union économique et de définir les critères qui devront être impérativement respectés avant le passage à cette ultime étape. Celle-ci nécessitera bien sûr une convergence poussée des principaux paramètres économiques, notamment en matière d'inflation. Pour les économies qui auront abandonné les modifications du taux de change comme instrument d'ajustement, ceci exigera, pour remédier aux distorsions structurelles, un degré élevé de flexibilité des marchés, notamment pour les facteurs de production, et d'importantes marges de manœuvre dans la politique budgétaire. Les arrangements institutionnels pour la réalisation effective de la troisième étape devront donc être précis et contraignants. Dans la mesure où ils concrétisent le degré le plus élevé des ambitions communautaires, ils devraient recevoir l'adhésion de tous les Etats membres, quitte à prévoir les modalités qui permettront à chacun de déterminer soi-même son degré de participation en fonction de ses progrès sur la voie de la convergence.

Evolution économique en Belgique

En dépit d'un environnement extérieur moins favorable qu'il ne l'avait été au cours des deux années précédentes, l'économie belge a confirmé, en 1990, l'essentiel de ses bonnes performances macroéconomiques antérieures.

La croissance de l'activité a encore été substantielle, quelque 3,7 p.c., soit un rythme à peine inférieur à celui de 1989 et de nouveau bien plus élevé que celui enregistré dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne.

Croissance
et emploi

L'affaiblissement conjoncturel qui a touché la plupart des principaux pays européens dès 1989 a cependant aussi été ressenti dans l'économie nationale, notamment au travers du ralentissement concomitant du rythme d'expansion des

exportations. Mais il y est apparu plus tardivement, et y a sans doute été moins prononcé. Pour l'essentiel, ce décalage a résulté du soutien apporté au développement de l'activité par la progression encore très vive, particulièrement durant le premier semestre, des principales catégories de la demande intérieure.

La consommation privée, soutenue par une croissance encore forte du revenu disponible et par une réduction du taux d'épargne des ménages, a crû davantage encore — près de 4 p.c. — qu'en 1989 : les achats de biens, en particulier, ont connu une expansion considérable, notamment durant la première moitié de l'année. Même si les taux de croissance exceptionnels des deux années antérieures n'ont plus été atteints, la progression des investissements des entreprises est elle aussi restée substantielle — quelque 9 p.c. — et la Belgique a retrouvé ainsi un niveau d'investissement productif semblable à celui de ses principaux partenaires européens. La demande de logement, en revanche, a fléchi sensiblement en 1990, mais l'activité, qui suit la demande avec un certain délai en raison de la durée d'achèvement des travaux, a encore progressé. Le décalage conjoncturel ainsi apparu au début de l'année vis-à-vis de la plupart des pays industrialisés a influencé très normalement l'évolution des importations : celles-ci ont crû bien davantage que les exportations durant cette période. En fin d'année toutefois, un infléchissement marqué est apparu : le ralentissement progressif des dépenses intérieures a comprimé la croissance des importations alors que les livraisons à l'étranger commençaient à bénéficier de l'effet d'entraînement de l'unification allemande. Au total, les exportations nettes n'auraient guère influencé le taux de croissance du produit national en 1990.

Reflétant le niveau général de l'activité, les créations d'emplois sont restées importantes en 1990 : quelque 36.000 unités dans les entreprises, dont 9.000 dans l'industrie, où les effectifs se sont ainsi étoffés pour la deuxième année consécutive, après une longue période de compression. Corrélativement, le chômage a poursuivi sa résorption, mais à un rythme nettement ralenti ; selon les données standardisées européennes, le taux de chômage est revenu, en moyenne annuelle, de 8,5 à 8,1 p.c., et serait ainsi resté légèrement inférieur à la moyenne communautaire. Cette amélioration des données annuelles était cependant, pour une bonne part, acquise dès le début de l'année, l'évolution dans le courant de celle-ci ayant été davantage caractérisée par une stabilisation du taux de chômage ; celui-ci a même probablement atteint un creux conjoncturel au deuxième trimestre, pour s'inscrire en légère progression par la suite, le nombre de chômeurs depuis moins d'un an — en particulier des jeunes à la recherche d'un premier emploi — ayant recommencé à croître.

Prix

Si la crise du Golfe n'a guère eu d'incidence significative sur l'évolution de l'activité ou de l'emploi, en 1990, l'évolution des prix a porté plus clairement l'empreinte des importantes fluctuations des prix pétroliers.

L'inflation est néanmoins restée sous contrôle, principalement parce que l'appréciation continue de la monnaie nationale durant l'année a contribué très largement à la modérer : malgré le renchérissement du pétrole, les prix à l'importation ont fléchi de quelque 0,7 p.c. Au premier semestre de l'année, la fermeté du franc a ainsi renforcé les effets de la baisse des prix de l'énergie et,

entre décembre 1989 et juillet 1990, le taux d'inflation annuel a été ramené de 3,6 à 3 p.c. A partir du mois d'août, la faiblesse du dollar a limité les effets de la hausse des cotations internationales du pétrole, répercutée dans l'indice des prix à la consommation selon les modalités prévues par le « contrat de programme » conclu entre l'Etat et la Fédération pétrolière belge ; le rythme d'inflation s'est alors accéléré pour atteindre un maximum de 4,3 p.c. en octobre avant de revenir à 3,5 p.c. en décembre, soit un peu moins qu'en décembre 1989. En moyenne annuelle, la hausse s'est élevée à 3,5 p.c., ne représentant qu'une accélération très limitée par rapport à 1989. L'évolution des prix a ainsi été parallèle à celle des pays européens à basse inflation. Elle a été nettement plus favorable que dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne, en dépit d'une sensibilité plus forte, en Belgique, aux variations des prix de l'énergie.

La fermeté du franc a aussi permis de compenser, pour l'essentiel, la détérioration des termes de l'échange qu'aurait autrement provoquée l'évolution des prix pétroliers. Le surplus des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger s'est stabilisé à quelque 145 milliards, et confirme la place enviable de l'Union parmi les quelques pays européens — Allemagne, Pays-Bas, Irlande — qui dégagent depuis plusieurs années déjà une position extérieure confortable.

Transactions courantes avec l'étranger

La stabilisation de l'excédent courant résulte, en partie, de la progression, sans doute exceptionnelle, du surplus qu'ont laissé les opérations d'arbitrage sur marchandises, en raison notamment de l'élargissement de la marge bénéficiaire en franc des opérateurs résidents. Elle témoigne surtout du fait que les producteurs nationaux ont pu conserver leur position forte sur les marchés extérieurs et domestiques, atténuant ainsi les effets négatifs exercés, sur le solde des échanges extérieurs, par le décalage conjoncturel dont a bénéficié l'économie belge et par l'alourdissement, en fin d'année, de quelque 25 milliards de la facture pétrolière.

Cette évolution favorable a, de surcroît, été acquise, bien que parmi les divers éléments — prix, coûts, assortiment des produits, ... — qui contribuent à la position compétitive des entreprises nationales, l'un des plus importants, et sans doute aussi le plus aisément mesurable en termes quantitatifs — la disparité des coûts salariaux — ne se soit plus modifié à l'avantage des entreprises belges. Les hausses de salaires se sont en effet amplifiées en Belgique, pour atteindre quelque 5,7 p.c. ; chez les sept principaux partenaires commerciaux, la progression en monnaie nationale a été supérieure, quelque 5,9 p.c., mais, mesurée en monnaie commune — ce qui est le terme de comparaison correct pour l'évaluation de la position compétitive —, elle aurait été limitée à 1,3 p.c. L'écart qui s'est ainsi creusé est principalement dû à la dépréciation, vis-à-vis du franc, de monnaies flottantes — le dollar, le yen et, jusqu'en octobre, la livre sterling.

Disparité des coûts salariaux

De tels mouvements n'affectent souvent l'évolution des parts de marché qu'après un délai assez long et les producteurs nationaux ont sans doute continué à bénéficier des progrès qui avaient été enregistrés en 1988 et, plus marginalement, en 1989. Plus fondamentalement, la progression des coûts salariaux,

nettement plus rapide que chez les principaux concurrents, a probablement dû être absorbée par un rétrécissement des marges bénéficiaires des exportateurs. Les informations disponibles, bien que fragmentaires encore, indiquent que ce processus aurait joué : les prix de vente pratiqués à l'exportation ont en effet reculé de 1,1 p.c. en 1990, alors que la baisse des prix à l'importation était moindre et que les coûts salariaux par unité produite augmentaient.

Cette évolution suscite pour l'avenir une préoccupation majeure, d'autant plus que la crise du Golfe apporte un certain nombre d'incertitudes supplémentaires, relatives notamment aux évolutions futures des prix de l'énergie importée et aux répercussions de celles-ci sur la formation des prix et des coûts dans une économie où les mécanismes d'indexation sont très largement répandus. Il est en effet essentiel que le pays reste à l'abri des enchaînements destructeurs apparus dans les années septante, à l'occasion des deux chocs pétroliers précédents, et par lesquels des hausses de revenus, salariaux ou autres, certes justifiées par la préservation du pouvoir d'achat mais contestables au regard des évolutions à l'étranger, compromettent progressivement l'activité — et par conséquent l'emploi — dans les entreprises. Dans ces circonstances, celles-ci sont confrontées à l'amenuisement de leurs débouchés et à un recul de leur rentabilité, avec les conséquences qui en découlent sur l'effort d'investissement ; en un mot, les piliers mêmes de la croissance à plus long terme sont ébranlés.

La sauvegarde de la compétitivité de l'économie doit donc être assurée à tout prix, sous peine de saper les fondements sur lesquels a reposé le redressement remarquable de l'économie nationale au cours des dernières années. Ainsi qu'en témoigne la loi du 6 janvier 1989, elle constitue d'ailleurs une des pierres angulaires de la politique économique du Gouvernement, et celui-ci a exprimé à diverses reprises ses préoccupations en la matière.

Les interlocuteurs sociaux ont rencontré ce souci et tenu compte des développements apparus durant l'année, lors de la conclusion, le 27 novembre 1990, d'un nouvel Accord interprofessionnel pour la période 1991-1992.

La majoration des coûts, liée aux avantages sociaux de cet accord, a été limitée pour l'ensemble de la période à 0,6 p.c. de la masse salariale, pour l'essentiel d'ailleurs à charge de l'année 1992, et les interlocuteurs sociaux ont indiqué les éléments dont il conviendra de tenir compte lors de la conclusion d'accords sectoriels ou d'entreprises, et parmi lesquels figurent « ... l'évolution de la compétitivité en 1990 et l'incertitude quant à l'issue de la crise du Golfe ». Les marges de manœuvre sont limitées et les soubresauts éventuels des prix du pétrole requièrent la plus grande vigilance. Il est de l'intérêt bien compris de chacun que ces accords, dont la négociation est entamée, débouchent sur un partage équitable des fruits de la croissance, sans compromettre l'équilibre concurrentiel de l'économie, garant de son développement harmonieux dans le futur.

A divers égards, les données chiffrées relatives à l'évolution des finances publiques en 1990 font apparaître une nouvelle amélioration. Le solde à financer de l'ensemble des pouvoirs publics s'est contracté en valeur absolue, l'objectif de

stabilisation du déficit du Trésor ayant notamment été réalisé, et en pourcentage du produit national brut, la réduction a atteint quelque 1 p.c. De la sorte, l'écart entre les besoins nets de financement des pouvoirs publics belges, réduits à 5,6 p.c., et ceux enregistrés en moyenne dans la Communauté Economique Européenne s'est contracté pour ne plus atteindre que 1,8 p.c. Enfin, les conditions nécessaires à l'interruption de l'effet « boule de neige » d'auto-alimentation des déficits publics, qui étaient apparues en 1989, ont pu à nouveau être réunies durant l'année écoulée, en dépit de la hausse des taux d'intérêt et du ralentissement de la croissance nominale du produit national brut, et le rapport de la dette publique à ce dernier a pu être stabilisé.

Ces résultats ont été acquis malgré l'alourdissement des charges d'intérêts. Ils proviennent pour une part importante de la poursuite des efforts de compression des dépenses, hors charges d'intérêts, qui ont permis de ramener celles-ci de plus de 50 p.c. du produit national au début des années quatre-vingt à 40 p.c., soit un niveau qui est devenu en 1990 inférieur à celui enregistré dans l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne. Ils sont aussi, en partie, imputables à l'évolution favorable des recettes fiscales et parafiscales qui, après des baisses relatives importantes en 1988 et 1989, ont progressé parallèlement au produit national brut.

Ce mouvement reflète, en partie, le fait que, contrairement aux années antérieures, la répartition de la croissance des revenus ne s'est plus traduite, en 1990, par un glissement significatif en faveur des bénéficiaires des entreprises et au détriment des revenus des salariés, dont les taux d'imposition sont plus élevés. Il résulte aussi des relèvements de la fiscalité — en matière d'accises et d'impôts directs des sociétés — décidés pour financer le coût de la réforme fiscale de 1989 en faveur des particuliers, alors que les retombées de celle-ci en 1990 ont été différées en raison du retard accusé par l'administration dans les enrôlements et d'une indexation partielle seulement des barèmes du précompte professionnel, ainsi que des mesures prises pour rendre impossible l'usage impropre de certaines dispositions relatives à la fiscalité des entreprises. Enfin, la progression des recettes du précompte mobilier, due surtout à l'encaissement massif par les particuliers, et avec un précompte à 25 p.c., de revenus accumulés pendant plusieurs années sur des bons de capitalisation et sur les coupons de certains bons de caisse, y a aussi contribué.

Aussi importants qu'aient été les progrès réalisés durant l'année écoulée, ils n'ont pas fait disparaître toutes les déficiences structurelles qui affectent encore la situation des finances publiques du pays, et ne peuvent donc, a fortiori, donner le signal d'un relâchement des efforts d'assainissement, menés depuis de longues années déjà.

L'arrêt de l'effet « boule de neige » depuis deux ans constitue certes une étape importante et bienvenue dans le processus d'assainissement des finances publiques. La dette publique a en conséquence cessé de croître relativement au produit national brut, mais son niveau — quelque 120 p.c. — reste manifestement trop élevé en regard de la situation enregistrée dans les autres pays industrialisés, notamment européens. En outre, le processus de réduction de cette

dette n'a été qu'esquissé, de sorte, que les finances publiques n'ont pas encore pu bénéficier du cercle vertueux — la « boule de neige » roulant à l'envers — qui découlerait automatiquement d'une telle réduction sur les charges d'intérêts, capitalisant ainsi les résultats des efforts d'assainissement et réduisant à terme la sensibilité excessive des budgets face aux mouvements des taux d'intérêt. L'arrêt de l'effet « boule de neige » paraît, par ailleurs, encore assez fragile. D'une part, en effet, les paramètres de base qui le conditionnent évolueront, selon toute vraisemblance, défavorablement en 1991 : la croissance du produit national devrait se ralentir et le niveau des taux d'intérêt pourrait être plus élevé, ainsi que le laisse présager la hausse des taux à court terme à la fin de 1990. D'autre part, les efforts budgétaires nécessaires pour compenser ces évolutions, en améliorant le solde financier hors charges d'intérêts, devront être réalisés dans un environnement économique plus difficile.

Au cours des dernières années, le progrès sur la voie de l'assainissement n'a pas été aussi substantiel que d'aucuns auraient pu l'espérer, parce que la priorité a été accordée à un autre objectif essentiel des pouvoirs publics, à savoir la réduction du poids jugé excessif, notamment dans le contexte européen, de la fiscalité des revenus des particuliers. Cette évolution a aussi été accentuée par l'usage croissant, durant la période récente de très haute conjoncture, d'un certain nombre de dispositions fiscales qui avaient été introduites à une époque où il se justifiait de stimuler l'activité, l'investissement et la rentabilité des entreprises.

En l'absence de ces développements fiscaux, les besoins nets de financement des pouvoirs publics, en pourcentage du produit national brut, seraient d'ores et déjà retombés au niveau moyen de la Communauté Economique Européenne.

Cette constatation indique d'ailleurs un des impératifs dont il conviendra de tenir compte pour assurer le succès de l'assainissement des finances publiques à l'avenir, à savoir la nécessité de maintenir un parallélisme assez strict entre l'évolution des recettes publiques et celle du produit national et, pour ce faire, de poursuivre les efforts déjà entrepris en vue de remédier autant que possible à certaines caractéristiques du système fiscal qui amplifient les incertitudes pesant sur le rendement de l'impôt. Cette nécessité est d'autant plus forte que, on l'a déjà indiqué, le contexte macroéconomique se détériorera en 1991, en termes de croissance et peut-être aussi d'inflation et de taux d'intérêt, et que de nouvelles économies paraissent plus difficiles dans un certain nombre de postes budgétaires. Là où les économies ont été poussées le plus loin dans le passé, comme c'est le cas, par exemple, des investissements publics, leur poursuite se heurte à la faiblesse du niveau atteint par les dépenses. De surcroît, le contrecoup d'une situation moins favorable du marché de l'emploi se fera sentir sur les dépenses de chômage, dont le repli au cours des dernières années a déjà été bien moindre que celui du chômage, ce qui reflète la croissance du coût de financement des mesures destinées à promouvoir le retrait, temporaire ou définitif, de la vie active — notamment les régimes de prépension — ou l'interruption temporaire du chômage.

Plus fondamentalement, la nécessité d'assurer la restructuration des dépenses publiques pour moderniser et renforcer l'efficacité du fonctionnement de l'appa-

reil de l'Etat, pose un nouveau défi qui devra trouver réponse dans les années à venir. Les dépenses publiques portent encore trop, sans doute, l'empreinte d'options prises dans le passé et en d'autres circonstances, notamment quant au volume, à la qualification et à la rémunération de l'emploi public.

L'assainissement doit donc être poursuivi sans faiblesse, sous peine de dilapider les résultats obtenus, non sans mal, dans le passé et de ne pouvoir faire face aux impératifs de l'avenir. Il réclamera plus que jamais un effort dans tous les domaines de l'activité de l'Etat et — il n'est pas vain de le rappeler dans le contexte de la séparation des Trésoreries de l'Etat central et des Communautés et Régions — la collaboration à tous les niveaux des pouvoirs publics.

Politique monétaire et de change

Les autorités ont intensifié leurs efforts en vue de moderniser les marchés financiers en Belgique et d'en accroître l'attrait pour les étrangers aussi bien que pour les placeurs nationaux.

Contexte
institutionnel

Il était apparu de longue date que le poids du précompte mobilier sur les revenus de l'épargne financière avait largement contribué à la désaffection progressive des placeurs nationaux à l'égard des placements à long terme en franc et, corrélativement, à l'amplification considérable au cours des dernières années de leurs achats de valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères. Par leur importance, ces achats affectaient, de manière structurelle, le bon équilibre des paiements avec l'étranger. En l'absence de tout progrès, au niveau européen, en matière d'harmonisation de la fiscalité des revenus de l'épargne, les autorités belges ont décidé d'y porter remède, à partir du 1^{er} mars, par un abaissement de 25 à 10 p.c. du précompte mobilier sur les nouveaux actifs financiers à revenu fixe.

Le 5 mars 1990, les autorités belges et luxembourgeoises ont par ailleurs supprimé le double marché des changes, en anticipation des engagements pris dans le cadre de la directive européenne du 24 juin 1988. L'écart de cotation du franc entre les marchés libre et réglementé avait en effet pratiquement disparu et la balance entre les avantages et les inconvénients du système penchait depuis un certain temps déjà vers les derniers, ce qui pesait sans doute sur l'image du franc.

Dans le contexte structurellement amélioré par ces mesures, les autorités monétaires belges ont officiellement annoncé, au mois de juin, la nouvelle orientation, plus ambitieuse, de leur politique de change. Le Gouvernement a en effet pris l'engagement formel de lier fermement le franc aux monnaies du SME considérées comme ancrées de stabilité, en l'occurrence, au mark allemand.

Politique
de change

Cette liaison implique d'une part, en cas de réalignement général éventuel des cours-pivots des monnaies du Système, que le cours du franc vis-à-vis du mark ne sera pas modifié. D'autre part, la Banque veillera, dans la pratique

journalière du marché des changes, à ce que les fluctuations du franc autour du cours-pivot soient cohérentes avec la nouvelle orientation, tout en respectant évidemment les dispositions des accords de Bâle-Nyborg.

Cette annonce témoigne d'un saut qualitatif important dans la poursuite de la politique de change de la Belgique, traditionnellement axée sur la stabilité du cours de change au sein du SME. Elle s'inscrit dans le mouvement européen d'unification monétaire où, au stade ultime, les modifications de cours de change devraient être proscrites comme instrument d'ajustement interne. Dans l'immédiat, la nouvelle orientation renforce par ailleurs l'efficacité de la lutte contre l'inflation — c'est-à-dire un des objectifs essentiels poursuivi à l'occasion de la mise en œuvre de la coordination des politiques monétaires au niveau européen — en assignant au taux de change le rôle central d'assurer la cohérence de la politique monétaire avec celle des pays qui obtiennent les meilleurs résultats en matière d'inflation.

Elle concrétise aussi les bonnes performances macroéconomiques de la Belgique, au cours des dernières années, dans la réalisation des objectifs finals de la politique économique — croissance, emploi, solde des transactions courantes avec l'étranger et inflation. C'est sur la base de ces prestations que l'on peut évaluer la santé d'une économie et donc le cours de change de sa monnaie. Elle renforce enfin les effets des autres mesures destinées à améliorer le statut du franc, en supprimant le dernier élément d'incertitude pesant sur la politique de change. A ce titre, elle accroît l'attrait de la monnaie nationale pour les placeurs belges et étrangers et réduit la prime de risque qui était incorporée dans les taux à court terme.

L'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change a été particulièrement bien accueillie sur les marchés ; elle a nettement amplifié l'évolution favorable des opérations en capital de l'UEBL avec l'étranger qui s'était amorcée en liaison avec l'abaissement du précompte mobilier et qui, sur l'ensemble de l'année, a considérablement réduit — de quelque 100 milliards selon les données disponibles, encore fragmentaires — le déficit de ces opérations. Cette réduction résulte du renversement du solde des opérations sur valeurs mobilières, dont le déficit de plus de 200 milliards en 1989 se serait transformé, principalement sous l'effet de la modification du comportement des placeurs résidents, en un surplus de quelque 55 milliards.

Les contraintes de financement qui pesaient sur l'équilibre des paiements extérieurs se sont ainsi relâchées dans le courant de l'année et l'amélioration fondamentale de la position de la monnaie nationale a permis de réaliser pleinement les objectifs immédiats de la nouvelle politique de change. Il s'agissait d'abord d'assurer la crédibilité de celle-ci en laissant prévaloir sur le marché des cours de change très proches de la parité vis-à-vis de la monnaie de référence. Il convenait ensuite, compte tenu de l'amélioration des conditions qui se dégageaient sur le marché des changes, d'assurer l'équilibre sur celui-ci, essentiellement par la réduction du différentiel de taux d'intérêt vis-à-vis du taux allemand, et accessoirement seulement, par des interventions sur le marché des changes.

Les résultats effectivement enregistrés ont été particulièrement favorables.

Le renforcement modéré et progressif du cours de change du franc vis-à-vis du mark, qui s'était déjà amorcé au lendemain du réalignement du cours de la lire en janvier 1990, mais qui résultait en partie d'une certaine faiblesse de la monnaie allemande liée aux incertitudes de la réunification, a été nettement accentué par l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change. Le franc s'est alors renforcé vis-à-vis de toutes les monnaies : il a occupé, à partir de septembre, quand la lire italienne s'est affaiblie, la position la plus élevée parmi les monnaies participant à la marge de fluctuation étroite du SME.

Cette position s'est maintenue jusqu'à la mi-novembre, lorsque le resserrement de la politique monétaire allemande s'est traduit par un raffermissement généralisé de la position du mark, et donc aussi vis-à-vis du franc. En décembre, les autorités monétaires belges ont pris les mesures nécessaires pour maintenir le cours du franc dans le sillage de la monnaie allemande, en conformité avec la nouvelle orientation de la politique de change. La tension ne fut cependant que passagère, et dès le début de janvier 1991, le franc retrouvait la position qu'il occupait dans le SME au début de novembre.

Comme par le passé, c'est au moyen de modifications des taux des certificats de trésorerie que la Banque, en concertation avec le Ministre des Finances, a mené la politique de taux à court terme en 1990. Durant la majeure partie de l'année, les taux des certificats ont été abaissés à diverses reprises ; ils avaient été portés à 10,40 p.c. pour les échéances de 1, 2 et 3 mois au tout début de l'année en raison des tensions qui avaient précédé le réalignement du 8 janvier, et ont été ramenés progressivement, entre mars et octobre, à 8,85 p.c. à 2 et 3 mois et à 8,80 p.c. à 1 mois. En l'absence de mouvements marqués des taux allemands, ces abaissements ont correspondu, à due concurrence, à une réduction du différentiel entre les taux belge et allemand. Celui-ci s'est encore contracté durant le mois de novembre, mais à la suite du relèvement, assez brutal, des taux allemands cette fois. A la fin du mois de novembre, ces derniers ont ainsi dépassé les taux belges et hollandais, particulièrement aux échéances les plus courtes, et amené la Banque à relever, par étapes, ses taux à 10,05 p.c. Dès que le franc eut retrouvé une position plus confortable, au tout début de janvier 1991, un mouvement prudent de réduction a de nouveau pu être amorcé.

Enfin, ni le raffermissement du cours de change du franc, ni la réduction pourtant forte du différentiel de taux d'intérêt, ni même les interventions ponctuelles opérées en décembre, n'ont pu empêcher que l'amélioration considérable des paiements avec l'étranger ne se traduise par un surplus de quelque 40 milliards du solde des règlements officiels. Cet excédent a surtout été consacré au remboursement de l'endettement extérieur du Trésor, et, pour une part plus réduite, au renforcement des réserves de change de la Banque.

Tel qu'il se dégage à l'heure actuelle, le bilan de la nouvelle orientation de la politique de change est donc extrêmement positif. La période est cependant trop courte pour permettre de tirer déjà des conclusions définitives. En tout état de cause, les résultats engrangés ne sont pas acquis une fois pour toutes ; ils

devront être entretenus avec crédibilité et telle est clairement l'ambition des autorités monétaires du pays. Pour conforter le succès de la stratégie, il faudra que reste acquise la volonté de tous les agents économiques nationaux de concourir au développement d'une économie véritablement saine et qui puisse se mesurer aux concurrents les plus performants.

Réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire

Les efforts des autorités belges, entamés depuis plusieurs années déjà, en vue de moderniser les structures financières du pays et d'adapter le marché des capitaux à un nouvel environnement européen, plus ouvert et plus compétitif, se sont nettement intensifiés en 1990. Ils se sont notamment concrétisés par la loi du 4 décembre 1990, relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Dès le mois de mars 1990, les autorités annonçaient leur intention d'étendre la réforme du marché financier à son compartiment à court terme, notamment dans sa composante la plus importante, le marché des certificats de trésorerie. Elles décidaient, corrélativement, d'adapter les instruments et le mode d'exercice de la politique monétaire, pour les rendre davantage conformes aux règles qui se sont développées au niveau européen, en liaison avec la progression vers l'Union monétaire, et pour améliorer les possibilités de coordination avec les politiques monétaires des Etats membres.

La concrétisation progressive de cette réforme de grande envergure a été menée résolument durant l'année écoulée. La loi du 2 janvier 1991, relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, a introduit les adaptations juridiques nécessaires ; conformément au calendrier qui avait été fixé, la réforme a démarré le 29 janvier 1991.

Le premier axe de celle-ci vise à transformer le marché des certificats de trésorerie, plus précisément pour en élargir l'accès, notamment aux placeurs étrangers, selon des modalités courantes dans la plupart des pays industrialisés et de nature à comprimer le coût de financement à court terme du Trésor, tout en favorisant le développement d'un marché secondaire actif et liquide.

A cette fin, le mode d'émission des certificats de trésorerie a été modifié : à l'émission continue, au robinet, de certificats à destination exclusive des intermédiaires financiers belges et luxembourgeois, se substituent dorénavant des adjudications périodiques — hebdomadaires pour les certificats à 3 mois et toutes les quatre semaines pour les certificats à 1 an —, en principe accessibles à tous les placeurs résidents et non résidents, à l'exception toutefois des résidents pour lesquels le précompte mobilier constitue un impôt définitif.

Les certificats sont entièrement dématérialisés ; le règlement ainsi que la mise à disposition des titres adjugés s'effectuent par l'intermédiaire du système de compensation mis sur pied par la Banque, qui permet aussi de dénouer les transactions les plus diverses, tant sur le marché primaire que secondaire.

Le développement d'un marché secondaire efficace a par ailleurs été stimulé par une série de mesures, dont la plupart ont été étendues au marché des obligations linéaires de l'Etat. Le Ministre des Finances a ainsi sélectionné quatorze intermédiaires financiers établis en Belgique et au Luxembourg, qui se sont engagés à assurer le fonctionnement efficace du marché secondaire des obligations linéaires et des certificats de trésorerie. Ils constituent un corps de « primary dealers », qui participent régulièrement et significativement aux adjudications sur le marché primaire, assument, sur le marché secondaire, une cotation permanente des titres ayant, dans certaines limites, valeur d'engagement ferme d'achat ou de vente, et contribueront à la promotion des effets et fonds publics belges auprès des placeurs nationaux et étrangers. En contrepartie, les primary dealers bénéficient d'avantages spécifiques.

Le bon fonctionnement du marché secondaire ne pouvait enfin être assuré en l'absence d'une sécurité juridique suffisante des opérations et d'un régime fiscal qui leur soit adapté. La loi du 2 janvier 1991 introduit, à cette fin, une réglementation précise concernant les opérations de cession-rétrocession, supprime la taxe sur les opérations en bourse pour les transactions en certificats et en obligations linéaires et prévoit un traitement approprié en matière d'impôt sur les revenus pour les prêts et les cessions-rétrocessions de ces titres.

Les aménagements apportés aux instruments de la politique monétaire constituent le second axe de la réforme. Ils ne modifient en rien les objectifs prioritaires de cette politique basée, plus clairement encore que par le passé, depuis l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change, sur la stabilité des prix et du cours de change. Ils ne réduisent pas davantage la nécessité pour la Banque de pouvoir agir efficacement sur les taux d'intérêt à court terme, de manière à influencer les flux de capitaux avec l'étranger qui y sont le plus sensibles et à favoriser ainsi l'équilibre global souhaité entre l'offre et la demande sur le marché des changes.

Mais la conduite opérationnelle de la politique de taux sera profondément modifiée. Avec la réforme du mode d'émission des certificats de trésorerie, le taux de ces certificats sera désormais fixé selon des procédures de marché : il ne constituera donc plus l'instrument au moyen duquel, en vertu de décisions discrétionnaires, les autorités orientaient l'ensemble des taux du marché monétaire. A l'instar de la plupart des banques centrales des pays industrialisés, la Banque influencera dorénavant les taux de manière indirecte, en déterminant la nature, le volume et le prix de ses transactions avec les opérateurs du marché monétaire.

A cet égard, la réforme du 29 janvier 1991 dissocie beaucoup plus clairement les responsabilités respectives de la politique monétaire et de la politique budgétaire ; antérieurement, un même instrument, le certificat de trésorerie, était concerné dans les deux aspects de la politique économique générale.

Elle impose, pour conserver toute leur efficacité aux interventions de la Banque, que plus aucun agent économique ne dispose d'un accès illimité et à des conditions préférentielles aux crédits de celle-ci.

De ce fait, une des conditions que le Conseil européen a mise au passage vers la deuxième phase de l'Union Economique et Monétaire, à savoir l'interdiction de tout financement monétaire des déficits budgétaires, a été remplie. Dans le nouveau système, l'Etat ne dispose plus désormais, auprès de la Banque, que d'une ligne unique de crédit, plafonnée à 15 milliards et exclusivement destinée à faciliter la gestion de caisse journalière du Trésor. En outre, il ne contractera de nouveaux emprunts en devises que si ces opérations sont compatibles avec la politique monétaire et de change; à cet égard, une nouvelle convention a été conclue entre le Ministre des Finances et la Banque.

La réforme, enfin, permet d'adapter le mode de conduite de la politique monétaire en Belgique aux procédures utilisées par les principales banques centrales européennes, et donc de franchir une étape importante vers l'intégration future de la Banque dans le Système européen de banques centrales.

Techniquement, les nouveaux instruments de la politique monétaire se présentent à trois niveaux.

L'orientation générale de la politique de taux et la base du financement structurel accordée aux intermédiaires financiers seront données par la Banque au moyen de ses adjudications périodiques de crédit; le système entré en vigueur en mars 1989 est donc maintenu, moyennant certaines adaptations techniques — les adjudications à 14 jours feront place à des adjudications à 1 semaine —, mais sa signification est considérablement renforcée.

Entre deux adjudications, la Banque pourra intervenir sur les différents compartiments du marché monétaire au moyen de la très large gamme de techniques, conformes aux mécanismes de marché, qu'elle peut désormais mettre en œuvre, après les modifications apportées à l'article 11 de la loi organique par la loi du 2 janvier 1991. Ces opérations mettent la Banque à même, soit d'influencer la liquidité générale du marché, de manière à neutraliser l'effet sur celle-ci de facteurs accidentels ou saisonniers liés par exemple à la circulation des billets, soit d'intervenir de façon plus active pour provoquer ou entretenir sur le marché des déséquilibres temporaires, susceptibles d'orienter les taux dans le sens désiré.

Ces deux catégories d'instruments doivent, en principe, suffire pour mener une politique de taux efficace, permettant à la Banque d'amener quotidiennement le marché monétaire à une situation globale d'équilibre, au niveau de taux désiré. Toutefois, l'équilibre global du marché ne signifie pas l'équilibre individuel des opérateurs; c'est pourquoi un dispositif, qui remplace l'ancien marché du call money garanti, a été mis en place, pour mettre les intermédiaires financiers en état de placer leurs surplus ou de financer leurs déficits de trésorerie à des conditions proches de celles du marché.

La réforme, dans son ensemble, peut être qualifiée d'importante et elle pose un triple défi.

Le Trésor doit dorénavant, pour assurer la couverture de ses besoins de financement, se soumettre strictement aux contraintes d'un marché libre et compétitif.

Pour la gestion de leurs trésoreries, les intermédiaires financiers ne pourront plus autant s'en remettre à l'aménagement de leurs portefeuilles de certificats de trésorerie.

La Banque, enfin, se doit d'assurer la continuité et l'efficacité de la politique monétaire, dans un contexte profondément modifié.

Mais la réforme repose sur des bases solides et la Banque est convaincue que l'intérêt commun, bien compris de chacun, la condamne au succès.

Bruxelles, le 30 janvier 1991.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Affectation du produit national :		3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
a) Estimations à prix courants	I - 3a	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	b) Volume	VIII - 4b
4. Enquêtes sur la conjoncture :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Industrie manufacturière :		1-2-3. Balance sur base des transactions :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	— Chiffres annuels	IX - 1
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	— Soldes trimestriels	IX - 2
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— résultats bruts par région	I - 4b.4	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
c) Industrie de la construction :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	X. — Marché des changes.	
d) Commerce :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	a) Chiffres annuels	X - 1a
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
II. — Population, emploi, chômage.		2. Droit de tirage spécial	X - 2
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	4. Système Monétaire Européen :	
III. — Agriculture et pêche.		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
1. Agriculture	III - 1	b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.		5. Cours de change effectifs	X - 5
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
V. — Services.		6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
1. Transports :		7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1987	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1988	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1988	XII - 2
b) Ventes à tempérament	V - 3b	3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Chambres de compensation :		a) au 31 décembre 1987	XII - 3a
a) Nombre d'opérations	V - 4a	b) au 31 décembre 1988	XII - 3b
b) Montant des opérations	V - 4b	4. Mouvements en 1988 (totaux sectoriels)	XII - 4
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Matières premières	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a		
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b		

4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique ...	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :	
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1
2. Stock monétaire	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 4a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 6a
b) Encours	XV - 6b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) ..	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires ..	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
4. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ..	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en franc belge dans les banques ..	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	--------

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
	T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1b et 5, XV-1 à 6 et XIX-1a, b dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.242,1	1.265,4	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.405,1	1.460,3	1.570,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	59,0	61,0	63,2	66,2	68,7	70,1	70,6	71,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	293,8	319,3	368,0	422,8	441,9	477,3	495,6	534,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	598,4	611,5	650,3	684,2	741,3	742,2	747,6	780,3
5. Corrections et compléments	103,3	118,6	128,1	137,6	162,3	182,7	201,4	200,5
Ajustement statistique	- 8,7	19,6	2,8	- 11,9	19,0	3,2	19,7	- 4,3
Total ...	2.287,8	2.395,3	2.542,5	2.671,8	2.814,0	2.880,6	2.995,2	3.152,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	62,0	67,5	84,7
2. Professions libérales ¹	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	186,5	203,2	219,1
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	332,7	358,0
4. Revenu des sociétés de personnes ²	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	53,1	66,6
Ajustement statistique	- 1,6	3,8	0,5	- 2,3	3,8	0,7	4,3	- 1,0
Total ...	432,0	462,4	493,8	521,7	568,2	594,7	660,8	727,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	371,6	403,0	463,4	500,9	517,5	515,8	524,6	553,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	109,5	126,5	144,8	159,3	173,8	190,0	203,7	215,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	119,5	133,0	145,2	178,9	189,3	212,5	244,8	326,0
Total ...	600,7	662,4	753,4	839,2	880,6	918,3	973,1	1.095,6
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	34,7	52,4	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	328,1
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	112,9	115,0	132,7	148,4	156,6	164,4	177,7	182,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	11,1	- 13,5	- 4,8	0,2	- 10,4	- 9,0	- 13,5	- 1,1
Total ...	41,4	18,1	28,4	36,2	28,9	34,9	36,1	55,5
G. Intérêts de la dette publique	-362,3	-391,2	-441,6	-510,5	-569,6	-562,4	-572,8	-639,1
Revenu national net au coût des facteurs	3.147,2	3.314,5	3.597,8	3.846,0	4.091,6	4.259,1	4.534,2	4.915,8
H. Amortissements	362,9	398,4	423,4	455,4	471,5	494,2	518,1	553,8
Revenu national brut au coût des facteurs	3.510,1	3.712,9	4.021,2	4.301,4	4.563,1	4.753,3	5.052,3	5.469,7
I. Impôts indirects	478,6	513,1	535,4	560,8	578,1	617,3	658,0	722,6
J. Subventions	- 53,4	- 58,4	- 66,4	- 69,4	- 73,0	- 59,6	- 72,9	- 69,9
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

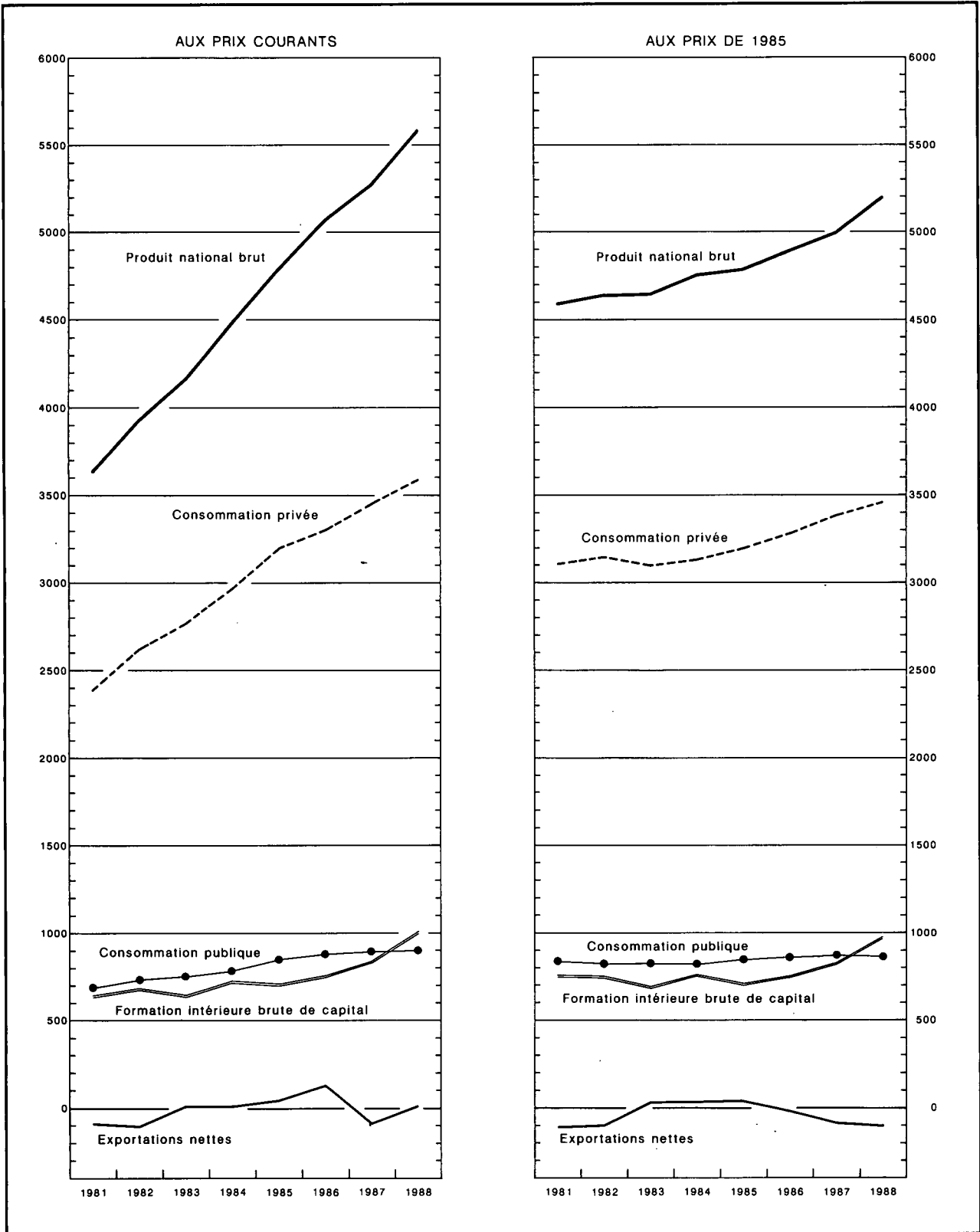
Source : I.N.S.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Agriculture, sylviculture et pêche	97,8	109,7	112,3	112,2	114,2	108,3	113,8	132,9
2. Industries extractives	25,1	24,8	22,4	22,2	17,4	15,6	17,0	18,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	188,2	198,7	208,6	221,3	228,4	230,2	231,6	237,5
b) Textiles	42,0	45,8	47,4	51,2	59,5	59,8	61,5	65,8
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,0	24,7	26,2	27,1	27,6	27,0	32,5
d) Bois et meubles	41,2	39,2	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	60,2
e) Papier, impression, édition	50,4	52,2	54,6	59,5	65,1	67,9	75,2	88,1
f) Industrie chimique et activités connexes	112,1	113,0	134,6	143,2	160,7	159,9	170,4	179,9
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,3	37,6	40,8	39,9	44,4	48,0	55,8	62,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux	58,5	64,1	68,4	73,4	76,5	71,2	100,4	121,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	245,8	254,8	252,1	294,7	291,5	301,9	312,1	329,6
j) Industries non dénommées ailleurs	133,2	145,8	158,5	168,3	178,7	187,8	209,2	230,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	933,3	975,2	1.031,2	1.122,5	1.179,3	1.204,2	1.296,1	1.408,8
4. Construction	246,1	240,4	241,5	252,3	261,9	273,1	309,2	351,2
5. Electricité, gaz et eau	121,0	143,8	160,9	176,4	167,6	175,7	178,7	192,6
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	763,0	838,8	870,7	955,5	1.049,1	1.126,6	1.182,3	1.272,2
b) Services financiers et assurances	223,9	218,1	256,1	279,6	325,2	356,0	374,1	414,2
c) Immeubles d'habitation	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	1.199,4	1.291,1	1.384,7	1.513,0	1.669,0	1.797,5	1.892,0	2.043,5
7. Transports et communications	307,3	321,8	359,4	390,5	383,3	407,8	444,4	454,6
8. Services	1.168,7	1.239,2	1.340,9	1.420,9	1.509,2	1.569,2	1.662,2	1.818,7
9. Correction pour investissements par moyens propres	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	8,9	10,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 61,7	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 93,0	- 88,9	- 94,5
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 120,9	- 146,6
Ajustement statistique	7,5	1,6	29,8	3,6	- 5,0	- 12,6	- 27,9	- 9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	3.983,3	4.220,7	4.538,7	4.855,8	5.117,4	5.350,7	5.684,6	6.180,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,0	- 53,1	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,7	- 47,2	- 57,8
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	471,4	519,7	560,2	593,3	607,0	614,2	621,3	644,4
2. Boissons	114,0	121,5	123,8	128,6	132,7	138,6	142,0	148,9
3. Tabac	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,3
4. Vêtements et effets personnels	213,6	216,7	224,2	237,7	250,9	262,0	269,0	293,0
5. Loyers, taxes, eau	285,2	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,8
6. Chauffage et éclairage	179,3	184,6	202,9	228,5	189,1	171,3	157,5	163,6
7. Articles ménagers durables	230,9	233,5	242,8	257,3	292,3	313,2	333,7	370,0
8. Entretien de la maison	106,4	113,2	120,0	125,6	132,4	135,9	137,4	143,7
9. Soins personnels et hygiène	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	411,1	438,4
10. Transports	302,2	328,4	351,6	372,5	374,6	393,3	420,9	461,4
11. Communications : P.T.T.	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0
12. Loisirs	231,8	251,5	272,7	291,3	305,1	324,8	353,3	380,0
13. Enseignement et recherches	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7
14. Services financiers	118,3	116,3	137,5	148,8	172,9	191,3	202,4	225,4
15. Services divers	21,3	22,7	26,6	28,0	30,1	34,6	37,0	41,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	137,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 124,5	- 137,2	- 152,6	- 149,1
Ajustement statistique	2,3	- 20,2	- 26,6	8,7	- 14,5	7,0	3,0	11,4
<i>Total ...</i>	2.622,6	2.761,5	2.958,7	3.198,3	3.303,1	3.463,9	3.608,8	3.874,7
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	543,6	554,8	582,4	620,0	642,2	641,0	647,6	674,6
2. Achats courants de biens et services ..	143,5	152,9	158,1	172,7	177,7	185,7	178,0	172,1
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
4. Loyer payé	5,3	5,5	5,8	6,7	7,3	6,4	7,0	7,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5
6. Amortissement mobilier et matériel ...	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2
<i>Total ...</i>	734,2	756,9	792,4	849,1	881,4	893,2	899,8	930,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	21,5
2. Industries extractives	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,7	3,9
3. Industries manufacturières	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	225,4	290,9
4. Construction	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,8	30,1
5. Electricité, gaz et eau	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	195,8
7. Immeubles d'habitation	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	289,8
8. Transports et communications	103,4	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	83,2	97,2
9. Pouvoirs publics et enseignement	123,6	112,6	103,1	95,9	89,5	86,2	91,4	83,0
10. Autres services	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7
11. Variations de stocks	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 27,4	12,8	25,6	40,0
Ajustement statistique	0,6	- 4,7	- 6,6	1,9	- 3,3	1,7	0,8	3,5
<i>Total ...</i>	680,4	642,4	728,0	708,3	752,9	850,9	995,5	1.197,7
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	529,8	497,3	596,3	710,7	635,2	612,5	721,0	1.054,1
2. Exportations de biens et services	2.640,0	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.899,9	4.498,0
Exportations totales ...	3.169,8	3.420,9	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.089,2	4.620,9	5.552,1
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	577,8	550,4	644,8	773,7	684,4	652,1	768,2	1.111,9
4. Importations de biens et services	2.693,9	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.320,4
Importations totales ...	3.271,7	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.986,2	4.487,6	5.432,3
Exportations nettes ...	- 101,9	6,8	11,2	37,1	130,8	103,0	133,3	119,8
Produit national brut aux prix du marché ..	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

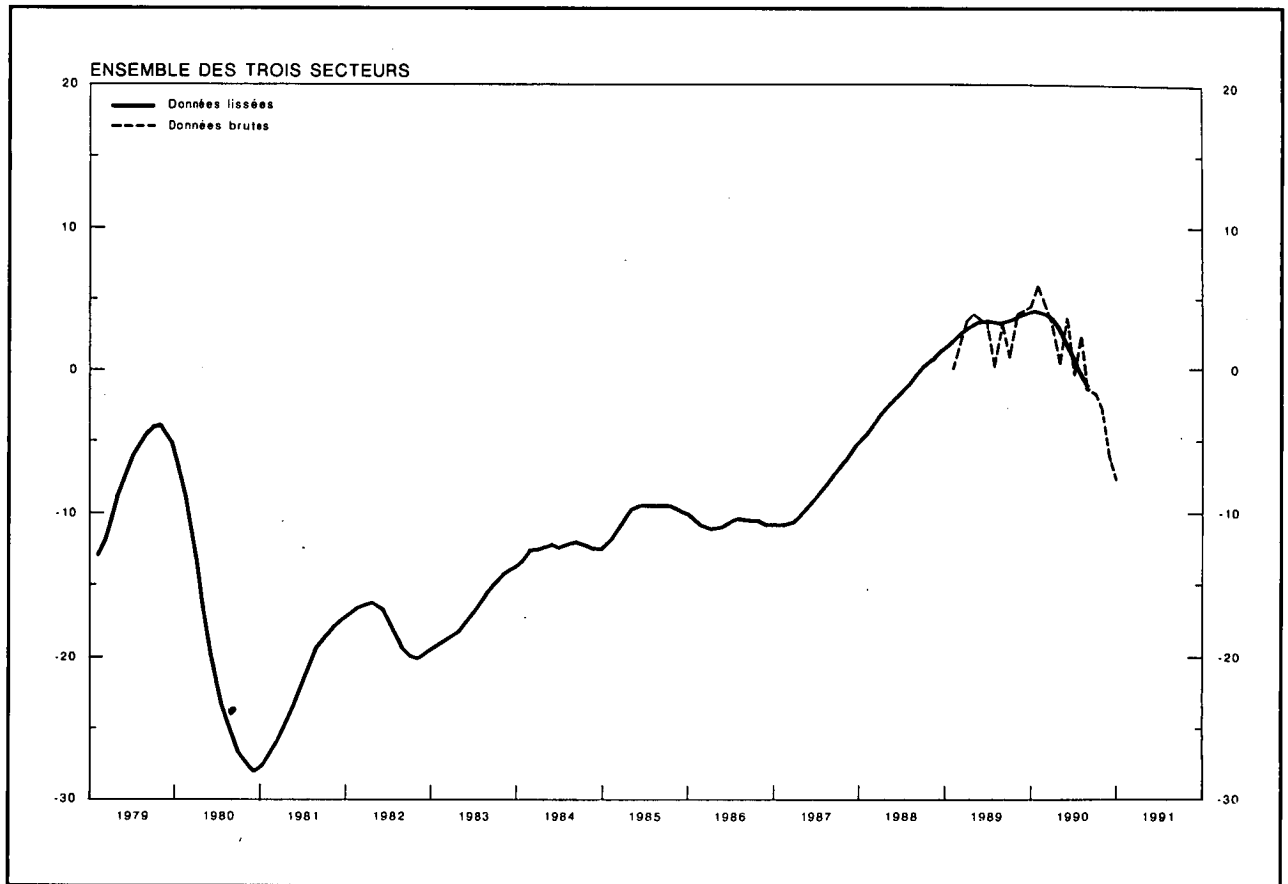
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : I.N.S.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	97	97	100	101	103	103	105
2. Boissons	103	101	100	100	100	104	106	107
3. Tabac	109	106	107	100	96	90	91	86
4. Vêtements et effets personnels	109	104	101	100	99	98	97	102
5. Loyers, taxes, eau	94	96	98	100	102	104	107	110
6. Chauffage et éclairage	92	90	92	100	101	101	96	95
7. Articles ménagers durables	105	98	98	100	110	115	121	132
8. Entretien de la maison	103	102	101	100	101	101	102	104
9. Soins personnels et hygiène	97	99	98	100	101	103	108	113
10. Transports	97	97	99	100	104	107	112	116
11. Communications : P.T.T.	94	96	96	100	103	112	119	125
12. Loisirs	99	99	100	100	100	104	111	116
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	97	92	98	100	112	128	140	153
15. Services divers	90	89	95	100	102	114	119	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	99	98	99	100	101	112	125	119
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	85	100	103	100	95	102	111	104
<i>Total ...</i>	99	97	98	100	103	106	109	113
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	97	97	98	100	101	101	101	101
2. Achats courants de biens et services ...	97	98	95	100	103	106	101	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	101	98	96	100	105	109	117	127
<i>Total ...</i>	98	98	98	100	102	103	102	101
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	98	97	100	100	107	116	109	111
2. Industries extractives	91	123	127	100	88	35	90	90
3. Industries manufacturières	86	85	91	100	112	120	139	174
4. Construction	102	75	93	100	117	118	174	221
5. Electricité, gaz et eau	100	93	99	100	86	79	77	81
6. Commerce, banques, assurances	83	85	93	100	113	128	149	159
7. Immeubles d'habitation	97	96	96	100	105	113	138	164
8. Transports et communications	124	112	114	100	94	95	87	97
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	156	131	112	100	102	108	123	109
10. Enseignement	128	123	111	100	83	67	55	44
11. Autres services	92	93	98	100	119	135	169	202
<i>Total ...</i>	108	99	108	100	106	118	135	155
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91	80	89	100	85	78	91	123
2. Exportations de biens et services	90	93	99	100	105	113	123	132
Exportations totales ...	91	91	97	100	102	107	118	131
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	91	82	89	100	84	76	89	119
4. Importations de biens et services	94	93	99	100	107	117	127	138
Importations totales ...	94	91	97	100	103	110	120	135
Produit national brut aux prix du marché ..	97	97	99	100	102	105	109	114

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



Résultats du mois de décembre¹

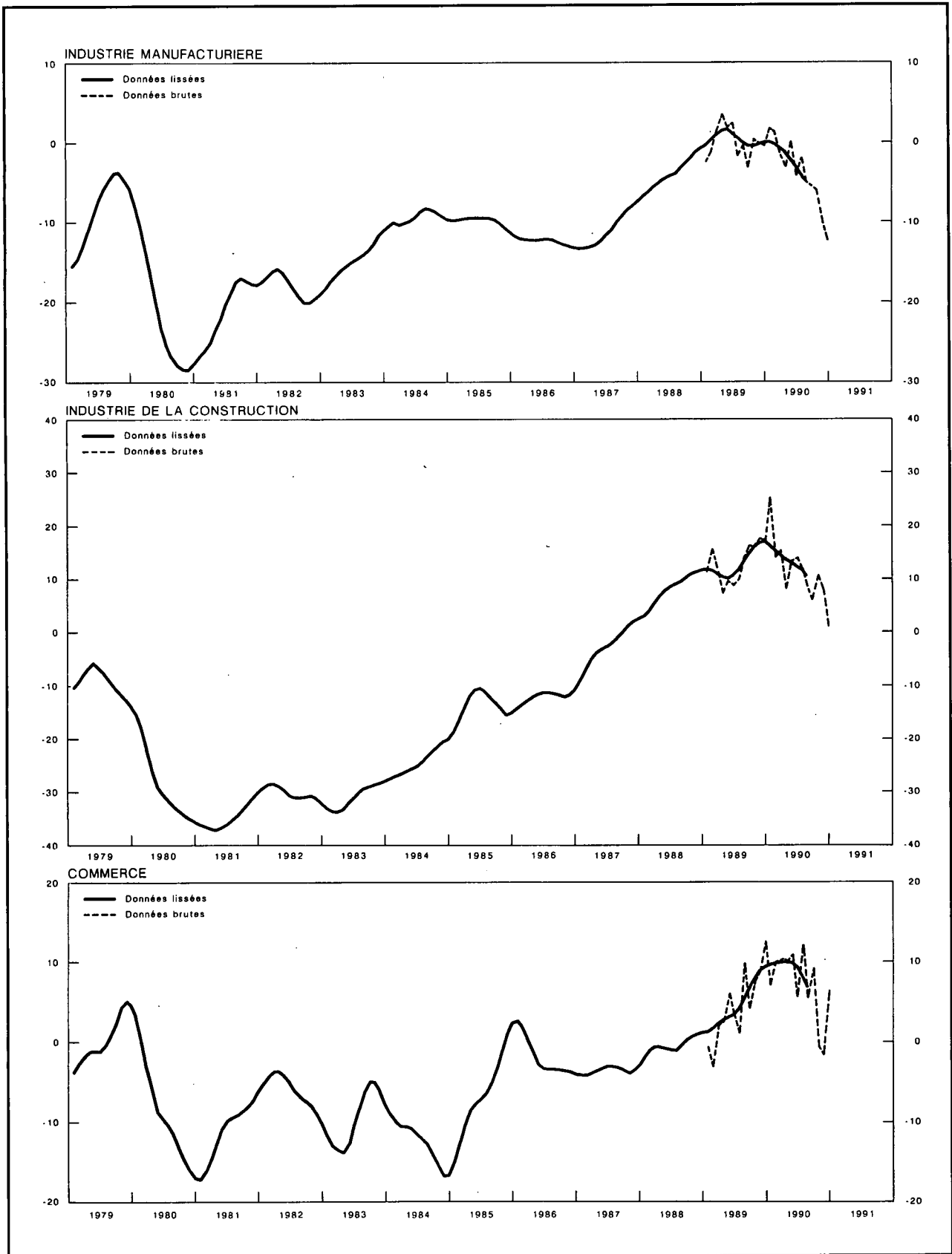
En décembre, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale a enregistré un nouveau recul. La poursuite de la dégradation du climat conjoncturel résulte de la forte diminution de l'indicateur de la construction et, dans une moindre mesure, de celui de l'industrie manufacturière. Dans le commerce, et plus particulièrement dans le secteur de l'alimentation, la conjoncture a évolué, en revanche, de manière particulièrement favorable. Ceci pourrait être le signe que les achats traditionnels de fin d'année ont été plus importants que les années précédentes.

A l'exception de l'amélioration dans le commerce, les résultats bruts du mois de décembre confirment le ralentissement conjoncturel qui apparaît dans les données lissées déjà disponibles de tous les secteurs participant à l'enquête.

¹ La nouvelle méthodologie de la courbe synthétique de la Banque est présentée dans l'article « Révision de la courbe synthétique de conjoncture », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1990, pp. 53-64.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1987 Décembre	- 7,1	- 6,0	+ 2,3	+ 1,4	- 2,6	- 4,5	- 5,0	- 4,7	- 1,8	- 3,4
1988 Janvier	- 6,5	- 7,6	+ 2,9	+ 2,6	- 1,5	- 0,2	- 4,5	- 5,0	- 1,3	- 1,7
Février	- 6,0	- 6,5	+ 4,1	+ 6,0	- 0,6	- 0,2	- 3,9	- 3,7	- 0,2	+ 1,9
Mars	- 5,4	- 1,5	+ 5,6	+ 1,6	- 0,3	+ 3,2	- 3,1	- 0,3	+ 1,1	- 2,7
Avril	- 4,9	- 5,5	+ 7,0	+ 9,1	- 0,6	- 8,5	- 2,5	- 3,8	+ 2,4	+ 3,5
Mai	- 4,4	- 3,9	+ 8,1	+ 8,3	- 0,8	- 1,8	- 1,9	- 1,8	+ 3,2	+ 3,7
Juin	- 4,1	- 4,9	+ 8,6	+ 10,4	- 0,9	+ 6,8	- 1,5	- 0,8	+ 3,4	+ 3,4
Juillet	- 3,7	- 4,0	+ 9,1	+ 1,6	- 0,9	- 0,8	- 1,0	- 2,7	+ 3,4	- 3,3
Août	- 3,0	+ 0,4	+ 9,6	+ 8,4	- 0,5	- 2,8	- 0,3	+ 1,1	+ 3,6	+ 3,2
Septembre	- 2,2	- 2,1	+ 10,2	+ 10,3	+ 0,3	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,8	+ 3,8	+ 3,7
Octobre	- 1,6	- 4,0	+ 10,9	+ 10,4	+ 0,7	- 0,5	+ 0,7	- 1,3	+ 4,3	+ 4,3
Novembre	- 0,8	+ 1,3	+ 11,4	+ 14,0	+ 0,9	+ 5,5	+ 1,2	+ 3,8	+ 5,0	+ 7,9
Décembre	- 0,5	+ 0,4	+ 11,9	+ 12,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 1,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 6,4
1989 Janvier	- 0,1	- 2,3	+ 12,1	+ 11,3	+ 1,3	- 0,7	+ 2,0	0,0	+ 5,4	+ 4,5
Février	+ 0,7	- 0,8	+ 11,8	+ 15,9	+ 1,8	- 3,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,3
Mars	+ 1,3	+ 1,6	+ 11,1	+ 12,0	+ 2,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,6
Avril	+ 1,6	+ 3,6	+ 10,5	+ 7,1	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,6	+ 0,7
Mai	+ 1,6	+ 1,9	+ 10,1	+ 9,9	+ 3,2	+ 5,7	+ 3,4	+ 3,7	+ 4,7	+ 5,0
Juin	+ 1,0	+ 2,4	+ 10,4	+ 9,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,4	+ 3,5	+ 5,3	+ 3,5
Juillet	+ 0,5	- 1,9	+ 11,6	+ 9,9	+ 4,4	+ 1,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 6,5	+ 4,7
Août	- 0,1	- 0,4	+ 13,2	+ 13,6	+ 5,8	+ 9,7	+ 3,3	+ 3,2	+ 8,0	+ 9,0
Septembre	- 0,3	- 3,1	+ 15,0	+ 16,6	+ 7,1	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	+ 9,5	+ 10,7
Octobre	- 0,1	+ 0,5	+ 16,4	+ 16,1	+ 8,3	+ 8,2	+ 3,8	+ 4,0	+ 10,4	+ 10,2
Novembre	0,0	+ 0,1	+ 17,0	+ 17,6	+ 9,2	+ 9,7	+ 4,1	+ 4,2	+ 10,8	+ 11,6
Décembre	+ 0,1	- 0,3	+ 17,0	+ 17,3	+ 9,4	+ 12,7	+ 4,2	+ 4,3	+ 10,8	+ 10,9
1990 Janvier	+ 0,1	+ 1,8	+ 16,4	+ 25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+ 10,4	+ 18,9
Février	- 0,1	+ 1,5	+ 15,6	+ 14,0	+ 10,0	+ 10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+ 10,0
Mars	- 0,6	- 1,1	+ 14,7	+ 15,4	+ 10,0	+ 10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril	- 1,2	- 3,1	+ 13,8	+ 7,7	+ 10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai	- 2,1	+ 0,1	+ 13,2	+ 13,6	+ 9,9	+ 10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin	- 3,1	- 4,3	+ 12,6	+ 14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet	- 4,0	- 2,1	+ 11,6	+ 12,1	+ 8,0	+ 12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août	- 4,8	- 4,8	+ 10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre .....	.	- 5,4	.	+ 6,0	.	+ 9,2	.	- 1,5	.	+ 1,9
Octobre .....	.	- 6,0	.	+ 10,9	.	- 0,8	.	- 2,7	.	+ 6,8
Novembre .....	.	- 10,0	.	+ 8,1	.	- 1,8	.	- 6,1	.	+ 3,1
Décembre .....	.	- 12,4	.	+ 1,0	.	+ 6,5	.	- 7,6	.	- 3,8

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre .	+ 7,6	+ 8	+ 1,5	+ 1	+ 4,0	+ 6	- 6,6	- 6	-11,4	-11	+ 1,4	+ 1	- 1,4	0	+ 5,0	+ 6	- 0,5	+ 0,4	+13,0	+13	+21,4	+24
1989 Janvier	+ 7,8	+ 7	+ 1,8	+ 6	+ 4,8	- 9	- 5,9	- 7	-10,4	-18	+ 1,1	+ 5	- 0,9	- 1	+ 5,1	+ 9	- 0,1	- 2,3	+12,8	+11	+20,8	+23
Février	+ 7,9	+ 9	+ 2,3	- 3	+ 5,6	+ 5	- 5,1	- 6	- 9,4	-10	+ 0,9	+ 1	+ 0,1	- 4	+ 5,6	+ 4	+ 0,7	- 0,8	+12,4	+15	+19,8	+16
Mars	+ 7,8	+ 6	+ 2,5	+ 3	+ 5,8	+11	- 4,4	- 4	- 8,8	- 8	+ 0,6	+ 1	+ 1,1	+ 2	+ 6,4	+ 4	+ 1,3	+ 1,6	+11,4	+13	+18,8	+19
Avril	+ 7,6	+16	+ 2,5	+ 1	+ 5,3	+11	- 3,6	- 3	- 8,3	- 5	+ 0,4	0	+ 1,8	+ 2	+ 6,9	+ 7	+ 1,6	+ 3,6	+ 9,3	+ 6	+17,3	+20
Mai	+ 7,4	+ 1	+ 2,3	+ 7	+ 4,4	+ 2	- 3,5	- 2	- 8,3	- 6	+ 0,1	0	+ 1,9	+ 2	+ 6,8	+11	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,9	+ 3	+15,4	+17
Juin	+ 7,0	+ 9	+ 1,8	+ 3	+ 3,4	+ 6	- 4,1	0	- 8,9	- 8	0,0	0	+ 1,5	+ 2	+ 6,3	+ 7	+ 1,0	+ 2,4	+ 4,4	+12	+13,9	+12
Juillet	+ 6,9	+ 4	+ 1,3	- 6	+ 2,0	+ 1	- 5,0	- 7	- 9,6	-10	+ 0,3	+ 2	+ 1,0	0	+ 5,8	+ 5	+ 0,5	- 1,9	+ 2,4	+ 2	+12,5	+ 9
Août	+ 6,3	+12	+ 1,1	+ 1	+ 1,0	0	- 5,9	- 6	-10,4	-14	+ 0,8	0	+ 0,6	0	+ 5,9	+ 4	- 0,1	- 0,4	+ 1,3	+ 1	+11,6	+12
Septembre .	+ 5,9	+ 3	+ 1,4	- 6	+ 0,5	+ 2	- 6,3	- 8	-10,8	-13	+ 1,3	+ 6	+ 0,5	+ 1	+ 6,9	+ 2	- 0,3	- 3,1	+ 0,4	+ 1	+11,3	+13
Octobre ...	+ 5,5	+ 9	+ 1,6	+ 2	+ 0,1	0	- 6,0	- 6	-10,6	-11	+ 1,8	0	+ 0,8	0	+ 8,1	+10	- 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 6	+10,8	+10
Novembre .	+ 4,9	+ 5	+ 2,0	+ 2	0,0	0	- 5,4	- 7	-10,3	-10	+ 2,1	+ 2	+ 1,3	+ 2	+ 9,4	+11	0,0	+ 0,1	- 0,4	- 1	+10,3	+11
Décembre .	+ 4,4	0	+ 2,4	+ 4	- 0,3	- 2	- 4,8	- 4	- 9,8	- 8	+ 2,4	+ 3	+ 1,5	+ 1	+ 9,6	+10	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	-10	+ 9,6	+ 9
1990 Janvier	+ 3,9	+12	+ 2,6	+ 3	0,0	+ 5	- 4,3	- 4	- 9,4	-10	+ 2,8	+ 1	+ 1,4	+ 3	+ 8,8	+ 6	+ 0,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 5	+ 8,8	+ 8
Février	+ 3,4	+ 2	+ 2,8	+ 2	+ 0,8	+ 4	- 4,1	- 3	- 9,1	- 2	+ 3,3	+ 4	+ 0,9	+ 3	+ 7,5	+10	- 0,1	+ 1,5	+ 1,6	+ 4	+ 7,6	+12
Mars	+ 3,0	+ 4	+ 2,6	+ 3	+ 0,6	- 3	- 4,4	- 5	- 9,0	- 9	+ 3,5	+ 3	+ 0,1	- 3	+ 5,9	+ 7	- 0,6	- 1,1	+ 1,9	+ 2	+ 6,5	+ 6
Avril	+ 3,1	+ 2	+ 2,1	+ 2	- 0,4	- 7	- 4,8	- 6	- 9,0	-11	+ 3,6	+ 4	- 0,5	- 1	+ 4,1	0	- 1,2	- 3,1	+ 1,3	+ 2	+ 5,6	+ 5
Mai	+ 3,1	+ 5	+ 0,9	+ 3	- 2,3	+ 6	- 5,0	- 4	- 9,0	- 9	+ 3,8	+ 4	- 1,0	0	+ 2,4	+ 4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1	+ 5,3	+ 5
Juin	+ 3,0	+ 2	- 0,8	-13	- 4,5	+ 2	- 5,1	- 7	- 9,0	-12	+ 3,8	+ 3	- 1,4	- 2	+ 0,3	- 1	- 3,1	- 4,3	- 0,8	- 5	+ 5,6	+ 4
Juillet	+ 2,4	+ 6	- 1,9	0	- 6,0	-12	- 5,4	- 3	- 9,0	- 8	+ 4,0	+ 3	- 2,3	0	- 2,5	+ 3	- 4,0	- 2,1	- 1,6	- 3	+ 6,4	+ 6
Août	+ 1,3	+ 3	- 2,8	- 4	- 6,5	- 7	- 5,9	- 6	-10,3	- 9	+ 4,4	+ 4	- 4,0	- 2	- 5,3	- 9	- 4,8	- 4,8	- 2,0	- 2	+ 7,1	+ 8
Septembre .	.	- 1	.	- 5	.	- 6	.	- 4	.	- 6	.	+ 6	.	- 9	.	- 6	.	- 5,4	.	0	.	+11
Octobre ...	.	- 1	.	+ 2	.	+ 2	.	- 9	.	-19	.	+ 6	.	- 7	.	-10	.	- 6,0	.	- 2	.	+ 8
Novembre .	.	- 3	.	- 1	.	-11	.	-14	.	-21	.	+ 5	.	-12	.	-13	.	-10,0	.	- 1	.	+ 8
Décembre .	.	- 7	.	-12	.	- 9	.	-19	.	-23	.	+ 3	.	-12	.	-14	.	-12,4	.	- 5	.	+ 5

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1989	1990				1989	1990				1989	1990			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 6	- 5	- 9	- 17	- 20	- 7	- 10	- 11	- 22	- 23	+ 3	+ 6	+ 4	+ 3	+ 2
I. Biens de consommation	- 13	- 3	+ 1	- 10	- 19	- 11	- 3	+ 2	- 10	- 16	+ 1	+ 12	+ 10	+ 6	+ 2
II. Biens d'investissement	+ 4	+ 5	- 4	- 10	- 13	+ 2	- 6	- 20	- 26	- 26	+ 4	+ 1	0	+ 8	+ 17
III. Biens intermédiaires	- 19	- 22	- 23	- 31	- 32	- 24	- 28	- 22	- 30	- 30	+ 2	+ 9	+ 5	+ 2	0
Industrie textile	- 23	- 41	- 36	- 33	- 35	- 25	- 45	- 36	- 33	- 36	+ 12	+ 28	+ 21	+ 19	+ 23
dont : Laine	- 50	- 71	- 71	- 67	- 58	- 71	- 82	- 81	- 68	- 65	+ 20	+ 5	- 2	+ 6	+ 10
Coton	- 3	- 29	- 27	- 28	- 25	0	- 30	- 21	- 23	- 22	+ 24	+ 30	+ 20	+ 15	+ 24
Bonneterie	- 37	- 16	- 18	- 9	- 16	- 53	- 35	- 27	- 33	- 28	+ 1	+ 21	+ 22	+ 23	+ 20
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 18	- 19	- 14	- 15	- 26	- 29	- 10	- 10	- 18	- 23	+ 7	+ 3	0	+ 1	- 8
dont : Chaussures	- 18	- 26	- 24	- 20	- 47	- 92	- 40	- 64	- 81	- 80	0	+ 1	- 5	- 8	- 35
Habillement	- 18	- 18	- 13	- 13	- 21	- 24	- 7	- 5	- 13	- 20	+ 9	+ 4	+ 1	+ 2	- 2
Industrie du bois et du meuble en bois	- 7	- 4	- 5	- 9	- 14	- 21	- 17	- 13	- 15	- 26	+ 9	+ 17	+ 13	+ 8	+ 4
dont : Bois	- 5	- 11	- 11	- 4	- 12	- 15	- 23	- 16	- 10	- 18	+ 7	+ 21	+ 1	+ 4	+ 1
Meubles en bois	- 9	0	- 1	- 12	- 17	- 23	- 14	- 11	- 18	- 30	+ 11	+ 14	+ 22	+ 11	+ 5
Papiers et cartons	- 33	- 7	- 19	- 28	- 28	- 33	- 38	- 32	- 26	- 9	+ 16	+ 14	+ 12	+ 23	+ 3
dont : Production de papier et carton	- 54	- 13	- 9	- 26	- 22	- 34	- 50	- 33	- 26	- 3	0	+ 3	+ 20	+ 34	+ 3
Transformation de papier et carton	- 16	- 2	- 25	- 30	- 32	- 31	- 8	- 28	- 28	- 25	+ 28	+ 22	+ 6	+ 14	+ 3
Industrie du cuir	- 34	- 47	- 58	- 43	- 58	- 29	- 46	- 62	- 43	- 58	0	+ 5	+ 32	+ 15	0
Transformation de matières plastiques	+ 34	- 26	+ 26	- 4	- 9	+ 43	- 64	- 8	- 21	- 16	- 45	+ 18	- 4	- 1	0
Raffinage de pétrole	0	+ 13	- 26	- 29	0	0	+ 13	- 26	- 13	0	0	- 29	+ 10	- 42	0
Production et première transformation des métaux	- 43	- 32	- 32	- 47	- 49	- 44	- 28	- 20	- 41	- 40	0	+ 2	- 3	- 2	- 5
dont : Métaux ferreux	- 53	- 44	- 44	- 53	- 52	- 54	- 39	- 31	- 46	- 43	- 3	+ 1	- 2	- 4	- 8
Métaux non ferreux	+ 9	+ 18	+ 14	- 26	- 38	+ 6	+ 17	+ 18	- 24	- 31	+ 10	+ 4	- 7	+ 4	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 1	+ 4	- 13	+ 2	- 4	+ 9	- 1	- 17	- 13	- 10	+ 4	+ 6	+ 8	+ 10	+ 19
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 1	+ 2	- 13	+ 2	- 4	+ 8	- 4	- 15	- 15	- 10	+ 6	+ 7	+ 8	+ 10	+ 22
Industrie chimique	+ 20	+ 4	- 6	- 7	- 4	+ 19	+ 3	- 1	0	+ 3	+ 7	+ 2	0	- 5	- 12
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 29	- 20	- 52	- 33	- 33	- 20	- 14	- 46	- 31	- 93	- 94	0	+ 62	+ 33	+ 33
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 3	+ 21	+ 15	- 15	- 27	+ 4	+ 22	+ 21	0	- 2	+ 6	+ 2	+ 1	- 8	- 12
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 5	+ 8	- 1	- 20	- 19	+ 9	- 4	- 21	- 46	- 47	- 12	- 4	- 4	+ 3	+ 8
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 4	+ 50	+ 31	- 32	- 1	+ 4	+ 52	+ 35	- 52	- 51	0	0	0	+ 19	+ 47
Machines-outils	+ 46	+ 43	+ 7	- 23	- 29	+ 47	+ 1	- 42	- 51	- 67	- 52	- 55	- 62	- 42	- 45
Machines textiles	- 20	- 21	- 21	- 66	- 74	- 15	- 19	- 26	- 72	- 80	0	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 15	+ 15	+ 5	+ 4	- 2	- 3	- 13	- 38	- 35	- 30	- 12	10	0	0	- 1
Construction électrique et électronique	- 30	- 4	- 7	- 6	- 13	- 38	- 9	- 18	- 4	- 15	+ 6	+ 14	+ 6	+ 12	+ 23
dont : Construction électrique d'équipement	- 14	- 4	- 15	- 21	- 20	- 13	- 14	- 37	- 24	- 25	+ 11	- 5	- 6	+ 12	+ 23
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 80	- 4	+ 9	+ 30	+ 1	- 88	0	+ 15	+ 31	0	- 4	+ 50	+ 49	+ 31	+ 42
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 40	+ 19	+ 25	- 17	- 17	+ 41	+ 25	+ 26	- 18	- 18	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	+ 2	- 4	- 8	- 8	- 10	- 21	- 18	- 24	- 28	- 31	+ 40	- 37	- 13	+ 11	+ 34
dont : Construction navale	- 76	- 74	- 70	- 65	- 62	- 95	- 91	- 94	- 96	- 96	- 7	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 72	+ 84	+ 41	+ 19	0	+ 99	+ 98	- 47	+ 67	0	- 28	- 52	- 13	+ 11	+ 34

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1989		1990			1989		1990			1989		1990			1989		1990		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	29	26	32	30	26	53	55	52	54	60	9	7	8	8	8	5	6	5	4	4
I. Biens de consommation	29	22	29	29	27	58	53	56	57	61	10	12	12	11	10	3	2	2	3	3
II. Biens d'investissement	36	32	37	38	30	43	47	41	40	50	17	9	11	11	12	6	11	8	7	6
III. Biens intermédiaires	31	34	39	29	28	51	53	51	56	62	4	5	4	4	4	4	4	3	3	2
Industrie textile	19	25	34	23	22	56	59	59	61	66	12	9	7	9	4	5	3	2	5	4
dont : Laine	18	25	36	20	10	59	62	61	75	86	17	3	8	5	3	4	4	3	5	4
Coton	12	27	46	23	30	65	61	47	53	54	1	5	8	3	5	6	4	1	5	4
Bonneterie	14	16	16	19	21	58	54	72	54	63	20	29	12	21	5	12	0	8	12	6
Industrie des chaussures et de l'habillement	23	20	27	14	22	63	51	46	63	66	10	17	18	21	17	0	0	0	0	0
dont : Chaussures	40	39	62	24	25	37	25	26	58	75	0	13	12	6	0	0	0	0	0	0
Habillement	20	16	20	12	22	68	56	50	64	63	12	18	20	24	21	0	0	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	34	22	38	25	26	45	44	38	48	48	17	22	21	25	28	1	2	1	5	3
dont : Bois	31	15	37	18	25	47	54	45	60	54	12	17	6	25	19	3	1	3	1	4
Meubles en bois	36	28	37	31	26	44	37	34	39	44	21	26	32	25	35	0	3	0	7	2
Papiers et cartons	16	21	29	14	24	59	59	47	67	59	11	14	16	10	13	8	9	5	2	1
dont : Production de papier et carton	25	25	28	19	40	62	62	52	68	54	16	13	13	13	22	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	9	17	31	10	11	56	58	42	67	63	7	14	18	8	5	13	15	9	3	3
Industrie du cuir	70	8	51	1	0	30	92	49	99	93	0	0	0	0	7	14	14	14	22	14
Transformation de matières plastiques	49	30	47	54	46	38	67	39	39	51	5	3	11	1	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	42	51	46	41	36	41	38	45	41	53	1	3	1	1	3	1	3	3	3	0
dont : Métaux ferreux	50	55	54	48	41	43	35	39	35	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	8	35	8	8	13	28	49	73	73	52	3	16	3	3	19	3	16	16	16	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	60	43	50	53	50	17	32	33	32	37	6	7	9	6	3	11	12	10	10	10
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	65	46	55	57	55	14	29	31	29	34	7	8	10	7	3	9	10	7	7	7
Industrie chimique	0	0	0	0	0	95	96	96	95	96	0	0	0	0	0	3	2	3	1	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	94	100	100	100	67	6	0	0	0	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	26	24	30	27	25	40	48	39	46	52	17	10	16	13	8	10	12	10	8	12
Construction de machines et de matériel mécanique	46	40	35	34	27	36	39	43	47	62	13	14	11	14	8	6	5	4	3	2
dont : Machines et tracteurs agricoles	2	8	2	4	6	97	89	97	94	94	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0
Machines-outils	63	47	61	57	45	19	31	22	32	39	18	22	14	11	10	0	0	0	0	0
Machines textiles	81	80	81	73	25	19	20	19	27	75	0	0	0	0	0	1	1	1	0	1
Moteurs, compresseurs, pompes	53	21	12	19	29	21	33	46	37	48	6	24	17	30	13	0	3	3	4	4
Construction électrique et électronique	8	16	24	28	12	85	77	63	61	66	21	1	3	3	19	3	18	13	8	3
dont : Construction électrique d'équipement	11	22	32	35	12	79	70	52	50	56	31	1	4	5	27	5	24	17	11	5
Appareils électroménagers, radio, télévision	3	2	0	5	5	97	93	94	95	95	0	0	0	0	0	0	5	6	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	82	50	69	83	66	18	15	31	17	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	6	35	14	20	65	62	42	53	47	27	10	20	12	12	6	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	1	0	4	4	89	96	77	73	74	2	3	23	24	22	0	0	0	1	0
Construction de cycles et motocycles	0	32	39	73	100	44	10	0	27	0	36	40	47	0	0	36	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1989		1990			1989		1990			1989		1990		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 10	+ 9	+ 10	+ 15	+ 21	81,0 ³	81,3 ³	81,9 ³	81,6 ³	79,9 ³	4,1	4,2	4,1	3,9	3,8
I. Biens de consommation	+ 15	+ 14	+ 17	+ 20	+ 25	83,0	80,0	82,8	82,4	82,7	2,5	2,8	2,5	2,4	2,3
II. Biens d'investissement	+ 1	+ 4	+ 7	+ 15	+ 17	79,9	81,2	81,0	81,9	80,8	6,5	6,6	6,5	6,4	6,2
III. Biens intermédiaires	+ 24	+ 21	+ 19	+ 20	+ 30	78,2	82,2	80,1	80,3	75,1	2,4 ²	2,3	2,2	2,1 ²	2,1 ²
Industrie textile	+ 24	+ 26	+ 36	+ 39	+ 32	74,9	75,6	74,0	73,5	75,0	2,2	2,0	2,0	2,0	1,9
dont : Laine	+ 42	+ 45	+ 54	+ 71	+ 45	76,1	66,9	66,0	67,0	69,5	1,7	1,5	1,5	1,6	1,6
Coton	+ 24	+ 17	+ 35	+ 22	+ 19	71,8	76,6	76,9	76,9	78,5	2,6	2,4	2,7	2,4	2,4
Bonneterie	+ 32	+ 24	+ 26	+ 17	+ 20	70,6	75,0	75,3	70,7	71,8	1,9	2,2	1,9	2,2	2,0
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 35	+ 36	+ 41	+ 47	+ 44	78,8	81,5	80,2	78,7	77,6	1,9	2,2	1,9	2,2	2,1
dont : Chaussures	+ 54	+ 29	+ 23	+ 49	+ 67	81,7	83,5	84,8	78,9	71,9	1,2	2,0	1,3	1,8	1,5
Habillement	+ 31	+ 38	+ 44	+ 46	+ 39	78,2	81,0	79,1	78,7	78,9	2,1	2,3	2,0	2,2	2,2
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 11	+ 3	+ 14	+ 23	+ 11	87,7	87,4	87,6	86,1	86,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
dont : Bois	+ 14	+ 8	+ 24	+ 38	+ 16	86,4	87,2	87,6	83,5	83,9	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9
Meubles en bois	+ 8	- 1	+ 7	+ 12	+ 8	88,8	87,6	87,6	87,9	88,2	1,8	1,9	1,9	1,9	1,8
Papiers et cartons	+ 27	+ 16	+ 1	+ 21	+ 22	83,7	85,9	86,7	84,8	85,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,2
dont : Production de papier et carton	+ 41	+ 33	- 8	+ 11	+ 4	87,5	91,3	91,9	91,4	92,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
Transformation de papier et carton	+ 17	+ 4	+ 8	+ 29	+ 35	80,7	81,8	82,8	79,7	79,2	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3
Industrie du cuir	+ 27	+ 30	+ 7	+ 7	+ 70	86,7	70,5	84,8	76,1	73,9	2,0	1,6	1,6	1,6	1,5
Transformation de matières plastiques	+ 4	- 20	- 31	0	+ 4	79,4	87,9	82,3	85,6	85,4	4,1	3,9	4,1	3,8	3,7
Production et première transformation des métaux	+ 44	+ 41	+ 36	+ 23	+ 51	73,3	82,6	77,1	79,6	67,2	2,1	2,0	1,9	1,7	1,7
dont : Métaux ferreux	+ 56	+ 52	+ 46	+ 26	+ 60	71,0	81,1	74,6	77,1	63,3	1,9	1,7	1,7	1,5	1,6
Métaux non ferreux	- 13	- 14	- 16	+ 9	+ 6	84,6	90,2	89,6	91,9	86,8	3,0	3,0	2,7	2,5	2,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 9	+ 3	+ 10	+ 10	+ 10	87,1	86,0	86,8	86,1	84,9	2,3	2,2	2,2	1,9	1,8
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 7	+ 8	+ 11	+ 10	+ 11	86,7	84,8	86,1	85,7	85,1	2,2	2,2	2,1	1,8	1,8
Industrie chimique	- 5	+ 7	+ 6	+ 8	+ 8	83,6	80,8	83,0	80,2	81,3	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 65	- 63	- 62	- 28	- 58	98,7	98,6	99,2	99,2	95,8	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 29	+ 10	- 10	+ 4	+ 30	80,8	77,9	79,5	81,7	80,1	5,2	5,3	5,3	4,9	4,7
Construction de machines et de matériel mécanique	- 14	- 2	+ 6	+ 14	+ 27	83,2	85,5	84,1	85,1	82,0	5,6	5,9	5,5	4,9	4,7
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 48	+ 78	+ 47	+ 46	+ 48	75,5	85,1	81,7	81,3	67,3	7,3	7,2	7,0	7,1	7,1
Machines-outils	- 57	- 55	- 43	+ 29	+ 19	95,5	94,5	89,9	90,4	91,7	10,2	9,5	8,5	7,7	7,9
Machines textiles	- 5	- 6	- 8	+ 25	+ 6	93,9	94,7	92,6	88,4	89,6	6,5	6,0	6,0	5,5	5,3
Moteurs, compresseurs, pompes	- 25	- 7	- 8	- 9	+ 15	79,5	85,5	84,3	85,1	83,5	4,1	5,4	4,8	4,0	3,7
Construction électrique et électronique	+ 10	+ 11	+ 8	+ 31	+ 2	77,8	78,9	80,4	80,0	78,4	6,3	7,2	6,6	6,0	5,7
dont : Construction électrique d'équipement	0	+ 1	- 3	+ 27	+ 1	76,9	79,2	81,4	81,2	79,4	6,5	7,0	6,5	6,3	6,0
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 35	+ 36	+ 34	+ 42	+ 4	81,8	77,5	77,4	76,9	76,3	6,2	8,1	7,0	5,8	5,1
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 40	- 35	- 20	- 21	+ 17	96,4	80,8	96,9	96,6	96,5	3,1	2,8	2,6	2,4	2,4
Construction d'autre matériel de transport	+ 49	+ 26	+ 48	+ 23	+ 27	55,5	60,2	59,8	61,1	66,5	17,6	17,9	18,7	20,4	20,7
dont : Construction navale	+ 88	+ 90	+ 90	+ 88	+ 89	53,0	55,4	55,1	55,9	62,6	13,8	15,0	16,9	19,6	20,4
Construction de cycles et motocycles	- 36	- 58	0	- 23	0	82,6	96,6	94,1	87,4	88,5	2,7	3,0	2,3	2,3	2,2

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains *Bulletins* de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1989	1990				1989	1990				1989	1990			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 7	+ 1	- 3	- 18	- 18	0	- 1	- 4	- 15	- 16	+ 17	+ 3	+ 9	+ 7	+ 9
I. Biens de consommation	+ 5	0	+ 8	- 17	- 22	- 4	+ 7	+ 4	- 16	- 20	+ 27	+ 15	+ 20	+ 24	+ 25
II. Biens d'investissement	+ 7	+ 1	- 7	- 18	- 15	+ 7	- 2	- 7	- 15	- 22	+ 24	+ 5	+ 9	+ 9	+ 14
III. Biens intermédiaires	+ 3	- 5	- 9	- 21	- 18	- 3	- 6	- 9	- 14	- 8	+ 2	- 6	- 1	- 10	- 8
Industrie textile	+ 8	- 13	- 4	- 15	- 11	+ 4	- 13	- 9	- 7	- 10	+ 21	0	+ 10	+ 15	+ 16
dont : Laine	- 1	- 29	- 21	- 45	- 41	- 7	- 36	- 37	- 19	- 34	+ 5	- 15	- 6	+ 6	+ 2
Coton	+ 1	- 14	- 9	- 14	- 5	+ 1	- 18	- 9	- 6	- 1	+ 6	+ 5	+ 4	- 1	0
Bonneterie	- 4	- 9	+ 2	- 16	- 17	- 6	+ 3	- 9	+ 2	- 12	+ 24	+ 10	+ 18	+ 24	+ 30
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 1	- 13	+ 3	- 12	- 8	- 6	- 4	- 2	- 10	- 14	+ 17	+ 17	+ 18	+ 19	+ 22
dont : Chaussures	+ 4	+ 1	+ 38	+ 22	+ 37	- 9	- 2	- 9	0	+ 8	+ 32	+ 29	+ 23	+ 25	+ 26
Habillement	- 2	- 16	- 4	- 19	- 18	- 5	- 6	- 1	- 11	- 18	+ 14	+ 15	+ 17	+ 18	+ 21
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 4	- 6	- 5	- 15	- 16	- 3	- 1	- 3	- 5	- 2	+ 32	+ 3	+ 15	+ 27	+ 14
dont : Bois	+ 13	- 6	- 10	- 25	- 28	- 9	- 5	- 8	- 10	- 4	+ 24	- 14	+ 11	+ 9	0
Meubles en bois	- 2	- 5	- 2	- 9	- 8	+ 1	+ 2	0	- 2	- 1	+ 38	+ 15	+ 19	+ 41	+ 24
Papiers et cartons	- 6	+ 3	- 10	- 10	- 18	+ 9	+ 1	- 3	- 6	- 6	+ 20	- 5	- 4	- 18	- 12
dont : Production de papier et carton	+ 2	- 3	- 7	- 2	- 13	+ 13	- 9	- 1	- 1	+ 6	- 3	- 35	- 30	- 45	- 36
Transformation de papier et carton	- 12	+ 7	- 13	- 17	- 22	+ 5	+ 7	- 5	- 10	- 14	+ 36	+ 19	+ 16	+ 3	+ 8
Industrie du cuir	- 14	+ 15	- 49	- 2	0	0	0	- 44	- 15	0	+ 57	+ 15	- 15	- 3	0
Transformation de matières plastiques	+ 13	+ 8	- 3	- 16	- 1	0	+ 5	- 2	+ 5	- 7	0	+ 2	+ 7	+ 11	+ 5
Raffinage de pétrole	0	0	0	+ 16	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 13	- 12	- 8	- 39	- 30	- 8	- 8	- 11	- 31	- 12	- 25	- 10	- 9	- 44	- 36
dont : Métaux ferreux	- 15	- 14	- 12	- 45	- 35	- 8	- 10	- 14	- 38	- 13	- 25	- 16	- 25	- 50	- 41
Métaux non ferreux	- 11	- 1	+ 4	- 18	- 9	- 9	0	+ 2	- 5	- 6	- 21	+ 14	+ 49	- 23	- 17
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 9	+ 2	- 16	- 18	- 19	- 1	- 1	- 9	- 15	- 24	+ 27	+ 3	+ 1	- 1	+ 6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 6	+ 1	- 15	- 19	- 19	- 2	- 1	- 6	- 13	- 21	+ 26	+ 3	+ 1	- 2	+ 4
Industrie chimique	+ 21	+ 10	+ 1	+ 10	+ 10	+ 1	0	0	0	0	+ 10	- 1	+ 9	+ 25	+ 15
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 29	0	+ 21	- 11	- 33	0	0	0	- 11	0	+ 94	0	0	+ 19	+ 58
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 14	+ 2	+ 4	- 22	- 30	- 18	+ 14	+ 7	- 14	- 21	+ 43	+ 16	+ 14	+ 16	+ 20
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 13	- 5	- 20	- 25	- 29	+ 26	+ 5	- 18	- 27	- 37	+ 22	- 1	+ 10	+ 14	+ 17
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 2	+ 45	+ 28	- 50	- 50	+ 4	0	- 33	- 48	- 48	0	0	+ 33	+ 2	- 2
Machines-outils	+ 4	- 14	- 32	- 48	- 81	+ 46	0	- 24	- 30	- 72	0	+ 7	0	+ 28	+ 59
Machines textiles	0	- 74	- 72	- 53	- 55	+ 56	- 23	- 40	- 61	- 55	+ 8	- 68	- 49	- 46	- 48
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 22	+ 4	- 22	- 12	- 9	+ 19	+ 16	- 1	- 5	- 17	+ 33	+ 9	+ 29	+ 43	+ 51
Construction électrique et électronique	- 13	+ 5	+ 8	- 35	- 31	- 17	- 32	- 17	- 40	- 44	0	+ 5	+ 15	0	+ 11
dont : Construction électrique d'équipement	+ 15	+ 7	+ 9	- 14	- 8	- 3	- 28	- 14	- 21	- 27	+ 27	+ 9	+ 22	+ 26	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 79	+ 2	- 1	- 88	- 88	- 45	- 48	- 34	- 97	- 99	- 72	- 3	0	- 68	- 39
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 27	+ 7	+ 2	- 28	- 50	+ 27	+ 35	+ 13	- 17	- 17	+ 42	+ 19	+ 12	+ 13	+ 13
Construction d'autre matériel de transport	+ 5	+ 14	+ 14	+ 6	+ 24	+ 40	+ 27	+ 33	+ 22	+ 22	+ 32	+ 12	+ 21	+ 30	+ 40
dont : Construction navale	- 16	+ 4	+ 17	- 11	0	+ 18	+ 16	+ 19	+ 7	+ 1	+ 6	+ 12	+ 16	- 2	+ 7
Construction de cycles et motocycles	+ 72	+ 32	+ 33	+ 26	+ 20	+ 72	0	+ 4	- 16	0	+ 56	0	+ 28	+ 95	+ 84

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande		évolution		prévisions			
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre .	+5,5	+ 5	+3,1	+11	+2,5	0	-3,4	- 5	-3,6	- 4	+4,4	+ 5	+0,8	+ 3	+1,6	+ 2	+0,5	+ 0,9	+12,0	+12	+22,0	+22
1989 Janvier	+6,5	+12	+3,5	+ 9	+4,5	+ 1	-1,9	- 3	-2,6	- 7	+3,6	+ 4	+2,1	+ 4	+2,9	+ 6	+1,4	+ 2,3	+11,9	+11	+21,9	+28
Février	+7,4	+ 5	+3,5	- 3	+6,4	+ 8	+0,8	- 3	-0,9	- 1	+2,8	+ 2	+4,3	- 3	+4,5	- 1	+2,8	0,0	+11,8	+12	+21,3	+16
Mars	+8,3	+ 9	+3,5	+ 5	+7,8	+ 8	+3,3	+ 7	+1,4	+ 1	+1,9	+ 2	+6,1	+13	+6,1	+ 8	+4,2	+ 6,1	+11,3	+13	+20,3	+21
Avril	+8,9	+14	+3,3	- 2	+8,4	+12	+5,8	+13	+3,3	+ 8	+1,3	- 4	+7,3	+ 7	+6,9	+ 7	+5,3	+ 7,9	+10,3	+ 8	+19,3	+24
Mai	+8,9	+ 8	+3,1	+ 2	+8,1	+ 3	+6,9	+ 7	+4,1	+ 5	+0,9	0	+7,9	+ 8	+7,0	+ 7	+5,7	+ 5,0	+ 9,3	+ 7	+18,3	+18
Juin	+8,8	+ 8	+3,4	+10	+7,4	+10	+6,6	+12	+3,9	+ 6	+0,9	+ 1	+8,0	+10	+7,1	+ 9	+5,5	+ 8,0	+ 8,0	+13	+17,6	+18
Juillet	+8,5	+12	+3,3	+ 7	+6,5	+ 9	+6,4	+ 6	+2,9	+ 2	+1,4	+ 2	+7,9	+ 7	+7,4	+ 2	+5,1	+ 5,4	+ 6,5	+ 6	+17,4	+14
Août	+7,9	+10	+3,0	+ 3	+5,5	+ 5	+6,1	+ 3	+1,6	- 5	+2,6	- 2	+7,6	+ 8	+7,8	+10	+4,7	+ 4,5	+ 4,9	+ 8	+17,1	+17
Septembre .	+7,4	- 2	+2,3	- 3	+5,1	0	+6,0	+ 3	+1,1	- 6	+4,3	+ 7	+7,3	+ 8	+8,3	+ 6	+4,4	- 0,1	+ 3,3	0	+17,0	+17
Octobre ...	+7,1	+ 6	+1,5	- 4	+5,5	- 6	+6,3	+ 6	+1,5	+ 4	+5,3	+10	+6,8	+ 7	+8,6	+ 8	+4,3	+ 1,4	+ 2,0	+ 2	+17,0	+18
Novembre .	+7,0	+ 7	+1,5	+ 3	+6,0	+ 8	+6,8	+ 8	+2,1	0	+5,5	+ 4	+6,3	+ 5	+8,9	+ 9	+4,3	+ 4,5	+ 1,4	+ 1	+16,9	+17
Décembre .	+6,6	+ 7	+1,9	+18	+6,4	+ 7	+6,9	+16	+2,9	+ 9	+5,1	+ 8	+5,4	+ 1	+9,0	+12	+4,1	+ 7,8	+ 1,3	+ 1	+16,4	+18
1990 Janvier	+5,4	+12	+2,9	- 9	+6,5	+ 6	+6,3	+ 5	+2,9	+ 3	+4,4	+ 4	+4,3	+ 6	+8,8	+ 9	+3,7	+ 3,5	+ 1,3	+ 6	+15,4	+12
Février	+3,3	+ 4	+3,4	+ 7	+5,6	+15	+4,6	+ 9	+1,6	+ 8	+4,0	+ 3	+3,1	+ 7	+7,9	+ 9	+2,7	+ 7,0	+ 1,1	+ 4	+13,9	+16
Mars	+0,8	-10	+3,1	- 4	+3,0	- 7	+2,4	+ 2	0,0	0	+4,0	+ 5	+2,0	+ 1	+6,6	+ 3	+1,1	- 2,5	+ 1,0	+ 1	+11,9	+14
Avril	-1,0	- 5	+2,5	+ 6	+0,3	- 7	+0,4	- 1	-1,6	- 4	+3,9	+ 4	+1,3	+ 2	+5,4	- 1	-0,4	- 1,8	+ 1,0	+ 1	+ 9,9	+ 5
Mai	-1,5	0	+0,6	+ 2	-1,8	+13	-1,1	- 1	-3,3	- 3	+3,6	+ 6	+0,5	- 2	+4,4	+ 7	-1,5	+ 1,3	+ 1,0	+ 1	+ 8,6	+10
Juin	-1,1	- 3	-2,1	- 9	-3,1	0	-2,3	- 2	-4,6	- 6	+3,4	+ 3	-0,9	0	+3,0	+ 4	-2,3	- 2,4	+ 1,0	- 1	+ 8,1	+ 6
Juillet	-0,4	0	-4,9	+ 4	-3,1	- 9	-3,4	- 3	-6,1	- 3	+3,8	+ 2	-2,8	+ 5	+0,9	+ 6	-3,4	- 0,3	+ 1,3	+ 1	+ 8,9	+ 7
Août	0,0	+ 1	-7,6	- 9	-3,0	- 2	-5,6	- 5	-8,5	- 8	+4,9	+ 3	-4,8	- 6	-1,8	- 5	-4,9	- 4,6	+ 1,8	- 2	+10,6	+ 9
Septembre .	.	- 4	.	-13	.	- 4	.	- 6	.	-10	.	+11	.	- 7	.	- 4	.	- 7,4	.	+ 8	.	+16
Octobre ...	.	0	.	-10	.	- 3	.	-15	.	-19	.	+10	.	- 9	.	-10	.	- 9,5	.	+ 3	.	+14
Novembre .	.	+ 1	.	+ 2	.	- 8	.	-21	.	-16	.	+ 8	.	- 8	.	- 8	.	- 8,3	.	+ 3	.	+15
Décembre .	.	- 7	.	- 3	.	- 8	.	-16	.	-18	.	+ 8	.	-13	.	-15	.	-11,0	.	+ 8	.	+13

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre .	+11,5	+ 9	- 0,3	+ 3	+7,1	+10	-17,0	-11	-24,6	-24	+4,6	+ 5	-1,5	- 1	+17,3	+21	- 1,3	+ 0,3	+20,4	+26	+26,5	+33
1989 Janvier	+11,4	+14	+ 0,8	+11	+7,4	0	-16,1	-17	-24,5	-41	+4,8	+ 4	-1,1	0	+16,3	+22	- 0,8	- 1,9	+17,5	+12	+24,6	+30
Février	+10,9	+11	+ 1,0	- 1	+7,6	- 7	-16,0	-16	-24,5	-36	+4,6	+ 5	-1,1	- 4	+14,9	+12	- 1,1	- 5,8	+14,5	+17	+23,0	+21
Mars	+10,0	+10	+ 0,4	+15	+7,4	+12	-16,1	-17	-24,6	-24	+4,1	+ 5	-1,0	- 2	+13,6	+16	- 2,1	+ 0,6	+11,8	+24	+21,5	+23
Avril	+ 8,5	+26	- 0,9	- 3	+6,3	+ 7	-17,0	-16	-25,1	-22	+3,4	+ 2	-0,6	0	+11,8	+12	- 3,4	+ 0,3	+ 8,4	0	+19,1	+21
Mai	+ 5,8	-11	- 1,6	- 1	+4,8	+ 7	-18,6	-14	-25,8	-25	+3,0	+ 4	-0,5	0	+ 8,8	+12	- 4,9	- 4,5	+ 5,3	+ 7	+16,5	+17
Juin	+ 3,1	+ 5	- 1,9	- 2	+3,3	+ 1	-20,8	-22	-26,3	-29	+2,6	- 3	-0,5	- 2	+ 5,3	- 2	- 6,0	- 6,0	+ 3,0	+ 5	+14,0	+ 3
Juillet	+ 1,9	- 8	- 2,3	-25	+1,0	- 8	-23,1	-31	-26,8	-28	+2,1	- 3	-0,5	0	+ 1,8	+ 6	- 6,7	-11,4	+ 1,3	+ 2	+12,0	+ 8
Août	+ 0,6	+17	- 2,8	- 1	-1,3	- 7	-24,8	-23	-27,0	-27	+1,9	+14	-0,5	0	- 1,0	- 4	- 7,2	- 7,4	- 0,8	- 8	+11,1	+12
Septembre .	+ 0,6	- 5	- 3,3	- 4	-1,0	+ 9	-25,9	-26	-27,0	-27	+1,4	+ 5	-0,5	- 2	- 2,0	-10	- 7,2	- 8,8	- 2,4	- 1	+11,0	+11
Octobre ...	+ 0,6	+15	- 3,3	+12	-0,6	+11	-26,8	-28	-27,0	-27	+1,0	+ 1	-0,3	- 5	- 1,6	- 2	- 6,7	- 3,1	- 2,3	-13	+10,3	+11
Novembre .	0,0	0	- 3,1	- 6	-1,3	- 5	-27,1	-23	-27,1	-16	+1,1	- 4	0,0	0	- 0,9	+ 1	- 6,3	- 5,6	- 1,3	+ 3	+ 8,6	+12
Décembre .	+ 0,9	-12	- 2,8	-12	-1,3	-21	-27,4	-29	-27,4	-25	+1,6	0	0,0	0	- 0,5	+ 5	- 5,9	-11,8	+ 0,6	-11	+ 6,4	+ 4
1990 Janvier	+ 2,6	+10	- 1,4	0	-2,9	+37	-27,1	-30	-27,6	-31	+2,4	+ 4	-0,3	0	- 0,5	- 9	- 5,8	- 3,4	+ 2,5	+ 4	+ 3,6	0
Février	+ 4,3	- 4	- 0,1	+ 3	-4,5	- 4	-26,0	-27	-27,6	-28	+3,4	+11	-0,9	+ 1	- 0,9	+ 7	- 5,9	- 7,9	+ 1,8	+13	+ 1,6	+ 5
Mars	+ 5,8	+30	+ 0,3	- 5	-4,5	- 7	-23,8	-25	-26,6	-28	+4,5	+ 2	-1,6	- 5	- 1,8	- 2	- 6,1	- 5,5	- 1,3	-11	+ 0,4	- 1
Avril	+ 6,4	+ 7	- 1,1	+ 8	-4,5	- 5	-20,8	-22	-24,9	-26	+5,3	+ 6	-2,3	- 5	- 2,6	- 3	- 6,4	- 6,5	- 4,3	+ 3	- 0,5	0
Mai	+ 5,6	+ 6	- 4,3	+ 6	-5,0	+ 4	-18,0	-15	-23,1	-21	+5,8	- 2	-2,5	- 2	- 3,6	- 1	- 6,9	- 2,6	- 7,3	-11	- 1,3	- 4
Juin	+ 4,4	+ 2	- 7,8	-16	-6,0	+ 1	-16,3	-15	-21,9	-21	+6,4	+ 6	-2,5	- 3	- 5,5	- 5	- 8,2	- 7,9	- 9,0	- 7	- 2,4	0
Juillet	+ 2,6	+ 6	-10,1	-11	-7,6	- 8	-16,8	-15	-22,5	-21	+7,1	+ 9	-4,4	0	- 9,0	- 7	-10,3	- 8,1	- 9,0	-11	- 3,8	- 2
Août	- 0,5	+ 1	-10,6	-14	-10,4	-18	-19,0	-18	-24,8	-23	+8,0	+11	-8,4	0	-14,0	-30	-12,6	-14,1	-10,3	+ 4	- 5,1	- 7
Septembre .	.	-11	.	- 7	.	-14	.	-23	.	-29	.	+ 6	.	-26	.	-12	.	-16,0	.	-25	.	- 5
Octobre ...	.	-10	.	-10	.	- 5	.	-25	.	-31	.	+ 9	.	-18	.	-21	.	-16,1	.	- 6	.	- 7
Novembre .	.	- 3	.	+10	.	-21	.	-30	.	-31	.	+13	.	-24	.	-28	.	-17,5	.	-22	.	-10
Décembre .	.	-12	.	-25	.	-27	.	-33	.	-36	.	+10	.	-19	.	-27	.	-23,6	.	-17	.	-22

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1989	1990				1989	1990			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	+ 15	- 1	- 6	- 19	- 17	+ 5	+ 6	+ 5	+ 5	+ 6
I. Biens de consommation	+ 32	+ 14	+ 7	- 4	- 1	- 1	+ 4	+ 9	+ 3	+ 1
II. Biens d'investissement	+ 9	+ 5	- 8	- 30	- 28	+ 10	+ 2	+ 2	+ 14	+ 25
III. Biens intermédiaires	+ 9	- 13	- 14	- 23	- 22	+ 7	+ 10	+ 3	0	- 4
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 14	- 32	- 24	- 22	- 26	+ 7	+ 19	+ 14	+ 12	+ 14
Industrie de la transformation du bois	- 4	- 1	- 1	- 10	- 14	+ 9	+ 16	+ 17	+ 12	+ 7
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 20	+ 10	- 7	- 19	- 21	+ 37	+ 18	+ 10	+ 23	+ 11
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 26	- 3	0	- 8	- 3	- 5	+ 3	- 1	- 13	- 18
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	- 2	- 15	- 16	- 29	+ 11	+ 9	+ 6	+ 8	+ 13
Industrie des fabrications métalliques	+ 31	+ 19	+ 2	- 20	- 14	+ 5	- 1	+ 4	+ 9	+ 14
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 30	- 17	- 22	- 29	- 34	0	+ 5	+ 8	+ 10	+ 9
I. Biens de consommation	- 26	+ 2	0	- 19	- 37	- 19	- 14	+ 1	+ 7	+ 4
II. Biens d'investissement	- 2	+ 6	- 5	- 5	- 11	+ 5	+ 11	+ 16	+ 24	+ 29
III. Biens intermédiaires	- 55	- 35	- 37	- 46	- 47	+ 4	+ 1	+ 1	- 2	- 6
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 47	- 45	- 44	- 58	- 43	+ 4	+ 10	+ 24	+ 21	+ 21
Industrie de la transformation du bois	- 37	+ 8	+ 5	- 22	- 68	0	- 15	- 14	0	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 65	- 40	- 19	- 18	- 4	+ 7	+ 17	+ 17	+ 30	+ 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 7	+ 1	- 19	- 29	- 33	+ 21	+ 2	+ 5	- 3	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 2	+ 5	- 7	+ 1	- 2	- 3	- 14	+ 7	+ 12	+ 20
Industrie des fabrications métalliques	- 9	+ 2	- 8	- 15	- 22	+ 4	+ 14	+ 18	+ 23	+ 26

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1989	1990				1989	1990				1989	1990			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 3	+ 4	+ 10	+ 17	+ 22	84,1	82,7	84,2	83,5	82,5	3,9	4,0	4,0	3,8	3,8
I. Biens de consommation	- 10	- 9	+ 3	+ 3	+ 15	87,6	81,6	87,6	86,5	87,4	2,5	2,5	2,3	2,4	2,3
II. Biens d'investissement	+ 9	+ 17	+ 23	+ 31	+ 35	79,6	80,9	80,0	79,9	76,8	6,6	7,0	6,9	6,6	6,6
III. Biens intermédiaires	+ 2	- 4	+ 1	+ 9	+ 8	85,3	88,6	84,2	83,3	83,0	2,8	2,8	2,7	2,5	2,5 ³
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 19	+ 24	+ 33	+ 33	+ 23	78,4	79,9	79,5	78,6	79,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,3
Industrie de la transformation du bois	+ 8	+ 2	+ 11	+ 20	+ 15	89,4	88,6	88,6	87,6	87,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 12	+ 11	- 8	+ 9	+ 17	85,7	85,1	86,6	85,3	83,6	1,4	1,6	1,5	1,5	1,5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 2	+ 17	+ 18	+ 18	+ 27	84,6	83,5	88,2	84,7	80,4	2,9	2,8	2,7	2,3	2,3
Industrie des fabrications métalliques	- 4	- 3	+ 6	+ 13	+ 26	84,3	80,5	84,3	83,6	82,1	5,5	5,7	5,7	5,3	5,3
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 34	+ 33	+ 29	+ 27	+ 42	73,7	77,9	75,3	77,6	73,0	3,3	3,5	3,2	3,1	3,0
I. Biens de consommation	+ 12	+ 23	+ 18	+ 24	+ 31	79,4	79,8	80,4	79,5	78,1	1,3	1,5	1,4	1,2	1,1
II. Biens d'investissement	+ 2	+ 6	+ 11	+ 11	+ 24	81,5	79,7	79,3	82,3	82,0	5,3	5,7	5,4	5,1	4,9
III. Biens intermédiaires	+ 57	+ 50	+ 41	+ 36	+ 57	68,7	78,7	73,5	74,8	65,9	1,8	1,6	1,6	1,5	1,5
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 7	+ 41	+ 25	+ 58	+ 36	67,2	74,1	63,6	70,3	76,0	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2
Industrie de la transformation du bois	+ 32	+ 4	+ 4	+ 13	- 8	70,7	74,0	75,8	68,8	72,1	1,6	2,4	1,7	1,5	1,3
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 62	+ 64	+ 7	+ 38	+ 17	73,1	77,1	78,2	79,7	83,7	0,9	1,0	1,0	1,2	1,0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 12	0	+ 5	+ 3	+ 10	87,5	86,3	85,9	85,3	84,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5
Industrie des fabrications métalliques	+ 15	+ 12	+ 11	+ 18	+ 34	77,4	76,8	76,7	77,7	77,6	5,6	6,0	5,7	5,3	5,1

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					C. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1989	1990				1989	1990				1989	1990			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 13	+ 4	- 3	- 14	- 14	+ 4	+ 1	- 4	- 12	- 12	+ 24	+ 5	+ 11	+ 17	+ 19
I. Biens de consommation	+ 10	+ 1	+ 2	- 13	- 20	+ 3	+ 14	+ 4	- 9	- 7	+ 26	+ 10	+ 15	+ 26	+ 23
II. Biens d'investissement	+ 19	+ 13	- 7	- 30	- 22	+ 13	- 6	- 11	- 26	- 27	+ 43	+ 11	+ 13	+ 18	+ 28
III. Biens intermédiaires	+ 12	+ 2	- 3	- 3	- 3	0	- 5	- 6	- 8	- 7	+ 10	- 3	+ 7	+ 9	+ 11
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 15	- 7	+ 3	- 10	- 7	+ 3	- 8	- 5	- 8	- 7	+ 27	+ 5	+ 11	+ 18	+ 22
Industrie de la transformation du bois	0	- 4	- 6	- 16	- 18	- 8	- 1	- 4	- 8	- 6	+ 35	+ 9	+ 19	+ 32	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 11	+ 6	- 5	- 7	- 11	+ 6	+ 4	- 5	- 5	+ 1	+ 38	+ 10	- 4	+ 2	+ 13
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 16	+ 9	+ 1	+ 7	+ 9	+ 2	+ 1	- 1	+ 1	- 1	+ 8	+ 1	+ 8	+ 24	+ 17
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 13	+ 7	- 7	- 38	- 19	- 9	+ 7	- 2	- 23	- 16	+ 38	+ 2	0	+ 4	+ 14
Industrie des fabrications métalliques	+ 15	+ 10	- 6	- 24	- 28	+ 11	+ 4	- 8	- 24	- 23	+ 37	+ 12	+ 15	+ 18	+ 25
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 2	- 4	- 12	- 29	- 27	- 1	- 3	- 9	- 24	- 19	+ 9	+ 2	- 6	- 15	- 18
I. Biens de consommation	+ 24	+ 11	+ 12	+ 2	+ 12	- 6	+ 11	+ 9	- 9	- 23	+ 40	+ 10	+ 8	+ 31	+ 31
II. Biens d'investissement	+ 8	+ 1	- 12	- 18	- 20	+ 2	0	- 7	- 21	- 32	+ 22	+ 13	+ 5	+ 3	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 4	- 7	- 16	- 35	- 31	- 3	- 6	- 12	- 25	- 8	- 6	- 10	- 15	- 32	- 38
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 24	- 25	- 21	- 28	- 5	- 7	- 33	- 4	- 15	- 15	+ 24	- 7	+ 1	+ 18	+ 9
Industrie de la transformation du bois	+ 27	+ 4	+ 6	+ 23	+ 59	+ 18	+ 28	+ 6	- 4	+ 3	+ 31	+ 35	+ 26	+ 16	+ 13
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 2	+ 10	+ 6	+ 20	+ 12	+ 2	- 11	- 6	- 5	- 1	+ 11	- 30	- 18	- 40	- 44
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 23	+ 7	- 4	0	+ 14	0	- 2	- 2	- 5	- 5	+ 4	- 4	+ 6	+ 16	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 18	+ 1	- 19	- 15	- 18	- 7	- 5	- 13	- 16	- 39	+ 19	- 1	- 4	+ 7	+ 8
Industrie des fabrications métalliques	+ 11	+ 2	- 10	- 25	- 28	+ 4	+ 3	- 5	- 23	- 30	+ 26	+ 14	+ 3	+ 3	+ 5

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre ...	+11,5	+11	+15,8	+17	+ 8,6	+ 9	+17,1	+18	+ 3,6	+ 2	+15,6	+19	+13,3	+12	+11,9	+12,6	+23,9	+25	+37,0	+38
1989 Janvier	+10,6	+12	+15,5	+19	+ 7,5	+ 1	+18,4	+18	+ 4,9	+ 5	+15,5	+16	+12,9	+ 8	+12,1	+11,3	+25,1	+28	+37,1	+30
Février	+ 8,8	+32	+14,9	+14	+ 5,4	+11	+19,3	+22	+ 5,9	+ 7	+14,9	+12	+12,8	+13	+11,8	+15,9	+25,9	+26	+37,9	+35
Mars	+ 6,6	+ 3	+14,1	+15	+ 3,3	+ 8	+19,6	+22	+ 6,4	+ 8	+14,3	+15	+12,8	+13	+11,1	+12,0	+26,1	+24	+39,4	+39
Avril	+ 4,5	-14	+13,4	+12	+ 1,3	0	+19,4	+20	+ 6,5	+ 6	+13,9	+14	+13,4	+12	+10,5	+ 7,1	+26,4	+28	+40,9	+41
Mai	+ 3,5	+ 4	+12,9	+13	+ 1,3	- 2	+18,6	+17	+ 6,5	+ 7	+14,0	+13	+14,5	+17	+10,1	+ 9,9	+26,4	+27	+42,0	+44
Juin	+ 3,8	+ 9	+12,9	+10	+ 3,8	- 2	+18,1	+19	+ 6,5	+ 5	+14,9	+13	+15,4	+ 9	+10,4	+ 9,0	+25,9	+26	+42,6	+43
Juillet	+ 4,4	+ 3	+14,1	+14	+ 7,0	+ 9	+17,8	+17	+ 7,3	- 7	+16,0	+16	+16,1	+17	+11,6	+ 9,9	+24,9	+21	+42,6	+43
Août	+ 5,3	+ 2	+16,9	+12	+10,5	+16	+17,8	+17	+ 9,0	+ 7	+17,1	+20	+16,3	+21	+13,2	+13,6	+23,8	+27	+42,4	+39
Septembre ..	+ 6,6	+ 6	+20,4	+22	+12,9	+16	+18,3	+21	+11,0	+15	+18,1	+21	+15,8	+15	+15,0	+16,6	+22,9	+20	+42,1	+42
Octobre	+ 8,3	+11	+24,0	+25	+13,8	+12	+18,4	+19	+13,8	+12	+18,6	+18	+15,0	+16	+16,4	+16,1	+22,8	+23	+41,9	+41
Novembre ...	+10,1	+12	+26,5	+40	+14,0	+14	+18,4	+17	+16,6	+14	+19,3	+17	+13,6	+ 9	+17,0	+17,6	+23,5	+19	+41,4	+42
Décembre ...	+12,3	+ 7	+25,9	+28	+13,9	+14	+18,4	+19	+18,6	+22	+20,1	+19	+11,8	+12	+17,0	+17,3	+24,3	+25	+40,5	+44
1990 Janvier	+13,8	+31	+22,3	+33	+13,6	+22	+18,1	+18	+19,9	+30	+21,1	+30	+ 9,5	+16	+16,4	+25,7	+24,1	+32	+39,4	+39
Février	+13,5	+15	+17,8	+10	+13,4	+13	+18,4	+12	+19,5	+21	+22,3	+22	+ 7,4	+ 5	+15,6	+14,0	+23,0	+29	+37,4	+38
Mars	+11,6	+15	+13,8	+14	+13,0	+12	+19,1	+21	+17,4	+18	+22,9	+24	+ 5,9	+ 4	+14,7	+15,4	+20,4	+20	+34,3	+37
Avril	+ 9,3	-15	+11,4	+ 3	+12,9	+ 7	+19,5	+18	+14,6	+15	+22,9	+19	+ 4,9	+ 7	+13,8	+ 7,7	+16,6	+19	+30,9	+30
Mai	+ 6,8	+ 6	+10,9	+ 9	+13,1	+16	+19,3	+24	+12,3	+10	+22,4	+27	+ 4,3	+ 3	+13,2	+13,6	+13,5	+10	+27,6	+25
Juin	+ 5,4	+ 5	+11,1	+14	+13,4	+17	+18,4	+23	+10,6	+10	+21,5	+23	+ 3,5	+ 7	+12,6	+14,1	+11,3	+10	+25,1	+22
Juillet	+ 4,3	+ 9	+10,9	+19	+13,5	+ 8	+17,1	+14	+10,0	+10	+19,9	+21	+ 1,8	+ 4	+11,6	+12,1	+10,5	+10	+24,0	+23
Août	+ 2,4	- 2	+10,8	+ 8	+13,3	+14	+16,3	+16	+ 9,6	+ 6	+17,8	+19	- 1,1	+ 1	+10,5	+ 8,9	+11,0	+11	+22,8	+26
Septembre ..	.	- 9	.	+11	.	+14	.	+12	.	+ 6	.	+14	.	- 6	.	+ 6,0	.	+17	.	+24
Octobre ....	.	+15	.	+11	.	+12	.	+18	.	+16	.	+13	.	- 9	.	+10,9	.	+18	.	+17
Novembre ...	.	- 3	.	+15	.	+11	.	+20	.	+14	.	+ 9	.	- 9	.	+ 8,1	.	+12	.	+15
Décembre ...	.	+ 1	.	- 5	.	+ 1	.	+10	.	+ 7	.	+ 7	.	-14	.	+ 1,0	.	+10	.	+12

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

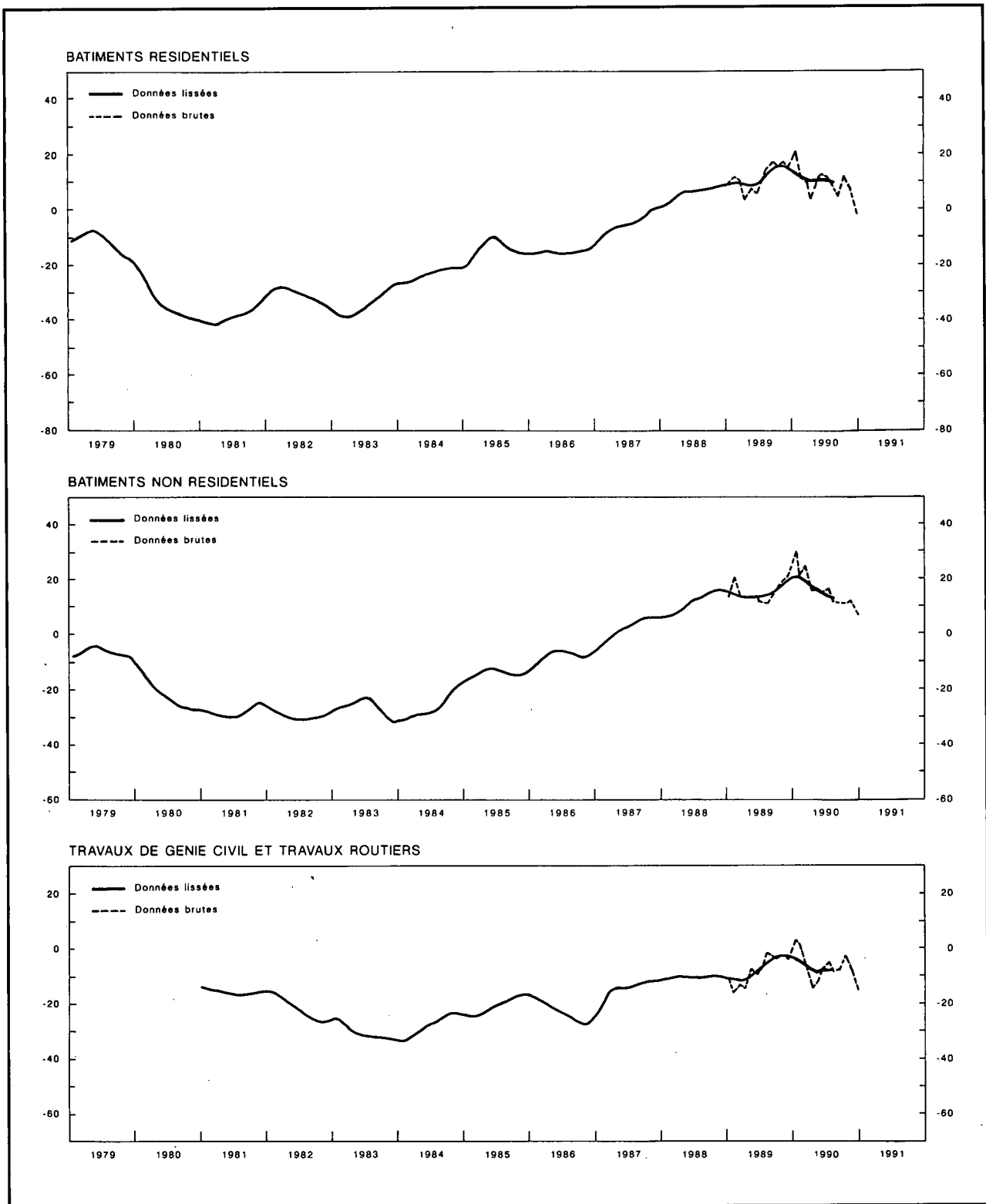
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre ...	- 0,1	+13	- 9,1	-15	-14,4	- 7	- 1,8	+ 3	-39,3	-39	- 8,6	- 9	- 5,5	- 3	-10,5	- 8,1	- 1,3	+ 3	+ 1,5	+ 6
1989 Janvier	- 2,4	- 6	- 8,0	- 6	-18,4	-24	- 5,1	- 8	-39,1	-37	- 7,5	- 6	- 4,4	+ 7	-11,3	-11,4	- 1,4	- 1	+ 2,8	+ 6
Février	- 4,5	- 6	- 6,8	- 7	-22,3	-25	- 6,5	-11	-39,4	-40	- 5,9	-16	- 3,1	- 8	-12,0	-16,1	- 1,6	- 7	+ 3,6	- 2
Mars	- 5,5	- 5	- 5,6	+ 2	-24,1	-28	- 5,5	-15	-39,8	-40	- 4,0	0	- 2,0	- 2	-12,0	-12,6	- 1,9	- 7	+ 4,5	0
Avril	- 4,4	-32	- 4,9	- 7	-23,0	-16	- 3,3	+ 2	-40,9	-39	- 2,4	- 2	- 0,4	- 7	-11,1	-14,4	- 1,9	- 2	+ 4,9	+ 6
Mai	- 2,1	+10	- 2,8	+10	-20,4	-23	- 0,8	0	-42,5	-41	- 1,4	- 3	+ 2,0	+ 1	- 9,7	- 6,6	- 1,4	- 2	+ 4,8	+ 5
Juin	0,0	+11	+ 0,5	- 4	-17,0	-31	+ 1,0	- 2	-44,0	-46	- 0,8	- 1	+ 4,6	+ 8	- 7,8	- 9,3	- 0,5	+ 1	+ 4,8	+ 4
Juillet	+ 2,0	- 8	+ 3,9	- 5	-13,8	-10	+ 2,4	+ 7	-45,1	-48	- 0,1	+ 4	+ 7,0	+ 9	- 5,9	- 7,3	+ 0,5	+ 2	+ 4,8	+ 5
Août	+ 3,0	+ 3	+ 7,6	+37	-11,6	-11	+ 3,3	+ 2	-45,1	-48	+ 0,6	+ 0	+ 8,4	+ 6	- 4,6	- 1,6	+ 1,0	- 1	+ 4,8	+ 5
Septembre ..	+ 3,4	- 8	+ 9,5	+ 8	-10,9	- 3	+ 4,0	+ 9	-44,4	-43	+ 1,4	+ 7	+ 9,4	+ 9	- 3,6	- 3,0	+ 0,9	+ 2	+ 4,9	+ 1
Octobre	+ 4,1	+12	+ 9,5	+11	-10,6	-15	+ 5,5	- 1	-43,6	-44	+ 2,0	- 1	+10,6	+13	- 3,0	- 3,6	+ 0,5	+ 2	+ 5,4	+ 2
Novembre ...	+ 4,9	+ 6	+ 8,6	+16	-10,4	-12	+ 6,4	+ 8	-43,1	-43	+ 2,3	+ 2	+11,9	+ 7	- 2,7	- 2,3	- 0,4	- 4	+ 6,4	+ 6
Décembre ...	+ 4,5	- 5	+ 6,8	+ 8	-10,1	- 8	+ 6,8	- 1	-43,0	-40	+ 2,1	+ 4	+13,1	+14	- 2,8	- 4,0	- 1,0	- 3	+ 7,6	+10
1990 Janvier	+ 2,6	+38	+ 4,5	+ 3	-10,0	-10	+ 6,5	+10	-43,0	-39	+ 1,0	+ 3	+12,5	+17	- 3,5	+ 3,1	- 1,1	0	+ 8,4	+ 7
Février	- 0,4	+ 6	+ 1,6	+ 4	- 9,5	0	+ 5,5	+15	-43,1	-43	- 0,9	+ 1	+ 9,9	+21	- 4,9	+ 0,6	- 1,6	0	+ 8,4	+12
Mars	- 4,1	- 3	- 1,1	- 2	- 8,9	-10	+ 4,5	+ 4	-43,4	-44	- 2,6	- 5	+ 7,1	+ 3	- 6,4	- 8,1	- 2,0	- 3	+ 7,5	+12
Avril	- 6,8	- 9	- 3,3	- 5	- 8,6	-21	+ 3,9	- 1	-43,5	-43	- 4,4	- 8	+ 4,1	-18	- 7,6	-15,0	- 2,5	- 1	+ 5,9	+ 4
Mai	- 7,9	-15	- 4,6	-12	- 8,4	- 6	+ 3,6	+ 3	-43,6	-48	- 5,4	- 9	+ 3,3	+ 1	- 8,1	-12,3	- 3,6	- 6	+ 4,4	+ 3
Juin	- 7,0	- 9	- 4,0	-12	- 8,6	- 6	+ 4,1	+ 9	-43,8	-45	- 5,6	- 3	+ 4,8	+13	- 8,0	- 7,6	- 5,3	- 5	+ 3,3	+ 6
Juillet	- 4,3	- 6	- 2,0	- 5	- 9,0	- 9	+ 4,8	+ 9	-43,8	-32	- 6,0	+ 2	+ 5,6	+ 9	- 7,9	- 4,6	- 7,3	- 3	+ 2,4	+ 1
Août	- 1,3	+ 3	0,0	+ 3	- 9,5	-18	+ 4,0	- 3	-44,0	-36	- 6,4	- 6	+ 5,5	- 1	- 7,8	- 8,3	- 9,0	-11	+ 1,9	0
Septembre ..	.	+ 1	.	+ 6	.	-17	.	- 4	.	-44	.	- 7	.	+11	.	- 7,7	.	-12	.	+ 2
Octobre ....	.	+ 6	.	+19	.	0	.	+10	.	-49	.	- 9	.	+ 4	.	- 2,7	.	-12	.	+ 2
Novembre ...	.	+ 5	.	- 3	.	- 5	.	+ 4	.	-48	.	- 7	.	- 6	.	- 8,6	.	- 8	.	0
Décembre ...	.	- 7	.	-15	.	-13	.	- 4	.	-45	.	-11	.	-11	.	-15,1	.	+ 1	.	+ 4

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1989	1990			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 34	+ 19	+ 3	- 15	- 39
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 36	+ 22	+ 1	- 17	- 42
Bâtiments non-résidentiels	- 31	+ 12	+ 6	- 10	- 32
Génie civil et travaux routiers	-	-	-	-	-
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers	- 42	+ 13	+ 2	- 17	- 45
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	+ 14	+ 17	+ 14	+ 6	- 2
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 15	+ 14	+ 13	+ 8	+ 1
Bâtiments non-résidentiels	+ 12	+ 23	+ 16	+ 1	- 8
Génie civil et travaux routiers	- 39	- 44	- 37	- 46	- 41
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 12	+ 25	+ 19	+ 2	0
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 13	+ 22	+ 14	+ 2	+ 1
Bâtiments non-résidentiels	+ 11	+ 31	+ 28	+ 3	- 1
Génie civil et travaux routiers	+ 3	- 1	- 6	- 15	- 11
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 50	+ 24	+ 24	+ 15	+ 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 52	+ 22	+ 25	+ 14	+ 19
Bâtiments non-résidentiels	+ 48	+ 26	+ 23	+ 16	+ 16
Génie civil et travaux routiers	+ 15	+ 2	+ 1	+ 3	+ 11

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».
² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre	+ 3,1	+ 5	- 3,6	- 1	+15,6	+18	+ 2,9	+ 4	+ 3,3	+ 2	+17,8	+19	+ 1,2	+ 1,8	+ 7,3	+ 5	+18,0	+17
1989 Janvier	+ 3,3	- 5	- 3,4	- 6	+15,8	+16	+ 2,1	+ 1	+ 3,9	+ 4	+18,0	+18	+ 1,3	- 0,7	+ 9,1	+12	+19,3	+21
Février	+ 5,0	- 4	- 3,1	- 3	+15,4	+17	+ 1,5	0	+ 5,0	- 8	+17,9	+12	+ 1,8	- 3,3	+10,9	+12	+20,3	+20
Mars	+ 7,0	+10	- 3,0	- 3	+14,6	+13	+ 1,6	- 5	+ 6,3	+ 7	+17,6	+18	+ 2,4	+ 2,3	+11,9	+11	+21,0	+22
Avril	+ 8,0	+ 7	- 2,8	- 6	+14,1	+13	+ 2,6	+ 2	+ 7,3	+11	+17,3	+17	+ 2,7	+ 3,0	+12,3	+17	+21,5	+21
Mai	+ 8,8	+18	- 2,1	+ 1	+14,3	+15	+ 4,1	+ 4	+ 7,9	+ 8	+16,8	+18	+ 3,2	+ 5,7	+12,8	+ 8	+22,0	+21
Juin	+ 9,0	+ 9	- 1,4	- 1	+15,0	+13	+ 5,8	+ 6	+ 8,5	+ 8	+16,3	+11	+ 3,6	+ 3,3	+13,3	+14	+22,5	+23
Juillet	+ 9,8	+ 1	0,0	- 4	+16,0	+17	+ 7,3	+ 8	+ 9,8	+ 3	+15,9	+15	+ 4,4	+ 1,0	+13,9	+12	+22,5	+23
Août	+11,4	+20	+ 2,0	+14	+16,8	+17	+ 8,6	+11	+11,6	+14	+15,9	+16	+ 5,8	+ 9,7	+14,4	+18	+21,6	+25
Septembre	+13,1	+ 7	+ 3,9	+ 0	+17,0	+20	+ 9,5	+10	+13,9	+12	+16,1	+17	+ 7,1	+ 4,3	+14,4	+17	+20,4	+20
Octobre	+15,8	+23	+ 5,8	+ 5	+16,8	+18	+ 9,8	+ 8	+15,6	+17	+16,1	+14	+ 8,3	+ 8,2	+14,0	+13	+18,8	+18
Novembre	+18,0	+15	+ 7,4	+ 7	+15,9	+17	+10,1	+13	+15,6	+18	+15,5	+22	+ 9,2	+ 9,7	+13,4	+15	+17,1	+18
Décembre	+19,5	+16	+ 8,9	+ 8	+14,6	+15	+ 9,9	+20	+14,0	+18	+14,4	+29	+ 9,4	+12,7	+12,6	+ 8	+16,1	+14
1990 Janvier	+21,5	+24	+11,1	+10	+13,4	+12	+ 8,8	+ 4	+12,0	+ 9	+13,1	+ 6	+ 9,7	+ 6,8	+12,3	+ 8	+15,4	+12
Février	+22,6	+27	+13,8	+18	+12,4	+11	+ 8,0	+ 6	+10,0	+ 9	+12,4	+11	+10,0	+10,0	+12,4	+12	+15,0	+15
Mars	+23,4	+19	+15,6	+14	+12,0	+12	+ 7,0	+19	+ 9,0	+ 9	+12,6	+12	+10,0	+10,2	+12,9	+16	+15,0	+16
Avril	+24,0	+26	+16,4	+20	+12,3	+12	+ 6,4	+ 1	+ 9,4	+ 8	+13,4	+16	+10,0	+ 9,8	+13,4	+15	+15,0	+15
Mai	+23,6	+24	+15,9	+19	+12,8	+11	+ 6,6	+ 7	+10,1	+12	+14,0	+13	+ 9,9	+10,7	+13,5	+13	+15,3	+13
Juin	+22,0	+14	+14,4	+ 9	+13,3	+17	+ 6,9	+ 3	+10,4	+ 7	+14,4	+15	+ 9,2	+ 5,2	+13,1	+ 7	+15,8	+17
Juillet	+19,0	+35	+13,0	+15	+13,8	+14	+ 7,0	+ 7	+10,1	+13	+13,8	+17	+ 8,0	+12,2	+12,1	+15	+16,1	+14
Août	+15,5	+ 4	+10,8	+11	+13,9	+20	+ 7,3	+ 9	+ 9,5	+13	+12,3	+14	+ 6,8	+ 5,2	+11,1	+13	+16,4	+20
Septembre .....	.	+21	.	+13	.	+ 5	.	+ 9	.	+ 8	.	+ 9	.	+ 9,2	.	+10	.	+20
Octobre .....	.	+10	.	+ 1	.	+13	.	- 7	.	+ 2	.	+ 2	.	- 0,8	.	+ 9	.	+16
Novembre .....	.	+ 7	.	- 3	.	+17	.	- 4	.	+ 6	.	0	.	- 1,8	.	+ 9	.	+11
Décembre .....	.	+15	.	+ 1	.	+ 9	.	+14	.	+ 9	.	+ 9	.	+ 6,5	.	+15	.	+12

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8		
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0		
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8			
1991	+ 4,1					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 69	- 49	- 37	- 6	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53
2.1 les entreprises								
- agriculture, sylviculture et pêche ...	- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51
- industrie ⁵	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
- construction	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
- services	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58	
2.2 les services non-marchands ⁶								
	+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3
2.3 l'étranger ⁷								
	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³		
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		milliers d'unités						milliers d'unités		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)			(h)	(i)	(j)
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,2	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0		
1985 Janvier-Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4		
Avril-Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2				42,1	
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6		
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4		
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7		
1988 4 ^e trimestre	81,8	263,6	31,0	66,9	10,3	453,6	10,6	72,7	15,2	22,0		
1989 1 ^{er} trimestre	90,7	262,4	31,6	36,8	9,9	431,4	10,5	72,4	17,3	24,4		
2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,3	72,7	18,3	25,0		
3 ^e trimestre	75,9	255,7	32,0	63,3	9,5	436,4	10,0	72,9	13,2	24,6		
4 ^e trimestre	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5		
1990 1 ^{er} trimestre	76,5	249,0	31,3	33,8	8,9	399,5	9,8	73,9	16,1	19,1		
2 ^e trimestre	67,0	238,7	30,8	22,8	8,4	367,7	9,7	71,1	14,9	20,4		
3 ^e trimestre	69,9	248,6	31,2	64,1	9,6	423,4	9,7	72,1	11,6	19,4		
4 ^e trimestre	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0		
1989 Décembre	70,2	251,1	31,2	54,6	9,0	416,2	9,7	73,5	10,7	17,4		
1990 Janvier	77,8	252,5	31,4	42,8	9,0	413,5	9,7	73,7	15,2	17,5		
Février	76,9	248,9	31,3	33,2	8,9	399,2	9,7	73,9	15,3	19,2		
Mars	74,9	245,3	31,3	25,5	8,9	385,9	9,7	74,0	17,9	20,6		
Avril	70,6	241,0	30,9	22,7	8,7	373,9	9,7	70,7	14,8	20,4		
Mai	66,5	238,0	30,9	22,1	8,1	364,6	9,7	70,8	16,2	21,2		
Juin	64,0	237,1	30,7	24,5	8,4	364,7	9,7	71,7	13,7	19,6		
Juillet	71,4	249,6	31,3	55,7	10,4	418,4	9,7	72,1	9,2	19,2		
Août	70,8	251,1	31,4	66,2	8,7	428,2	9,7	72,1	12,1	19,8		
Septembre	67,6	245,0	30,8	70,6	9,7	423,7	9,7	72,1	13,6	19,1		
Octobre	67,6	246,0	30,9	65,9	10,3	420,7	9,8	72,4	14,7	17,5		
Novembre	67,1	247,8	30,9	61,0	10,6	417,4	9,8	72,6	9,8	16,1		
Décembre	70,2	254,6	31,0	57,1	10,3	423,2	9,8	72,9	7,8	14,4		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f)} + \text{colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	170	187	177	180	181	185	186	203
Autres céréales panifiables	14	16	16	16	17	20	18	18
Céréales non panifiables	177	170	168	149	152	146	145	129
Betteraves sucrières	124	109	117	118	113	106	109	106
Autres plantes industrielles	12	14	17	16	13	16	16	17
Pommes de terre	37	34	36	41	40	45	41	42
Autres plantes et racines tuberculifères	17	15	15	15	14	14	12	12
Prés et prairies	691	686	678	669	661	652	647	638
Cultures maraîchères	28	25	25	27	23	27	29	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	12	12
Divers	123	133	136	148	158	155	154	156
Total ...	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402
Avoine	153	80	92	94	59	60	70	45
Orge	745	670	873	685	793	678	738	647
Autres céréales	138	123	155	137	148	136	148	148
Betteraves sucrières	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061
Pommes de terre	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	968	984	994	973	947	922	892	872
Autres bovidés	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255
Porcs	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

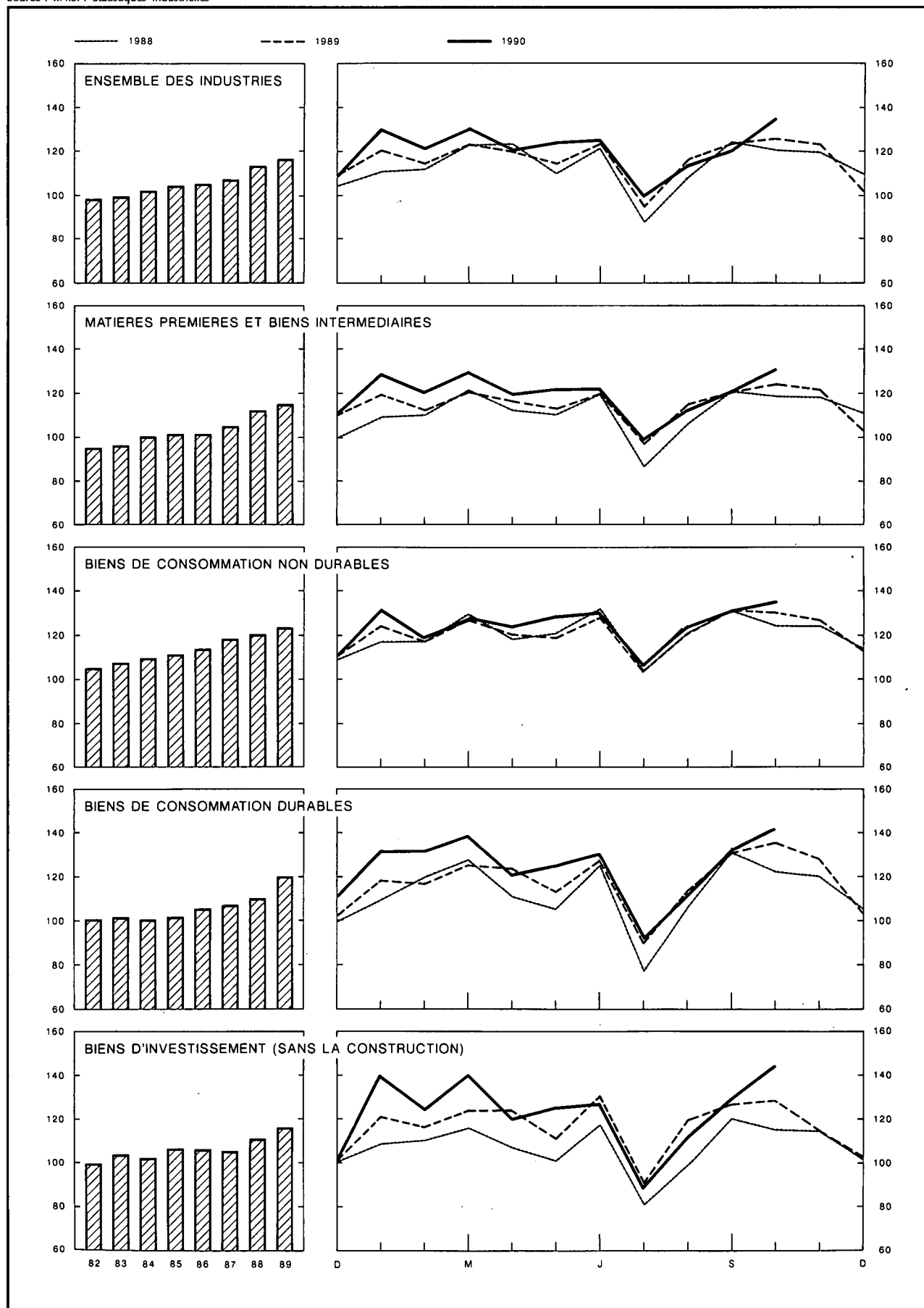
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :			Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³	
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables			Biens d'invés- tissement
Pondération par rapport à l'en- semble de la production indus- trielle en 1988 et 1989	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1987	107	109	65	104	118	107	105	93	103
1988	114	115	56	112	120	110	111	99	108
1989	118	120	46	116	122	118	118	103	.
1988 3 ^e trimestre	107	109	53	105	118	101	104	93	99
4 ^e trimestre	117	119	56	117	120	113	113	102	114
1989 1 ^{er} trimestre	120	123	48	119	122	124	122	104	114
2 ^e trimestre	120	122	51	118	124	119	122	107	.
3 ^e trimestre	110	113	41	109	117	108	112	97	.
4 ^e trimestre	120	123	44	118	123	123	118	105	.
1990 1 ^{er} trimestre	130	133	38	127	129	136	133	116	.
2 ^e trimestre	124	127	35	122	124	127	124	114	.
3 ^e trimestre	112	115	27	110	120	113	110	101	.
1989 Octobre	128	131	53	125	131	134	128	115	.
Novembre	123	126	47	121	127	127	122	109	.
Décembre	109	112	32	108	111	109	103	91	.
1990 Janvier	131	134	38	127	132	135	133	114	.
Février	122	125	35	119	121	128	125	109	.
Mars	136	139	41	133	133	145	140	124	.
Avril	121	125	35	120	125	121	120	111	.
Mai	124	127	35	123	122	128	125	116	.
Juin	125	128	34	122	125	131	127	116	.
Juillet	96	99	18	95	107	92	88	80	.
Août	115	118	33	113	124	114	112	108	.
Septembre	126	129	31	122	128	134	129	116	.
Octobre	135	139	33	131	135	142	144	125	.

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	76	105	100	97	115	108	73
1987	106	130	83	88	101	122	118	79	105	110	91	126	109	75
1988	114	141	94	94	111	125	121	89	106	114	87	138	109	80
1989	118	146	92	93	118	131	125	96	110	129	102	140	114	85
1988 3 ^e trimestre	106	133	89	92	105	126	113	85	88	98	86	135	111	81
1988 4 ^e trimestre	121	142	98	99	114	126	132	91	110	122	79	138	107	87
1989 1 ^{er} trimestre	125	153	90	103	124	126	129	95	118	131	111	142	110	83
1989 2 ^e trimestre	121	149	90	96	115	135	119	101	117	138	93	146	118	83
1989 3 ^e trimestre	109	135	93	81	111	130	114	89	91	110	100	133	117	89
1989 4 ^e trimestre	119	147	93	92	121	133	139	99	113	138	104	138	112	85
1990 1 ^{er} trimestre	134	160	103	107	127	134	141	99	128	142	120	151	107	75
1990 2 ^e trimestre	127	156	97	101	126	134	121	100	119	140	102	152	114	94
1990 3 ^e trimestre	113	146	92	.	109	134	121	87	95	114	103	137	115	82
1989 Octobre	128	159	94	96	136	144	132	109	117	147	117	153	113	85
1989 Novembre	124	150	93	95	124	139	137	101	123	139	103	141	115	70
1989 Décembre	106	131	92	85	104	115	148	88	98	129	92	120	109	99
1990 Janvier	133	158	105	104	128	137	151	101	129	143	111	148	108	51
1990 Février	129	154	97	102	117	126	131	91	123	128	117	146	102	80
1990 Mars	140	168	108	115	136	140	142	106	133	153	133	160	111	95
1990 Avril	123	158	95	102	125	132	130	98	115	127	102	143	110	94
1990 Mai	129	156	104	102	127	131	115	100	122	147	95	154	115	96
1990 Juin	129	155	92	99	127	138	118	101	120	144	108	159	116	91
1990 Juillet	90	135	84	58	89	117	112	69	71	88	81	117	113	97
1990 Août	117	151	97	95	114	140	124	91	93	116	106	139	117	88
1990 Septembre	131	152	95	.	125	144	126	100	119	138	123	155	116	62
1990 Octobre	146	165	98	.	138	152	139	104	120	155	119	162	108	40

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Cas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	*455	*436	*158	*1.150	5.326		
1988 2 ^e trimestre	1.911	1.190	252	584	176	.	462	464	233	1.070	4.774		
3 ^e trimestre	2.016	1.109	257	524	154	.	472	451	169	1.328	4.820		
4 ^e trimestre	2.130	1.486	238	847	235	.	460	457	186	1.017	5.627		
1989 1 ^{er} trimestre	1.966	1.357	233	796	225	.	457	453	208	1.199	5.494		
2 ^e trimestre	2.087	1.116	258	553	125	.	449	425	174	1.166	5.069		
3 ^e trimestre	2.068	1.146	248	579	153	.	*453	*434	*116	* 980	4.835		
4 ^e trimestre	2.072	1.429	221	852	186	.	*461	*433	*134	*1.253	5.905		
1990 1 ^{er} trimestre	2.199	1.351	222	791	180	.	*455	*459	*136	*1.224	6.005		
2 ^e trimestre	2.464	1.286	239	674	178	.	.	.	.	.	5.228
1989 Août	2.150	1.232	265	654	140	.	*462	*427	*133	* 939	4.922		
Septembre	2.030	1.177	235	592	177	.	*452	*429	*151	*1.184	5.064		
Octobre	2.055	1.349	254	727	191	.	*464	*438	*153	*1.087	5.597		
Novembre	1.728	1.424	254	788	234	.	*453	*419	*147	*1.055	5.831		
Décembre	2.434	1.513	155	1.041	135	.	*466	*442	*101	*1.618	6.286		
1990 Janvier	2.126	1.425	211	847	223	.	*468	*426	*148	* 703	6.410		
Février	2.049	1.334	216	785	187	.	*425	*461	*127	*1.208	5.557		
Mars	2.423	1.295	238	742	131	.	*473	*489	*132	*1.761	6.048		
Avril	2.517	1.324	235	722	172	.	*460	*475	*101	*1.295	5.212		
Mai	2.506	1.213	242	582	183	.	*472	*447	* 92	*1.511	4.902		
Juin	2.368	1.323	240	719	179	.	.	.	.	.	5.035
Juillet	2.492	1.305	221	733	186	.	.	.	.	.	4.779
Août	2.179	1.642	250	996	215	.	.	.	.	.	5.251

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1988 2 ^e trimestre	950	755	23,9	72,7	96,6	99,3
3 ^e trimestre	880	688	21,4	59,0	80,4	79,8
4 ^e trimestre	978	764	26,9	77,5	104,4	103,5
1989 1 ^{er} trimestre	915	734	27,8	82,2	109,9	105,4
2 ^e trimestre	914	775	29,2	82,6	111,8	111,5
3 ^e trimestre	910	644	27,4	68,2	95,7	89,2
4 ^e trimestre	916	720	34,6	84,0	118,6	115,4
1990 1 ^{er} trimestre	* 1.022	* 822	* 33,9	* 87,7	* 121,5	* 113,7
2 ^e trimestre	* 964	* 799	* 33,1	* 82,4	* 115,5	* 115,1
1989 Juin	930	743	32,1	92,1	124,2	123,8
Juillet	895	522	20,9	50,2	71,1	69,5
Août	930	645	29,9	70,5	100,4	85,2
Septembre	904	766	31,4	84,0	115,5	112,9
Octobre	927	787	31,8	86,9	118,7	119,2
Novembre	920	746	32,0	86,4	118,4	118,7
Décembre	901	626	40,0	78,7	118,6	108,3
1990 Janvier	* 1.035	* 833	* 35,7	* 86,7	* 122,4	* 108,2
Février	* 966	* 798	* 33,3	* 84,5	* 117,8	* 109,0
Mars	* 1.065	* 836	* 32,6	* 91,8	* 124,3	* 123,8
Avril	* 942	* 837	* 31,2	* 75,9	* 107,1	* 105,7
Mai	* 1.032	* 807	* 34,0	* 82,9	* 116,9	* 116,2
Juin	* 917	* 754	* 34,1	* 88,5	* 122,6	* 123,3

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région) ; autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	54
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	55
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	54
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	60
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	63
1988 2 ^e trimestre	3,9	2.429	3,3	2.102	.	0,8	3.934	0,6	3.035	—
3 ^e trimestre	3,7	2.280	3,2	2.005	.	0,8	3.514	0,7	3.177	—
4 ^e trimestre	3,9	2.315	2,8	1.696	.	0,7	3.192	0,6	3.026	—
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
2 ^e trimestre	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	—
3 ^e trimestre	4,1	2.554	2,9	1.844	.	0,8	4.608	0,6	2.267	—
4 ^e trimestre	4,1	2.497	4,2	2.601	.	0,7	3.936	0,6	4.175	—
1990 1 ^{er} trimestre	4,7	2.961	3,3	2.115	.	0,8	4.425	0,6	3.208	—
2 ^e trimestre	4,1	2.573	4,0	2.557	.	0,8	4.709	0,7	3.559	—
1989 Juillet	4,5	2.818	2,5	1.559	.	0,9	4.348	0,6	1.901	62
Août	3,9	2.363	2,9	1.864	.	0,8	5.315	0,5	2.086	62
Septembre	3,9	2.481	3,4	2.108	.	0,8	4.162	0,6	2.814	62
Octobre	4,1	2.509	4,5	2.808	.	0,8	4.060	0,9	3.672	63
Novembre	3,5	2.073	3,6	2.207	.	0,6	3.051	0,6	3.879	63
Décembre	4,7	2.908	4,4	2.787	.	0,8	4.696	1,2	4.974	63
1990 Janvier	4,5	2.862	3,4	2.109	.	0,8	4.428	0,7	4.053	* 64
Février	4,9	3.088	3,0	1.901	.	0,8	4.219	0,6	2.462	* 65
Mars	4,7	2.934	3,5	2.336	.	0,9	4.629	0,5	3.110	* 67
Avril	4,3	2.645	3,9	2.447	.	0,8	5.899	0,5	3.144	* 68
Mai	3,9	2.474	4,0	2.563	.	0,7	3.751	0,8	4.337	* 70
Juin	4,1	2.600	4,2	2.661	.	1,0	4.478	0,7	3.196	* 71
Juillet	4,6	2.808	3,4	2.068	.	1,0	4.586	0,6	2.667	* 72

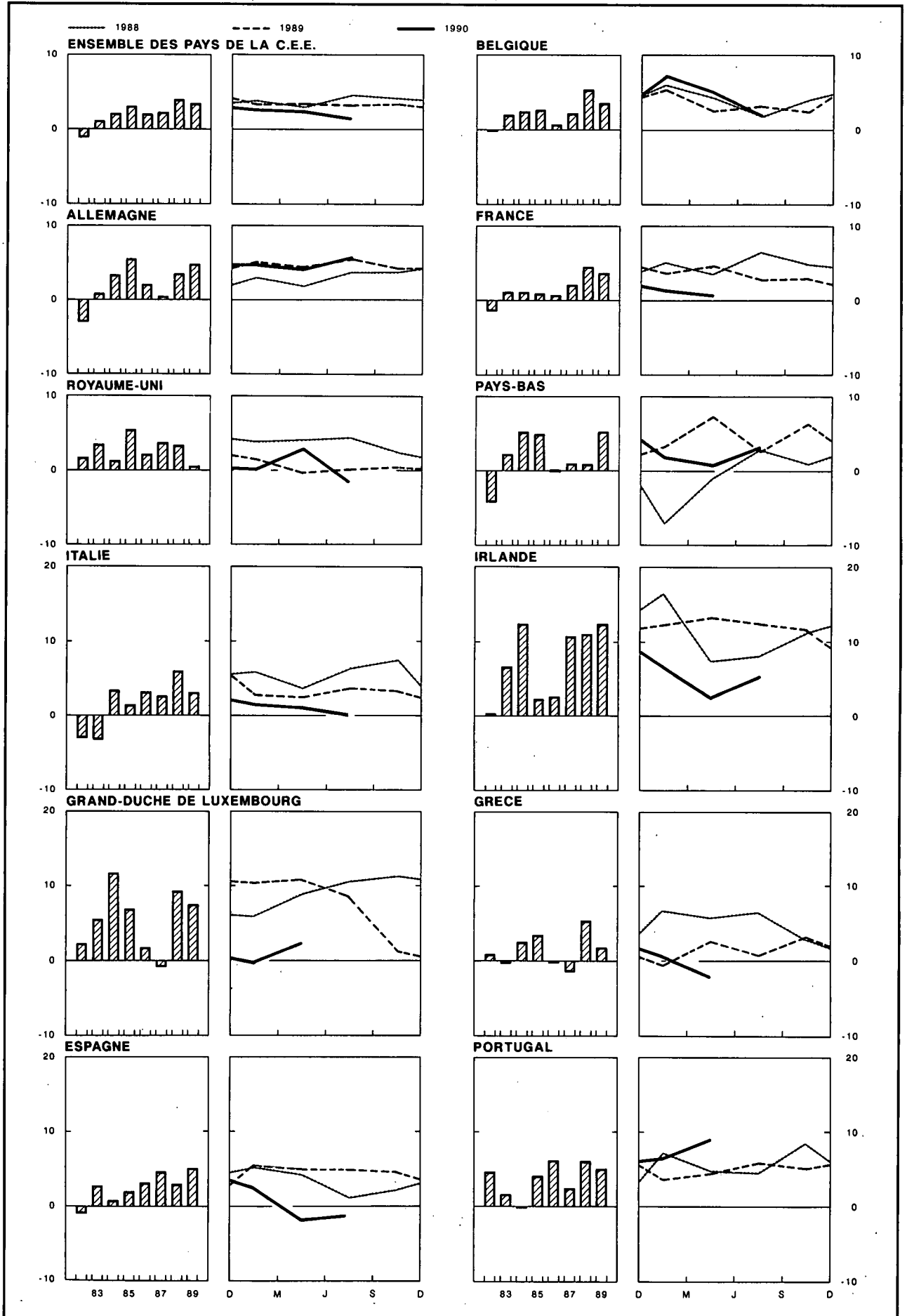
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1985 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1982	94	93	93	97	96	89	98	82	79	95	95	95
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	107	113	101	98	108	109
1988	109	109	106	108	110	101	114	126	110	103	111	115
1989	113	113	111	112	110	106	119	141	118	104	116	121
1988 3 ^e trimestre	110	110	107	109	110	104	115	127	113	103	112	115
4 ^e trimestre	110	112	108	109	110	103	117	132	116	101	112	118
1989 1 ^{er} trimestre	111	112	109	110	110	102	116	138	118	104	115	119
2 ^e trimestre	112	111	110	112	110	107	115	138	120	106	118	120
3 ^e trimestre	114	114	113	113	111	107	118	142	121	104	117	122
4 ^e trimestre	114	114	113	113	110	110	121	147	116	104	115	124
1990 1 ^{er} trimestre	114	121	115	112	110	104	118	147	116	104	118	126
2 ^e trimestre	115	116	115	113	112	108	117	142	120	103	116	131
3 ^e trimestre	116	117	119	.	109	112	119	150	.	.	116	.
1989 Octobre	114	112	113	112	111	108	119	140	113	105	117	124
Novembre	114	114	113	112	110	109	120	148	119	104	118	126
Décembre	115	117	114	111	110	112	123	152	117	104	112	123
1990 Janvier	115	118	115	112	110	110	116	148	116	103	122	127
Février	113	118	114	110	109	101	120	145	120	107	115	125
Mars	115	126	116	111	111	102	119	147	114	103	118	128
Avril	114	114	113	113	112	108	118	139	117	102	112	131
Mai	114	114	116	113	111	106	116	140	117	105	118	130
Juin	116	120	116	113	114	109	117	147	127	104	117	131
Juillet	116	118	118	115	110	109	118	147	121	.	116	132
Août	116	112	119	115	109	110	118	149	121	.	118	.
Septembre	116	119	120	113	109	115	119	154	.	.	113	.
Octobre	115	.	118	113	109	110	116	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1988 2 ^e trimestre	540	609	5.433	1.229	1.044	543	107
3 ^e trimestre	497	640	5.278	1.110	1.116	670	116
4 ^e trimestre	553	683	5.754	1.186	1.165	517	107
1989 1 ^{er} trimestre	515	654	5.498	1.147	1.110	489	101
2 ^e trimestre	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 ^e trimestre	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
4 ^e trimestre	551	719	5.745	1.301	1.147	528	109
1990 1 ^{er} trimestre	540	706	5.729	1.346	1.108	500	102
2 ^e trimestre	537	690	5.619	1.221	1.112	658	119
1989 Juillet	525	618	4.972	1.107	1.180	724	121
Août	489	578	4.779	1.084	1.079	711	116
Septembre	542	683	5.452	1.193	1.211	581	103
Octobre	573	749	5.982	1.298	1.238	577	117
Novembre	541	694	5.638	1.268	1.077	490	104
Décembre	538	715	5.616	1.338	1.125	517	106
1990 Janvier	523	597	4.983	1.113	1.048	521	98
Février	531	745	6.034	1.442	1.162	442	93
Mars	566	776	6.171	1.484	1.113	536	114
Avril	522	641	4.809	1.246	775	622	117
Mai	547	728	6.281	1.269	1.479	638	118
Juin	542	701	5.768	1.148	1.083	715	121
Juillet	* 540	581	4.420	1.059	809		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1987	10.849	4.357	2.950	1.697	1.598	415	3.866	604	321	7.865	427
1988	11.278	4.775	3.225	1.789	1.397	359	4.128	616	349	8.263	453
1989				1.803			5.031			8.105	444
1988 1 ^{er} trimestre	10.962	4.415	3.035	1.878	1.654	441	3.652	617	274	7.653	434
2 ^e trimestre	11.312	4.840	3.237	1.802	1.318	380	3.206	498	311	8.699	469
3 ^e trimestre	11.327	5.114	3.383	1.688	1.374	315	4.605	656	373	8.157	441
4 ^e trimestre	11.512	4.732	3.246	1.787	1.242	301	5.047	693	436	8.544	469
1989 1 ^{er} trimestre	10.550			1.686			5.060			7.945	432
2 ^e trimestre				1.764			5.142			8.859	464
3 ^e trimestre				1.788			4.795			7.904	424
4 ^e trimestre				1.973			5.126			8.047	454
1990 1 ^{er} trimestre				1.996			5.126				
1989 Mars	11.225			1.779			4.829			8.172	442
Avril				1.714			4.923			9.023	461
Mai				1.892			5.242			8.576	455
Juin				1.685			5.260			8.977	477
Juillet				1.585			4.898			7.098	368
Août				1.820			4.591			8.323	445
Septembre				1.960			4.895			8.292	459
Octobre				2.070			5.272			8.221	479
Novembre				2.035			5.409			8.437	455
Décembre				1.813			4.698			7.483	428
1990 Janvier				1.645			4.887			7.790	448
Février				1.946			4.686			*7.326	* 414
Mars				2.396			5.805				

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.326	1.514	67	330	75	119	47
1989	2.510	1.610	78	350	89	136	46
1988 1 ^{er} trimestre	818	344	42	172	42	66	36
2 ^e trimestre	2.457	1.579	80	316	85	151	58
3 ^e trimestre	4.870	3.571	92	626	108	177	55
4 ^e trimestre	1.161	563	55	204	65	82	41
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
2 ^e trimestre	2.407	1.483	93	300	103	162	54
3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
4 ^e trimestre	1.272	591	62	223	78	98	42
1990 1 ^{er} trimestre	983	428	54	177	58	77	37
1989 Avril	1.936	1.192	87	202	89	131	39
Mai	2.745	1.659	113	379	112	199	60
Juin	2.539	1.597	79	318	107	156	62
Juillet	7.335	5.584	111	977	109	251	51
Août	6.391	4.784	128	797	125	187	55
Septembre	2.215	1.245	78	307	127	153	60
Octobre	1.563	686	71	282	111	145	57
Novembre	1.174	559	65	187	67	84	38
Décembre	1.079	528	51	199	55	64	31
1990 Janvier	810	304	48	158	45	65	42
Février	892	371	53	180	54	66	32
Mars	1.246	608	61	193	74	99	37
Avril	2.582	1.689	104	254	113	166	42

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	* 152	159	127	24	* 156	* 176	* 177	* 138	* 157	* 106
1988 2 ^e trimestre	150	150	122	24	148	165	168	144	153	107
3 ^e trimestre	138	143	122	25	142	153	161	126	142	99
4 ^e trimestre	159	165	127	26	158	181	196	143	164	113
1989 1 ^{er} trimestre	* 141	149	119	24	* 147	* 166	* 154	* 133	* 146	* 100
2 ^e trimestre	* 155	161	128	24	* 158	* 177	* 169	* 146	* 159	* 108
3 ^e trimestre	* 144	152	129	26	* 153	* 164	* 168	* 127	* 149	* 100
4 ^e trimestre	* 169	175	133	22	* 167	* 196	* 216	* 147	* 174	* 115
1990 1 ^{er} trimestre	* 157	161	124	20	* 155	* 174	* 179	* 154	* 161	* 106
2 ^e trimestre	* 167	171	130	23	* 165	* 183	* 201	* 158	* 171	* 113
1989 Juin	* 160	162	130	25	* 165	* 159	* 181	* 155	* 164	* 111
Juillet	* 135	153	128	27	* 146	* 165	* 156	* 120	* 142	* 96
Août	* 139	148	127	26	* 152	* 138	* 164	* 127	* 145	* 97
Septembre	* 157	156	130	24	* 160	* 190	* 183	* 134	* 160	* 107
Octobre	* 159	157	124	22	* 156	* 195	* 188	* 138	* 162	* 108
Novembre	* 152	164	123	21	* 154	* 176	* 186	* 139	* 158	* 105
Décembre	* 195	203	152	24	* 192	* 217	* 275	* 163	* 201	* 133
1990 Janvier	* 154	159	123	20	* 152	* 187	* 171	* 145	* 158	* 104
Février	* 145	149	116	19	* 145	* 141	* 174	* 144	* 149	* 98
Mars	* 173	176	134	21	* 167	* 195	* 192	* 174	* 177	* 117
Avril	* 163	170	126	22	* 158	* 197	* 191	* 153	* 168	* 110
Mai	* 169	172	130	23	* 166	* 187	* 203	* 158	* 173	* 114
Juin	* 169	172	133	23	* 171	* 165	* 208	* 162	* 173	* 114

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7
2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1
1988 1 ^{er} semestre	1.769	836	528	405	143,8	7,3	79,4	57,1	52,4	3,7	25,6	23,1
2 ^e semestre	1.791	807	549	435	147,5	7,7	80,7	59,1	42,2	3,5	20,8	17,9
1989 1 ^{er} semestre	1.819	777	576	466	162,1	7,5	87,0	67,6	56,9	3,8	26,7	26,4
2 ^e semestre	1.728	667	588	473	166,2	7,2	89,3	69,7	47,8	3,6	23,1	21,1

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5
2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5
1988 1 ^{er} semestre	61	49	8	4	1,1	0,1	0,6	0,4
2 ^e semestre	64	51	8	5	1,3	0,2	0,6	0,5
1989 1 ^{er} semestre	64	50	9	5	1,4	0,2	0,8	0,4
2 ^e semestre	51	35	9	7	1,5	0,2	0,8	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Contrats (milliers)												
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
1988 1 ^{er} semestre	796	4	2	0	109	27	6	188	115	8	303	34
2 ^e semestre	795	4	1	0	79	24	4	232	115	7	299	30
1989 1 ^{er} semestre	789	5	2	0	113	29	6	193	116	12	282	31
2 ^e semestre	758	4	2	0	86	25	6	260	56	8	286	25
Crédits accordés (milliards de francs)												
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8
2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7
1988 1 ^{er} semestre	52,4	3,2	0,7	0,2	30,9	4,5	0,3	0,3	0,9	2,9	4,2	4,3
2 ^e semestre	42,2	2,6	0,6	0,2	23,7	4,1	0,2	0,3	0,8	2,8	4,6	2,3
1989 1 ^{er} semestre	56,9	4,3	0,9	0,2	34,1	5,2	0,4	0,3	0,8	3,5	4,6	2,6
2 ^e semestre	47,8	3,6	0,8	0,2	26,9	4,8	0,3	0,6	0,5	3,1	5,0	2,0

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia-tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1986	2	319	8		17.164		18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7		19.125		20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8		21.227		22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7		23.494		24.051	3	47.822	786	48.608
1988 3 ^e trimestre	2	262	8		21.393		20.451	2	42.118	794	42.912
4 ^e trimestre	2	247	7		22.154		23.677	3	46.090	803	46.893
1989 1 ^{er} trimestre	2	267	7		22.219		23.885	2	46.382	796	47.178
2 ^e trimestre	1	283	7		23.663		24.623	2	48.579	826	49.405
3 ^e trimestre	2	265	7		23.434		22.051	4	45.763	758	46.521
4 ^e trimestre	2	248	7		24.661		25.645	3	50.566	762	51.328
1990 1 ^{er} trimestre	2	257	6		24.349		25.784	3	50.401	745	51.146
2 ^e trimestre	1	259	6	43	21	26.264	26.527	1	53.122	757	53.879
3 ^e trimestre	2	246	6	43	20	25.534	23.991	1	49.843	688	50.531
1989 Septembre	2	241	7		23.076		22.511	4	45.841	711	46.552
Octobre	2	248	7		25.496		25.222	4	50.979	801	51.780
Novembre	2	244	7		24.243		25.521	2	50.019	732	50.751
Décembre	2	251	6		24.244		26.194	3	50.700	752	51.452
1990 Janvier	2	275	7		26.129		26.854	2	53.269	803	54.072
Février	2	233	6		22.363		24.042	5	46.651	673	47.324
Mars	2	263	6		24.555		26.454	2	51.282	759	52.041
Avril	2	258	6	40	20	26.745	25.497	1	52.569	770	53.339
Mai	1	225	6	45	20	27.336	27.683	1	55.317	705	56.022
Juin	1	293	6	44	24	24.711	26.400	2	51.481	795	52.276
Juillet	2	307	6	42	18	27.487	25.543	1	53.406	776	54.182
Août	2	225	6	45	22	25.325	23.173	1	48.799	702	49.501
Septembre	2	205	6	43	20	23.789	23.256	2	47.323	586	47.909

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia-tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1986	286	6	1.108		769		6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216		837		7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272		965		7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352		1.125		9.080	1.820	3.638	773	14.411
1988 3 ^e trimestre	248	5	1.314		890		7.664	1.116	11.237	733	11.970
4 ^e trimestre	212	4	1.266		984		7.594	1.045	11.105	737	11.842
1989 1 ^{er} trimestre	272	4	1.355		1.135		8.603	1.186	12.555	829	13.384
2 ^e trimestre	271	7	1.516		1.162		9.005	1.935	13.896	752	14.648
3 ^e trimestre	237	5	1.280		1.101		8.813	2.007	13.443	706	14.149
4 ^e trimestre	245	4	1.258		1.102		9.896	2.151	14.656	805	15.461
1990 1 ^{er} trimestre	221	4	1.199		1.363		10.772	2.365	15.924	826	16.750
2 ^e trimestre	212	3	1.285	9	3	1.955	10.019	1.437	14.923	789	15.712
3 ^e trimestre	212	3	1.124	8	4	2.091	10.057	1.196	14.695	771	15.466
1989 Septembre	228	5	1.223		1.077		9.078	2.012	13.623	740	14.363
Octobre	255	5	1.419		1.139		10.335	2.287	15.440	857	16.297
Novembre	231	4	1.214		1.093		9.336	2.005	13.883	741	14.624
Décembre	249	4	1.140		1.073		10.016	2.162	14.644	817	15.461
1990 Janvier	212	5	1.298		1.241		11.173	2.426	16.355	883	17.238
Février	225	3	1.177		1.171		10.171	2.265	15.012	752	15.764
Mars	225	4	1.123		1.676		10.971	2.405	16.404	843	17.247
Avril	184	3	1.257	11	3	1.826	9.240	1.689	14.213	758	14.971
Mai	196	2	1.300	6	6	1.903	9.966	1.388	14.767	757	15.524
Juin	256	5	1.298	10	1	2.136	10.850	1.234	15.790	853	16.643
Juillet	215	4	1.064	8	3	2.254	10.661	1.440	15.649	776	16.425
Août	232	3	1.263	9	7	2.018	10.421	1.078	15.031	818	15.849
Septembre	189	3	1.044	7	1	2.001	9.090	1.070	13.405	720	14.125

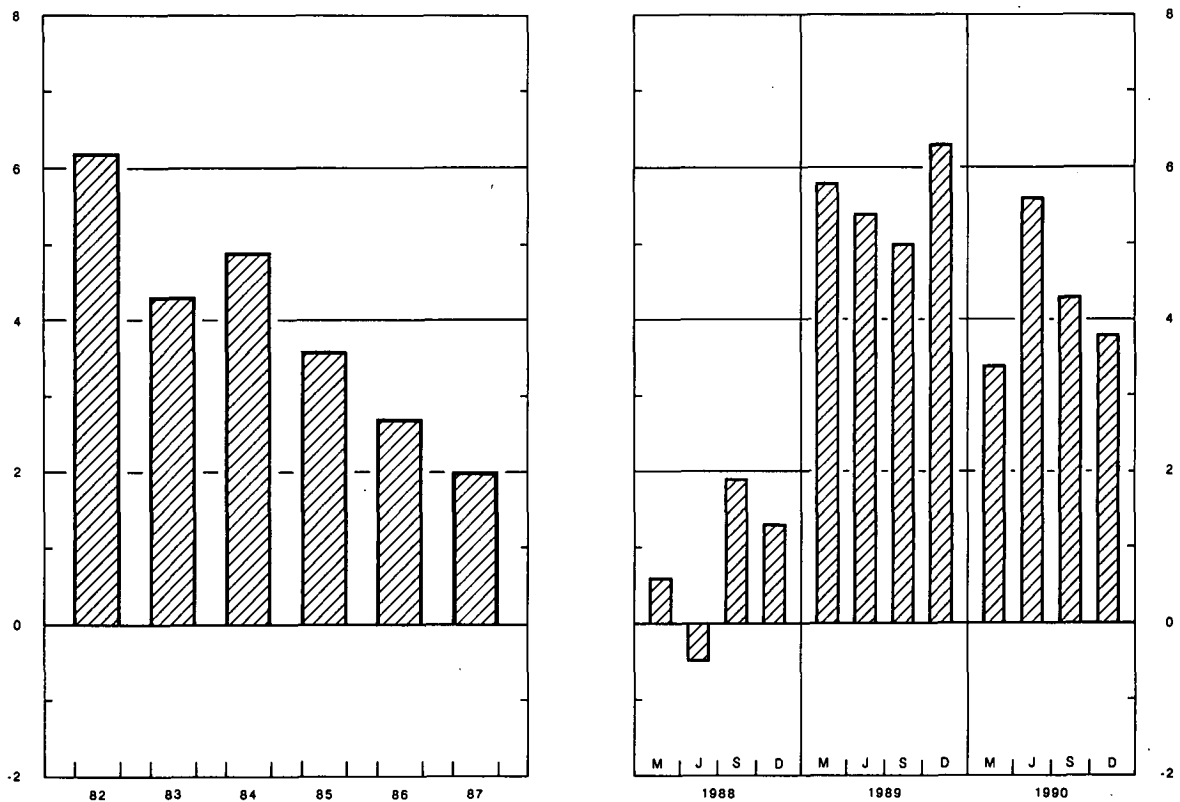
¹ Nombre de chambres en activité : jusqu'à juillet 1989 : 21 ; depuis août 1989 : 20.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LX^e année, tome I, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie¹ (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente² ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
ouvrier qualifié		ouvrier non qualifié	Indice général		dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières	
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	*111,1	*110,3	*111,8	.	112,1	112,7	112,0	111,9
1989 Juin	105,1	105,1	106,2	104,6	106,3	107,0	105,8	107,1
Septembre	105,8	105,9	107,4	105,3	107,1	107,6	107,9	107,8
Décembre	110,6	107,2	108,0	110,2	108,8	109,4	109,6	109,9
1990 Mars	*108,0	108,9	110,4	*107,7	110,6	111,1	110,4	110,4
Juin	*111,0	109,5	111,0	*110,6	111,3	111,8	110,8	110,9
Septembre	*110,4	*110,9	*112,4	*110,0	!112,8	!113,6	112,5	112,5
Décembre	*114,8	*111,7	*113,4	.	113,7	114,4	114,3	113,7

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1987	1988	1988	1989	1989	1987	1988	1988	1989	1989
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	303	307	310	318	328	74,0	75,4	76,6	78,4	80,8
<i>Industrie extractive</i>	337	341	346	351	357	67,1	67,4	69,2	65,0	73,6
<i>Bâtiment et génie civil</i>	296	301	299	310	319	67,6	70,0	71,0	73,0	74,6
<i>Industrie manufacturière</i>	302	306	310	318	327	75,0	76,3	77,5	79,6	81,8
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	305	305	308	314	322	71,3	72,3	73,5	76,2	79,6
Construction de machines et de matériel mécanique	316	321	326	331	339	77,2	78,3	80,5	82,2	83,0
Construction électrique et électronique	303	307	309	316	323	78,5	79,0	81,3	82,5	85,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	321	326	327	331	339	76,1	77,9	79,6	82,0	82,8
Construction d'autre matériel de transport	314	315	322	329	334	78,2	79,6	76,7	79,4	81,4
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	288	289	300	313	313	70,3	71,7	74,6	76,1	77,8
Métallurgie de base	367	376	385	391	402	89,1	89,4	91,1	94,0	96,2
Industrie chimique	359	370	377	391	398	85,6	88,2	89,2	93,3	95,7
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	288	291	297	303	311	70,0	71,2	73,2	74,1	76,4
Industrie textile	257	261	264	272	277	67,1	68,7	70,8	71,8	72,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	317	320	324	332	340	75,6	77,3	78,7	80,7	83,2
Industrie du bois	272	273	275	281	286	58,4	60,4	61,8	63,9	65,5
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	230	232	231	235	244	52,6	53,8	55,9	56,9	60,1
Industrie du papier, imprimerie et édition	334	338	343	354	355	72,1	73,6	74,8	77,0	78,9
Raffineries de pétrole	477	486	486	504	525	110,4	114,8	113,7	117,5	115,6
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	91,3	91,4	91,6	94,9	96,9

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1988 4 ^e trimestre	136,8	155,8	111,4	102,7	127,1	110,8	189,6	190,0	243,8	117,7	125,6	162,1	122,1
1989 1 ^{er} trimestre	156,1	159,0	113,2	103,9	123,1	114,9	193,9	191,3	251,5	124,4	154,4	158,2	154,0
2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
3 ^e trimestre	154,6	146,3	98,6	93,6	104,1	99,3	182,7	190,5	214,8	124,0	159,5	155,1	159,9
4 ^e trimestre	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1990 1 ^{er} trimestre	165,3	146,4	96,8	93,7	94,3	99,4	184,1	205,3	189,7	131,3	176,2	173,0	176,6
2 ^e trimestre	152,8	151,5	99,2	96,6	97,6	101,3	191,4	209,1	203,4	137,9	153,5	173,4	151,6
3 ^e trimestre	199,5	154,9	92,7	84,8	98,1	95,2	202,2	213,6	217,7	157,2	225,6	176,6	230,3
4 ^e trimestre	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1989 Décembre	163,3	142,9	94,2	95,6	95,0	93,2	179,9	198,2	189,7	127,8	175,2	169,4	175,8
1990 Janvier	168,0	144,1	95,8	94,6	93,8	97,2	180,8	203,3	182,8	129,8	181,9	174,6	182,6
Février	166,1	145,5	96,3	92,9	93,3	99,2	183,0	206,9	182,3	132,8	178,0	172,1	178,6
Mars	161,7	149,5	98,3	93,5	95,8	101,9	188,5	205,6	204,0	131,3	168,8	172,2	168,5
Avril	155,4	151,7	100,5	96,6	96,3	104,2	190,7	209,2	204,7	132,7	157,6	173,4	156,1
Mai	155,4	152,9	100,7	97,9	99,8	102,6	192,6	209,8	206,8	137,3	156,9	176,4	155,1
Juin	147,5	150,0	96,5	95,3	96,6	97,1	190,8	207,9	198,7	143,8	146,0	170,5	143,7
Juillet	157,2	151,9	93,9	90,8	96,9	94,5	196,0	208,0	207,2	155,8	160,3	172,9	159,2
Août	204,5	156,1	92,4	84,3	98,4	94,8	204,7	216,7	219,6	159,1	232,7	178,5	237,9
Septembre	236,8	156,6	91,9	79,4	99,0	96,4	205,8	216,1	226,4	156,6	283,7	178,5	293,7
Octobre	245,6	152,6	90,5	78,2	100,8	93,8	200,0	214,5	208,6	157,4	299,8	182,5	311,0
Novembre	228,4	150,2	89,2	76,7	97,6	93,1	196,8	216,8	193,8	157,5	274,0	185,9	282,3
Décembre	201,2	148,6	90,1	77,4	98,6	94,1	193,2	214,2	187,2	155,7	232,0	185,3	236,4

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(Indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1982	123,8	124,9	133,3	129,5
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,6	134,7	142,5	138,9
1988 3 ^e trimestre	116,9	128,1	135,4	131,6
4 ^e trimestre	126,9	130,4	135,5	133,0
1989 1 ^{er} trimestre	130,5	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	132,8	134,4	144,4	139,8
3 ^e trimestre	134,0	135,5	142,8	139,5
4 ^e trimestre	137,2	136,1	141,0	139,0
1990 1 ^{er} trimestre	129,9	134,9	140,6	137,8
2 ^e trimestre	131,1	134,4	137,4	135,9
3 ^e trimestre	124,6	136,2	139,0	137,1
1989 Octobre	138,0	136,6	142,3	139,8
Novembre	135,4	135,8	140,5	138,4
Décembre	138,3	136,0	140,1	138,4
1990 Janvier	131,3	134,7	140,6	137,8
Février	129,9	134,7	141,4	138,2
Mars	128,5	135,2	139,7	137,3
Avril	140,2	134,9	138,5	137,1
Mai	128,5	134,4	136,7	135,4
Juin	124,6	133,8	137,1	135,2
Juillet	125,0	133,7	137,0	135,1
Août	121,7	136,6	138,5	136,9
Septembre	127,2	138,2	141,4	139,4
Octobre	123,2	137,8	142,6	139,7

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Indices 1980 = 100)

Source : M.A.E.

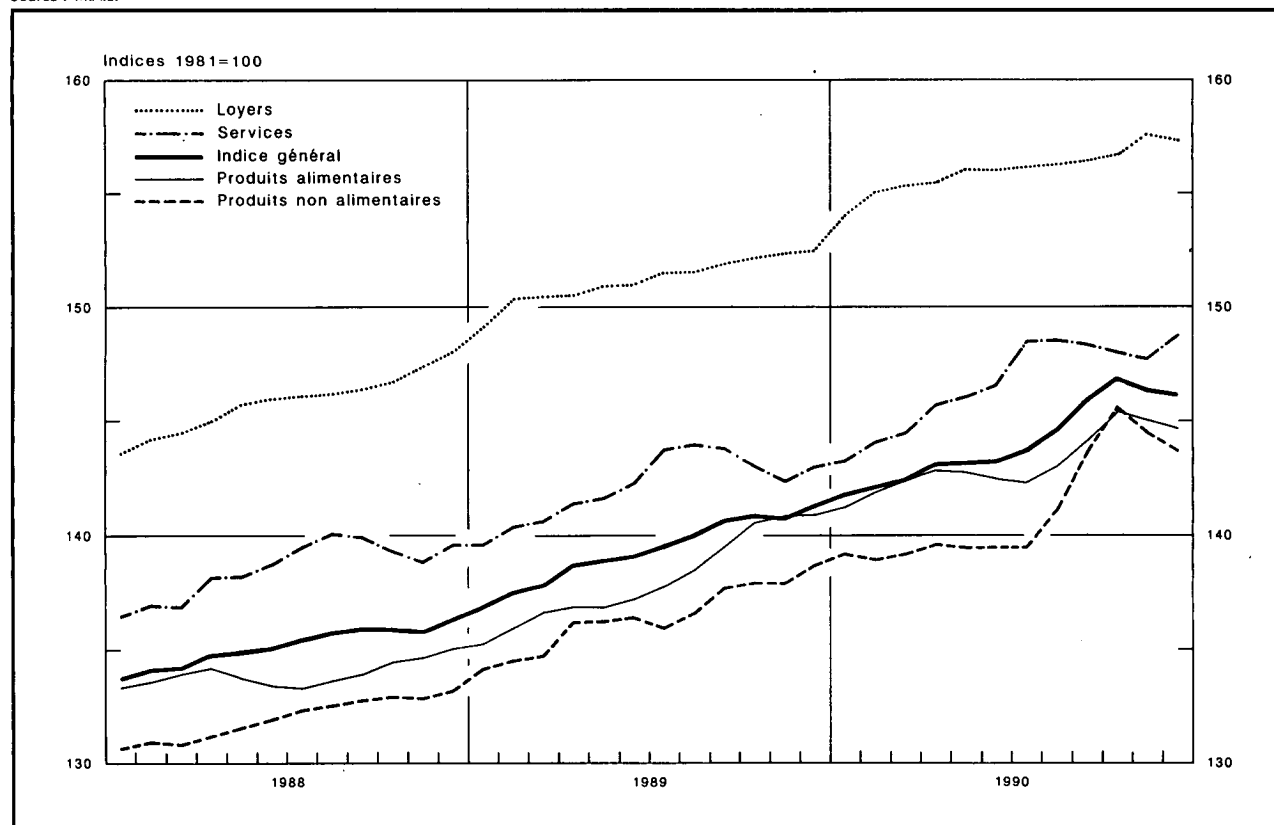
	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1982	124,9	138,6	130,0	119,4	115,4	130,2	116,9	119,3
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1988 3 ^e trimestre	128,1	99,6	144,2	140,3	136,2	120,6	137,7	140,6
4 ^e trimestre	130,4	100,9	151,6	141,7	137,2	123,3	139,4	142,4
1989 1 ^{er} trimestre	132,6	102,6	156,6	143,2	138,9	126,1	141,0	144,3
2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
3 ^e trimestre	135,5	105,7	158,7	146,2	141,9	128,9	144,2	146,8
4 ^e trimestre	136,1	108,8	156,2	147,7	142,0	129,3	144,9	148,3
1990 1 ^{er} trimestre	134,9	107,4	154,9	148,5	140,1	128,5	141,9	149,0
2 ^e trimestre	134,4	104,1	154,8	148,9	140,9	126,6	143,6	149,7
3 ^e trimestre	136,2	113,6	153,5	149,2	139,8	130,0	142,9	150,3
1989 Novembre	135,8	107,8	155,0	148,2	142,2	128,5	145,2	148,7
Décembre	136,0	109,8	155,4	148,2	141,0	129,5	143,8	148,7
1990 Janvier	134,7	108,1	152,5	148,3	140,1	128,2	141,8	148,8
Février	134,7	107,4	153,6	148,6	140,3	128,1	142,2	149,1
Mars	135,2	106,6	158,5	148,6	139,8	129,2	141,6	149,1
Avril	134,9	106,1	154,2	148,6	141,3	127,5	143,9	149,1
Mai	134,4	104,5	155,4	149,1	140,4	126,9	142,9	150,1
Juin	133,8	101,9	154,8	149,1	141,0	125,5	143,9	150,1
Juillet	133,7	104,0	152,6	149,1	140,4	125,5	143,8	150,1
Août	136,6	114,4	154,3	149,3	139,6	130,9	142,6	150,4
Septembre	138,2	122,5	150,9	149,3	139,4	133,6	142,4	150,4
Octobre	137,8	122,0	149,9	149,4	139,3	133,0	142,5	150,4
Novembre	136,1	116,7	148,5	149,4	139,1	130,0	142,4	150,4

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 1981 = 100					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08
1989 3 ^e trimestre	140,12	138,59	136,72	143,82	151,69
4 ^e trimestre	140,97	140,76	138,18	142,77	152,38
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	141,89	139,16	143,97	154,84
2 ^e trimestre	143,20	142,69	139,57	146,15	155,89
3 ^e trimestre	144,77	143,11	141,40	148,50	156,36
4 ^e trimestre	146,51	145,02	144,57	148,16	157,24
1990 Janvier	141,80	141,25	139,24	143,31	154,03
Février	142,14	141,94	139,00	144,09	155,10
Mars	142,49	142,47	139,24	144,50	155,39
Avril	143,14	142,89	139,66	145,76	155,53
Mai	143,18	142,72	139,53	146,09	156,08
Juin	143,27	142,47	139,53	146,60	156,06
Juillet	143,78	142,31	139,52	148,49	156,19
Août	144,61	142,99	141,03	148,57	156,37
Septembre	145,93	144,04	143,64	148,43	156,52
Octobre	146,92	145,41	145,51	148,02	156,70
Novembre	146,39	145,01	144,52	147,73	157,62
Décembre	146,21	144,63	143,67	148,72	157,41
Indices 1988 = 100¹					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175
1991 Janvier	108,89	108,30	109,81	108,53	107,03

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 1981 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1988 4 ^e trimestre	136,06	136,19	151,12	123,11	138,27	140,68	129,60	143,74	146,60
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	137,62	151,98	125,22	139,12	141,72	131,69	143,99	147,01
2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
3 ^e trimestre	140,12	140,42	153,71	127,19	140,47	143,79	134,72	145,33	153,47
4 ^e trimestre	140,97	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	144,22	156,07	129,86	141,66	147,61	137,37	146,28	150,63
2 ^e trimestre	143,20	145,00	157,45	129,88	142,53	147,85	137,81	147,61	154,69
3 ^e trimestre	144,77	145,40	158,17	131,60	143,12	148,84	140,86	149,06	158,09
4 ^e trimestre	146,51	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
1990 Janvier	141,80	143,60	155,43	130,18	141,33	147,44	137,40	145,95	149,34
Février	142,14	144,27	156,00	129,50	141,63	147,70	137,38	146,47	150,97
Mars	142,49	144,78	156,78	129,91	142,02	147,69	137,32	146,41	151,57
Avril	143,14	145,18	157,20	130,24	142,31	147,77	137,67	147,21	154,12
Mai	143,18	145,02	157,49	129,91	142,47	147,84	137,82	147,26	154,70
Juin	143,27	144,79	157,67	129,50	142,82	147,95	137,93	148,35	155,26
Juillet	143,78	144,63	157,74	129,85	142,94	148,63	138,23	148,58	158,37
Août	144,61	145,28	158,03	131,51	143,10	148,82	140,05	148,76	158,49
Septembre	145,93	146,28	158,73	133,44	143,34	149,06	144,30	149,84	157,42
Octobre	146,92	147,58	159,58	136,46	143,56	149,30	145,29	149,83	156,13
Novembre	146,39	147,25	160,21	135,80	143,88	150,06	143,41	149,51	155,09
Décembre	146,21	146,92	160,63	135,16	144,11	150,59	141,73	149,04	157,13
Indices 1988 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991 Janvier	108,89	108,74	108,65	110,68	105,02	110,89	109,91	105,53	109,02

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

1. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S. ; Calculs : B.N.B.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1982	2.653,4	2.393,2	- 260,2	90	94,3	89,9	84,9	84,0	98,9
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1988 3 ^e trimestre	819,8	796,0	- 23,8	97	115,2	110,7	85,7	90,7	105,8
4 ^e trimestre	890,9	924,0	+ 33,1	104	125,5	125,2	85,6	93,3	109,0
1989 1 ^{er} trimestre	953,6	974,8	+ 21,2	102	129,5	127,9	88,8	96,2	108,3
2 ^e trimestre	1.018,1	1.037,2	+ 19,1	102	134,7	133,5	91,1	98,1	107,7
3 ^e trimestre	925,8	918,2	- 7,6	99	123,6	118,3	90,2	97,8	108,4
4 ^e trimestre	986,5	1.013,0	+ 26,5	103	133,7	130,4	88,9	98,0	110,2
1990 1 ^{er} trimestre	1.040,7	1.025,4	- 15,3	99	141,0	133,5	89,0	97,0	109,0
2 ^e trimestre	991,8	972,3	- 19,5	98	136,5	128,6	87,6	95,5	109,0
3 ^e trimestre	924,6	904,4	- 20,2	98	126,6	121,7	88,0	93,7	106,5
1989 Octobre	347,7	371,4	+ 23,7	107	139,4	142,3	90,2	98,9	109,6
Novembre	330,5	351,4	+ 20,9	106	135,6	135,3	88,1	98,4	111,7
Décembre	308,3	290,2	- 18,1	94	126,1	113,8	88,5	96,6	109,2
1990 Janvier	343,4	339,5	- 3,9	99	139,9	133,1	88,8	96,6	108,8
Février	331,1	322,3	- 8,8	97	134,5	127,0	89,0	96,1	108,0
Mars	366,2	363,6	- 2,6	99	148,7	140,3	89,1	98,2	110,2
Avril	323,3	299,9	- 23,4	93	133,4	118,1	87,6	96,2	109,8
Mai	334,4	334,8	+ 0,4	100	137,8	132,8	87,8	95,5	108,8
Juin	334,1	337,6	+ 3,5	101	138,4	135,0	87,3	94,7	108,5
Juillet	294,7	309,0	+ 14,3	105	123,2	125,5	86,5	93,2	107,7
Août	304,7	259,7	- 45,0	85	125,5	106,8	87,8	92,1	104,9
Septembre	325,2	335,7	+ 10,5	103	131,2	132,7	89,6	95,8	106,9
Octobre	379,8	383,6	+ 3,8	101	151,9	156,6	90,4	92,8	102,6

N.B. Les données de l'I.N.S. sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la B.N.B. sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la B.N.B. sur la base des données définitives de l'I.N.S.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables					dura- bles		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires					autres	
													liquides	autres											produits animaux	produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	185,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne ¹			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	-11,8	40,7	52,8	+12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	-14,3	43,5	56,3	+12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989	76,0	62,0	-14,0	48,2	67,0	+18,8	56,9	45,0	-11,9
1988 3 ^e trimestre	64,5	51,2	-13,3	39,6	52,1	+12,5	49,5	39,0	-10,5
4 ^e trimestre	73,6	58,5	-15,1	46,2	61,4	+15,2	53,4	44,7	- 8,7
1989 1 ^{er} trimestre	76,7	61,0	-15,7	48,4	67,3	+18,9	56,1	45,6	-10,5
2 ^e trimestre	80,1	67,0	-13,1	49,6	70,7	+21,1	59,7	47,2	-12,5
3 ^e trimestre	70,7	59,5	-11,2	44,4	60,6	+16,2	53,5	40,9	-12,6
4 ^e trimestre	76,6	60,5	-16,1	50,2	70,2	+20,0	57,9	45,6	-12,3
1990 1 ^{er} trimestre	82,6	66,7	-15,9	55,7	70,7	+15,0	59,5	46,7	-12,8
2 ^e trimestre	79,6	66,6	-13,0	53,6	68,2	+14,6	57,7	45,8	-11,9
3 ^e trimestre	74,8	65,8	- 9,0	48,1	60,4	+12,3	54,4	40,3	-14,1
1989 10 mois	76,4	63,1	-13,3	48,0	67,5	+19,5	56,7	45,0	-11,7
1990 10 mois	80,0	68,8	-11,2	53,3	67,5	+14,2	58,5	45,2	-13,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,8	+ 5,3	230,9	241,6	+10,7
1988 3 ^e trimestre	12,1	14,8	+ 2,7	21,9	25,5	+ 3,6	196,2	194,2	- 2,0
4 ^e trimestre	12,3	20,4	+ 8,1	21,2	30,3	+ 9,1	216,7	229,9	+13,2
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,7	242,4	+12,7
2 ^e trimestre	13,4	22,6	+ 9,2	27,3	32,9	+ 5,6	241,7	257,6	+15,9
3 ^e trimestre	13,8	17,9	+ 4,1	24,0	28,5	+ 4,5	216,8	221,6	+ 4,8
4 ^e trimestre	14,3	21,8	+ 7,5	25,4	30,2	+ 4,8	234,9	244,7	+ 9,8
1990 1 ^{er} trimestre	15,7	23,6	+ 7,9	28,9	30,4	+ 1,5	252,8	255,2	+ 2,4
2 ^e trimestre	15,0	21,9	+ 6,9	25,8	26,5	+ 0,7	242,1	246,0	+ 3,9
3 ^e trimestre	14,6	17,5	+ 2,9	26,7	28,8	+ 2,1	228,1	226,9	- 1,2
1989 10 mois	13,7	21,0	+ 7,3	25,5	31,3	+ 5,8	231,0	243,9	+12,9
1990 10 mois	15,2	21,5	+ 6,3	27,6	28,8	+ 1,2	244,7	248,1	+ 3,4

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Jusqu'au mois de septembre 1990 : R.F.A.

² Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989	14,9	15,8	+ 0,9	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1988 3 ^e trimestre	11,7	13,8	+ 2,1	5,9	3,3	- 2,6	8,2	4,4	- 3,8
4 ^e trimestre	14,4	15,0	+ 0,6	6,8	3,4	- 3,4	7,2	4,5	- 2,7
1989 1 ^{er} trimestre	14,3	15,5	+ 1,2	7,4	3,7	- 3,7	8,1	5,4	- 2,7
2 ^e trimestre	16,8	16,4	- 0,4	7,9	4,5	- 3,4	10,2	5,6	- 4,6
3 ^e trimestre	15,1	15,7	+ 0,6	7,2	4,6	- 2,6	10,4	5,4	- 5,0
4 ^e trimestre	14,7	15,5	+ 0,8	6,9	4,4	- 2,5	10,0	5,3	- 4,7
1990 1 ^{er} trimestre	15,3	15,3	0,0	7,4	5,0	- 2,4	10,2	6,3	- 3,9
2 ^e trimestre	15,9	14,0	- 1,9	7,8	4,1	- 3,7	8,6	5,5	- 3,1
3 ^e trimestre	13,4	14,0	+ 0,6	6,3	4,5	- 1,8	9,1	5,8	- 3,3
1989 10 mois	15,3	16,1	+ 0,8	7,5	4,3	- 3,2	9,7	5,5	- 4,2
1990 10 mois	15,2	14,5	- 0,7	7,2	4,5	- 2,7	9,1	5,9	- 3,3
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989	282,2	292,8	+ 10,6	34,2	27,7	- 6,5	6,8	5,4	- 1,4
1988 3 ^e trimestre	236,9	236,8	- 0,1	29,6	22,0	- 7,6	6,4	4,4	- 2,0
4 ^e trimestre	264,1	277,4	+ 13,3	26,4	23,4	- 3,0	6,2	5,0	- 1,2
1989 1 ^{er} trimestre	280,1	291,0	+ 10,9	31,0	26,3	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
2 ^e trimestre	296,4	310,2	+ 13,8	35,1	28,1	- 7,0	7,6	5,4	- 2,2
3 ^e trimestre	267,0	271,1	+ 4,1	35,5	27,1	- 8,4	5,9	4,9	- 1,0
4 ^e trimestre	285,8	298,7	+ 12,9	34,9	29,1	- 5,8	6,8	5,7	- 1,1
1990 1 ^{er} trimestre	304,2	306,1	+ 1,9	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
2 ^e trimestre	292,0	292,7	+ 0,7	31,2	25,1	- 6,1	6,1	4,1	- 2,0
3 ^e trimestre	272,4	271,7	- 0,7	29,9	24,5	- 5,4	7,6	4,3	- 3,3
1989 10 mois	283,0	294,8	+ 11,8	34,6	27,6	- 7,0	6,8	5,4	- 1,4
1990 10 mois	294,3	296,1	+ 1,8	31,5	26,0	- 5,5	7,2	4,4	- 2,8

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*1989		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	3.626,6	3.594,0	+ 32,6
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	83,2	18,8	+ 64,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	13,8	—	+ 13,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	210,3	156,4	+ 53,8
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	90,2	103,2	- 13,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	121,4	170,9	- 49,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	1.812,1	1.762,3	+ 49,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	110,9	18,5	+ 92,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	32,9	31,3	+ 1,6
1.72 Autres	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	433,1	462,1	- 29,1
Total 1 ...	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	+ 204,1	6.534,5	6.317,6	+ 216,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	59,0	57,0	+ 2,0
2.2 Transferts publics	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	33,2	110,7	- 77,5
Total 2 ...	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	- 70,1	92,2	167,6	- 75,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	6.626,7	6.485,2	+ 141,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	246,1	161,5	+ 84,6
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	0,0	10,3	- 10,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	0,3	1,9	- 1,6
Total 3 ...	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	+ 86,5	246,4	173,7	+ 72,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	- 23,5	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	7,1	—	+ 7,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	0,6	10,0	- 9,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	13,2	28,2	- 15,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	- 379,7	—	567,5	- 567,5
4.2312 Investissements directs	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	- 132,7	66,6	307,5	- 241,0
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	8,3	19,7	- 11,4
4.2314 Autres (chiffres nets)	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	—	15,1	- 15,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+ 288,4	429,7	—	+ 429,7
4.2322 Investissements directs	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+ 183,5	316,4	51,1	+ 265,2
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	21,6	9,7	+ 11,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	39,0	—	+ 39,0
Total 4 ...	- 40,5	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	- 53,8	902,5	1.008,8	- 106,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 26,3	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	—	12,6	- 12,6
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,1	2,7	- 2,6
Total 1 à 6 ...	- 65,8	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 97,3	+ 162,2	7.775,7	7.683,0	+ 92,4
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	—	—	- 52,7
7.112 Monnaies étrangères	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+ 183,5	—	—	+ 132,4
7.12 Organismes divers	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	—	—	+ 0,3
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	—	—	+ 12,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988				* 1989				* 1990
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 0,5	+ 29,0	- 0,6	+ 23,5	+ 9,2	+ 16,4	- 3,2	+ 10,2	- 10,3
1.12 Travail à façon	+ 14,5	+ 12,8	+ 11,8	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,5	+ 14,3	+ 17,3	+ 16,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,1	+ 6,4	+ 1,4	+ 7,4	+ 0,8	+ 3,8	+ 2,9	+ 6,3	+ 7,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,5	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,5	+ 12,4	+ 13,4	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2
1.3 Autres frais de transport	0,0	+ 0,7	- 1,8	- 0,8	- 3,7	- 2,8	- 3,2	- 3,2	- 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,8	- 7,5	- 23,0	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,7	- 11,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 5,5	- 1,7	+ 0,9	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 21,0	+ 20,8	+ 20,3	+ 22,4	+ 21,5	+ 23,4	+ 23,1	+ 24,3	+ 21,9
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,7	0,0	- 0,1
1.72 Autres	+ 0,4	- 5,9	- 3,6	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1
Total 1 ...	+ 52,2	+ 66,1	+ 18,4	+ 67,4	+ 59,9	+ 70,4	+ 24,5	+ 62,1	+ 45,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	0,0	- 0,3	- 0,6	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8
2.2 Transferts publics	- 14,7	- 17,0	- 17,5	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 24,4	- 16,8
Total 2 ...	- 14,7	- 17,3	- 18,1	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 21,8	- 22,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 37,5	+ 48,8	+ 0,3	+ 47,4	+ 42,7	+ 52,8	+ 5,6	+ 40,3	+ 22,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 3,8	+ 40,3	+ 55,5	- 7,1	+ 11,1	+ 2,0	+ 34,4	+ 37,1	- 4,1
3.12 Avoirs	- 0,2	- 1,9	0,0	- 1,5	- 3,4	- 1,7	- 0,4	- 4,8	- 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,3	+ 1,1	- 0,6	- 4,2	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,8	+ 1,7
Total 3 ...	+ 4,9	+ 39,5	+ 54,9	- 12,8	+ 7,1	+ 0,1	+ 34,0	+ 31,5	- 2,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	+ 1,1	- 21,0	+ 15,4	- 7,6	- 7,4	- 7,4	+ 29,2	- 7,3	- 6,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 3,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,3	- 3,3	- 0,4	- 2,2	- 3,6	+ 0,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 30,2	- 18,4	- 13,0	+ 31,3	- 56,0	+ 10,6	+ 15,9	+ 14,5	- 18,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 70,6	- 91,6	- 79,0	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,6	+ 9,4
4.2312 Investissements directs ..	- 35,8	- 31,7	- 28,4	- 36,8	- 35,3	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 27,1
4.2313 Immeubles	- 1,0	- 3,0	- 0,9	- 0,9	- 4,0	- 3,9	- 1,0	- 2,5	- 3,1
4.2314 Autres	- 3,6	- 6,2	- 4,0	+ 28,4	- 26,2	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 14,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 37,9	+ 40,9	+ 52,5	+ 157,1	+ 94,7	+ 72,5	+ 104,9	+ 157,6	+ 59,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 95,4	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5	+ 55,4	+ 83,7	+ 60,5	+ 65,6	+ 60,7
4.2323 Immeubles	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,3	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,1	+ 3,1
4.2324 Autres	- 22,2	- 18,1	- 16,6	+ 17,1	+ 9,4	+ 6,9	- 6,3	+ 29,0	+ 17,7
Total 4 ...	+ 28,8	- 123,3	- 85,6	+ 126,3	- 126,7	- 32,6	- 91,9	+ 144,7	+ 81,2
5. Erreurs et omissions	- 6,7	- 10,4	+ 13,8	- 1,2	- 17,0	+ 15,8	- 37,0	+ 25,6	- 37,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 64,5	- 45,4	- 16,6	+ 159,7	- 93,9	+ 36,1	- 90,0	+ 240,1	+ 64,0
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 16,5	- 39,8	+ 9,7	+ 0,3	- 17,2	- 20,3	- 18,8	+ 3,6	+ 11,0
7.112 Monnaies étrangères	+ 67,7	- 6,4	- 30,6	+ 152,8	- 81,8	+ 57,9	- 79,7	+ 236,0	+ 49,6
7.12 Organismes divers	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 3,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1989			* 1990		
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	953,2	943,0	+ 10,2	934,4	944,7	- 10,3
1.12 Travail à façon	22,5	5,2	+ 17,3	21,5	5,2	+ 16,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,3	—	+ 6,3	7,6	—	+ 7,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	53,5	39,3	+ 14,2	53,6	40,4	+ 13,2
1.3 Autres frais de transport	23,3	26,5	- 3,2	21,1	24,0	- 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	30,9	36,7	- 5,7	24,2	35,7	- 11,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	518,3	506,4	+ 11,8	522,5	508,2	+ 14,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	28,5	4,2	+ 24,3	29,6	7,6	+ 21,9
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	8,6	8,7	0,0	9,3	9,4	- 0,1
1.72 Autres	121,7	134,7	- 13,1	115,9	119,0	- 3,1
Total 1 ...	1.766,8	1.704,7	+ 62,1	1.739,7	1.694,2	+ 45,4
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	17,0	14,5	+ 2,6	14,8	20,7	- 5,8
2.2 Transferts publics	6,9	31,2	- 24,4	10,2	27,0	- 16,8
Total 2 ...	23,9	45,7	- 21,8	25,0	47,7	- 22,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.790,7	1.750,4	+ 40,3	1.764,7	1.741,9	+ 22,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	94,3	57,2	+ 37,1	118,7	122,8	- 4,1
3.12 Avoirs	0,0	4,8	- 4,8	0,1	0,6	- 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,8	- 0,8	2,6	0,9	+ 1,7
Total 3 ...	94,3	62,8	+ 31,5	121,4	124,3	- 2,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	—	7,3	- 7,3	—	6,5	- 6,5
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,2	3,8	- 3,6	0,4	0,1	+ 0,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public	23,9	9,4	+ 14,5	7,1	26,0	- 18,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	73,6	- 73,6	9,4	—	+ 9,4
4.2312 Investissements directs	13,7	94,1	- 80,4	46,4	73,4	- 27,1
4.2313 Immeubles	2,7	5,2	- 2,5	2,0	5,2	- 3,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	41,3	—	+ 41,3	—	14,0	- 14,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	157,6	—	+ 157,6	59,5	—	+ 59,5
4.2322 Investissements directs	82,8	17,3	+ 65,6	80,6	19,9	+ 60,7
4.2323 Immeubles	6,0	1,9	+ 4,1	5,2	2,1	+ 3,1
4.2324 Autres (chiffres nets)	29,0	—	+ 29,0	17,7	—	+ 17,7
Total 4 ...	357,2	212,6	+ 144,7	228,3	147,2	+ 81,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	25,6	—	+ 25,6	—	37,0	- 37,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	2,0	- 2,0	0,0	—	0,0
Total 1 à 6 ...	2.267,8	2.027,8	+ 240,1	2.114,4	2.050,4	+ 64,0
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	+ 3,6	—	—	+ 11,0
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 236,0	—	—	+ 49,6
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	—	—	+ 0,6	—	—	+ 3,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1988	*1989	1988	*1989				*1990 ¹		
	Année		4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 41,3	+ 36,0	+ 17,6	+ 4,5	+ 7,2	+ 23,6	+ 0,7	- 17,4	+ 12,7	+ 10,4
1.12 Travail à façon	+ 53,2	+ 63,3	+ 14,0	+ 14,8	+ 17,9	+ 13,3	+ 17,2	+ 16,2	+ 20,0	+ 13,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 20,4	+ 18,5	+ 6,9	- 0,4	+ 4,3	+ 6,1	+ 8,6	+ 8,2	+ 20,7	+ 10,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 44,0	+ 53,8	+ 10,5	+ 12,4	+ 13,4	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 11,9	+ 13,4
1.3 Autres frais de transport	- 1,9	- 13,0	- 0,8	- 3,7	- 2,8	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,7	- 1,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 43,6	- 49,5	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,7	- 11,6	- 10,6	- 28,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 11,7	+ 49,8	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,4	+ 10,2	+ 2,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 84,5	+ 92,4	+ 22,4	+ 21,5	+ 23,4	+ 23,1	+ 24,3	+ 21,9	+ 24,8	+ 22,9
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,7	0,0	- 0,1	+ 0,2	+ 0,5
1.72 Autres	- 20,7	- 29,1	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	+ 3,5	- 1,2
Total 1 ...	+192,0	+223,9	+ 59,8	+ 52,6	+ 63,1	+ 53,5	+ 54,8	+ 38,9	+ 90,6	+ 41,3
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 1,5	+ 2,0	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 4,0	- 6,5
2.2 Transferts publics	- 71,6	- 77,5	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 24,4	- 16,8	- 17,4	- 12,1
Total 2 ...	- 70,1	- 75,5	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 21,8	- 22,6	- 21,4	- 18,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+121,9	+148,4	+ 39,8	+ 35,4	+ 45,5	+ 34,6	+ 33,0	+ 16,3	+ 69,2	+ 22,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 92,5	+ 84,6	- 7,1	+ 11,1	+ 2,0	+ 34,4	+ 37,1	- 4,1	+ 23,4	- 4,1
3.12 Avoirs	- 3,6	- 10,3	- 1,5	- 3,4	- 1,7	- 0,4	- 4,8	- 0,6	- 0,2	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,4	- 1,6	- 4,2	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,8	+ 1,7	- 0,4	- 0,5
Total 3 ...	+ 86,5	+ 72,7	- 12,8	+ 7,1	+ 0,1	+ 34,0	+ 31,5	- 2,9	+ 22,7	- 4,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 3,2	- 9,4	- 0,3	- 3,3	- 0,4	- 2,2	- 3,6	+ 0,4	- 3,0	- 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 30,1	- 15,0	+ 31,3	- 56,0	+ 10,6	+ 15,9	+ 14,5	- 18,9	+ 18,2	- 39,9
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	-379,7	-567,5	-138,5	-155,3	- 73,2	-265,4	- 73,6	+ 9,4	-100,5	- 70,9
4.2312 Investissements directs	-132,7	-241,0	- 36,8	- 35,3	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 27,1	- 86,5	- 19,4
4.2313 Immeubles	- 5,8	- 11,4	- 0,9	- 4,0	- 3,9	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3	- 0,7
4.2314 Autres	+ 14,6	- 15,1	+ 28,4	- 26,2	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 14,0	+ 30,7	- 5,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mobilières	+288,4	+429,7	+157,1	+ 94,7	+ 72,5	+104,9	+157,6	+ 59,5	+ 71,6	+ 41,4
4.2322 Investissements directs	+183,5	+265,2	+ 75,5	+ 55,4	+ 83,7	+ 60,5	+ 65,6	+ 60,7	+ 60,3	+ 33,0
4.2323 Immeubles	+ 2,9	+ 11,9	+ 1,0	+ 1,3	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,1	+ 3,1	+ 2,9	+ 4,7
4.2324 Autres	- 39,8	+ 39,0	+ 17,1	+ 9,4	+ 6,9	- 6,3	+ 29,0	+ 17,7	+ 12,9	+ 82,9
Total 4 ...	- 41,7	-113,6	+133,9	-119,3	- 25,2	-121,1	+152,0	+ 87,7	+ 5,3	+ 22,9
5. Erreurs et omissions	- 4,5	- 12,6	- 1,2	- 17,0	+ 15,8	- 37,0	+ 25,6	- 37,0	- 7,9	- 36,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	- 2,6	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0
Total 1 à 6 ...	+162,2	+ 92,4	+159,7	- 93,9	+ 36,1	- 90,0	+240,1	+ 64,0	+ 89,0	+ 4,5
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 46,3	- 52,7	+ 0,3	- 17,2	- 20,3	- 18,8	+ 3,6	+ 11,0	- 25,5	- 19,3
7.112 Monnaies étrangères	+183,5	+132,4	+152,8	- 81,8	+ 57,9	- 79,7	+236,0	+ 49,6	+ 86,1	+ 42,7
7.12 Organismes divers	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	+ 25,2	+ 12,3	+ 6,9	+ 4,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1986	1987	1988	* 1989	* 1990			
					4 ^e trimestre	1 ^e trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	+ 141,4	+ 40,3	+ 22,8	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 144,2	+ 104,2	+ 121,9	+ 148,4	+ 33,0	+ 16,3	+ 69,2	+ 22,7
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Crédits commerciaux	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	+ 7,1	- 7,3	- 6,5	.	.
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	- 59,0	+ 50,0	+ 88,7	+ 23,9	- 15,4	- 12,7	+ 86,9	+ 1,2
2.21 Au comptant	- 32,1	+ 41,7	+ 65,9	+ 37,3	- 11,2	- 39,1	+ 16,9	+ 25,8
2.22 A terme	- 26,9	+ 8,3	+ 22,8	- 13,3	- 4,2	+ 26,3	+ 70,1	- 24,7
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 89,5	+ 29,0	- 75,6	- 14,3	- 104,1	- 41,0	- 104,7	- 29,3
2.31 Au comptant	+ 53,1	- 40,9	- 111,1	- 99,7	- 39,4	+ 20,1	- 17,0	+ 15,4
2.32 A terme	+ 36,4	+ 69,9	+ 35,5	+ 85,4	- 64,7	- 61,1	- 87,8	- 44,7
2.4 Valeurs mobilières	- 93,5	- 60,2	- 137,7	- 209,5	+ 19,7	+ 38,6	+ 7,0	+ 39,4
2.41 Actions	- 0,8	+ 23,4	+ 37,5	- 47,5	- 22,4	+ 25,4	+ 0,1	+ 17,8
2.411 Avoirs de résidents	- 30,7	- 0,5	+ 18,5	- 78,1	- 26,0	+ 17,3	- 4,5	+ 11,4
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 29,9	+ 23,9	+ 19,0	+ 30,5	+ 3,6	+ 8,0	+ 4,5	+ 6,4
2.42 Obligations	- 92,7	- 83,6	- 175,2	- 162,0	+ 42,1	+ 13,1	+ 7,0	+ 21,6
2.421 Avoirs de résidents	- 107,2	- 111,4	- 214,9	- 185,5	+ 16,7	+ 23,9	- 11,4	+ 24,7
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 14,5	+ 27,8	+ 39,7	+ 23,5	+ 25,5	- 10,7	+ 18,4	- 3,1
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	- 40,7	- 12,1	+ 51,2	+ 43,3	- 2,1	+ 32,4	+ 5,8	+ 13,0
2.51 Avoirs de résidents	- 80,8	- 108,3	- 138,4	- 259,3	- 82,9	- 31,5	- 72,1	- 21,2
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 40,1	+ 96,2	+ 189,6	+ 302,6	+ 80,7	+ 63,9	+ 77,9	+ 34,2
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 98,2	+ 8,3	- 85,5	- 149,5	- 109,2	+ 10,7	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	- 103,7	+ 6,7	- 73,4	- 156,6	- 101,9	+ 17,2	- 4,9	+ 24,3
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 74,6	- 56,0	- 23,2	- 27,7	- 21,3	- 2,1	- 6,1	+ 10,3
3.1 Au comptant	- 65,1	+ 22,2	+ 35,1	+ 44,4	- 90,1	- 37,0	- 23,9	- 59,0
3.2 A terme	- 9,5	- 78,2	- 58,3	- 72,1	+ 68,8	+ 34,9	+ 17,8	+ 69,3
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 12,3	- 3,8	- 17,5	- 3,4	+ 2,6	- 3,9	- 6,7	- 3,5
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 9,4	- 3,7	+ 0,4	- 3,0	- 2,3
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	- 5,7	+ 2,6	- 14,3	+ 6,0	+ 6,3	- 4,3	- 3,7	- 1,3
5. Erreurs et omissions	- 4,3	+ 5,7	- 1,3	- 12,2	+ 24,3	- 34,3	- 8,8	- 35,1
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or	0,0	- 10,6	0,0	- 2,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 50,7	+ 46,2	+ 6,5	- 53,8	- 65,3	- 6,8	+ 42,4	+ 18,6
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 57,9	- 34,5	- 18,7	- 66,1	- 65,8	- 10,3	+ 14,1	+ 37,6
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴ ...	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	+ 0,6	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.							Dollars des Etats-Unis	Autres	
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres			Total
Paiements d'importations										
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,0	77,3	17,9	4,8
1988 9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
1989 3 premiers mois	28,9	22,2	10,8	8,7	3,3	2,6	1,0	77,5	17,3	5,2
6 premiers mois	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	76,8	18,2	5,0
9 premiers mois	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	77,1	18,1	4,8
1990 3 premiers mois	29,9	21,2	11,1	9,0	3,5	2,6	0,9	78,2	16,8	5,0
6 premiers mois	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	0,9	78,7	16,4	4,9
9 premiers mois	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,0	78,5	16,6	4,9
Recettes d'exportations										
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,6	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,1	85,1	11,3	3,6
1988 9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7
1989 3 premiers mois	34,7	17,8	15,7	7,5	5,5	2,9	1,1	85,2	11,3	3,5
6 premiers mois	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	85,0	11,4	3,6
9 premiers mois	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	84,9	11,5	3,6
1990 3 premiers mois	35,2	18,9	15,7	8,1	4,6	2,8	1,3	86,6	9,7	3,7
6 premiers mois	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,3	86,3	9,9	3,8
9 premiers mois	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,3	85,5	10,5	4,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1988 sur la base des transactions » ; *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu ²
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	—	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	—	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	—	43,79
1987	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	—	43,03
1988	36,81	20,94	28,70	6,17	65,37	2,83	29,95	18,60	6,00	25,14	31,57	5,46	297,76	5,64	8,78	25,52	0,21	55,99	25,94	43,42
1989	39,43	20,96	28,63	6,18	64,55	2,87	33,30	18,58	6,11	24,11	33,27	5,39	297,79	5,71	9,18	25,02	0,11	55,85	24,29	43,35
1990	33,41	20,68	23,14	6,14	59,47	2,79	28,63	18,35	5,64	24,09	32,79	5,40	293,87	5,34	8,73	23,44	0,06	55,26	21,11	42,50

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu
1988 4 ^e trimestre ...	37,20	20,96	29,72	6,14	66,58	2,83	30,87	18,58	6,05	24,88	32,00	5,43	298,06	5,63	8,87	25,30	0,16	56,06	25,38	43,48
1989 1 ^{er} trimestre ...	38,75	20,95	30,19	6,16	67,74	2,86	32,53	18,56	6,13	24,54	33,54	5,39	297,91	5,76	9,06	25,48	0,12	55,96	25,07	43,63
2 ^e trimestre ...	40,55	20,94	29,32	6,18	65,71	2,87	33,97	18,57	6,19	23,90	33,29	5,38	297,50	5,78	9,37	25,25	0,11	55,90	24,53	43,49
3 ^e trimestre ...	40,28	20,93	28,31	6,19	64,26	2,91	34,08	18,56	6,16	24,27	33,40	5,39	297,38	5,72	9,28	25,01	0,10	55,87	24,23	43,37
4 ^e trimestre ...	38,12	21,01	26,65	6,17	60,40	2,85	32,62	18,61	5,96	23,71	32,85	5,40	298,36	5,56	9,03	24,34	0,08	55,65	23,27	42,90
1990 1 ^{er} trimestre ...	35,30	20,87	23,87	6,15	58,45	2,81	29,88	18,52	5,74	23,44	32,34	5,41	296,51	5,40	8,83	23,66	0,07	55,38	22,14	42,52
2 ^e trimestre ...	34,61	20,63	22,29	6,13	57,98	2,81	29,57	18,33	5,68	24,00	32,99	5,41	293,16	5,33	8,74	23,38	0,06	55,30	21,11	42,33
3 ^e trimestre ...	32,79	20,57	22,58	6,13	61,02	2,79	28,43	18,26	5,62	24,53	33,23	5,39	292,38	5,33	8,74	23,32	0,05	55,18	20,93	42,62
4 ^e trimestre ...	31,00	20,63	23,74	6,12	60,33	2,75	26,70	18,30	5,53	24,38	32,62	5,38	293,33	5,29	8,62	23,37	0,03	55,18	20,20	42,54
1990 Janvier	35,47	20,96	24,47	6,16	58,56	2,81	30,31	18,59	5,75	23,39	32,33	5,41	297,88	5,42	8,86	23,78	0,08	55,41	22,45	42,57
Février	35,02	20,89	24,06	6,15	59,39	2,82	29,28	18,53	5,73	23,53	32,34	5,42	296,70	5,41	—	23,71	0,07	55,41	22,17	42,63
Mars	35,39	20,76	23,11	6,15	57,49	2,82	29,99	18,44	5,74	23,42	32,36	5,42	294,96	5,37	8,79	23,51	0,07	55,32	21,79	42,37
Avril	34,91	20,68	22,04	6,16	57,13	2,82	29,99	18,37	5,70	23,47	32,61	5,42	293,91	5,33	8,74	23,37	0,07	55,43	21,31	42,29
Mai	34,31	20,65	22,30	6,13	57,58	2,81	29,24	18,36	5,67	24,20	33,02	5,42	293,46	5,32	8,74	23,36	0,06	55,35	20,99	42,32
Juin	34,62	20,55	22,50	6,11	59,20	2,80	29,52	18,26	5,68	24,29	33,31	5,40	292,16	5,35	8,75	23,42	0,06	55,11	21,02	42,38
Juillet	33,76	20,58	22,62	6,14	60,96	2,81	29,17	18,27	5,67	24,23	33,58	5,41	292,59	5,36	8,79	23,45	0,06	55,20	21,04	42,62
Août	32,31	20,56	21,92	6,13	61,37	2,79	28,22	18,25	5,59	24,67	33,30	5,38	292,24	5,31	8,72	23,29	0,05	55,16	20,87	42,65
Septembre	32,28	20,57	23,27	6,14	60,68	2,76	27,88	18,25	5,60	24,70	32,79	5,39	292,32	5,32	8,71	23,21	0,05	55,19	20,79	42,58
Octobre	31,39	20,59	24,19	6,15	61,04	2,75	27,07	18,26	5,56	24,49	32,81	5,39	292,64	5,30	8,68	23,33	0,04	55,22	20,52	42,60
Novembre	30,64	20,63	23,77	6,13	60,20	2,74	26,33	18,29	5,51	24,40	32,60	5,38	293,29	5,28	8,61	23,44	0,04	55,21	20,13	42,54
Décembre	30,93	20,70	23,15	6,09	59,61	2,75	26,66	18,35	5,50	24,21	32,41	5,37	294,20	5,28	8,57	23,36	0,02	55,09	19,90	42,45
1991 Janvier	31,10	20,60	23,28	6,07	60,14	2,74	26,91	18,28	5,52	24,46	32,69	5,35	292,83	5,27	8,54	23,13	0,02	54,98	19,47	42,47

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

X - 2. — DROIT DE TIRAGE SPECIAL

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
Transferts	Billets		(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant^{1})
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1988	49,39	36,81	37,06	37,09	- 1,27	- 1,27
1989	50,50	39,43	39,51	39,56	- 0,66	- 0,66
1990	45,30	33,41	-	33,50	+ 1,42	-
1988 4 ^e trimestre	49,98	37,20	37,46	37,52	- 1,75	- 1,74
1989 1 ^{er} trimestre	50,98	38,75	38,92	38,92	- 1,84	- 1,83
2 ^e trimestre	51,33	40,55	40,65	40,69	- 1,41	- 1,41
3 ^e trimestre	50,75	40,28	40,34	40,39	- 0,47	- 0,47
4 ^e trimestre	48,90	38,12	38,20	38,24	+ 1,12	+ 1,12
1990 1 ^{er} trimestre	46,42	35,30	35,25	35,37	+ 2,03	+ 2,10
2 ^e trimestre	45,39	34,61	-	34,65	+ 1,47	-
3 ^e trimestre	44,91	32,79	-	32,88	+ 1,05	-
4 ^e trimestre	44,45	31,00	-	31,05	+ 1,12	-
1990 Janvier	46,75	35,47	35,47	35,56	+ 2,09	+ 2,08
Février	46,46	35,02	35,01	35,07	+ 2,12	+ 2,12
Mars	46,07	35,39	-	35,43	+ 1,90	-
Avril	45,41	34,91	-	34,96	+ 1,60	-
Mai	45,23	34,31	-	34,34	+ 1,47	-
Juin	45,51	34,62	-	34,67	+ 1,35	-
Juillet	45,38	33,76	-	33,86	+ 1,08	-
Août	44,50	32,31	-	32,41	+ 1,19	-
Septembre	44,89	32,28	-	32,36	+ 0,86	-
Octobre	44,83	31,39	-	31,46	+ 0,70	-
Novembre	44,29	30,64	-	30,70	+ 0,96	-
Décembre	44,15	30,93	-	30,92	+ 1,79	-
1991 Janvier	44,24	31,10	-	31,25	+ 2,50	-

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

² Moyenne janvier-février.

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 8 JANVIER AU 7 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas ..	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ...	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 8 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES
Cours-pivot de l'ECU	42,4032	2,31643	7,84195	2,05586	1538,24	6,89509	0,767417	133,631	0,696904
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire									
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619	1,74510
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143	1,64352
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802	1,54790
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30	31,9450
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83	30,0853
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10	28,3340
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40	9,43610
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05	8,88687
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90	8,36970
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70	35,9970
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00	33,8984
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70	31,9280
100 liras italiennes	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400	0,0481050
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726	0,0453053
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200	0,0426690
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80	10,7320
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06	10,1073
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30	9,5190
100 punds irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2	96,4240
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1	90,8116
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7	85,5260
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772		0,553740
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—	0,521514
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858		0,491160
100 livres Royaume-Uni	6460,50	352,950	1194,79	313,200	234362,0	1050,550	116,920	20360,0	
	6084,51	332,389	1125,26	295,000	220725,0	989,389	110,118	19175,0	—
	5730,35	313,050	1059,76	277,800	207879,0	931,800	103,710	18059,0	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES VIS-A-VIS DU FRANC BELGE
ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹							Indicateurs de divergence ²							
	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ³	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ³
1983	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	—	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	—
1984	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	—
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	—
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ³	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ³
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48
1988 4 ^e trimestre	+ 1,52	+ 0,50	+ 1,63	- 1,29	- 0,17	+ 1,45	—	+ 44	- 31	+ 18	- 50	+ 45	+ 60	- 25	—
1989 1 ^{er} trimestre	+ 1,40	- 0,31	+ 1,58	- 0,17	+ 0,18	+ 1,28	—	+ 46	- 24	+ 57	- 45	+ 29	+ 42	- 16	—
2 ^e trimestre	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 3,62 ³	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7	- 32 ³
3 ^e trimestre	+ 1,41	- 0,38	+ 1,48	+ 1,50	+ 0,64	+ 1,10	+ 5,24	+ 56	- 14	+ 70	- 23	+ 6	+ 28	+ 1	- 54
4 ^e trimestre	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38
1990 1 ^{er} trimestre	+ 1,16	+ 0,14	+ 1,18	+ 1,82	+ 0,05	+ 0,23	+ 1,91	+ 44	- 12	+ 35	- 17	- 49	+ 47	+ 30	- 18
2 ^e trimestre	+ 0,13	+ 0,11	0,00	+ 1,87	- 0,28	+ 0,07	+ 4,00	+ 14	+ 8	+ 9	+ 20	- 76	+ 33	+ 10	- 61
3 ^e trimestre	- 0,27	- 0,24	- 0,26	+ 1,05	- 0,31	- 0,12	+ 4,71	+ 11	+ 25	+ 25	+ 32	- 40	+ 27	+ 16	- 65
4 ^e trimestre	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49
1990 Janvier	+ 1,53	0	+ 1,62	+ 1,25	+ 0,12	+ 0,28	+ 1,87	+ 51	- 23	+ 47	- 36	- 26	+ 51	+ 34	- 15
Février	+ 1,24	+ 0,15	+ 1,29	+ 2,12	+ 0,03	+ 0,30	+ 1,89	+ 53	- 7	+ 43	- 12	- 49	+ 59	+ 36	- 13
Mars	+ 0,71	+ 0,27	+ 0,64	+ 2,11	+ 0,01	+ 0,13	+ 1,98	+ 29	- 5	+ 15	- 3	- 73	+ 32	+ 21	- 26
Avril	+ 0,35	+ 0,27	+ 0,25	+ 2,12	+ 0,10	+ 0,32	+ 2,74	+ 21	+ 4	+ 7	+ 12	- 81	+ 19	+ 6	- 42
Mai	+ 0,28	+ 0,19	+ 0,09	+ 1,92	- 0,30	+ 0,16	+ 4,06	+ 15	+ 2	+ 6	+ 14	- 77	+ 34	+ 7	- 63
Juin	- 0,24	- 0,14	- 0,35	+ 1,56	- 0,64	- 0,27	+ 5,20	+ 7	+ 19	+ 13	+ 32	- 69	+ 44	+ 19	- 76
Juillet	- 0,19	+ 0,02	- 0,19	+ 1,92	- 0,21	- 0,09	+ 5,79	+ 20	+ 29	+ 18	+ 39	- 74	+ 34	+ 23	- 80
Août	- 0,31	- 0,52	- 0,31	+ 1,21	- 0,54	- 0,17	+ 4,89	+ 8	+ 24	+ 34	+ 32	- 51	+ 30	+ 16	- 68
Septembre	- 0,32	- 0,40	- 0,29	- 0,08	- 0,16	- 0,11	+ 3,33	+ 5	+ 21	+ 23	+ 26	+ 9	+ 14	+ 10	- 47
Octobre	- 0,23	- 0,23	- 0,19	- 0,32	- 0,04	- 0,08	+ 3,39	+ 3	+ 14	+ 13	+ 16	+ 19	+ 6	+ 6	- 54
Novembre	- 0,09	- 0,47	- 0,02	- 0,45	- 0,36	- 0,07	+ 2,75	- 9	- 6	+ 13	- 14	+ 13	+ 9	- 6	- 49
Décembre	+ 0,21	- 0,70	+ 0,34	- 0,43	- 0,92	- 0,31	+ 2,07	- 15	- 25	+ 18	- 41	+ 6	+ 34	0	- 41
1991 Janvier	- 0,39	- 1,03	- 0,11	- 0,57	- 1,37	- 0,50	+ 3,03	- 26	- 19	+ 23	- 27	+ 2	+ 46	- 2	- 59

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

³ Depuis le 19 juin 1989.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 8 janvier au 7 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling	0,08784	57,8740 ³	5,0837	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque	1,44	0,224376 ³	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	
depuis le 8 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,36	1,57
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,32	1,82
Livre sterling	0,08784	60,8451	5,3446	12,61	5,24
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,87	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,49	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,09	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,11	2,23
Drachme grecque	1,44	0,206532 ³	0,2974	0,70	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,15	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,4032	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques, livres sterling ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3
1990	* 117,9	* 115,2												
1988 4 ^e trimestre	110,3	108,6	98,3	94,8	145,2	250,2	69,5	77,1	45,5	133,8	67,9	167,5	89,5	78,2
1989 1 ^{er} trimestre	109,6	108,3	97,0	97,3	142,8	247,8	68,5	77,1	45,3	131,4	67,5	162,0	87,0	78,6
2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2
3 ^e trimestre	109,9	109,2	96,8	102,0	142,6	228,2	68,7	73,1	46,1	131,0	67,6	159,6	86,7	78,0
4 ^e trimestre	112,0	111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4
1990 1 ^{er} trimestre	114,6	115,3	101,5	97,0	152,3	209,2	73,1	71,3	47,5	138,4	67,8	166,4	94,1	79,8
2 ^e trimestre	115,8	117,4	102,9	97,1	152,8	197,9	74,0	71,9	48,2	138,7	68,3	173,4	95,4	80,2
3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0
4 ^e trimestre	118,3	* 120,6												
1989 Décembre	113,6	113,2	99,9	97,6	150,4	218,0	71,7	69,6	47,0	136,7	67,2	161,3	91,9	78,8
1990 Janvier	114,4	114,3	101,1	96,5	152,2	213,2	72,8	71,0	47,2	138,2	67,4	165,0	93,4	79,6
Février	114,6	114,7	101,6	96,5	152,5	211,7	73,2	72,5	47,6	138,7	67,8	167,3	94,2	80,0
Mars	115,3	115,8	102,0	98,1	152,2	202,7	73,5	70,5	47,8	138,3	68,2	167,0	94,6	79,8
Avril	115,8	116,7	102,7	97,9	153,1	194,7	74,3	70,8	48,3	138,7	68,4	169,3	95,4	80,1
Mai	116,2	117,1	103,0	96,5	153,2	199,4	74,1	71,5	48,3	139,1	68,3	161,2	95,8	80,3
Juin	116,1	117,0	102,9	96,8	152,0	199,7	73,7	73,3	48,0	138,2	68,1	175,5	95,1	80,3
Juillet	116,1	117,2	103,1	94,3	152,6	202,8	74,3	75,9	48,3	138,6	68,2	176,0	95,5	80,6
Août	117,2	118,5	104,3	91,7	154,8	201,4	75,3	77,7	48,6	140,4	68,5	183,1	96,7	81,4
Septembre	117,5	118,7	104,0	90,8	154,0	213,8	75,2	76,3	47,8	140,0	68,2	181,7	96,5	81,1
Octobre	118,0	119,4	104,2	88,2	154,6	226,4	75,6	77,0	47,7	140,9	68,1	180,8	97,3	81,2
Novembre	* 118,7	* 120,3	105,1	87,4	156,4	225,5	76,2	76,8	48,1	142,4	68,3	182,3	98,3	82,0
Décembre	* 119,0	* 121,2												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dettes directes totales ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dettes indirectes totales
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1989 Décembre	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990 Janvier	3.237,3	35,4	1.774,3	137,9	5.184,9	553,2	585,5	1.138,7	6.323,6	542,7	2,1	544,8	6.868,4	
Février	3.224,7	35,4	1.924,7	118,6	5.303,4	551,9	584,7	1.136,6	6.440,0	540,3	2,1	542,4	6.982,4	
Mars	3.271,8	35,4	2.003,9	115,1	5.426,2	546,5	587,8	1.134,3	6.560,5	539,6	2,1	541,7	7.102,2	
Avril	3.303,2	35,4	1.917,4	141,0	5.397,0	558,5	575,8	1.134,3	6.531,3	538,2	2,1	540,3	7.071,6	
Mai	3.306,0	26,4	1.989,6	110,2	5.432,2	577,2	571,6	1.148,8	6.581,0	537,4	2,1	539,5	7.120,5	
Juin	3.449,4	24,3	1.911,6	112,9	5.498,2	569,4	560,2	1.129,6	6.627,8	536,7	—	536,7	7.164,5	
Juillet	3.480,8	19,3	1.914,4	113,0	5.527,5	562,6	537,4	1.100,0	6.627,5	551,7	—	551,7	7.179,2	
Août	3.521,9	19,3	1.883,3	113,8	5.538,3	564,1	540,5	1.104,6	6.642,9	549,9	—	549,9	7.192,8	
Septembre	3.528,2	19,3	1.939,9	111,1	5.598,5	561,2	535,8	1.097,0	6.695,5	549,0	—	549,0	7.244,5	
Octobre	3.542,0	19,3	1.913,5	115,2	5.590,0	567,1	525,4	1.092,5	6.682,5	548,7	—	548,7	7.231,2	
Novembre	3.575,0	19,3	1.926,7	102,4	5.623,4	562,6	526,3	1.088,9	6.712,3	546,8	—	546,8	7.259,1	
Décembre	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le F.M.I.	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}							Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions
	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1981	1.080,3	1.345,3	- 265,0	13,9	198,1	- 184,2	- 449,2	- 5,7	- 454,9	.
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1989 10 mois	1.392,5	1.695,9	- 303,4	13,7	124,5	- 110,8	- 414,2	- 2,4	- 416,6	(+ 26,7)
11 mois	1.504,7	1.834,8	- 330,1	15,0	132,9	- 117,9	- 448,0	- 10,9	- 458,9	(+ 22,2)
12 mois	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1989 10 mois	1990 10 mois
A. Recettes courantes²	1.216,2	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.392,3	1.523,0
I. Recettes fiscales	1.141,2	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.340,7	1.446,7
1. Impôts directs	696,7	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	795,3	858,1
dont ³ :										
— précompte professionnel ⁴	430,7	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	486,6	521,6
— versements anticipés	133,5	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	176,3	165,6
— impôts des sociétés (rôles)	7,7	— 1,3	— 2,7	— 3,9	— 13,7	— 10,2	— 11,8	— 21,4	— 18,5	— 16,7
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	28,2	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	1,2	— 0,6
— précompte mobilier	74,9	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	126,2	150,7
2. Douanes et accises	111,1	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	129,3	144,5
3. T.V.A. et enregistrement	333,4	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	416,2	444,2
II. Recettes non fiscales	75,0	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	51,6	76,3
B. Recettes en capital⁵	13,6	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	13,7	18,9
I. Recettes fiscales	11,4	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	12,6	15,5
II. Recettes non fiscales	2,2	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	1,1	3,4
C. Recettes totales [A + B]	1.229,8	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.406,0	1.541,9
I. Recettes des Voies et Moyens	1.163,9	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	867,7	952,1
II. Recettes cédées	36,9	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	56,2	61,0
III. Recettes ristournées plus recettes affectées ⁶	29,0	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	480,2	525,4
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	—	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,9	3,3

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (10,9 milliards pendant les dix premiers mois) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

⁴ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁵ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁶ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	-	- 37	- 333	- 57	- 9	- 399
1981	- 455	-	- 62	- 516	- 64	- 10	- 590
1982	- 509	- 2	- 71	- 582	- 27	+ 29	- 579
1983	- 524	+ 1	- 65	- 588	- 27	+ 13	- 602
1984	- 504	...	- 37	- 540	- 12	+ 37	- 515
1985	- 571	...	- 41	- 613	- 10	+ 50	- 573
1986	- 556	...	- 49	- 605	- 15	+ 31	- 589
1987	- 430	...	- 100	- 530	...	+ 19	- 512
1988 6 mois	- 345	...	- 44	- 388	+ 3	- 22	- 407
9 mois	- 392	...	- 71	- 462	+ 9	- 24	- 477
12 mois	- 434	...	- 62	- 495	- 8	+ 21	- 482
1989 3 mois	- 264	...	- 26	- 290	+ 5	- 12	- 298
6 mois	- 366	...	- 58	- 424	- 17	+ 2	- 440
9 mois	- 414	...	- 73	- 488	- 20	+ 2	- 505
12 mois	- 397	...	- 86	- 483	- 34	+ 28	- 489
1990 3 mois	- 285	...	- 45	- 330	+ 21	+ 13	- 296
6 mois	- 351	...	- 87	- 438	- 1	+ 29	- 410
9 mois	- 412	...	- 96	- 508	+ 18	+ 34	- 456

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général	Formation d'actifs financiers en franc belge	Solde ²
	en monnaies étrangères	en franc belge							
		à un an au plus			à plus d'un an	total			
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹	autres	total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (1) + (6)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 398	- 1	+ 399
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 108	+ 346	+ 570	- 20	+ 590
1982	+ 243	+ 31	+ 190	+ 221	+ 149	+ 370	+ 614	+ 34	+ 579
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 23	+ 602
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 339	+ 417	+ 573	+ 58	+ 515
1985	+ 34	- 18	+ 53	+ 35	+ 562	+ 597	+ 632	+ 59	+ 573
1986	+ 62	+ 28	+ 285	+ 313	+ 235	+ 548	+ 610	+ 21	+ 589
1987	+ 32	- 82	+ 218	+ 135	+ 384	+ 519	+ 552	+ 40	+ 512
1988 6 mois	- 43	- 11	+ 184	+ 172	+ 273	+ 445	+ 403	- 4	+ 407
9 mois	+ 36	- 28	+ 83	+ 54	+ 387	+ 442	+ 478	+ 1	+ 477
12 mois	+ 20	- 21	+ 37	+ 16	+ 495	+ 512	+ 531	+ 49	+ 482
1989 3 mois *	- 3	- 55	+ 313	+ 259	+ 28	+ 287	+ 284	- 14	+ 298
6 mois *	- 16	- 50	+ 350	+ 300	+ 135	+ 434	+ 418	- 22	+ 440
9 mois *	-	- 59	+ 415	+ 356	+ 127	+ 482	+ 482	- 23	+ 505
12 mois *	+ 69	- 40	+ 278	+ 238	+ 202	+ 439	+ 508	+ 19	+ 489
1990 3 mois *	+ 8	- 36	+ 290	+ 254	+ 51	+ 305	+ 313	+ 18	+ 296
6 mois *	- 7	- 62	+ 232	+ 170	+ 271	+ 441	+ 434	+ 24	+ 410
9 mois *	- 43	- 61	+ 272	+ 211	+ 330	+ 541	+ 498	+ 42	+ 456

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge (6)	Dettes nettes		Ajustements ² (9)	Déficit financier net des pouvoirs publics ³ (10) = (8) - (9)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			Total général (5) = (1) + (4)		Encours (7) = (5) - (6)	Variations nominales (8)		
		à un an au plus ¹ (2)	à plus d'un an (3)	total (4) = (2) + (3)						
1980	159	582	2.076	2.658	2.817	375	2.442	+ 421	+ 21	399
1981	404	827	2.184	3.011	3.415	355	3.059	+ 618	+ 28	590
1982	683	1.055	2.334	3.389	4.072	390	3.682	+ 623	+ 44	579
1983	868	1.193	2.719	3.912	4.780	413	4.368	+ 686	+ 84	602
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.278	3.058	4.336	5.399	470	4.929	+ 561	+ 46	515
Nouv. série ⁴	1.063	1.259	3.061	4.320	5.382	452	4.930			
1985	1.031	1.303	3.623	4.926	5.957	511	5.445	+ 515	- 58	573
1986	1.048	1.601	3.858	5.459	6.507	533	5.974	+ 529	- 60	589
1987	1.070	1.734	4.246	5.979	7.049	573	6.476	+ 502	- 10	512
1988 Mars	1.025	1.833	4.480	6.313	7.338	575	6.763	+ 287	+ 5	283
Juin	1.042	1.907	4.518	6.425	7.467	569	6.898	+ 422	+ 16	407
Septembre	1.125	1.789	4.633	6.422	7.547	574	6.973	+ 497	+ 20	477
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.600	622	6.979	+ 503	+ 21	482
1989 Mars	1.106	2.012	4.769	6.781	7.887	608	7.279	+ 301	+ 3	298
Juin	1.098	2.056	4.875	6.931	8.029	600	7.429	+ 450	+ 11	440
Septembre	1.110	2.113	4.867	6.981	8.091	599	7.492	+ 514	+ 8	505
Décembre	1.150	1.994	4.942	6.937	8.087	640	7.446	+ 468	- 21	489
1990 Mars	1.154	2.249	4.994	7.243	8.397	658	7.739	+ 293	- 3	296
Juin	1.147	2.155	5.214	7.368	8.515	665	7.850	+ 404	- 6	410
Septembre	1.114	2.197	5.272	7.469	8.583	682	7.900	+ 454	- 2	456

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars	68	37	31	110	04-12-1989
Juin	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre	74	37	37	110	04-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	184,2	—	67,8	13,0	0,2	3,5	269,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.219,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.292,5
Obligations	52,1	1,7	0,0	0,0	0,0	8,4	19,7	—	22,6	0,1	51,4	0,0	156,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,4	0,0	1.727,8
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	308,3	—	0,0	—	3,7	1,6	5,7	0,0	328,3
(Actions et parts)	(.)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(.)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(.)
Total ...	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3,5	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	32,0	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,5	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,3	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	19,8	142,7
Autres emprunts à plus d'un an	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	4,5	—	7,0	74,1	1,2	0,0	114,0
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	41,6	471,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	727,8	13,2	—	15,9	22,7	54,8	764,0	32,5	542,9	362,5	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	—	0,0	0,0	427,6	178,1	0,0	123,9	136,8	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,7	—	0,0	36,6	0,1	3,4	0,0	22,4	21,2	3,7	0,0	106,1
Total ...	790,7	32,0	—	27,2	60,1	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	53,2	6.111,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	26,4	0,1	0,0	0,4	0,5	0,8	28,6	2,8	28,3	45,0	14,0	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	66,0	0,0	68,7	26,2	9,0	0,0	179,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	20,6	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	70,9
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	0,0	1.079,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,8	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	49,1	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	70,5
Divers	182,8	0,4	34,3	0,0	0,0	0,0	10,3	—	8,1	15,2	2,2	60,2	313,5
Total ...	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	60,2	427,9
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,7	23,3	15,2	0,0	558,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	—	16,2	37,5	0,0	5,3	—	20,6	—	162,9	39,0	0,0	—	236,5
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(.)
Total ...	.	16,2	156,9	0,0	5,3	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,0	13,0	2,9	44,0	8,8	—	0,0	39,3	5,7	16,4	0,0	1.091,1	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	—	0,0	27,8	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	6.119,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6	
Autres dépôts à un an au plus	582,4	0,1	—	0,0	4,2	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	549,5	0,0	0,0	0,0	0,0	549,4	
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	453,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,3	1,3	4,0	0,0	462,5	
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	10,6	0,0	612,0	685,6	
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(0,0)	(91,4)	
Total ...	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	612,0	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,4	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,6	0,0	—	0,1	0,1	0,0	2,7	—	3,0	0,3	1,2	0,0	613,0
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	125,8	114,7	0,0	16,5	5,3	0,0	92,3	469,1
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total ...	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	92,3	2.621,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	0,0	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	311,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	311,9
Autres dépôts à un an au plus	55,1	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	152,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	891,2	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	46,7	45,0	34,7	0,0	1.090,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	4,1	0,0	0,0	0,0	0,2	109,0	69,8	—	96,7	18,0	16,8	3,3	317,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	106,4	133,1	—	3,2	35,7	0,0	226,7	659,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	230,0	2.692,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	98,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,3
Réserves mathématiques	764,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	764,6
Divers	9,2	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	4,1	14,2
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	—	821,5
Total des créances	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,4	181,1	—	82,2	12,5	0,3	4,8	281,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	26,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.517,6	—	34,7	25,6	0,0	0,0	1.604,7
Obligations	89,8	1,3	0,0	0,0	0,1	7,5	21,8	—	21,6	0,6	41,2	0,0	183,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	741,4	916,6	222,2	0,0	1.884,1
Divers	0,0	16,4	14,8	0,0	315,2	—	0,0	—	4,1	1,9	6,5	0,0	—
(Actions et parts)	(.)	(16,9)	(27,5)	(9,9)	(0,2)	(.)	(18,1)	(—)	(10,6)	(0,3)	(80,8)	(0,0)	(.)
Total ...	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	4,8	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	3,6	—	0,0	6,7	0,0	0,0	11,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	24,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	16,5	2,3	15,3	8,4	10,9	0,0	78,1
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	64,9	9,5	0,0	15,4	18,3	5,2	18,6	133,1
Autres emprunts à plus d'un an	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	5,2	—	7,5	62,6	1,4	0,0	102,8
Divers	34,0	0,5	29,1	2,5	0,7	8,7	0,0	—	0,0	2,0	0,0	26,5	104,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(71,7)	(30,1)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(109,5)
Total ...	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	45,1	429,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	52,8	0,0	—	1,8	0,0	1,4	93,4	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	200,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	1,3	2,4	680,3	819,1	124,1	262,2	206,4	0,0	0,0	2.095,8
Obligations accessibles à tout placeur	876,3	13,1	—	4,8	23,9	94,2	848,1	35,1	611,9	414,1	323,2	0,0	3.244,7
Obligations non accessibles à tout placeur	3,1	0,0	—	0,0	0,0	518,9	151,7	0,0	113,2	130,8	15,1	0,0	932,8
Divers	0,0	15,9	—	0,0	26,2	0,0	3,5	0,0	23,9	31,9	3,5	0,0	104,9
Total ...	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	51,2	6.578,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3
Obligations accessibles à tout placeur	24,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	29,8	3,4	32,3	57,0	16,6	0,0	164,1
Obligations non accessibles à tout placeur	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	63,9	0,0	72,2	22,6	7,8	4,9	187,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	72,5	509,8	0,0	0,0	593,0
Divers	21,7	2,4	29,9	0,0	0,0	0,0	5,1	—	0,0	15,3	0,0	0,0	74,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	4,9	1.136,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	14,1	—	0,0	0,0	—	0,0	14,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	11,4	0,0	24,2	6,1	5,5	0,0	49,0
Réserves de sécurité sociale	50,0	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	71,7
Divers	176,8	0,2	13,3	0,0	0,0	0,0	1,5	—	7,4	14,8	2,3	55,2	271,5
Total ...	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	55,2	406,3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	1,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,7
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	5,8	83,1	—	10,6	19,1	0,0	3,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	835,1	—	23,0	0,0	0,0	0,0	858,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.537,3	—	—	—	—	—	4.537,3
Obligations	—	0,0	0,0	0,1	0,0	—	507,0	0,0	113,4	32,2	13,5	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	122,4	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	139,2
Divers	—	15,1	42,6	0,0	5,2	—	30,2	—	231,0	64,6	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(0,0)	(0,0)	(—)	(57,4)	(—)	(7,2)	(—)	(12,8)	(0,0)	(.)
Total ...	.	15,1	165,0	0,1	5,2	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	1.020,1	13,1	3,1	45,1	12,1	—	—	0,0	41,3	6,0	11,6	0,0	1.152,4
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	9,9	0,0	0,0	0,4	—	0,0	27,1
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.956,0	—	—	—	—	—	—	6.956,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	151,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	151,2
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	766,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,6
Autres dépôts à un an au plus	580,8	0,1	—	0,0	5,0	—	—	—	0,0	6,9	0,0	0,0	592,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	552,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	552,0
Dépôts à plus d'un an	34,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	37,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	461,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	1,2	—	2,8	0,6	3,7	469,9
Divers	0,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	—	—	—	0,5
(Actions et parts)	(80,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(11,0)	(0,0)	(4,5)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(98,6)
Total ...	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	666,8	11.474,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,4	6,4	—	1,0	0,0	—	0,0	10,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	106,6	—	0,0	0,0	—	—	106,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	20,4	19,0	—	11,5	0,0	—	—	50,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,8	3,6
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	0,8	171,9
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	116,6	0,0	0,0	0,1	13,6	1,3	0,0	—	0,5	3,3	16,5	0,0	151,9
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	5,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	3,8	0,0	—	0,0	0,0	149,9	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	153,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	1.038,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.038,8
Autres dépôts à un an au plus	106,5	0,8	0,4	0,4	24,0	51,8	0,0	—	3,3	1,2	34,1	0,0	222,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	4,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	102,1
Bons de caisse à un an au plus	96,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	96,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	635,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,7	—	2,8	0,8	0,7	0,0	641,6
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	108,6	0,0	1,1	21,1	0,0	123,8	121,9	0,0	24,1	7,2	0,0	101,9	509,7
(Actions et parts)	(25,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,1)	(0,0)	(2,8)	(0,0)	(29,7)
Total ...	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	101,9	2.922,8
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	24,3	0,0	—	1,2	1,7	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,0	0,0	29,2
Argent à très court terme (franc belge)	0,2	—	—	0,0	—	1,2	0,0	0,0	2,3	1,2	—	0,0	4,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,8	0,0	0,0	1,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	344,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	344,1
Autres dépôts à un an au plus	46,8	10,8	0,0	75,6	13,8	3,0	0,0	—	3,7	0,0	1,8	0,0	155,5
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	92,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	—	1,4	1,1	0,0	0,0	101,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	956,7	0,1	0,0	4,0	2,7	0,1	69,8	5,9	38,6	41,7	27,3	0,0	1.146,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	3,6	0,0	0,0	0,0	0,1	130,1	70,9	—	105,0	22,9	19,8	1,4	353,8
Divers	3,9	0,2	125,9	8,0	14,8	128,7	101,6	—	1,7	21,8	0,0	246,1	652,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,8)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	247,5	2.795,4
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	110,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,2
Réserves mathématiques	831,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	831,8
Divers	9,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,8	14,0
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	—	911,1
Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes princ. paiement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,4	-	0,0	0,0	0,0	- 3,1	-	+ 14,4	- 0,5	+ 0,1	+ 1,3	+ 11,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 285,0	-	+ 7,4	+ 5,5	0,0	0,0	0,0	+ 229,3
Obligations	+ 37,7	- 0,4	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,9	+ 2,1	-	- 1,0	+ 0,5	- 10,2	0,0	+ 27,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 73,5	+ 72,0	+ 10,8	0,0	+ 156,3
Divers	0,0	+ 6,3	- 0,2	0,0	+ 6,9	+ 166,1	0,0	-	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,8	0,0	+ 180,6
(Actions et parts)	(+ 184,0)	(+ 1,9)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 10,9)	(- 1,1)	(-)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 29,8)	(0,0)	(+ 225,9)
Total ...	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 1,3	+ 675,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,5	-	0,0	- 2,3	0,0	0,0	- 10,8
Certificats à un an au plus	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,8	- 0,8	0,0	- 0,1	- 0,3	0,0	- 2,4	- 0,3	- 5,2	- 3,7	- 0,6	0,0	- 21,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	+ 8,2	0,0	- 0,3	+ 4,0	+ 1,2	- 1,2	+ 9,6
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,7	-	+ 0,5	- 11,5	+ 0,2	0,0	- 11,2
Divers	+ 4,7	- 0,2	+ 1,6	+ 0,2	- 0,4	+ 0,5	0,0	-	0,0	- 0,8	0,0	+ 4,7	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,3)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(-)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,4)
Total ...	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	+ 3,5	- 42,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	- 9,2	0,0	-	- 7,7	0,0	- 4,6	+ 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	+ 21,2
Certificats à un an au plus	-	- 0,1	-	- 0,5	+ 1,6	+ 50,5	+ 1,9	- 15,8	+ 6,0	- 35,8	0,0	0,0	+ 7,8
Obligations accessibles à tout placeur	+ 148,5	- 0,1	-	- 11,1	+ 1,2	+ 39,4	+ 84,1	+ 2,6	+ 69,0	+ 51,6	+ 40,3	0,0	+ 425,5
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 2,2	0,0	-	0,0	0,0	+ 74,7	+ 28,4	0,0	- 10,7	- 6,0	+ 3,5	0,0	+ 35,3
Divers	0,0	- 2,8	-	0,0	- 10,4	+ 0,1	+ 0,1	0,0	+ 1,5	+ 10,7	- 0,2	0,0	+ 1,2
Total ...	+ 141,5	- 3,0	-	- 19,3	- 7,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	- 2,0	+ 446,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	+ 0,3	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,2	-	0,0	- 23,5	0,0	0,0	+ 7,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,4	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 12,0	+ 2,6	0,0	+ 17,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	- 2,1	0,0	+ 3,5	- 3,6	- 1,2	+ 4,9	+ 8,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 2,6	+ 33,0	0,0	0,0	+ 35,6
Divers	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,7	0,0	0,0	0,0	- 2,1	-	0,0	- 1,0	0,0	0,0	+ 3,5
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 57,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 11,8	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 11,8
Certificats à un an au plus	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,5	- 1,0	- 0,3	0,0	+ 7,4
Réserves de sécurité sociale	+ 0,9	-	-	-	-	+ 0,3	-	-	-	-	-	-	+ 1,2
Divers	- 6,0	- 0,2	- 21,0	0,0	0,0	0,0	- 8,8	-	- 0,7	- 0,4	+ 0,1	- 5,0	- 42,0
Total ...	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	- 5,0	- 21,6
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	-	- 3,5	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 3,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 2,7	- 0,2	-	- 1,6	- 1,9	0,0	+ 1,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 92,8	-	- 1,8	0,0	0,0	0,0	+ 91,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires	-	-	-	-	-	-	+ 538,2	-	-	-	-	-	+ 538,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,3	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 22,3
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 5,9	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,9
Obligations	+ 374,5	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	-	+ 67,6	0,0	+ 32,7	+ 8,9	- 1,7	0,0	+ 482,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	-	-	+ 0,9	-	-	-	- 2,3	-	-	-	-	+ 2,1	+ 0,7
Divers	+ 138,4	- 1,1	+ 5,1	0,0	0,0	-	+ 9,6	-	+ 68,1	+ 25,6	0,0	+ 152,8	+ 398,4
(Actions et parts)	(- 1,6)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 19,9)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 8,5)	(0,0)	(+ 31,8)
Total ...	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 155,9	+ 1.535,1

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	+ 59,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 3,3									+ 61,3
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	+ 4,6	— 5,7	0,0	+ 2,0	+ 0,3	— 4,8	0,0	0,0	+ 0,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 818,7	—	—	—	+ 0,4	—	—	—	+ 818,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 14,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	+ 6,2	—	+ 20,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 76,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 76,0
Autres dépôts à un an au plus	— 1,6	0,0	—	0,0	+ 0,8	—	—	—	0,0	— 0,7	0,0	0,0	0,0	+ 1,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 2,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	+ 2,6
Dépôts à plus d'un an	— 8,8	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 0,9	— 0,0	—	—	—	+ 7,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	—	+ 0,5	— 0,7	— 0,3	—	—	+ 7,4
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,1	+ 13,4	0,0	+ 87,5	—	+ 116,1
(Actions et parts)	(+ 1,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 4,3)	(0,0)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 7,2)
Total ...	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 823,3	— 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	— 5,1	+ 93,7	+ 1.092,9	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	+ 0,3	+ 3,9	—	0,0	0,0	—	0,0	—	+ 4,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	— 21,0	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 21,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	+ 3,8	— 4,5	—	+ 3,8	0,0	—	—	—	+ 3,1
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	+ 0,1	—	+ 0,1
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	+ 4,1	— 21,6	—	+ 3,8	0,0	—	+ 0,1	—	+ 13,6
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 18,5	0,0	0,0	— 0,1	+ 4,2	+ 0,7	0,0	—	+ 0,3	— 2,1	+ 2,3	0,0	—	+ 23,8
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	—	0,0	—	+ 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	+ 0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 93,8	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 94,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 83,7
Autres dépôts à un an au plus	— 3,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 7,2	+ 15,2	0,0	—	+ 0,4	— 0,3	— 3,3	0,0	—	+ 16,3
Dépôts à plus d'un an	— 1,7	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,7	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 1,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 11,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 11,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 29,9	0,0	—	0,0	— 0,1	0,0	— 1,0	—	— 0,2	+ 0,5	— 0,5	0,0	—	+ 28,6
Réserves mathématiques	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,0
Divers	+ 16,5	0,0	— 0,2	0,0	0,0	— 2,0	+ 7,2	0,0	+ 7,6	+ 1,9	0,0	+ 9,6	—	+ 40,6
(Actions et parts)	(+ 6,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(— 0,4)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	—	(+ 5,9)
Total ...	+ 156,3	0,0	— 0,2	0,0	+ 11,3	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	— 1,5	+ 9,6	—	+ 301,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 2,5	0,0	—	+ 0,5	+ 1,7	0,0	— 0,1	—	— 0,1	0,0	+ 0,8	0,0	—	+ 5,3
Argent à très court terme (franc belge)	— 0,2	—	—	0,0	—	+ 0,8	— 0,9	0,0	+ 0,4	— 0,2	—	0,0	—	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	—	0,0	— 1,7	0,0	0,0	—	+ 1,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 32,2	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	+ 32,2
Autres dépôts à un an au plus	— 8,3	+ 1,0	0,0	+ 12,9	— 2,2	+ 1,0	— 0,1	—	— 0,4	0,0	— 0,7	0,0	—	+ 3,2
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	—	0,0	+ 0,6	0,0	0,0	—	+ 11,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	— 1,0	— 31,5	—	— 0,3	0,0	0,0	0,0	—	+ 32,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 65,5	— 0,1	0,0	— 0,4	— 0,2	0,0	+ 8,7	+ 1,5	— 8,1	— 3,3	— 7,4	0,0	—	+ 56,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	— 0,5	0,0	0,0	0,0	— 0,1	+ 21,1	+ 1,1	—	+ 8,3	+ 4,9	+ 3,0	— 1,9	—	+ 35,9
Divers	— 0,4	+ 0,1	— 5,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 22,3	— 31,5	—	— 1,5	— 13,9	0,0	+ 19,4	—	+ 7,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(—)	(— 0,5)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	—	(0,0)
Total ...	+ 94,8	+ 1,0	— 5,6	+ 17,0	— 0,7	+ 44,2	— 47,4	+ 1,5	— 1,7	— 13,6	— 4,3	+ 17,5	—	+ 102,7
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 11,9
Réserves mathématiques	+ 67,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 67,2
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	— 0,3	—	+ 0,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	—	(0,0)
Total ...	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	— 0,3	—	+ 78,9
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 86,4	— 0,5	+ 22,2	— 10,8	+ 5,9	—	—	+ 115,0
Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	— 14,5	— 1,0	+ 13,7	+ 1.316,4	+ 1.072,7	— 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 279,2	—	+ 4.327,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	416,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3.361,0	3,5	.
2. Organismes publics d'exploitation	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	100,6	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	236,3	41,6	471,9
3. Etat (Trésor)	790,7	32,0	—	27,2	60,1	910,0	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	4.032,5	53,2	6.111,9
4. Secteur public non compris ailleurs	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	87,1	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	983,5	0,0	1.079,6
5. Sécurité sociale	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	268,9	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	77,4	60,2	427,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.217,0	59,0	102,0	30,0	375,5	1.783,5	.	3.552,9	177,8	1.972,6	2.372,8	614,6	8.690,7	158,5	.
7. Etranger .....	.	16,2	156,9	0,0	5,3	.	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	5.694,4	.	.
8. Organismes principalement monétaires	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	2.935,9	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	716,7	612,0	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,8	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	207,7	92,3	2.621,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	1.624,4	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	618,5	230,0	2.692,7
12. Autres institutions ¹	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	873,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
13. Total des intermédiaires financiers	7.159,9	24,0	139,9	137,5	73,6	7.534,9	6.593,8	1.140,8	4,4	290,8	140,8	128,4	1.705,2	939,1	16.773,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	41,2	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	780,3	—	821,5
15. Total des créances .....	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	16.870,6	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-347,1	-5.713,1	-912,1	42,1	.	.	113,4	2,0	23,7	38,3	- 79,8	97,6	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	468,3	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	3.831,9	4,8	.
2. Organismes publics d'exploitation	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	97,5	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	191,0	45,1	429,3
3. Etat (Trésor)	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.021,6	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	4.211,2	51,2	6.578,8
4. Secteur public non compris ailleurs	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	93,1	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	1.026,0	4,9	1.136,9
5. Sécurité sociale	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	242,1	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	87,3	55,2	406,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.389,6	61,2	87,1	10,8	373,9	1.922,6	.	3.914,6	164,9	2.142,0	2.464,2	661,7	9.347,4	161,2	.
7. Etranger	.	15,1	165,0	0,1	5,2	.	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	6.518,6	.	.
8. Organismes principalement monétaires	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	3.094,8	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	739,9	666,8	11.474,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	144,5	0,8	171,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	2.266,2	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	223,7	101,9	2.922,8
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	1.730,9	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	553,0	247,5	2.795,4
12. Autres institutions ¹	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	952,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.643,5	25,1	134,3	155,6	88,4	8.046,9	7.591,6	1.078,1	5,9	319,5	140,1	117,5	1.661,1	1.020,8	18.320,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	50,9	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	860,2	—	911,1
15. Total des créances	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	18.387,3	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-293,2	-6.192,4	-970,4	77,4	.	.	93,4	3,7	40,0	48,1	-118,3	66,9	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
Dettes par secteur															
1. Entreprises privées et particuliers	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 51,4	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 458,0	+ 1,3	+ 675,9
2. Organismes publics d'exploitation	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	- 3,1	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	- 45,3	+ 3,5	- 42,6
3. Etat (Trésor)	+ 141,5	- 3,0	-	-19,3	- 7,6	+ 111,6	+ 159,9	+ 60,0	-13,2	+ 65,8	+ 20,5	+43,6	+ 176,7	- 2,0	+ 446,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 6,0	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 42,5	+ 4,9	+ 57,3
5. Sécurité sociale	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	- 26,8	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	+ 9,9	- 5,0	- 21,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 172,6	+ 2,2	- 14,9	-19,2	- 1,6	+ 139,1	+ 331,6	+ 346,8	-12,9	+169,4	+ 91,4	+47,1	+ 641,8	+ 2,7	+1.115,2
7. Etranger	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 546,0	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 830,5	+155,9	+1.535,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 152,7	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 23,2	+ 93,7	+1.092,9
9. Fonds des Rentes	-	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,1	- 21,6	-	+ 3,8	0,0	-	- 17,8	+ 0,1	- 13,6
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+11,3	+ 167,4	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 16,0	+ 9,6	+ 301,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+17,0	- 0,7	+ 106,5	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	- 65,5	+ 17,5	+ 102,7
12. Autres institutions ¹	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 477,4	+ 1,1	- 5,6	+18,1	+14,8	+ 505,8	+ 980,0	- 62,7	+ 1,5	+ 28,7	- 0,7	-10,9	- 44,1	+120,6	+1.562,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 9,7	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	+ 103,2	-	+ 115,0
15. Total des créances	+1.191,1	+11,3	- 14,5	- 1,0	+13,7	+1.200,6	+1.316,4	+1.072,7	-11,9	+317,7	+112,5	+40,4	+1.531,4	+279,2	+4.327,6
Solde des créances et des dettes ..	+ 515,2	+53,9	-460,7	-58,3	+35,3	+ 85,4	- 218,7	- 20,2	+ 1,7	+ 16,3	+ 9,8	-38,5	- 30,9	+164,2	-

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁶			Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Anc. série ¹² ...	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
Nouv. série ¹²	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	- 165,4
1986	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	2.816,2	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	277,5	- 175,6
1987	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	3.041,5	- 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	354,3	- 202,0
1988 Septembre	1.120,9	1.345,2	514,5	158,1	3.138,6	- 1.011,4	1.989,8	226,9	1.657,9	1.666,2	50,7	98,9	36,2	260,1	- 170,6
Décembre	1.152,4	1.377,9	506,0	151,2	3.187,6	- 961,5	1.915,5	228,7	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	263,2	- 159,8
1989 Mars	1.129,4	1.473,0	508,0	161,5	3.271,9	- 1.045,9	2.137,0	219,2	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	262,5	- 205,5
Juin	1.213,1	1.435,9	506,9	185,6	3.341,6	- 1.054,5	2.166,6	216,4	1.976,6	1.981,2	45,2	56,5	16,8	254,7	- 336,8
Septembre	1.125,1	1.527,3	571,4	192,3	3.416,2	- 1.184,4	2.225,9	214,6	2.110,0	2.113,1	48,3	47,8	14,7	214,9	- 275,6
Décembre	1.214,3	1.555,0	565,5	189,9	3.524,8	- 1.018,9	2.031,6	229,7	2.190,1	2.186,7	47,7	66,5	27,4	265,3	- 314,8
1990 Mars	1.186,8	1.655,5	583,9	223,9	3.650,0	- 1.028,7	* 2.253,2	* 248,0	2.088,5	2.093,6	* 45,2	30,7	22,7	* 262,8	* - 272,3
Juin	1.251,6	1.591,8	642,5	204,6	3.690,4	- 1.052,1	* 2.251,9	* 256,0	2.195,7	2.187,7	* 44,7	4,7	35,4	* 227,1	* - 272,9
Septembre	1.148,1	1.634,2	692,0	195,0	3.669,3	- 1.100,0	* 2.281,6	* 232,2	2.267,6	2.264,4	* 44,1	5,5	35,3	* 225,3	* - 322,3

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955; XXXII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5
2. F.M.I. : — Participation	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1
— Autres	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
3. Ecus	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1
4. Accords internationaux	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,4	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	31,1	31,6	29,6	10,7	15,5	2,0	0,4	0,7	11,6	15,0	15,9	11,2	18,6	17,0	15,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	200,7	218,6	221,9	228,2	259,1	237,7	236,1
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	286,3	262,9	321,3	323,8	303,7	278,1	371,4	395,5	439,4	453,4	452,4	451,3	481,0	453,7	455,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,5	2,5	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6
c) sur les banques de dépôts	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	8,0	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	21,2	24,6	24,6	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,3	37,2	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	13,2	10,5	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,4	0,8	1,3	0,4	0,9	1,0	* 0,0
b) effets commerciaux	41,2	42,3	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	5,7	10,3	15,8	5,6	20,9	18,1	* 14,8
c) avances	0,1	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7
b) autres	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	8,9	0,0	13,5	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,0	8,6	1,9	1,0	4,7	3,7	0,0	3,3
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,1	76,5	63,0	80,1	64,5	41,7	55,2	55,0	67,8	73,0	66,5	57,4	83,0	67,7	* 78,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	*696,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.
² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	9,3	6,5	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	10,2	4,0	4,3	4,7	6,3	5,9	6,8	8,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	12,2	24,8	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	10,5	4,3	4,6	4,9	6,5	6,1	7,1	8,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,1	12,7	12,6	16,3	14,8	14,6	15,0	15,4	15,3	14,3	20,0	14,6	16,3	15,8	* 16,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	370,1	369,5	383,3	381,9	379,9	400,5	410,7	415,0	419,3	407,1	422,6	402,1	418,5	399,7	*412,5
— monnaie scripturale ⁵	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	246,0	254,6	278,8	292,1	250,8	202,8	220,0	216,1	263,2	267,6	263,6	245,4	265,2	244,0	*258,8
TOTAL DU PASSIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	*696,3

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-89	31-1-90	28-2-90	31-3-90	30-4-90	31-5-90	30-6-90	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5
2. F.M.I. : — Participation	16,6	16,0	16,3	15,6	15,6	15,8	16,0	16,0	16,0	15,3	15,3	15,3	15,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,6	19,0	19,6	21,0	20,5	19,6	19,0	19,2	19,7	19,6	19,4	19,2	19,1
— Autres	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
3. Ecus	118,7	116,1	116,1	116,1	109,5	109,5	109,5	104,3	104,3	104,3	109,1	109,1	109,1
4. Accords internationaux	2,5	2,9	3,0	2,9	2,9	2,9	2,5	2,8	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	15,9	18,4	18,2	11,2	17,9	16,0	18,6	17,1	15,6	17,0	15,4	16,7	15,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	221,9	225,2	226,0	228,2	228,6	231,2	259,1	232,8	234,3	237,7	231,8	234,3	236,1
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	452,4	453,9	455,4	451,3	451,4	451,5	481,0	448,5	449,6	453,7	450,7	454,4	455,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,7	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,0	3,0	3,0	2,9	2,8	2,5	2,9	2,5	2,7	2,6	2,3	2,3	2,6
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,0	1,5	2,5	1,0	4,5	5,2	1,3	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1
— autres	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	1,3	1,6	1,2	0,4	1,0	0,6	0,9	0,8	0,7	1,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) effets commerciaux	15,8	14,7	13,9	5,6	15,0	13,7	20,9	16,6	11,9	18,1	* 13,3	* 18,7	* 14,8
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	66,5	13,2	15,4	30,7	22,1	32,2	4,7	26,2	22,9	5,5	20,4	18,9	36,7
b) autres	5,3	8,6	19,3	8,9	7,9	0,0	0,0	0,0	7,9	13,5	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	1,0	3,2	2,5	4,7	1,6	2,4	3,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,1	3,3
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	66,5	56,6	56,8	57,4	60,6	63,5	83,0	62,8	62,9	67,7	67,2	67,6	* 78,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	712,0	661,6	673,9	669,3	668,1	675,4	706,9	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	* 696,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-89	31-1-90	28-2-90	31-3-90	30-4-90	31-5-90	30-6-90	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	4,7	5,2	7,7	6,3	4,7	4,7	5,9	6,7	5,9	6,8	6,4	7,7	8,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	4,9	5,4	7,9	6,5	5,0	5,0	6,1	6,9	6,2	7,1	6,7	7,9	8,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	20,0	14,5	14,4	14,6	16,2	15,4	16,3	14,9	14,3	15,8	16,0	* 16,0	* 16,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	422,6	397,8	402,7	402,1	403,6	410,9	418,5	403,0	400,2	399,7	397,6	*399,0	*412,5
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	263,6	243,3	248,2	245,4	242,4	243,6	265,2	240,0	242,4	244,0	241,4	243,7	*258,8
TOTAL DU PASSIF ...	712,0	661,6	673,9	669,3	668,1	675,4	706,9	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	*696,3

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	1,8	0,0	0,2	3,7	3,0	0,0	2,4	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3
Total des créances sur l'étranger	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	0,0	1,8	0,0	0,2	3,8	3,3	0,0	2,4	0,0	0,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,2	2,1	2,4	2,1	2,4	2,3	2,9	2,3	2,3	3,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	3,3	0,6	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1
c) sur les banques de dépôts	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	7,4	1,3	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	91,1	91,1	93,4	107,4	114,3	108,6	107,1	116,5	115,1	114,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,6	14,6	14,4	14,4	14,4	14,2	14,1	14,1	14,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	51,7	65,5	64,6	59,7	54,1	54,1	72,8	67,3	70,9	63,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,5	0,0	0,1	3,1	2,5	0,0	1,4	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,8	4,5	5,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	1,4	0,0	1,9	0,2	0,5	0,0	0,2	0,0	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	16,6	19,1	14,5	16,0	14,1	16,7	16,4	26,5	25,4	25,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,7	188,8	202,4	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	1,1	0,7	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,0	3,6	3,0	2,5	2,5	3,0	2,9	2,4	2,6
b) envers les organismes publics	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	3,3	0,6	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	10,4	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,7	16,1	15,4	15,3	16,1	16,3	16,3	16,3	16,9	17,3
— monnaie scripturale	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	113,9	115,3	117,5	131,0	143,4	137,5	141,0	151,3	156,4	148,4
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	43,1	56,0	51,9	48,3	35,7	38,5	52,1	55,2	50,8	49,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,1	166,1	148,6 ⁵	167,7	188,7	188,8	202,4	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,8

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.C. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	540,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1
8. Acceptations en franc belge représ. d'export.	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	15,9	15,8	16,8	16,3	16,1	15,7	15,4	15,8	15,3	17,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.226,1	5.007,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9	5.021,4	4.966,7	4.964,0	4.704,8
b) en franc belge	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	262,5	288,6	294,2	325,1	297,4	312,4	330,4	312,1	324,3	328,7
Total des créances sur l'étranger	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	4.943,9	5.851,9	5.615,7	6.098,5	6.292,6	5.992,6	5.883,2	5.821,0	5.850,2	5.619,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	12,8	11,1	13,1	11,5	12,9	12,1	17,1	12,2	14,0	12,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	10,4	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1
c) sur les banques de dépôts	399,5	469,5	437,1	517,2	466,5	544,3	627,2	569,4	635,0	642,5	637,6	604,4	649,5	891,3	839,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	781,1	863,9	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4	875,5	1.097,4	1.065,2	1.062,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	740,9	807,6	812,9	802,0	816,8	846,0	813,7	* 808,5	* 849,0	* 868,1
— autres	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	133,8	116,8	115,7	115,5	119,7	122,8	122,3	* 113,3	* 105,1	* 119,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	54,3	55,1	59,8	59,4	62,6	66,2	64,5	78,0	83,6	78,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	27,6	25,4	28,9	27,8	28,7	29,5	28,4	* 38,2	* 37,8	* 28,9
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	80,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	* 64,3	* 63,4	* 60,8
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	13,1	11,7	11,6	11,3	9,2	11,3	11,5	11,2	10,5	7,4
b) effets commerciaux	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,9	172,6	172,5	160,5	167,4	158,7	164,6	154,4	160,0	149,0
c) avances	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.257,0	1.473,2	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	18,9	19,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	* 16,2	* 16,7	* 24,4
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	30,8	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	* 28,9	* 27,9	* 19,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	25,0	31,7	19,9	21,7	16,8	14,7	20,8	13,8	35,4	21,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	73,9	96,4	98,6	129,4	168,9	256,9	183,1	183,4	193,6	178,4	155,1	187,4	176,7	150,5	170,9
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et obligations accessibles à tout placeur	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	62,6	72,2	77,0	70,5	75,9	79,0	75,5	* 59,0	* 53,0	* 59,8
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	70,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	* 74,4	* 67,1	* 63,1
D. Autres	377,4	438,5	544,0	588,8	619,7	625,4	762,7	751,0	771,6	756,5	799,7	804,9	* 827,2	* 785,5	* 783,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	11.277,9	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.528,8	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0
b) en franc belge ¹	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	619,2	716,7	726,4	802,1	857,7	892,1	904,2	944,0	1.055,4	1.092,2
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.126,4	7.245,5	6.962,3	7.589,0	7.786,0	7.629,1	7.349,6	7.296,8	7.377,2	7.166,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0
b) envers les organismes publics	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	7,4	1,3	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3
— autres	399,1	468,8	436,3	516,4	465,9	543,3	626,1	568,2	633,9	640,8	635,9	603,1	648,1	889,9	838,5
C. Engagem. envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	502,6	520,3	545,6	533,1	591,9	519,5	575,2	555,5	602,3	526,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	5,3	5,6	6,3	6,2	5,6	5,6	6,5	5,7	6,1	6,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	744,1	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	601,1	611,3	688,9	645,5	691,2	692,7	858,5	847,7	906,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	41,8	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,5	472,7	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6
b) en monnaies étrang. : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	158,1	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— org. d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	13,0	15,8	11,6	19,9	22,3	37,4	66,7	69,2	79,6	74,4	85,4	62,2	52,2	47,2	68,7
D. Autres⁴	408,2	436,8	516,8	579,3	649,6	679,2	793,3	764,1	782,7	912,0	897,5	939,0	938,0	901,7	955,0
TOTAL DU PASSIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	11.277,9	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	
2. F.M.I. : — Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	17,4	16,8	15,6	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	22,3	20,3	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	
— Autres	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	1,5	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	
3. Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	144,3	138,0	137,3	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	
4. Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,9	2,5	2,9	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	540,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	
8. Accept. en franc belge représent. d'exportation	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	16,2	18,8	17,5	21,9	31,4	33,8	31,3	29,3	33,9	34,5	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.337,1	5.145,2	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	5.243,2	5.194,9	5.223,1	4.942,6	
b) en franc belge	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	262,5	288,6	294,2	325,1	297,5	312,7	330,4	312,1	324,3	329,0	
Total des créances sur l'étranger	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.315,2	6.238,8	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	6.335,6	6.274,6	6.331,2	6.073,2	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principale- ment monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	14,2	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	
b) sur les organismes publics	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	15,7	13,9	12,0	12,6	15,9	10,1	9,5	8,2	5,4	6,7	
c) sur les banques de dépôts	403,6	469,7	442,7	519,0	473,4	551,8	628,5	571,2	650,5	665,2	642,2	608,3	652,8	898,6	841,8	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	909,2	992,0	913,5	1.143,3	1.153,9	1.180,9	1.019,6	1.251,0	1.217,4	1.213,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	773,1	843,5	848,8	840,9	855,7	884,9	852,5	* 851,7	* 892,2	* 911,3	(7)
— autres	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	171,2	154,3	153,2	152,8	156,9	160,0	159,5	* 150,5	* 142,4	* 156,5	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	105,9	120,6	124,4	119,0	116,7	120,3	137,3	145,3	154,5	142,2	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	28,4	26,1	29,6	28,5	29,3	30,3	29,0	* 38,8	* 38,4	* 29,5	(8)
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	80,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	* 64,3	* 63,4	* 60,8	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	13,1	11,7	11,6	11,5	10,3	12,4	12,8	11,7	11,4	8,4	(9)
b) effets commerciaux	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,9	173,0	172,5	165,1	176,2	171,5	180,4	161,5	181,0	167,1	(9)
c) avances	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.257,0	1.473,2	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	(9)
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	18,9	19,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	* 16,2	* 16,7	* 24,4	(11)
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	30,8	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	* 28,9	* 27,9	* 19,7	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	98,9	106,6	52,0	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	(12)
b) autres	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	25,8	36,2	25,4	21,7	16,8	14,7	27,4	22,7	35,4	35,3	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	74,3	96,5	99,3	129,6	168,9	257,9	184,4	183,4	199,0	187,3	157,5	188,4	181,6	154,1	171,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. acc. à tout placeur	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	62,9	72,3	77,1	70,6	76,0	79,0	75,6	* 59,1	* 53,0	* 59,9	(14)
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	70,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	* 74,4	* 67,1	* 63,1	(14)
D. Autres	467,2	515,4	635,9	664,6	676,8	697,2	834,3	820,5	840,2	838,4	889,4	887,8	* 911,1	* 894,0	* 876,7	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁵	9.678,6	10.059,8	10.695,0	12.117,4	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,8	13.209,3	12.975,8	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers le F.E.C.O.M.	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.528,8	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	
b) en franc belge ¹	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	624,2	721,2	736,6	806,6	861,8	896,4	908,9	950,3	1.061,3	1.099,0	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.131,7	7.250,2	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	7.354,5	7.303,3	7.383,3	7.173,2	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	14,2	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,0	3,6	14,2	24,4	6,6	3,0	5,4	7,6	2,6	
b) envers les organismes publics	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	10,7	1,9	2,5	6,5	5,0	0,8	4,8	0,8	2,2	2,0	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	
— autres	405,3	474,7	443,6	523,5	476,7	552,2	636,5	576,0	641,2	650,1	643,2	608,9	653,4	892,5	842,6	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	425,3	423,1	430,5	410,2	435,4	423,4	438,8	418,4	435,5	417,0	(1)
— monnaie scripturale ³	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	616,9	635,9	663,3	664,4	735,8	657,3	716,5	707,1	759,0	675,2	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	49,1	61,9	58,6	54,9	41,9	44,5	59,0	61,3	57,2	55,9	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	744,1	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	(2)
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	601,0	611,3	688,9	645,5	691,2	692,7	858,5	847,7	906,1	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	41,8	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	(3)
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,4	472,7	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	158,1	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	13,0	15,8	11,6	19,9	22,4	37,5	66,7	69,2	79,6	74,5	85,4	62,2	52,2	47,2	68,7	(14)
D. Autres	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	899,2	1.004,9	980,3	1.045,7	1.175,2	1.165,0	1.202,6	1.183,4	1.167,4	1.199,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁶	9.678,6	10.059,8	10.695,0	12.117,4	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,7	13.209,3	12.975,9	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

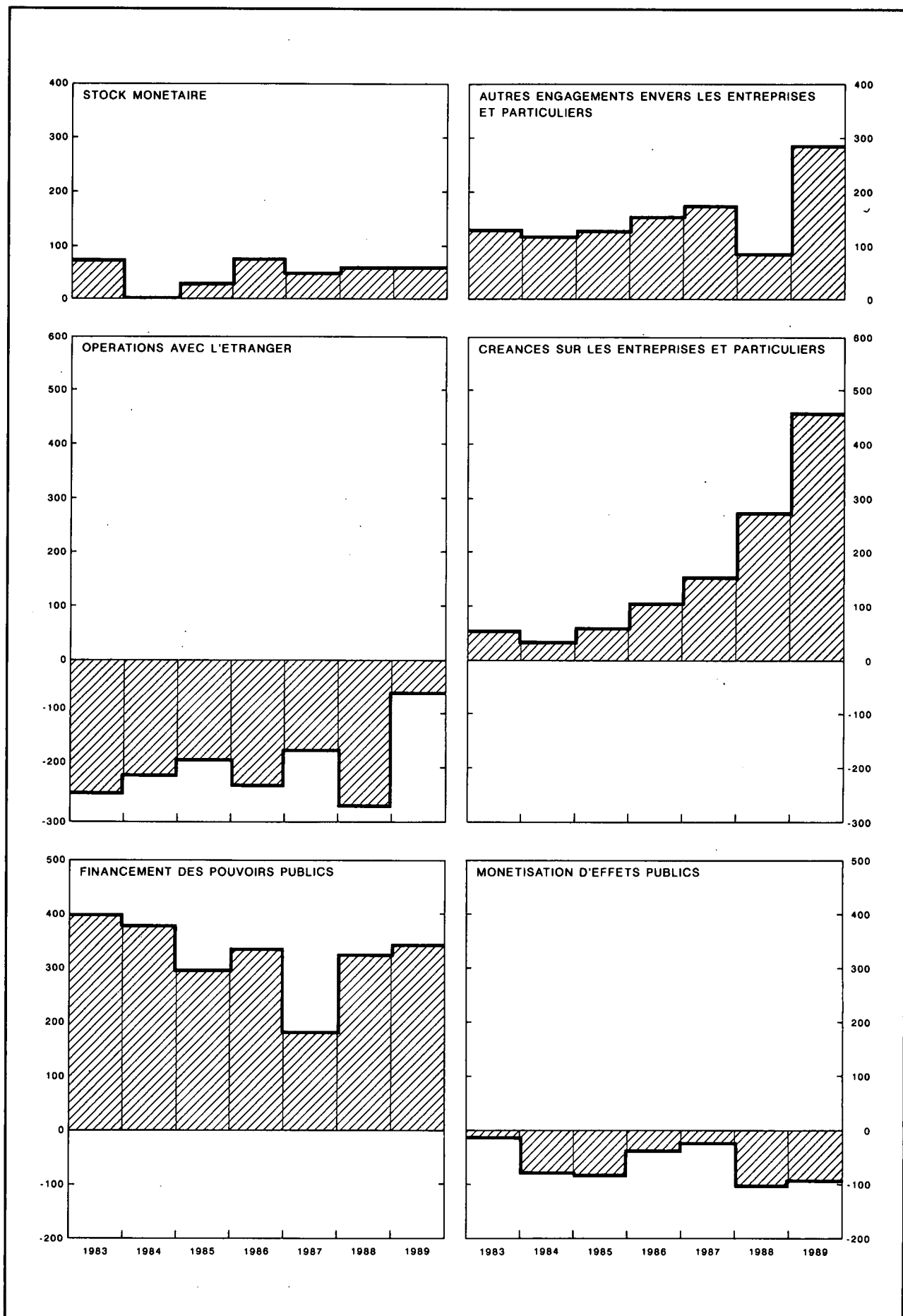
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
1982	+ 31,8	+ 64,1	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,5	- 282,8	+ 24,3	- 2,1	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 28,6	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+ 140,7	+ 17,1	+ 17,0	+ 225,3	- 170,4	+ 152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+ 162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 72,6	+ 25,3
1988	+ 61,1	+ 64,6	- 0,6	+ 21,0	+ 146,1	- 273,7	+ 280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+ 292,2	+ 31,2	- 89,6	- 13,5	- 89,8	+ 18,0
1989	+ 61,9	+ 177,1	+ 59,5	+ 38,7	+ 337,2	- 277,2	+ 454,9	+ 3,1	- 3,5	+ 11,6	+ 327,1	+ 1,8	- 78,6	+ 18,6	+ 4,4	- 125,0
1988 3 ^e trimestre ...	- 52,5	+ 8,5	- 11,8	+ 12,1	- 43,8	- 132,4	+ 69,8	+ 0,8	+ 1,0	- 0,5	+ 90,5	+ 11,0	- 19,8	- 23,4	- 15,0	- 25,9
4 ^e trimestre ...	+ 31,5	+ 32,8	- 8,5	- 6,9	+ 48,9	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,4	- 25,5	+ 7,0	+ 3,2	+ 23,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	+ 84,3	- 45,2	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+ 211,3	- 9,2	- 54,3	- 3,9	+ 2,1	- 68,2
2 ^e trimestre ...	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	+ 69,7	- 74,0	+ 191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 3,2	+ 42,5	- 2,6	- 15,0	- 5,9	- 8,0	- 62,4
3 ^e trimestre ...	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	+ 74,6	- 186,9	+ 131,9	+ 2,0	+ 7,4	+ 1,6	+ 119,7	- 2,6	+ 30,8	+ 0,9	- 39,8	+ 9,8
4 ^e trimestre ...	+ 89,2	+ 27,7	- 5,9	- 2,4	+ 108,6	+ 28,9	+ 73,7	+ 0,7	- 4,4	+ 6,4	- 46,3	+ 16,3	- 40,2	+ 27,5	+ 50,2	- 4,2
1990 1 ^{er} trimestre ...	- 27,5	+ 100,4	+ 18,4	+ 34,0	+ 125,3	+ 30,0	- 93,1	*- 1,9	- 5,4	- 8,5	*+ 184,6	*+ 18,1	*+ 7,7	- 4,8	*- 2,0	*+ 0,7
2 ^e trimestre ...	+ 64,8	- 63,7	+ 58,6	- 19,3	+ 40,4	- 14,9	+ 94,1	*- 1,0	+ 9,1	+ 13,1	*- 19,2	*+ 8,5	*+ 12,3	- 5,4	*- 37,9	*- 18,2
3 ^e trimestre ...	- 103,5	+ 42,4	+ 49,5	- 9,6	- 21,1	- 108,7	+ 76,7	*- 1,0	+ 0,9	- 4,8	*+ 91,5	*- 25,0	*- 20,8	+ 19,8	*- 3,9	*- 46,1

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaieur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total (8) = (3) + (7)
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
1984 Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	1.040,7
1987	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	1.091,3
1988 Juin	15,7	433,6	434,9	0,3	133,7	554,8	688,8	1.123,6	49,7	1.173,4
Septembre	16,1	420,1	423,1	0,3	115,3	520,3	635,9	1.058,9	61,9	1.120,9
Décembre	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,6	663,3	1.093,8	58,6	1.152,4
1989 Mars	15,3	408,4	410,2	0,3	131,0	533,1	664,4	1.074,5	54,9	1.129,4
Juin	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,9	735,8	1.171,2	41,9	1.213,1
Septembre	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,5	657,3	1.080,6	44,5	1.125,1
Octobre	16,5	419,3	421,3	0,3	136,5	511,2	648,0	1.069,3	56,9	1.126,3
Novembre	16,7	419,9	422,4	0,3	143,8	549,4	693,5	1.115,9	43,5	1.159,4
Décembre	16,3	442,5	438,8	0,4	141,0	575,2	716,5	1.155,3	59,0	1.214,3
1990 Janvier	16,1	412,3	413,9	0,2	169,7	539,2	709,2	1.123,1	55,2	1.178,2
Février	16,1	417,1	418,8	0,3	154,4	539,1	693,8	1.112,6	60,1	1.172,7
Mars	16,3	416,6	418,4	0,3	151,3	555,5	707,1	1.125,5	61,3	1.186,8
Avril	16,6	419,8	420,2	0,2	175,3	578,5	754,0	1.174,2	53,6	1.227,8
Mai	16,8	426,3	427,8	0,3	148,1	595,1	743,5	1.171,3	53,7	1.224,9
Juin	16,9	434,8	435,5	0,3	156,4	602,3	758,9	1.194,4	57,2	1.251,5
Juillet	17,1	417,8	420,1	0,2	149,9	560,7	710,8	1.130,9	59,8	1.190,6
Août	17,2	414,5	417,4	0,2	*149,6	*549,6	*699,5	*1.116,9	*56,4	*1.173,3
Septembre	17,3	415,5	418,0	0,3	*148,4	*526,5	*675,2	*1.093,2	*55,3	*1.148,5
Octobre	17,5	413,6	415,1	0,2	*141,8	*526,0	*667,9	*1.083,0	*64,5	*1.147,5

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires, financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total				(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	- 282,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5
1985	296,7	-1.019,8	- 723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2
1986	272,0	-1.086,3	- 814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3
1987	366,0	-1.182,5	- 816,5	+ 79,1	-133,1	- 54,0	+117,2	- 0,8	-170,4
1988	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 25,5	-146,4	-120,8	+153,0	- 0,1	-273,7
1989	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 82,2	-169,5	- 87,3	+193,4	- 3,5	-277,2
1988 3 ^e trimestre	380,3	-1.391,7	-1.011,4	+ 5,3	-109,6	-104,2	+ 27,2	+ 1,0	-132,4
4 ^e trimestre	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	-1.490,3	-1.045,9	+ 64,2	-126,1	- 61,9	- 7,2	- 9,5	- 45,2
2 ^e trimestre	435,1	-1.489,7	-1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,6	+ 3,1	- 74,0
3 ^e trimestre	448,8	-1.633,2	-1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+101,0	+ 7,4	-186,9
4 ^e trimestre	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 1,4	+129,3	+130,6	+106,2	- 4,4	+ 28,9
1990 1 ^{er} trimestre	444,8	-1.473,5	-1.028,7	- 1,3	+ 33,2	+ 32,0	+ 7,4	- 5,4	+ 30,0
2 ^e trimestre	474,9	-1.527,0	-1.052,1	+ 36,2	- 42,1	- 5,9	0,0	+ 9,1	- 14,9
3 ^e trimestre	446,6	-1.546,6	-1.100,0	- 20,5	- 30,5	- 51,0	+ 56,8	+ 0,9	-108,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créancés et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+ 7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,6	+18,7
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	0,0	23,6	28,5	- 94,7	313,4	+18,8
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+16,5
1988 4 ^e trimestre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,6	+ 0,4
1989 1 ^{er} trimestre	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+11,1
2 ^e trimestre	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	0,0	23,6	27,9	- 98,5	301,4	- 1,3
3 ^e trimestre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	0,0	23,6	28,2	- 99,3	310,9	+ 8,5
4 ^e trimestre	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	0,0	23,6	28,5	- 94,7	313,4	+ 0,5
1990 1 ^{er} trimestre	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 91,6	318,4	+ 3,4
2 ^e trimestre	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	0,0	23,6	29,7	-109,2	323,5	+ 3,7
3 ^e trimestre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	0,0	23,6	30,7	- 75,2	330,8	+ 5,8
4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+ 3,6
1989 Décembre	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	0,0	23,6	28,5	- 94,7	313,4	- 1,4
1990 Janvier	51,5	39,8	116,1	225,2	2,9	435,4	5,4	0,0	23,6	29,0	- 91,6	314,8	+ 1,6
Février	51,5	40,7	116,1	226,0	3,0	437,3	7,9	0,0	23,6	31,6	- 91,6	314,1	- 2,1
Mars	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 91,6	318,4	+ 3,9
Avril	51,5	40,9	109,5	228,6	2,9	433,5	5,0	0,0	23,6	28,6	- 84,2	320,7	+ 1,9
Mai	51,5	40,3	109,5	231,2	2,9	435,4	5,0	0,0	23,6	28,6	- 84,0	322,8	+ 5,5
Juin	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	0,0	23,6	29,7	-109,2	323,5	- 3,7
Juillet	51,5	40,0	104,3	232,8	2,8	431,4	6,9	0,0	23,6	30,5	- 75,1	325,8	+ 1,5
Août	51,5	40,6	104,3	234,3	3,3	434,0	6,2	0,0	23,6	29,8	- 75,3	328,9	+ 3,0
Septembre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	0,0	23,6	30,7	- 75,2	330,8	+ 1,3
Octobre	51,5	39,6	109,1	231,8	3,4	435,3	6,7	0,0	23,6	30,3	- 78,3	326,7	+ 2,3
Novembre	51,5	39,4	109,1	234,3	3,4	437,7	7,9	0,0	23,6	31,5	- 78,3	327,8	+ 0,6
Décembre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+ 0,7

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R. », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)				(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Juin	278,5	257,3	187,6	18,4	854,6	1.596,4	117,9	877,5	10,9	1.006,3	2.602,7
Septembre ..	298,3	266,7	179,4	17,3	904,5	1.666,2	121,2	839,6	8,0	968,8	2.635,0
Décembre ⁵ ..	320,9	278,1	180,4	17,7	934,7	1.731,8	119,8	824,7	13,1	957,6	2.689,4
1989 Mars	393,6	292,3	174,5	18,3	911,3	1.790,0	121,8	896,9	17,3	1.036,0	2.826,0
Juin	352,8	309,9	205,3	18,6	1.094,5	1.981,1	119,5	1.003,8	17,0	1.140,3	3.121,4
Septembre ⁵ ..	367,1	365,1	204,1	18,8	1.158,0	2.113,1	116,8	968,2	14,5	1.099,5	3.212,6
Décembre ⁵ ..	377,3	394,6	202,7	17,4	1.194,7	2.186,7	118,4	891,9	14,8	1.025,1	3.211,8
1990 Mars ⁵	394,1	404,0	201,5	16,9	1.087,1	2.103,6	113,9	949,4	20,2	1.083,5	3.187,1
Juin ⁵	409,1	420,0	228,0	16,3	1.124,3	2.197,7	114,0	915,9	21,0	1.050,9	3.248,6
Septembre ⁵ ..	412,7	449,3	219,2	15,6	1.170,6	2.267,4	110,1	906,8	30,0	1.046,9	3.314,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,7	3,1	8,8	11,6	172,6	1.473,2	1.657,4	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	7,0	5,5	12,5	11,3	160,6	1.605,6	1.777,5	0,0
1989 Juin	18,6	172,5	1.790,0	1.981,1	9,4	5,1	14,5	9,2	167,4	1.790,0	1.966,6	0,0
1989 Septembre ³ ..	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	7,4	9,5	16,9	11,4	158,7	1.926,1	2.096,2	0,0
1989 Décembre ³ ..	17,4	172,3	1.997,0	2.186,7	5,9	7,8	13,7	11,5	164,5	1.997,0	2.173,0	0,0
1990 Mars ³	16,7	161,6	1.925,3	2.103,6	5,6	7,1	12,7	11,1	154,5	1.925,3	2.090,9	0,0
1990 Juin ³	16,2	168,2	2.013,3	2.197,7	5,7	8,2	13,9	10,5	160,0	2.013,3	2.183,8	0,0
1990 Septembre ³ ..	15,6	156,7	2.095,1	2.267,4	8,2	7,7	15,9	7,4	149,0	2.095,1	2.251,5	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	7,4	29,5	36,9	16,6	64,2	851,1	931,9	1,9
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	28,4	37,2	18,0	67,2	835,2	920,4	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	12,0	36,2	48,2	17,6	60,6	909,6	987,8	6,5
1989 Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	13,9	38,7	52,6	17,1	54,9	1.015,7	1.087,7	9,6
1989 Septembre ³ ..	28,1	91,4	980,0	1.099,5	11,4	39,5	50,9	16,7	51,9	980,0	1.048,6	5,5
1989 Décembre ³ ..	28,4	95,1	901,6	1.025,1	11,5	39,2	50,7	16,9	55,9	901,6	974,4	12,0
1990 Mars ³	28,4	97,2	957,9	1.083,5	11,3	41,1	52,4	17,1	56,1	957,9	1.031,1	9,5
1990 Juin ³	27,2	96,8	926,9	1.050,9	10,7	39,8	50,5	16,5	57,0	926,9	1.000,4	7,3
1990 Septembre ³ ..	35,3	94,2	917,4	1.046,9	15,1	40,1	55,2	20,2	54,1	917,4	991,7	0,3
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	13,1	32,6	45,7	28,2	236,8	2.324,3	2.589,3	1,9
1988 Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	30,6	45,4	29,7	239,7	2.374,6	2.644,0	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	19,0	41,7	60,7	28,9	221,2	2.515,2	2.765,3	6,5
1989 Juin	49,6	266,1	2.805,7	3.121,4	23,3	43,8	67,1	26,3	222,3	2.805,7	3.054,3	9,6
1989 Septembre ³ ..	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	18,8	49,0	67,8	28,1	210,6	2.906,1	3.144,8	5,5
1989 Décembre ³ ..	45,8	267,4	2.898,6	3.211,8	17,4	47,0	64,4	28,4	220,4	2.898,6	3.147,4	12,0
1990 Mars ³	45,1	258,8	2.883,2	3.187,1	16,9	48,2	65,1	28,2	210,6	2.883,2	3.122,0	9,5
1990 Juin ³	43,4	265,0	2.940,2	3.248,6	16,4	48,0	64,4	27,0	217,0	2.940,2	3.184,2	7,3
1990 Septembre ³ ..	50,9	250,9	3.012,5	3.314,3	23,3	47,8	71,1	27,6	203,1	3.012,5	3.243,2	0,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9) = (3) + (6)	(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0	0,2	0,8	0,0	1,0	3,7
1989 Juin	0,0	0,1	0,1	0,4	0,4	0,8	0,4	0,4	0,1	0,9	5,2
1989 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,8	6,8	7,6	0,8	6,8	0,0	7,6	3,5
1989 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	7,8	9,0	1,2	7,8	0,0	9,0	8,0
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,4	2,0	2,4	0,4	2,0	0,0	2,4	3,5
1990 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,9	7,9	8,8	0,9	7,9	0,0	8,8	13,2
1990 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,0	7,6	8,6	1,0	7,6	0,0	8,6	10,6
B. Crédits à l'étranger											
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,7	4,8	5,5	0,7	4,8	0,0	5,5	0,0
1989 Juin	0,0	0,0	0,0	1,3	11,4	12,7	1,3	11,4	0,0	12,7	0,0
1989 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	2,2	12,7	14,9	2,2	12,7	0,0	14,9	0,1
1989 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,4	12,7	16,1	3,4	12,7	0,0	16,1	0,1
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	2,4	8,8	11,2	2,4	8,8	0,0	11,2	0,1
1990 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	4,1	14,4	18,5	4,1	14,4	0,0	18,5	0,1
1990 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	2,3	14,6	16,9	2,3	14,6	0,0	16,9	0,1
C. Total											
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,9	5,6	6,5	0,9	5,6	0,0	6,5	3,7
1989 Juin	0,0	0,1	0,1	1,7	11,8	13,5	1,7	11,8	0,1	13,6	5,2
1989 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,0	19,5	22,5	3,0	19,5	0,0	22,5	3,6
1989 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	4,6	20,5	25,1	4,6	20,5	0,0	25,1	8,1
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	2,8	10,8	13,6	2,8	10,8	0,0	13,6	3,6
1990 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	5,0	22,3	27,3	5,0	22,3	0,0	27,3	13,3
1990 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,3	22,2	25,5	3,3	22,2	0,0	25,5	10,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²	
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6	
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3	
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8	
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5	
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3	
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3	
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1	
1987	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0	
1988	Septembre	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,5	2,8	8,3	11,8	172,9	1.473,2	1.657,9	0,0
	Décembre ³	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989	Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	6,8	4,7	11,5	11,5	161,4	1.605,6	1.778,5	3,7
	Juin	18,6	172,5	1.790,1	1.981,2	8,3	1,5	9,8	10,3	171,0	1.790,1	1.971,4	5,2
	Septembre ³	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	6,4	0,2	6,6	12,4	168,0	1.926,1	2.106,5	3,5
	Décembre ³	17,4	172,3	1.997,0	2.186,7	4,6	0,0	4,6	12,8	172,3	1.997,0	2.182,1	8,0
1990	Mars ³	16,7	161,6	1.925,3	2.103,6	5,0	3,7	8,7	11,7	157,9	1.925,3	2.094,9	3,5
	Juin ³	16,2	168,2	2.013,3	2.197,7	4,8	0,3	5,1	11,4	167,9	2.013,3	2.192,6	13,2
	Septembre ³	15,6	156,7	2.095,1	2.267,4	7,2	0,1	7,3	8,4	156,6	2.095,1	2.260,1	10,6
B. Crédits à l'étranger													
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2	
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8	
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6	
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7	
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5	
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7	
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1	
1987	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5	
1988	Septembre	24,0	93,7	851,1	968,8	6,6	27,4	34,0	17,4	66,3	851,1	934,8	1,9
	Décembre ³	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	27,7	36,5	18,0	67,9	835,2	921,1	2,9
1989	Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	11,2	31,3	42,5	18,4	65,5	909,6	993,5	6,5
	Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	10,2	26,0	36,2	20,8	67,6	1.015,7	1.104,1	9,6
	Septembre ³	28,1	91,4	980,0	1.099,5	8,1	24,8	32,9	20,0	66,6	980,0	1.066,6	5,6
	Décembre ³	28,4	95,1	901,6	1.025,1	8,2	26,5	34,7	20,2	68,6	901,6	990,4	12,1
1990	Mars ³	28,4	97,2	957,9	1.083,5	8,4	30,5	38,9	20,0	66,7	957,9	1.044,6	9,6
	Juin ³	27,2	96,8	926,9	1.050,9	6,5	25,5	32,0	20,7	71,3	926,9	1.018,9	7,4
	Septembre ³	35,3	94,2	917,4	1.046,9	12,8	25,5	38,3	22,5	68,7	917,4	1.008,6	0,4
C. Total													
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8	
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1	
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4	
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2	
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8	
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0	
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2	
1987	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5	
1988	Septembre	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	12,1	30,2	42,3	29,2	239,2	2.324,3	2.592,7	1,9
	Décembre ³	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	29,9	44,7	29,7	240,4	2.374,6	2.644,7	2,9
1989	Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	18,0	36,0	54,0	29,9	226,9	2.515,2	2.272,0	10,2
	Juin	49,6	266,1	2.805,8	3.121,5	18,5	27,5	46,0	31,1	238,6	2.805,8	3.075,5	14,8
	Septembre ³	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	14,5	25,0	39,5	32,4	234,6	2.906,1	3.173,1	9,1
	Décembre ³	45,8	267,4	2.898,6	3.211,8	12,8	26,5	39,3	33,0	240,9	2.898,6	3.172,5	20,1
1990	Mars ³	45,1	258,8	2.883,2	3.187,1	13,4	34,2	47,6	31,7	224,6	2.883,2	3.139,5	13,1
	Juin ³	43,4	265,0	2.940,2	3.248,6	11,3	25,8	37,1	32,1	239,2	2.940,2	3.211,5	20,6
	Septembre ³	50,9	250,9	3.012,5	3.314,3	20,0	25,6	45,6	30,9	225,3	3.012,5	3.268,7	11,0

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8	16,6
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6
Ecus	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,6
Monnaies étrangères	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6	27,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	3,0
Accords internationaux	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,4
Avances au F.M.I.	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	—	—	—	—	—	—	—	—	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0
Effets de commerce	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7	33,2
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé ...	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,5
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3
Autres institutions du secteur public	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,2
Valeurs à recevoir	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5	6,0
Fonds publics	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8	26,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1	10,0
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—
Comptes transitoires	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5	19,1
Total de l'actif ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.
Billets en circulation	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4	442,5
Comptes courants :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers, entreprises et particuliers	5,3	1,4	1,3	1,5	1,2	0,5	1,3	0,9	1,0
Banques à l'étranger et institutions internationales	1,5	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9	2,1
Valeurs à payer	4,1	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2	17,5
Accords d'aide financière	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0	121,6
Autres	—	—	—	—	1,4	—	—	—	—
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	6,8	3,4
Caisse de Pensions du Personnel	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—
Comptes transitoires	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3	10,8
Réserve indisponible de plus-values sur or ...	—	—	—	—	—	—	—	—	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3
Réserve extraordinaire	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9	18,3
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6	9,5
Bénéfice net à répartir	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total du passif ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1989 9 oct.	1990 8 oct.	1989 6 nov.	1990 5 nov.	1989 4 déc.	1990 10 déc.	1990 8 janvier	1991 7 janvier
Encaisse en or	51,7	51,5	51,6	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5
Fonds Monétaire International :								
Participation	15,8	15,3	15,8	15,3	15,7	15,3	16,0	15,2
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	21,6	19,6	22,3	19,4	21,2	19,2	20,6	19,0
Ecus	118,7	104,9	118,7	109,1	118,7	109,1	116,1	109,1
Monnaies étrangères	217,8	231,4	218,9	232,2	221,6	235,5	222,7	237,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	27,4	32,8	27,4	31,9	27,4	31,9	27,9	31,9
Autres	0,4	0,0	0,9	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,0	3,0	3,0	0,8	3,0	0,8	2,9	0,8
Accords internationaux	3,0	3,4	2,9	3,4	3,0	3,4	2,9	3,5
Avances au F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	2,4
Effets de commerce	33,0	32,5	30,8	30,8	30,5	28,8	31,2	26,7
Avances sur nantissement	6,8	6,6	0,0	3,2	6,6	0,1	5,6	3,3
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes^b	41,4	16,7	49,6	19,9	45,7	25,9	52,2	30,3
Monnaies	0,9	1,0	0,9	1,0	0,8	1,1	0,7	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,5	2,5	2,3	2,5	2,5	3,0	2,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	-3,2
Fonds publics	26,2	30,6	26,2	30,6	26,2	30,6	26,2	30,6
Immeubles, matériel et mobilier	8,1	10,0	8,1	10,0	8,1	10,1	8,1	10,0
Divers	28,2	24,2	26,2	23,9	24,1	32,8	26,7	25,3
	685,5	665,1	684,9	664,4	686,1	677,7	693,6	680,1
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux¹	2,4	0,8	2,2	1,6	3,9	1,2	4,3	1,5
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	130,0	110,0	130,0	110,0	130,0	110,0	110,0	110,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1989 9 oct.	1990 8 oct.	1989 6 nov.	1990 5 nov.	1989 4 déc.	1990 10 déc.	1990 8 janvier	1991 7 janvier
Billets en circulation	421,8	416,1	421,1	415,4	423,2	416,8	430,6	422,4
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,1	3,7	1,9	4,2	2,0	4,1	4,5	7,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ...	12,0	5,8	9,8	4,0	7,3	13,5	9,0	6,2
Accords d'aide financière	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	3,0	2,7
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	121,6	107,9	121,6	109,9	121,6	109,9	119,0	109,9
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,4	3,8	3,8	1,1	3,4	1,1	3,7	3,5
Divers	17,6	16,3	19,6	18,4	21,5	20,7	19,2	19,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	25,8	30,2	25,8	30,2	25,8	30,3	25,8	30,2
	685,5	665,1	684,9	664,4	686,1	677,7	693,6	680,1
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Enseignement des Communautés ¹	2,4	0,8	2,2	1,6	3,9	1,2	4,3	1,5

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						(%)
	(milliers)	(milliards de francs)							
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,3	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,1	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1988 3 ^e trimestre	1.176	295,7	92,3	484,9	931,3	501,8	931,3	2.849,3	98
4 ^e trimestre	1.173	291,5	91,3	510,9	958,8	500,0	958,8	2.928,5	99
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,9	101,7	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
2 ^e trimestre	1.149	331,9	99,5	584,5	1.271,6	582,2	1.271,5	3.709,8	98
3 ^e trimestre	1.148	312,0	101,8	497,3	978,7	511,2	978,7	2.965,9	98
4 ^e trimestre	1.147	285,8	105,5	514,0	958,6	509,7	958,6	2.940,8	98
1990 1 ^{er} trimestre	1.146	321,4	114,2	602,1	1.275,9	596,1	1.275,9	3.749,9	98
2 ^e trimestre	1.143	349,1	115,3	621,5	1.191,1	603,0	1.191,1	3.606,6	98
3 ^e trimestre	1.142	318,7	106,4	536,5	1.050,0	558,3	1.050,0	3.194,8	98
1989 Novembre	1.147	271,7	108,9	520,9	1.031,2	500,4	1.031,2	3.083,7	98
Décembre	1.147	288,6	104,1	479,3	822,6	493,9	822,6	2.618,4	98
1990 Janvier	1.147	327,7	109,4	600,0	1.214,2	558,8	1.214,2	3.587,2	98
Février	1.146	320,5	122,9	603,0	1.285,6	611,5	1.285,6	3.785,7	98
Mars	1.146	316,0	111,0	603,2	1.327,9	617,9	1.327,9	3.876,8	98
Avril	1.146	364,1	112,8	616,4	1.125,4	573,7	1.125,4	3.440,9	99
Mai	1.146	329,5	117,6	630,6	1.239,7	643,6	1.239,7	3.753,7	97
Juin	1.143	354,5	115,3	617,4	1.208,0	591,7	1.208,0	3.625,1	98
Juillet	1.143	388,8	108,2	609,2	1.153,1	625,2	1.153,1	3.540,5	98
Août	1.143	325,9	105,4	517,2	1.011,3	549,3	1.011,3	3.089,0	98
Septembre	1.142	238,9	105,5	483,0	985,7	500,5	985,7	2.954,8	98
Octobre	1.141	332,7	100,8	559,7	1.019,4	553,0	1.019,4	3.151,5	98
Novembre	1.141	293,3	104,0	510,7	1.022,9	525,8	1.022,9	3.082,4	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	15,9	16,2	16,7	21,4	15,7	16,1	15,3	15,6
Prêts au jour le jour	206,9	260,9	265,8	353,6	420,9	329,8	453,5	323,0
Banquiers	2.366,2	2.562,7	2.792,1	2.800,6	3.117,2	3.047,7	2.966,1	3.053,7
Maison-mère, succursales et filiales	1.509,1	1.627,8	1.897,9	1.989,1	2.030,7	1.739,7	2.198,5	1.885,1
Autres valeurs à recevoir à court terme	70,7	68,3	65,9	112,1	95,2	83,8	109,1	79,4
Portefeuille-effets	1.185,0	1.169,5	1.105,5	1.166,7	1.318,7	1.301,7	1.327,0	1.291,9
a) Effets publics	843,6	901,4	838,4	917,6	1.065,4	1.067,5	1.080,5	1.069,0
b) Effets commerciaux ^a	341,4	268,1	267,1	249,1	253,3	234,2	246,5	222,9
Reports et avances sur titres	6,8	5,4	6,1	8,5	7,3	3,3	7,8	3,7
Débiteurs par acceptations	46,0	39,0	44,5	45,8	46,8	47,2	45,9	45,0
Débiteurs divers	1.930,7	2.106,0	2.476,1	2.992,8	2.955,3	3.099,4	2.930,1	3.144,7
Valeurs mobilières	1.567,6	1.629,0	1.762,5	1.752,7	1.801,7	1.847,0	1.775,9	1.874,1
a) Fonds publics belges	1.027,0	1.086,2	1.135,2	1.117,2	1.136,6	1.158,3	1.125,1	1.175,1
b) Autres titres d'emprunt	523,2	510,0	581,8	580,2	615,6	635,0	599,1	646,8
c) Actions et parts de sociétés	2,4	16,1	15,6	17,2	14,9	15,9	14,1	15,9
d) Autres valeurs mobilières	15,0	16,7	29,9	38,1	34,6	37,8	37,6	36,3
Valeurs de la réserve légale	4,7	5,6	5,5	6,6	6,4	6,7	6,4	6,7
Participations	36,9	48,7	73,0	89,0	91,0	86,3	91,4	86,2
a) Filiales	21,4	32,8	46,5	67,2	68,5	67,0	70,0	66,9
b) Autres participations	15,5	15,9	26,5	21,8	22,5	19,3	21,4	19,3
Frais de constitution et de premier établissement	2,4	2,8	3,2	3,6	3,9	3,9	3,7	3,9
Immeubles	26,9	27,5	33,1	35,6	36,4	42,7	36,5	42,7
Participations dans les filiales immobilières	1,8	2,3	2,6	2,1	2,0	2,2	2,0	2,2
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Matériel et mobilier	10,7	10,7	11,3	12,5	13,4	13,6	13,4	13,6
Divers	258,2	271,4	392,3	458,6	420,3	471,8	433,7	489,2
Total de l'actif ...	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.383,1	12.143,2	12.416,5	12.361,0
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	57,3	53,0	45,7	47,8	42,7	48,1	47,2	48,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,5	1,5	1,5	16,5	19,2	14,6	18,7	14,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

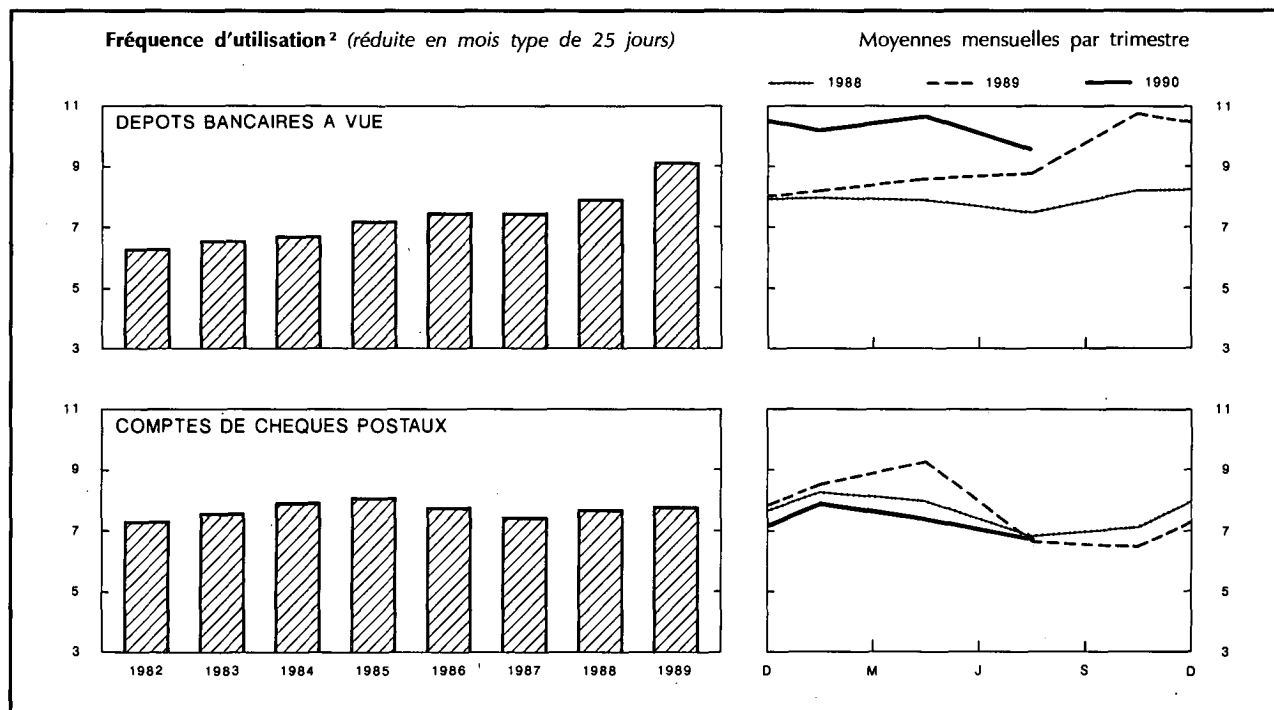
Passif

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	29,1	33,7	9,6	21,8	15,8	16,4	18,8	13,8
a) Créanciers garantis par des privilèges	8,2	9,0	9,2	10,4	6,6	6,3	6,4	6,2
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	20,9	24,7	0,4	11,4	9,2	10,1	12,4	7,6
Emprunts au jour le jour	422,3	365,2	448,0	445,9	637,6	480,1	555,9	522,3
a) Couverts par des sûretés réelles	6,7	7,1	3,0	4,1	3,7	1,5	3,0	3,1
b) Non couverts par des sûretés réelles	415,6	358,1	445,0	441,8	633,9	478,6	552,9	519,2
Banquiers	4.433,3	4.684,7	4.856,4	4.841,1	5.198,6	4.785,5	5.035,5	4.940,0
Maison-mère, succursales et filiales	853,9	940,7	1.344,0	1.557,7	1.609,5	1.469,6	1.801,1	1.494,3
Acceptations	46,0	39,0	44,5	45,8	46,8	47,2	45,9	45,0
Autres valeurs à payer à court terme	81,7	81,4	69,5	113,1	128,9	79,2	142,8	87,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	5,6	4,9	5,4	5,2	5,4	3,0	5,1	3,2
Dépôts et comptes courants	2.399,2	2.647,8	2.983,8	3.410,0	3.320,1	3.646,9	3.396,9	3.636,0
a) A vue	618,5	662,4	731,1	812,7	779,0	733,7	828,5	733,2
b) A un mois au plus	580,2	675,7	734,7	896,3	828,5	1.008,4	861,8	1.032,5
c) A plus d'un mois	512,3	520,3	637,2	720,7	763,2	1.038,3	753,4	1.001,9
d) A plus d'un an	13,8	28,3	30,1	22,8	16,5	27,9	16,3	24,5
e) A plus de deux ans	58,0	58,7	70,0	80,0	87,9	86,6	93,2	86,7
f) Carnets de dépôts	613,2	698,3	776,4	873,5	841,1	730,8	839,8	732,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	3,2	4,1	4,3	4,0	3,9	21,2	3,9	24,4
Obligations et bons de caisse	450,3	461,6	470,7	533,4	535,5	663,9	534,5	673,5
Montants à libérer sur titres et participations ..	1,3	1,4	1,5	2,0	1,8	1,9	2,0	1,9
Divers	289,9	335,9	416,2	504,4	517,2	564,6	510,5	555,3
<i>Total de l'exigible ...</i>	9.012,6	9.596,3	10.649,6	11.480,4	12.017,2	11.758,3	12.049,0	11.973,2
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	58,9	68,3	87,1	94,7	95,1	95,9	95,2	98,4
<i>Non exigible :</i>								
Capital	85,9	91,0	98,2	119,2	116,5	144,1	117,8	144,5
Fonds indisponible par prime d'émission	12,4	12,9	13,4	22,8	22,4	23,3	22,4	23,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	4,6	5,2	5,5	6,5	6,4	7,0	6,4	7,0
Réserve disponible	39,9	44,5	47,5	55,5	52,5	56,8	52,5	56,8
Autres réserves	20,4	22,8	40,0	52,8	52,6	44,0	52,6	43,7
Provisions	11,9	13,0	12,9	19,6	20,4	13,8	20,6	14,0
<i>Total du non exigible ...</i>	175,1	189,4	217,5	276,4	270,8	289,0	272,3	289,4
Total du passif ...	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.383,1	12.143,2	12.416,5	12.361,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

solides des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1988 3 ^e trimestre	3.115,1	731,5	3.846,6	7,66	7,46	6,83
1988 4 ^e trimestre	3.521,4	755,5	4.276,9	8,40	8,17	7,18
1989 1 ^{er} trimestre	3.622,7	1.026,3	4.649,0	8,36	8,25	8,55
1989 2 ^e trimestre	3.915,7	1.068,8	4.984,5	8,67	8,66	9,30
1989 3 ^e trimestre	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
1989 4 ^e trimestre	4.885,7	775,5	5.661,2	10,80	10,80	6,52
1990 1 ^{er} trimestre	4.581,4	1.065,3	5.646,7	10,50	10,24	7,98
1990 2 ^e trimestre	4.735,1	1.000,8	5.735,9	10,53	10,67	7,40
1990 3 ^e trimestre	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
1989 Novembre	4.787,3	898,8	5.686,1	10,55	10,99	7,34
1989 Décembre	5.422,2	642,5	6.064,7	11,30	11,30	5,52
1990 Janvier	4.777,3	964,4	5.741,7	10,56	10,15	7,72
1990 Février	4.650,8	1.178,9	5.829,7	10,11	10,53	8,24
1990 Mars	4.315,6	1.052,7	5.368,3	10,84	10,04	7,99
1990 Avril	4.691,0	893,2	5.584,2	11,64	12,13	6,83
1990 Mai	4.647,2	1.093,1	5.740,3	9,97	9,97	7,84
1990 Juin	4.867,0	1.016,2	5.883,2	10,19	10,19	7,49
1990 Juillet	4.710,2	887,1	5.597,3	10,00	10,00	6,96
1990 Août	4.165,1	798,4	4.963,5	9,50	9,13	6,42
1990 Septembre	4.294,8	820,8	5.115,6	9,56	9,56	6,62
1990 Octobre	4.549,6	741,4	5.291,0	10,93	10,12	6,19
1990 Novembre	4.373,8	863,0	5.236,8	9,95	9,95	7,14

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Mars	39,7	105,7	0,0	0,0	34,6	9,1	0,0	97,3
Juin	37,4	117,2	0,0	0,0	24,3	7,8	0,0	117,2
Septembre	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Décembre	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6
1989 Janvier	44,0	99,2	0,0	0,0	57,1	10,7	0,0	71,2
Février	54,5	79,9	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	72,3
Mars	55,8	69,5	0,0	0,0	68,9	0,0	0,0	52,0
Avril	49,3	52,0	0,0	0,0	67,2	0,2	0,0	29,1
Mai	49,0	103,9	0,0	0,0	59,6	3,5	0,0	83,0
Juin	49,9	78,9	0,0	0,0	67,2	0,0	0,0	56,5
Juillet	49,8	68,8	0,0	0,0	66,7	6,7	0,0	40,3
Août	50,4	61,7	0,0	0,0	75,6	0,0	0,0	31,0
Septembre	55,0	69,3	0,0	0,0	67,6	0,0	0,0	47,9
Octobre	64,9	57,6	0,0	0,0	66,6	0,0	0,0	48,4
Novembre	78,9	48,3	0,0	0,0	66,9	0,0	2,2	48,3
Décembre	79,9	66,5	0,0	0,0	64,1	6,6	5,3	66,5

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

Périodes	Dépôts ²			Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde ⁵	Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période)		(6) = (4) + (5)
				(4)	(5)	
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1989 .....	.	.	64,6	727,0	283,6	1.010,6
1988 3 ^e trimestre	592,5	596,4	- 3,9	608,3	277,0	885,3
4 ^e trimestre	652,0	622,8	29,2	662,3	279,8	942,1
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	.	10,5	672,9	282,6	955,5
2 ^e trimestre .....	.	.	28,8	701,7	285,1	986,8
3 ^e trimestre .....	.	.	- 5,4	696,3	287,2	983,5
4 ^e trimestre .....	.	.	30,7	727,0	283,6	1.010,6
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 31,8	716,1	289,1	1.005,2
2 ^e trimestre .....	.	.	- 5,0	711,1	310,1	1.021,2
3 ^e trimestre .....	.	.	- 24,5	686,5	324,8	1.011,3
1989 Novembre .....	.	.	8,2	699,8	286,4	986,2
Décembre .....	.	.	27,2	727,0	283,6	1.010,6
1990 Janvier .....	.	.	- 16,2	731,7	277,3	1.009,0
Février .....	.	.	12,7	744,4	263,6	1.008,0
Mars .....	.	.	- 28,3	716,1	289,1	1.005,2
Avril .....	.	.	- 5,2	710,9	297,3	1.008,2
Mai .....	.	.	9,2	720,1	301,8	1.021,9
Juin .....	.	.	- 9,0	711,1	310,1	1.021,2
Juillet .....	.	.	- 3,0	708,0	317,8	1.025,8
Août .....	.	.	- 16,0	692,0	323,0	1.015,0
Septembre .....	.	.	- 5,5	686,5	324,8	1.011,3
Octobre .....	.	.	- 3,7	682,8	327,3	1.010,1
Novembre .....	.	.	+ 4,9	687,7	330,1	1.017,8

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1989 les intérêts capitalisés s'élèvent à 21,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1987	1988	1989
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,3	7,8	9,7
Prêts au jour le jour	1,7	5,8	7,0
Banquiers	136,0	153,2	169,1
Filiales	0,8	0,3	1,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	1,6	2,7	2,5
Portefeuille-effets	202,4	217,2	198,5
a) effets publics	(193,1)	(208,3)	(189,4)
b) effets commerciaux	(9,3)	(8,8)	(9,1)
Reports et avances sur titres	0,8	0,9	0,5
Débiteurs par acceptation	0,0	0,3	0,1
Débiteurs divers	417,8	446,1	509,1
Valeurs mobilières	418,9	449,9	518,5
a) fonds publics belges	(385,4)	(400,3)	(461,8)
b) autres titres d'emprunts	(33,0)	(43)	(50,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,4)	(0,4)	(0,5)
Participations	1,5	1,7	2,6
a) filiales	(0,5)	(0,7)	(1,0)
b) autres participations	(1,0)	(1,0)	(1,6)
Immeubles	12,0	12,0	11,6
Matériel et mobilier	1,5	1,4	1,6
Divers	60,0	63,3	77,4
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.262,3	1.362,6	1.509,4
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,3	1,1	1,8
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,3)	(1,1)	(1,8)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(0,0)	(—)
Emprunts au jour le jour	9,6	5,7	12,4
Banquiers	177,6	175,3	211,8
Acceptations	0,1	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	6,1	6,9	7,7
Dépôts et comptes courants	693,3	765,9	835,6
a) à vue et à un mois au plus	(582,0)	(626,2)	(674,7)
b) à plus d'un mois	(111,3)	(139,7)	(160,9)
Obligations et bons de caisse	269,9	279,8	283,6
Divers	80,5	97,0	118,5
Total de l'exigible ...	1.238,4	1.332,0	1.471,5
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	1,5	2,8	4,4
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	21,9	26,2	31,7
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	0,5	1,6	1,8
Total du passif ...	1.262,3	1.362,6	1.509,4

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1987	1988	1989
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	0,4	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,8
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	1,6	2,5	3,5
— Titres à revenu fixe	59,1	62,0	65,4
— Autres valeurs mobilières	0,0	0,0	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	0,1	1,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	—	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	33,0	38,1	43,1
— Avances sur contrats	0,2	0,2	0,2
— Autres prêts	5,6	7,3	9,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,3	0,3	2,0
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,6	0,5	0,6
Placements de trésorerie	0,1	0,1	1,8
Valeurs disponibles	2,4	2,3	1,7
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	4,7	4,8	4,7
Total de l'actif ...	109,7	120,2	135,3
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,5	0,8	1,2
Réserves disponibles	15,5	16,7	17,9
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,8	0,9	0,5
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	77,0	85,8	97,2
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,3	0,3	0,4
Provisions pour prestations à régler	0,4	0,5	0,6
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	11,3	11,5	10,9
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,2	0,2
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,9	1,0	0,9
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	1,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,4	0,4	0,5
Compte courant	—	—	—
Rentes à transférer	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	1,2	1,4	1,7
— Autres créditeurs	1,0	0,5	2,1
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	109,7	120,2	135,3

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
ACTIF									
IMMOBILISE	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1
2. garantis par banques et organismes financiers	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4
3. dont le risque est à charge de l'Institution	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7
Crédits commerciaux	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3
Autres ¹	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,8
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6
2. Autres ²	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
Banquiers	—	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—
Débiteurs divers	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7
Fonds publics et participations	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9
Divers	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	15,9
Total de l'actif ...	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5
PASSIF									
NON EXIGIBLE	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6
EXIGIBLE :									
Obligations	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9
Bons de caisse	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5
Dépôts et emprunts divers	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0
Effets réescomptés	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4
Banquiers	—	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—
Créditeurs divers	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0
Provisions pour charge et risques divers	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6
Divers	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,5	12,9
Total du passif ...	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,0	3,3	3,5	4,0	3,4	3,5	3,1	3,4
Prêts au jour le jour	3,7	4,5	3,4	5,0	2,7	7,1	6,8	9,6
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	64,8	101,0	144,5	140,8	145,0	184,3	134,3	210,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,3	7,8	7,8	8,4	6,4	6,7	5,7	6,6
Effets de commerce et factures	4,5	4,4	4,3	5,2	5,1	5,3	5,1	4,9
Débiteurs par acceptations	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	147,8	179,2	213,8	254,8	244,4	309,3	250,5	309,4
Portefeuille-titres et participations	683,6	744,8	849,7	891,0	866,1	915,3	886,3	911,9
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(71,6)	(75,5)	(73,4)	(96,2)	(86,2)	(83,1)	(92,7)	(82,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4°, des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(321,7)	(374,1)	(449,9)	(442,1)	(441,5)	(492,0)	(439,2)	(491,8)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(192,5)	(193,3)	(188,9)	(174,3)	(178,0)	(155,7)	(176,0)	(155,5)
c) Obligations de sociétés belges	(22,5)	(21,5)	(22,3)	(23,1)	(21,9)	(22,0)	(24,3)	(20,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(14,2)	(15,1)	(16,2)	(16,4)	(16,3)	(17,6)	(16,0)	(17,7)
e) Autres valeurs	(61,1)	(65,3)	(99,0)	(138,9)	(122,2)	(144,9)	(138,1)	(143,7)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	290,1	307,1	338,2	346,9	337,1	380,3	341,2	384,6
Actionnaires ou sociétaires	2,6	2,5	2,4	1,9	1,9	2,0	1,8	2,0
Débiteurs divers	6,3	7,7	8,8	9,0	9,7	19,5	12,3	16,1
Divers	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable ...	1.214,6	1.362,6	1.576,7	1.667,3	1.622,1	1.833,6	1.647,5	1.859,5
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Immeubles et terrains	9,0	9,6	10,1	10,1	9,9	10,8	10,1	11,0
Leasing immobilier	0,6	1,3	1,6	0,8	0,7	1,0	0,8	1,0
Matériel et mobilier	2,4	2,6	2,9	2,7	2,8	2,8	2,9	2,9
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	12,2	13,7	14,8	13,7	13,5	14,9	13,9	15,1
Comptes transitoires ¹	53,7	60,5	63,0	78,9	65,9	86,4	73,2	92,0
Total de l'actif ...	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.759,9	1.701,5	1.934,9	1.734,6	1.966,6
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.189,2	1.334,0	1.540,4	1.618,0	1.566,5	1.778,8	1.592,2	1.807,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.167,7	1.315,8	1.515,6	1.591,7	1.544,6	1.755,4	1.570,5	1.785,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	605,0	710,4	803,3	859,7	822,8	891,4	838,8	897,2
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	149,1	171,2	212,8	203,8	208,6	270,5	207,1	274,2
c) de cinq ans ou plus	251,2	232,0	210,7	162,5	162,7	170,9	160,3	169,7
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	8,4	6,5	6,7	7,0	6,9	7,5	6,9	7,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,9	3,1	3,0	3,4	2,0	2,3	1,8	2,2
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,1	1,3	0,5	0,2	0,3	0,0	1,5
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	130,7	158,1	250,3	329,6	299,2	371,9	312,4	389,9
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,0	0,6	0,4	1,2	0,6	0,1	0,7	0,1
Autres engagements à un mois maximum	3,2	3,5	3,5	3,9	3,0	2,5	2,7	2,5
Créditeurs divers	2,9	3,4	4,7	4,8	7,3	6,9	8,7	9,3
Provisions pour charges	4,8	5,1	5,2	2,5	2,4	2,2	2,6	2,3
Divers	10,5	11,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Total de l'exigible ...	1.169,0	1.305,6	1.503,0	1.580,5	1.516,8	1.727,6	1.543,1	1.757,5
Fonds propres :								
a) capital	22,8	25,4	31,2	30,2	29,9	30,4	29,9	30,4
b) réserve légale	1,5	1,6	1,7	1,9	1,9	2,1	1,9	2,1
c) autres réserves	24,7	31,8	43,7	52,3	44,9	54,9	44,9	54,9
Comptes de redressements d'actifs	12,2	15,0	17,2	19,9	17,4	20,6	17,4	20,6
Comptes transitoires ¹	50,3	57,4	57,7	75,1	90,6	99,3	97,4	101,1
Total du passif ...	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.759,9	1.701,5	1.934,9	1.734,6	1.966,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'EPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédi- aires financiers	0,6	0,5	0,5	1,2	0,5	1,4	0,5	2,2
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	13,6	11,9	11,5	11,3	11,5	11,6	11,4	11,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	3,2	3,7	4,4	5,5	5,3	6,3	5,2	6,4
Autres crédits	4,3	4,5	7,1	7,5	6,9	7,8	7,0	8,1
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	8,7	7,4	9,8	8,4	9,0	9,1	9,0	9,3
b) Autres valeurs	0,5	0,9	0,5	0,6	1,1	1,2	1,1	1,3
Divers	1,3	1,1	1,1	1,0	1,1	0,9	1,2	1,1
Total de l'actif ...	32,2	30,0	34,9	35,5	35,4	38,3	35,4	40,1
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	4,2	5,0	6,0	7,4	6,6	9,3	7,0	9,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	5,6	6,4	7,6	8,8	8,9	11,8	9,0	12,3
c) de cinq ans ou plus	11,6	9,9	9,4	7,7	8,0	5,8	7,9	5,5
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	1,3	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	4,0	2,4	5,4	4,7	5,2	5,2	4,8	6,2
Fonds propres	1,8	1,9	2,1	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5
Divers	3,7	3,4	3,5	3,7	3,5	3,0	3,5	3,3
Total du passif ...	32,2	30,0	34,9	35,5	35,4	38,3	35,4	40,1
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considéra- tion	7	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I^{er}
de la Loi du 10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1989 31 oct.	1990 31 oct.	1989 30 nov.	1990 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,0	3,3	3,5	4,0	3,4	3,5	3,1	3,4
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	69,1	106,0	148,4	147,0	148,2	192,8	141,6	222,4
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	303,7	319,1	349,7	358,2	348,6	391,9	352,6	396,3
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	10,2	12,8	14,9	15,3	15,8	26,8	18,3	23,6
Autres crédits	164,5	195,9	233,1	275,9	262,8	329,2	268,4	329,0
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	594,5	650,2	722,0	721,0	714,7	739,9	716,9	739,0
b) Autres valeurs	98,3	102,9	138,0	179,0	161,5	185,7	179,5	183,5
Divers	69,4	76,6	79,8	95,0	81,9	103,4	89,6	109,5
Total de l'actif ...	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.795,4	1.736,9	1.973,2	1.770,0	2.006,7
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	609,2	715,4	809,3	867,1	829,4	900,7	845,8	906,8
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	154,7	177,6	220,4	212,6	217,5	282,3	216,1	286,5
c) de cinq ans ou plus	262,8	241,9	220,1	170,2	170,7	176,7	168,2	175,2
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	9,8	7,6	7,7	7,9	7,8	8,3	7,8	8,3
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	134,9	161,2	257,4	336,0	305,2	377,4	317,8	397,7
Fonds propres	50,7	60,7	78,7	86,8	79,1	89,9	79,2	89,9
Divers	90,6	102,4	95,8	114,3	127,2	137,9	135,1	142,3
Total du passif ...	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.795,4	1.736,9	1.973,2	1.770,0	2.006,7

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dettes à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat		à fin de période						
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1988 3 ^e trimestre	12,6	1,5	1,6	17,2	30,7	564,2	18,2	23,4	45,9	231,5
4 ^e trimestre	14,0	1,6	2,1	16,4	31,0	569,2	17,3	24,5	34,4	250,0
1989 1 ^{er} trimestre	12,1	1,7	16,0	18,7	30,8	570,9	14,5	24,7	42,0	257,1
2 ^e trimestre	8,9	0,9	12,2	14,4	29,4	581,0	15,2	22,0	33,8	214,1
3 ^e trimestre	10,5	1,0	16,1	13,9	30,5	564,0	13,9	22,3	41,1	244,1
4 ^e trimestre	13,1	1,1	7,7	16,9	31,0	570,6	16,5	20,7	65,5	327,9
1990 1 ^{er} trimestre	12,4	1,2	25,1	18,1	30,7	572,9	18,5	22,6	62,6	352,6
2 ^e trimestre	10,5	0,9	14,2	14,3	30,6	594,9	17,0	18,6	52,0	295,5
3 ^e trimestre	8,1	0,7	14,9	15,7	29,2	583,3	17,4	18,1	48,5	371,9
1989 Septembre	3,0	0,5	5,1	4,6	30,5	564,0	13,9	21,5	46,3	103,0
Octobre	4,2	0,4	3,3	5,6	30,1	560,2	13,5	21,9	65,5	102,1
Novembre	3,7	0,2	3,0	6,0	31,7	564,9	13,5	18,3	64,4	80,7
Décembre	5,2	0,5	1,4	5,3	31,0	570,6	16,5	21,8	66,6	145,1
1990 Janvier	3,7	0,3	6,6	5,2	30,9	563,0	14,3	25,0	72,9	159,5
Février	4,5	0,5	7,3	5,7	31,0	566,9	16,0	23,8	60,7	82,5
Mars	4,2	0,4	4,6	7,2	30,7	572,9	18,5	19,0	54,2	110,6
Avril	2,9	0,3	5,0	3,9	31,0	566,5	18,4	17,0	58,5	102,8
Mai	3,2	0,3	4,7	4,9	30,7	569,7	18,3	17,9	58,2	91,2
Juin	4,4	0,3	4,4	5,5	30,6	594,9	17,0	20,8	39,3	101,5
Juillet	3,7	0,2	4,9	5,9	30,3	592,2	15,7	16,5	48,6	133,2
Août	1,5	0,2	5,5	5,3	28,4	594,9	16,4	18,6	44,7	101,4
Septembre	2,9	0,3	4,5	4,5	29,2	583,3	17,4	19,3	52,3	137,3

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9	263,7	302,1
Obligations organisations internationales	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6	6,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6	37,5
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,9
Actions sociétés belges	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2	58,3	88,4
Immeubles	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0	46,7
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9	153,8	164,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0	2,9
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3	1,0
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5	2,3	9,9
Certificats fonds communs de placement	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	2,3
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3	10,1
Numéraire	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8	9,1
Avances sur polices	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1	10,8
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4	23,7
Primes restant à encaisser	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1	1,9
Créances sur intermédiaires	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,7
Total A ...	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2	641,5	722,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
Total B ...	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
TOTAL GENERAL (A + B) ...	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9	644,7	725,6
Encaissement affaires directes	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4	89,5
Provisions techniques affaires directes	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1	694,7

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 723,5	+ 745,8	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 607,4	+ 666,3	
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 776,6	+ 831,5	
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,5	+ 15,3	+ 11,0	+ 20,5	+ 911,0	+ 931,5	
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,2	+ 32,4	+ 3,0	+ 41,7	+ 945,9	+ 987,6	
1988 *	+ 12,5	+ 18,1	+ 6,0	+ 24,1	+ 12,2	+ 48,9	+1.222,1	+1.271,0	
1989 *	- 0,6	+ 9,1	+ 4,7	+ 13,8	+ 5,5	+ 18,6	+1.504,8	+1.523,4	
1988 1 ^{er} trimestre .. *	- 5,1	+ 30,7	- 30,2	+ 0,5	+ 6,8	+ 2,2	+ 415,4	+ 417,6	
2 ^e trimestre .. *	- 1,0	- 20,0	+ 11,7	- 8,2	+ 3,3	- 5,9	+ 344,9	+ 339,0	
3 ^e trimestre .. *	+ 7,3	+ 11,2	- 15,4	- 4,2	+ 1,5	+ 4,6	+ 196,3	+ 200,9	
4 ^e trimestre .. *	+ 11,4	- 3,8	+ 39,9	+ 36,1	+ 0,5	+ 48,0	+ 265,4	+ 313,4	
1989 1 ^{er} trimestre .. *	- 12,3	+ 29,5	- 30,8	- 1,3	- 0,2	- 13,8	+ 436,1	+ 422,3	
2 ^e trimestre .. *	- 7,5	- 17,6	+ 13,7	- 3,9	+ 3,6	- 7,8	+ 546,0	+ 538,2	
3 ^e trimestre .. *	+ 12,3	+ 2,4	- 16,7	- 14,3	+ 0,7	- 1,3	+ 218,4	+ 217,1	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,8	- 5,2	+ 38,5	+ 33,3	+ 1,4	+ 41,6	+ 304,5	+ 346,1	
1990 1 ^{er} trimestre .. *	- 7,2	+ 50,8	- 29,5	+ 21,2	+ 3,5	+ 17,5	+ 274,7	+ 292,2	
2 ^e trimestre .. *	+ 1,6	- 7,8	+ 11,6	+ 3,8	+ 1,4	+ 6,8	+ 449,9	+ 456,7	
3 ^e trimestre .. *	+ 11,1	+ 24,1	- 21,2	+ 3,0	+ 3,8	+ 17,9	+ 161,2	+ 179,1	
1989 10 prem. mois *	- 3,8	- 0,8	- 23,3	- 24,1	+ 4,1	- 23,8	+1.230,2	+1.206,4	
1990 10 prem. mois *	- 0,7	+ 71,8	- 28,5	+ 43,3	+ 6,3	+ 48,9	+ 948,9	+ 997,8	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ B.N.B., Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.C., banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'O.C.P.	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,7	1.120,3	67,6	1.187,9
1988 Mars	401,8	0,3	81,6	483,5	53,1	104,2	722,8	1.124,6	62,5	1.187,1
Juin	423,4	0,3	93,4	526,5	56,1	123,3	799,7	1.223,1	61,5	1.284,6
Septembre	412,2	0,3	79,2	492,2	55,1	112,3	739,0	1.151,2	68,8	1.220,0
Décembre	415,6	0,2	78,1	517,6	59,6	120,2	775,7	1.191,3	80,2	1.271,5
1989 Mars	398,4	0,3	88,1	501,3	68,7	121,3	779,6	1.178,1	67,9	1.246,0
Juin	423,0	0,4	94,0	560,1	68,2	133,9	856,6	1.279,6	60,4	1.340,0
Septembre	412,8	0,3	96,5	517,6	63,7	124,7	802,8	1.215,6	72,7	1.288,3
Octobre	409,9	0,3	93,5	509,2	63,9	118,3	785,2	1.195,0	76,4	1.271,5
Décembre	423,4	0,4	95,0	572,8	68,6	136,5	873,2	1.296,6	79,6	1.376,1
1990 Mars	406,3	0,3	106,2	551,8	77,2	140,5	876,0	1.282,3	72,4	1.354,6
Juin	420,1	0,3	104,7	599,3	84,9	160,8	950,0	1.370,1	74,0	1.444,1
Septembre	406,9	0,3	105,5	524,0	77,1	145,9	852,7	1.259,7	85,1	1.344,8
Octobre	403,5	0,2	95,0	523,1	75,6	144,9	838,7	1.242,2	78,9	1.321,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la B.N.B., après déduction du montant de ces billets et pièces détenus par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (déposits) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)		(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+145,3	+328,5	+556,4	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+ 23,6	+ 1,6	+ 12,8	+ 60,4	+ 98,4	+ 723,5
1984	- 21,2	+228,3	+216,5	+423,6	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,5	+ 65,6	+ 88,7	+ 607,4
1985	+ 53,9	+205,9	+289,8	+549,6	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+ 18,4	+ 8,5	+ 5,0	+110,5	+142,4	+ 776,6
1986	+ 82,6	+406,9	+ 78,9	+568,4	+ 29,9	+112,7	+142,6	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+129,3	+200,0	+ 911,0
1987	+ 41,1	+351,5	+141,0	+533,6	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+164,6	+273,6	+ 945,9
1988	+ 71,0	+219,9	+279,2	+570,1	+ 33,5	+194,0	+227,5	+ 12,1	+ 6,0	+127,2	+279,1	+424,5	+1.222,1
1989	+105,2	+506,3	+152,9	+764,4	+ 85,5	+247,2	+332,7	- 6,7	- 3,7	+207,7	+210,4	+407,7	+1.504,8
1988 1 ^{er} trimestre	+ 4,3	+ 79,5	+ 87,8	+171,6	+ 26,0	+ 57,9	+ 83,9	- 1,1	+ 3,5	+ 33,0	+124,5	+159,9	+ 415,4
2 ^e trimestre	+ 98,4	+ 20,6	+ 37,3	+156,3	+ 2,6	+ 36,6	+ 39,2	+ 21,0	+ 1,1	+ 36,4	+ 90,9	+149,4	+ 344,9
3 ^e trimestre	- 71,9	+ 26,4	+ 84,8	+ 39,3	+ 16,3	+ 43,5	+ 59,8	- 15,4	- 1,5	+ 23,3	+ 90,7	+ 97,2	+ 196,3
4 ^e trimestre	+ 40,2	+ 93,4	+ 69,3	+202,9	- 11,5	+ 56,0	+ 44,5	+ 7,6	+ 2,9	+ 34,5	- 27,0	+ 18,0	+ 265,4
1989 1 ^{er} trimestre	- 13,3	+161,3	+ 77,3	+225,3	+ 30,2	+ 78,9	+109,1	+ 7,3	- 0,1	+ 33,3	+ 61,1	+101,7	+ 436,1
2 ^e trimestre	+101,5	+ 29,1	+111,7	+242,3	+ 49,4	+ 25,6	+ 75,0	+ 7,4	- 1,6	+ 48,1	+174,8	+228,7	+ 546,0
3 ^e trimestre	- 64,0	+104,7	- 31,5	+ 9,2	- 12,0	+142,4	+130,4	- 29,1	+ 0,3	+ 50,3	+ 57,3	+ 78,8	+ 218,4
4 ^e trimestre	+ 81,0	+211,1	- 4,5	+287,6	+ 18,0	+ 0,4	+ 18,4	+ 7,7	- 2,3	+ 76,0	- 82,8	- 11,5	+ 304,5
1990 1 ^{er} trimestre	- 14,3	+182,7	+129,3	+297,7	+115,8	- 48,7	+ 67,1	.	+ 0,3	+ 30,5	-121,0	- 90,1 ¹²	+ 274,7 ¹²
2 ^e trimestre	+ 87,8	- 47,2	+283,4	+324,0	- 24,0	+ 13,8	- 10,2	.	+ 1,3	+ 69,6	+ 65,2	+136,1 ¹²	+ 449,9 ¹²
3 ^e trimestre	-110,4	+ 51,5	+167,6	+108,7	+ 6,0	- 34,8	- 28,8	.	+ 1,2	+ 26,2	+ 53,8	+ 81,3 ¹²	+ 161,2 ¹²
1989 10 premiers mois	+ 3,7	+313,5	+147,8	+465,0	+ 79,3	+259,8	+339,1	+ 4,5	+ 1,2	+137,5	+282,9	+426,1	+1.230,2
1990 10 premiers mois	- 54,3	+195,6	+604,4	+745,7	+ 75,0	- 70,5	+ 4,5	.	+ 4,6	+162,5	+ 31,6	+198,7 ¹²	+ 948,9 ¹²

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge					En monnaies étrangères ³				Total général	
	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,7}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total							(7) = (5) + (6)	(10) = (8) + (9)	(11) = (7) + (10)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1983	+111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+158,5	- 13,2	+145,3	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+130,0
1984	+115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+179,4	+ 48,9	+228,3	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+218,9
1985	+163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+186,0	+ 19,9	+205,9	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+200,3
1986	+209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+355,0	+ 51,9	+406,9	- 0,4	+ 30,3	+ 29,9	+436,8
1987	+226,0	+ 75,3	+ 15,5	+ 7,5	+324,2	+ 27,3	+351,5	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+400,5
1988 *	+187,4	- 20,0	+ 15,6	+ 35,5	+218,5	+ 1,4	+219,9	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+253,4
1989 *	+190,6	+ 96,6	+ 76,1	+ 70,6	+433,9	+ 72,4	+506,3	+ 62,0	+ 23,5	+ 85,5	+591,8
1988 1 ^{er} trimestre *	+ 27,8	+ 35,9	+ 6,2	- 2,1	+ 67,8	+ 11,7	+ 79,5	+ 24,3	+ 1,7	+ 26,0	+105,5
2 ^e trimestre *	+ 48,8	- 30,1	+ 2,7	+ 4,7	+ 26,1	- 5,5	+ 20,6	- 12,2	+ 14,8	+ 2,6	+ 23,1
3 ^e trimestre *	+ 23,7	- 12,7	+ 6,0	+ 5,5	+ 22,4	+ 4,0	+ 26,4	+ 10,8	+ 5,5	+ 16,3	+ 42,7
4 ^e trimestre *	+ 87,1	- 13,1	+ 0,7	+ 27,5	+102,2	- 8,8	+ 93,4	- 2,7	- 8,8	- 11,5	+ 81,9
1989 1 ^{er} trimestre *	+ 26,2	+105,4	+ 2,8	+ 3,8	+138,2	+ 23,1	+161,3	+ 22,5	+ 7,7	+ 30,2	+191,5
2 ^e trimestre *	+ 31,0	- 34,4	+ 2,0	+ 19,6	+ 18,2	+ 10,9	+ 29,1	+ 26,6	+ 22,8	+ 49,4	+ 78,5
3 ^e trimestre *	+ 16,2	+ 44,1	+ 20,3	+ 10,5	+ 91,1	+ 13,6	+104,7	+ 4,7	- 16,7	- 12,0	+ 92,8
4 ^e trimestre *	+117,1	- 18,4	+ 51,0	+ 36,7	+186,3	+ 24,8	+211,1	+ 8,2	+ 9,8	+ 18,0	+229,1
1990 1 ^{er} trimestre *	-169,0	+264,1	+ 15,9	+ 12,6	+123,6	+ 59,1	+182,7	+ 59,4	+ 56,4	+115,8	+298,5
2 ^e trimestre *	-126,1	+ 3,7	+ 32,1	+ 13,3	- 77,0	+ 29,8	- 47,2	- 24,4	+ 0,4	- 24,0	- 71,2
3 ^e trimestre *	- 49,6	+ 64,1	- 0,1	+ 23,0	+ 37,4	+ 14,1	+ 51,5	- 14,0	+ 20,0	+ 6,0	+ 57,5
1989 10 prem. mois *	+ 75,6	+112,0	+ 37,1	+ 42,3	+267,0	+ 46,5	+313,5	+ 57,1	+ 22,2	+ 79,3	+392,8
1990 10 prem. mois *	-348,8	+347,2	+ 49,0	+ 48,5	+ 95,9	+ 99,7	+195,6	+ 16,5	+ 58,5	+ 75,0	+270,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.C.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁴	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987	1.960,5	765,4	173,5	28,6	2.928,0	136,8	3.064,8
1988 Mars *	1.988,3	801,3	179,7	26,5	2.995,8	163,6	3.159,3
Juin *	2.037,1	771,2	182,4	31,1	3.021,8	156,3	3.178,2
Septembre *	2.060,8	758,5	188,4	36,6	3.044,3	168,2	3.212,4
Décembre *	2.147,9	745,4	189,1	64,1	3.146,5	163,3	3.309,7
1989 Mars *	2.174,1	850,8	191,9	67,9	3.284,7	188,0	3.472,7
Juin *	2.205,1	816,4	193,9	87,5	3.302,9	213,0	3.515,9
Septembre *	2.221,4	860,4	214,2	98,0	3.394,0	215,5	3.609,5
Octobre *	2.223,5	857,3	226,2	106,4	3.413,5	215,6	3.629,1
Décembre *	2.338,4	842,0	265,2	134,7	3.580,4	212,1	3.792,5
1990 Mars *	2.169,5	1.106,1	281,1	147,3	3.704,0	261,4	3.965,4
Juin *	2.043,3	1.109,8	313,2	160,6	3.627,0	235,4	3.862,4
Septembre *	1.993,7	1.173,9	313,1	183,6	3.664,4	217,4	3.881,8
Octobre *	1.989,6	1.189,2	314,2	183,2	3.676,3	211,6	3.887,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)		(8) = (4) + (7)
1983	+267,4	+43,5	+17,6	+328,5	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+412,5
1984	+194,3	+20,1	+ 2,1	+216,5	+108,5	- 4,0	+104,5	+321,0
1985	+280,0	+ 2,6	+ 7,2	+289,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+379,9
1986	+ 70,7	+ 8,7	- 0,5	+ 78,9	+ 81,9	+30,8	+112,7	+191,6
1987	+148,1	-14,4	+ 7,3	+141,0	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+230,7
1988 *	+287,6	+ 2,5	-10,9	+279,2	+213,0	-19,0	+194,0	+473,2
1989 *	+110,9	+55,7	-13,7	+152,9	+169,1	+78,1	+247,2	+400,1
1988 1 ^{er} trimestre	+149,1	-61,7	+ 0,4	+ 87,8	+ 52,4	+ 5,5	+ 57,9	+145,7
2 ^e trimestre	+ 15,5	+22,4	- 0,6	+ 37,3	+ 45,5	- 8,9	+ 36,6	+ 73,9
3 ^e trimestre	+ 52,2	+38,1	- 5,5	+ 84,8	+ 42,9	+ 0,6	+ 43,5	+128,3
4 ^e trimestre	+ 70,7	+ 3,7	- 5,1	+ 69,3	+ 72,2	-16,2	+ 56,0	+125,3
1989 1 ^{er} trimestre	+ 62,8	+21,3	- 6,8	+ 77,3	+ 58,2	+20,7	+ 78,9	+156,2
2 ^e trimestre	+ 75,0	+39,3	- 2,6	+111,7	+ 13,4	+12,2	+ 25,6	+137,3
3 ^e trimestre	- 18,1	-10,9	- 2,5	- 31,5	+123,2	+19,2	+142,4	+110,9
4 ^e trimestre	- 8,8	+ 6,1	- 1,8	- 4,5	- 25,6	+26,0	+ 0,4	- 4,1
1990 1 ^{er} trimestre	+138,8	- 9,5	0,0	+129,3	- 31,3	-17,4	- 48,7	+ 80,6
2 ^e trimestre	+282,9	+ 0,8	- 0,3	+283,4	+ 9,3	+ 4,5	+ 13,8	+297,2
3 ^e trimestre	+177,3	- 5,4	- 4,3	+167,6	- 23,4	-11,4	- 34,8	+132,8
1989 10 premiers mois	+110,5	+50,1	-12,8	+147,8	+205,3	+54,5	+259,8	+407,6
1990 10 premiers mois	+615,9	-12,4	+ 0,9	+604,4	- 44,2	-26,3	- 70,5	+533,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L., après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'U.E.B.L.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.C.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,5	+ 61,3	+ 58,0	+ 107,3	+ 39,8	+ 46,9	+ 231,0	+ 215,6	+ 446,6
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,7	+ 46,0	+ 28,6	+ 162,8	+ 137,6	+ 300,4
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 76,6	+ 32,9	+ 35,0	+ 238,5	+ 167,7	+ 406,3
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 173,8	+ 6,6	+ 138,1	+ 10,6	+ 97,2	+ 0,3	+ 437,2	+ 17,5	+ 454,7
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 198,7	+ 15,4	+ 90,5	+ 34,5	+ 97,2	+ 1,7	+ 391,7	+ 51,7	+ 443,4
1988	+ 3,2	+ 1,3	+ 155,5	+ 0,7	+ 65,4	+ 63,1	+ 84,4	+ 21,1	+ 309,7	+ 84,9	+ 394,6
1989	+ 7,1	+ 17,8	+ 342,1 ⁴	+ 60,2 ⁴	+ 183,0	- 7,8	+ 51,0 ⁴	- 59,2 ⁴	+ 601,1	- 6,7	+ 594,5
1988 1 ^{er} trimestre	- 9,9	+ 4,4	+ 79,3	+ 9,2	+ 11,2	+ 37,8	+ 11,4	+ 11,5	+ 96,4	+ 58,6	+ 155,0
2 ^e trimestre	+ 20,8	+ 12,5	+ 17,6	+ 9,5	+ 32,1	+ 9,5	+ 29,3	+ 0,8	+ 112,3	+ 19,8	+ 132,1
3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,8	- 7,6	- 12,6	- 8,8	+ 2,0	+ 3,4	- 1,6	- 38,6	- 12,2	- 50,8
4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,8	+ 66,2	- 5,4	+ 30,9	+ 13,7	+ 40,3	+ 10,4	+ 139,7	+ 18,7	+ 158,3
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 10,0	+ 87,2	+ 1,9	+ 46,9	+ 27,0	+ 20,4	+ 4,8	+ 147,5	+ 33,7	+ 181,1
2 ^e trimestre	+ 24,0	+ 6,5	+ 63,6	- 0,9	+ 27,1	+ 6,0	+ 25,1	+ 6,4	+ 146,3	+ 11,5	+ 157,8
3 ^e trimestre	- 10,6	+ 2,8	+ 67,8 ⁴	+ 64,9 ⁴	+ 13,5	- 11,4	- 41,6 ⁴	- 61,0 ⁴	+ 31,9	- 7,5	+ 24,3
4 ^e trimestre	+ 10,7	- 1,5	+ 123,5	- 5,6	+ 95,6	- 29,3	+ 47,2	- 9,4	+ 275,5	- 44,3	+ 231,2
1990 1 ^{er} trimestre	- 17,2	+ 11,2	+ 137,1	+ 17,9	+ 4,9	+ 37,2	+ 32,7	+ 2,1	+ 168,7	+ 57,3	+ 226,0
2 ^e trimestre	+ 13,2	- 0,8	- 23,3	+ 58,6	- 10,9	+ 82,1	+ 8,3	+ 28,4	- 13,5	+ 169,1	+ 155,5
3 ^e trimestre	- 13,6	+ 1,0	- 13,2	+ 49,3	- 38,4	+ 57,1	- 22,8	+ 38,1	- 87,0	+ 144,5	+ 57,5
1989 10 premiers mois	- 6,7	+ 16,7	+ 216,7 ⁴	+ 60,6 ⁴	+ 85,9	+ 21,8	+ 15,1 ⁴	- 53,5 ⁴	+ 327,8	+ 28,9	+ 356,7
1990 10 premiers mois	- 21,3	+ 1,0	+ 115,5	+ 136,3	- 66,1	+ 184,9	+ 28,9	+ 73,6	+ 58,0	+ 394,8	+ 452,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,5	366,8	321,1	2.728,9	1.556,0	4.284,9
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.019,8	406,6	368,1	2.972,3	1.771,6	4.743,9
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.091,6	452,6	396,7	3.140,0	1.909,2	5.049,2
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.088,5	452,6	396,7	3.144,7	1.906,1	5.050,8
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.165,1	485,5	431,7	3.371,4	2.073,9	5.445,3
1986	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.175,7	582,6	432,0	3.799,0	2.091,4	5.890,4
1987	397,2	92,5	1.892,7	499,1	1.122,8	1.210,2	679,9	433,7	4.185,1	2.143,1	6.328,2
1988 Mars	387,3	96,9	1.974,5	508,4	1.134,1	1.248,0	691,2	445,3	4.283,9	2.201,7	6.485,6
Juin	408,1	109,4	1.997,0	517,9	1.166,2	1.257,6	720,5	446,1	4.401,2	2.221,5	6.622,7
Septembre	396,3	95,6	1.990,4	505,3	1.157,3	1.259,6	723,9	444,5	4.363,6	2.209,3	6.572,9
Décembre	400,4	93,8	2.054,4	499,8	1.188,3	1.273,3	764,3	454,9	4.501,1	2.228,0	6.729,1
1989 Mars	383,3	103,8	2.143,8	501,7	1.235,2	1.300,3	784,6	459,7	4.650,7	2.261,7	6.912,4
Juin	407,4	110,3	2.205,8	500,8	1.262,2	1.306,3	809,7	466,1	4.795,4	2.273,2	7.068,6
Septembre	396,8	113,1	2.271,4 ⁴	565,7 ⁴	1.275,7	1.294,9	768,1 ⁴	405,1 ⁴	4.825,1	2.265,6	7.090,8
Octobre	393,7	110,5	2.266,3	560,4	1.274,2	1.295,1	779,4	401,4	4.824,1	2.256,8	7.081,0
Décembre	407,5	111,6	2.383,4	560,1	1.371,3	1.265,5	815,3	395,7	5.089,0	2.221,3	7.310,3
1990 Mars	390,3	122,8	2.510,4	577,9	1.376,2	1.302,8	848,0	397,8	5.247,6	2.278,6	7.526,2
Juin	403,5	122,0	2.485,5	636,5	1.365,2	1.384,9	856,3	426,3	5.232,5	2.447,6	7.680,1
Septembre	389,9	123,0	2.468,3	685,8	1.326,8	1.442,0	833,5	464,4	5.141,5	2.592,2	7.733,7
Octobre	386,2	112,6	2.481,9	696,4	1.305,2	1.450,5	844,2	469,3	5.130,2	2.616,2	7.746,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,8
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,8
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,4
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	19,9	68,7	384,7	71,0
	1986	289,4	107,0	182,4	—	182,4	25,1	71,5	-46,4	136,0	289,0
	*1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	94,4	77,9	16,5	283,8	102,0
	*1988	549,1	174,0	375,1	—	375,1	35,1	44,5	- 9,4	365,7	33,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	*1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	40,9	35,5	5,4	51,3	0,0
	*1988	90,0	41,8	48,2	—	48,2	31,7	23,7	8,0	56,2	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	-16,8	48,8	32,0	8,9	11,5	- 2,6	29,4	10,6
	1986	0,0	12,7	-12,7	16,5	3,8	30,9	13,3	17,6	21,4	12,2
	*1987	0,0	23,5	-23,5	11,9	-11,6	49,6	22,1	27,5	15,9	3,4
	*1988	0,0	0,8	- 0,8	45,1	44,3	27,7	12,3	15,4	59,7	11,4
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	1986	0,0	10,9	-10,9	8,0	- 2,9	20,0	0,9	19,1	16,2	22,4
	*1987	22,6	23,6	- 1,0	25,0	24,0	0,0	0,2	- 0,2	23,8	- 1,5
	*1988	18,0	0,3	17,7	16,9	34,6	8,2	1,8	6,4	41,0	3,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	-10,1	—	-10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	-13,2	—
	1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	6,7	12,7	- 6,0	4,4	—
	*1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	9,0	11,4	- 2,4	- 5,9	—
	*1988	0,0	21,3	-21,3	—	-21,3	18,5	14,1	4,4	-16,9	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en franc belge du secteur public belge	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,3	98,7	614,0	—
	1986	404,6	186,6	218,0	24,5	242,5	106,3	114,4	- 8,1	234,4	—
	*1987	565,3	280,1	285,2	36,9	322,1	193,9	147,1	46,8	368,9	—
	*1988	657,1	238,2	418,9	62,0	480,9	121,2	96,4	24,8	505,7	—

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en franc belge

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1984	Janvier	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
						389,0			
1985	Janvier	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^e série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00—11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87	
						608,5			
1986	Janvier	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
						529,9			
1987	Janvier	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^e série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
						580,1			
1988	Février	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^e série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76	
						517,1			
1989	Janvier	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^e série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
						463,6			
1990	Mars	5	Etat belge 1990-97	10,00	100,00	7 ans	70,0	—	10,00
	Juin	11	Etat belge 1990-97, 2 ^e série	10,00	101,00	6 ans 9 mois	173,5	—	9,81

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,7	—	124,8	1.320,4	4.035,5
1987 *	2.819,3	99,3	—	146,9	1.330,1	4.395,6
1988 *	3.244,7	78,2	—	164,1	1.389,5	4.876,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	854,3
1986	386,3	76,4	47,0	170,0	166,5	846,2
1987 *	381,2	73,9	41,6	164,2	194,1	855,0
1988 *	370,4	82,0	49,0	171,9	206,5	879,8
Total						
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.462,1	4.647,3
1986	2.873,9	179,1	47,0	294,8	1.486,9	4.881,7
1987 *	3.200,5	173,2	41,6	311,1	1.524,2	5.250,6
1988 *	3.615,1	160,2	49,0	336,0	1.596,0	5.756,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Étranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.859,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	296,7	411,0	4.035,5
1987 *	1.962,5	14,6	20,6	26,8	883,8	42,3	638,5	343,2	463,3	4.395,6
1988 *	2.212,8	13,6	9,4	27,5	967,7	46,7	698,1	379,7	521,0	4.876,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	54,6	0,1	0,1	0,4	266,3	—	282,4	43,6	206,8	854,3
1986	58,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	51,4	197,3	846,2
1987 *	53,3	0,0	0,1	1,5	236,1	—	317,5	47,2	199,3	855,0
1988 *	84,4	0,2	0,1	1,0	219,0	—	324,8	51,7	198,6	879,8
Total										
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.926,8	14,4	18,0	25,2	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.647,3
1986	1.917,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	348,1	608,3	4.881,7
1987 *	2.015,8	14,6	20,7	28,3	1.119,9	42,3	956,0	390,4	662,6	5.250,6
1988 *	2.297,2	13,8	9,5	28,5	1.186,7	46,7	1.022,9	431,4	719,6	5.756,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

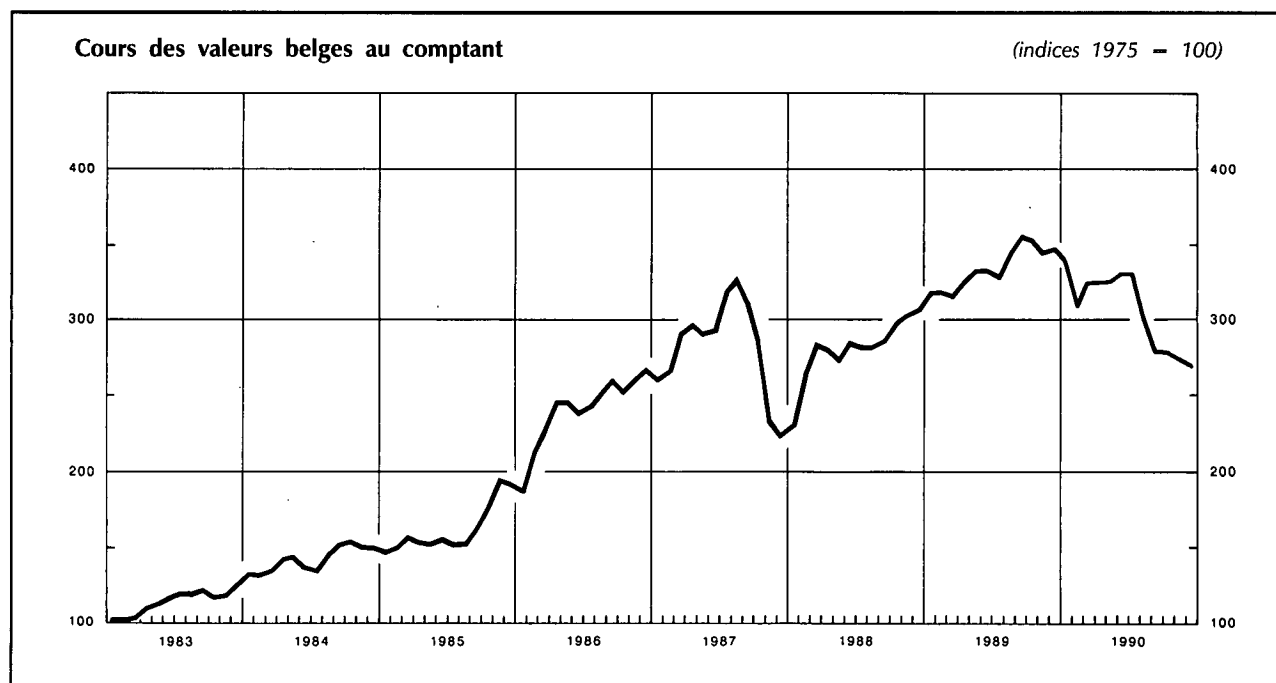
⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse

ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Statistiques Economiques belges 1970-1980.

VII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
		(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)			(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	354	464
1989	1.232	336	310	2,9	2,4	463	586
1990	913	308	282	2,9	2,5	376	531
1988 4 ^e trimestre	903	303	288	3,0	2,3	343	500
1989 1 ^{er} trimestre	1.038	318	298	2,9	2,3	538	544
2 ^e trimestre	1.130	322	310	2,9	2,4	437	579
3 ^e trimestre	1.408	344	312	2,8	2,5	418	620
4 ^e trimestre	1.352	349	317	2,8	2,4	458	602
1990 1 ^{er} trimestre	1.306	325	295	2,7	2,0	572	586
2 ^e trimestre	951	327	300	2,4	1,8	351	565
3 ^e trimestre	824	304	277	3,0	2,9	364	515
4 ^e trimestre	570	274	256	3,6	3,5	217	456
1989 Décembre	1.204	348	315	2,7	2,2	426	602
1990 Janvier	1.187	342	309	2,7	2,2	628	601
Février	1.680	308	279	3,1	2,6	656	575
Mars	1.052	324	298	2,2	1,3	432	582
Avril	769	325	298	2,2	1,3	354	573
Mai	992	326	300	2,4	1,9	365	563
Juin	1.093	331	302	2,5	2,1	334	560
Juillet	880	331	301	2,6	2,4	265	553
Août	998	303	276	3,0	2,8	547	512
Septembre	595	279	254	3,4	3,4	280	481
Octobre	562	278	257	3,5	3,4	237	465
Novembre	634	274	255	3,6	3,6	180	446
Décembre	514	271	255	3,6	3,5	232	456

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total ⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique ; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues			émissions continues nettes (6)	Total des émissions nettes (7) = (5) + (6)	Total des émissions nettes (8) = (2) + (7)	Total des émissions nettes (I.N.S.) (9)
			émissions brutes (3)	amortissements (4)	émissions nettes (5) = (3) - (4)				
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980 .....	.	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1981	0,5	0,5	1.223,2	1.224,2	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.641,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.250,0	1.251,2	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.714,5	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.308,1	1.309,0	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.810,5	122,0
1984	0,3	0,2	1.337,6	1.338,1	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.862,1	120,3
1985	0,0	0,2	1.383,1	1.383,3	442,4	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,3	2.959,6	108,4
1986	0,0	0,2	1.469,0	1.469,2	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.134,7	109,8
1987	0,0	0,0	1.589,0	1.589,0	484,4	442,9	396,3	465,6	2,6	1.791,8	3.380,8	97,1
1988 Septembre	0,0	0,0	1.823,8	1.823,8	494,0	475,4	403,3	501,7	2,8	1.877,2	3.701,0	90,4
1988 Décembre	0,0	0,0	1.879,8	1.879,8	503,4	490,6	420,1	518,6	2,4	1.935,2	3.815,0	73,7
1989 Mars	0,0	0,0	1.939,2	1.939,2	512,4	503,2	421,7	531,9	2,4	1.971,5	3.910,7	72,0
1989 Juin	0,0	0,0	2.129,6	2.129,6	532,6	517,3	430,9	558,3	2,2	2.041,3	4.170,9	73,3
1989 Septembre	0,0	0,0	2.263,5	2.263,5	544,0	528,9	433,7	534,0	2,2	2.042,8	4.306,3	71,7
1989 Décembre	0,0	0,0	2.339,7	2.339,7	551,2	542,2	480,5	555,3	3,1	2.132,3	4.472,0	72,3
1990 Mars	0,0	0,0	2.252,1	2.252,1	575,9	557,5	462,3	583,3	2,8	2.181,8	4.433,9	75,6
1990 Juin	0,0	0,0	2.342,8	2.342,8	594,0	552,9	479,7	621,6	2,8	2.251,0	4.593,8	74,3
1990 Septembre	0,0	0,0	2.409,4	2.409,4	599,8	548,9	487,1	624,1	2,7	2.262,6	4.672,0	73,7

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1988 3 ^e trimestre	30,3
1988 4 ^e trimestre	31,5
1989 1 ^{er} trimestre	29,8
1989 2 ^e trimestre	37,0
1989 3 ^e trimestre	36,2
1989 4 ^e trimestre	38,5
1990 1 ^{er} trimestre	34,1
1990 2 ^e trimestre	34,4
1990 3 ^e trimestre	28,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIARIES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat		Construction ou transformation		Total	Achat		Construction ou transformation		Total
1982	37,8		20,1		57,9	44,1		27,5		71,6
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1988 3 ^e trimestre	18,7	3,0	3,1	8,7	33,5	37,4	5,6	3,1	21,4	67,5
4 ^e trimestre	18,5	3,0	2,6	6,2	30,3	37,6	5,9	2,8	16,3	62,6
1989 1 ^{er} trimestre	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
3 ^e trimestre	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 ^e trimestre	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 ^{er} trimestre	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 ^e trimestre	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
1989 Septembre	5,8	0,8	0,9	2,0	9,5	12,0	1,9	1,0	5,4	20,3
Octobre	9,6	1,4	1,5	6,2	18,7	21,7	3,4	1,8	16,5	43,4
Novembre	5,7	0,9	0,9	2,3	9,8	12,3	2,0	1,0	6,2	21,5
Décembre	7,0	0,9	1,0	3,4	12,3	16,5	2,2	1,3	9,3	29,3
1990 Janvier	6,1	0,8	1,0	4,0	11,9	13,5	2,0	1,3	10,8	27,6
Février	5,6	0,8	0,9	2,4	9,7	12,1	1,9	1,0	6,4	21,4
Mars	6,2	0,9	1,0	2,9	11,0	12,9	2,2	1,1	7,3	23,5
Avril	4,4	0,6	0,7	1,3	7,0	9,0	1,4	0,8	3,4	14,6
Mai	5,0	0,8	0,8	1,3	7,9	10,4	1,8	0,8	3,1	16,1
Juin	5,4	0,7	0,8	1,2	8,1	10,7	1,5	0,8	3,0	16,0
Juillet	4,8	0,7	0,7	1,0	7,2	10,0	1,6	0,7	2,7	15,0
Août	4,7	0,6	0,7	1,3	7,3	10,1	1,6	0,9	3,2	15,8
Septembre	5,0	0,7	0,8	1,4	7,9	9,9	1,6	0,8	3,6	15,9

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	82,5	85,8	92,1	103,2	53,0	60,3	62,5	70,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	40,3	44,7	48,0	51,7	15,4	14,9	16,9	17,1
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	211,8	217,6	235,3	262,2	88,4	92,3	107,1	129,0
Textile, habillement et cuir	111,4	124,3	135,3	146,5	55,0	61,9	70,1	82,9
Industrie chimique ⁴	288,2	317,1	339,5	374,8	83,8	82,8	105,9	130,7
Métallurgie de base	133,5	135,3	142,3	168,0	51,0	59,1	59,9	70,4
Fabrications métalliques	446,6	458,6	498,3	577,2	185,9	186,8	228,7	261,6
Produits minéraux non métalliques et bois	118,7	122,3	134,2	172,0	39,0	64,4	71,2	101,3
Papier, carton et imprimerie	71,4	77,4	85,2	95,6	33,0	41,0	48,4	55,9
Pétrole	128,5	118,9	136,2	133,1	17,5	20,5	24,1	22,3
Diamant et orfèvrerie	47,9	45,8	54,7	61,5	29,8	26,6	34,8	36,2
Autres	3,1	3,9	3,9	4,7	1,9	2,3	2,0	2,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	119,2	137,0	161,7	216,7	70,3	76,3	93,5	137,5
Production et distribution d'énergie et d'eau	141,2	158,4	160,9	156,5	58,7	82,9	86,7	91,8
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	115,7	129,8	162,8	183,0	67,9	70,7	84,6	106,3
Commerce de détail	137,8	162,3	194,5	237,8	90,6	113,4	130,6	166,4
Transports, entrepôts et communications	213,0	211,2	242,1	282,5	134,3	132,9	151,0	177,8
Services financiers ⁵	227,6	287,1	415,4	491,9	107,4	134,6	192,4	215,7
Autres services aux entreprises ⁶	75,2	120,8	151,1	206,8	40,5	62,3	79,2	124,8
Autres services aux particuliers ⁷	177,8	202,1	228,9	279,4	149,5	169,6	188,1	231,8
Total ...	2.891,4	3.160,4	3.622,4	4.205,1	1.372,9	1.555,6	1.837,7	2.232,0

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent

les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DÉPOTS, LA CAISSE GENERALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ÉTRANGER**

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
Communauté Economique Européenne ..	813,9	829,6	1.139,0	1.182,4	326,1	293,0	374,2	398,7
Royaume-Uni	317,5	316,3	487,8	548,5	100,1	56,1	85,9	120,7
République Fédérale d'Allemagne	117,2	103,4	146,1	120,9	28,6	39,9	51,8	46,5
France	93,0	85,3	89,4	79,7	42,3	31,0	32,9	34,8
Pays-Bas	75,1	101,6	121,8	140,7	29,3	45,9	51,8	50,1
Italie	60,7	69,6	74,1	77,0	27,3	28,1	33,4	36,3
Luxembourg	38,2	43,4	64,9	66,4	14,5	11,3	20,0	14,3
Danemark	13,4	12,0	29,0	25,3	6,2	7,3	10,5	8,7
Irlande	1,9	5,3	3,2	3,2	1,0	0,4	0,6	1,1
Grèce	4,4	5,3	5,2	4,2	3,2	4,0	4,0	2,9
Espagne	66,2	62,3	81,7	82,8	54,1	50,1	60,7	63,5
Portugal	26,3	25,1	35,8	33,7	19,5	18,9	22,6	19,8
Autre pays d'Europe	82,5	87,8	106,2	139,3	32,4	32,7	39,3	50,5
dont : Espagne	—	—	—	—	—	—	—	—
Suisse	46,6	46,4	61,1	80,6	16,3	12,2	15,0	21,1
Norvège	6,0	4,7	5,5	5,0	2,2	1,0	1,5	2,2
Suède	8,6	8,3	13,4	17,5	1,4	0,3	3,3	8,4
Etats-Unis et Canada	328,1	323,4	423,4	449,8	96,2	105,0	132,3	118,0
Pays exportateurs de pétrole	64,0	57,9	56,6	61,4	52,7	46,6	42,1	41,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	203,5	172,4	151,1	165,2	125,0	90,2	79,8	86,2
dont : Brésil	62,7	51,8	42,7	36,0	36,0	25,4	17,8	14,9
Mexique	38,9	25,9	20,2	25,9	33,9	21,8	17,5	20,9
Autres pays d'Afrique	51,3	41,6	49,0	53,4	36,4	34,7	35,8	36,2
dont : Afrique du Sud	3,6	3,4	4,8	4,0	2,6	2,7	3,4	3,3
République du Zaïre	18,4	15,1	19,1	24,1	11,8	13,2	12,4	14,7
Australie et Nouvelle Zélande	117,2	123,9	114,5	111,1	70,8	88,0	72,5	72,2
Autres pays d'Asie	179,7	184,3	146,4	162,9	60,8	84,0	82,1	78,5
dont : Japon	97,8	94,4	55,1	47,3	17,2	32,9	34,4	28,3
Total ...	1.840,2	1.820,9	2.186,2	2.325,5	800,4	774,2	858,1	882,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il

détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.C.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1988	4,8	0,0	2,7	3,2	1,1	1,9	1,3	7,5
1989	4,9	0,0	3,2	3,4	0,7	2,7	1,3	8,1
1990	4,6	0,1	2,8	3,1	0,4	2,8	1,1	7,4
1988 4 ^e trimestre	4,5	0,0	2,7	2,9	1,0	2,0	1,3	7,2
1989 1 ^{er} trimestre	4,8	0,2	2,7	3,2	1,3	1,8	1,4	7,7
2 ^e trimestre	5,4	0,0	3,8	3,8	0,2	3,6	1,6	9,2
3 ^e trimestre	4,8	0,0	2,9	3,3	0,5	2,7	1,2	7,7
4 ^e trimestre	4,8	0,0	3,4	3,3	0,8	2,9	0,9	7,9
1990 1 ^{er} trimestre	4,1	0,0	2,9	3,0	0,3	2,4	1,3	7,0
2 ^e trimestre	5,0	0,2	2,7	3,2	0,2	3,3	1,0	7,7
3 ^e trimestre	4,3	0,0	2,6	2,9	0,4	2,5	1,1	6,9
4 ^e trimestre	4,8	0,0	3,0	3,1	0,9	2,8	1,0	7,8
1989 Décembre	5,5	0,0	3,6	3,3	1,3	3,5	1,1	9,2
1990 Janvier	4,0	0,0	2,6	2,8	0,5	2,1	1,3	6,7
Février	4,4	0,0	3,1	2,9	0,5	3,2	1,1	7,7
Mars	3,9	0,0	3,2	3,1	0,0	2,2	1,7	7,0
Avril	3,6	0,0	3,0	2,9	0,1	2,6	0,9	6,5
Mai	4,4	0,1	2,2	3,2	0,2	2,0	1,2	6,6
Juin	7,0	0,4	2,8	3,6	0,2	5,4	1,0	10,2
Juillet	4,0	0,0	2,6	3,4	0,0	2,0	1,3	6,7
Août	4,6	0,0	2,6	2,4	0,5	3,0	1,2	7,1
Septembre	4,2	0,0	2,7	3,0	0,6	2,7	0,8	7,1
Octobre	3,8	0,0	3,5	2,9	0,5	3,1	0,7	7,2
Novembre	5,3	0,0	2,8	2,6	1,2	3,2	0,9	7,9
Décembre	5,3	0,0	2,8	3,6	1,0	2,1	1,4	8,1

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.C. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.C. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.C. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. (4)	
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1987	269,4	4,5	33,6	1,8	309,3
1988	250,8	5,5	30,4	1,0	287,7
1989	226,0	6,6	25,9	14,4	272,9
1988 3 ^e trimestre	252,9	4,0	29,2	2,2	288,3
4 ^e trimestre	244,0	5,0	28,9	0,7	278,6
1989 1 ^{er} trimestre	239,8	4,4	28,2	3,3	275,7
2 ^e trimestre	229,4	10,9	26,2	11,6	278,1
3 ^e trimestre	218,7	6,0	24,9	20,1	269,7
4 ^e trimestre	216,5	5,1	24,1	22,6	268,3
1990 1 ^{er} trimestre	214,4	3,4	25,8	24,1	267,7
2 ^e trimestre	213,9	6,4	24,5	22,0	266,8
3 ^e trimestre	206,5	5,3	22,9	23,9	258,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en franc belge accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger. A partir du premier trimestre de 1989, cette localisation tient compte des effets commerciaux qui, à l'intervention de l'I.R.C., ont été pris en pension dans le cadre des adjudications de crédits par la Banque.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptées au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)				(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1981 Décembre ..	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ..	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ..	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ..	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Décembre ..	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Décembre ..	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Décembre ..	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
1988 Septembre ..	155,8	6,2	149,6	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	272,4	81,3	31,2
1988 Décembre ..	159,2	7,4	151,8	29,6	0,2	29,4	16,0	0,0	16,0	276,3	81,7	32,4
1989 Mars	159,2	7,5	151,7	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
1989 Juin	159,7	5,1	154,6	29,0	0,0	29,0	16,2	0,0	16,2	276,7	80,8	32,9
1989 Septembre ..	160,9	3,4	157,5	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	276,7	80,8	32,9
1989 Décembre ..	161,2	4,4	156,8	28,4	0,1	28,3	15,2	0,0	15,2	277,2	81,6	31,6
1990 Janvier	161,2	5,3	155,9	28,4	0,1	28,3	15,3	0,0	15,3	277,2	81,6	31,6
1990 Février	161,2	5,9	155,3	28,4	0,1	28,3	15,3	0,0	15,3	277,2	81,6	31,6
1990 Mars	161,2	6,3	154,9	28,4	0,1	28,3	15,3	0,0	15,3	277,2	81,6	31,6
1990 Avril	161,2	6,1	155,1	28,4	0,2	28,2	15,3	0,0	15,3	269,6	81,6	31,9
1990 Mai	161,2	6,5	154,7	28,4	0,1	28,3	15,3	0,0	15,3	269,6	81,6	31,9
1990 Juin	161,9	6,4	155,5	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	272,3	82,2	33,1
1990 Juillet	161,0	5,6	155,4	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	275,0	82,2	33,1
1990 Août	161,0	5,1	155,9	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	275,0	82,2	33,1
1990 Septembre ..	161,0	5,1	155,9	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	275,0	82,2	33,1
1990 Octobre	161,0	4,9	156,1	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	275,0	82,2	33,1
1990 Novembre ..	161,0	4,8	156,2	28,2	0,1	28,1	15,5	0,0	15,5	275,0	82,2	33,1
1990 Décembre ..	160,7	5,2	155,5	28,3	0,1	28,2	16,6	0,0	16,6	273,5	79,9	34,3

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

A partir de décembre 1988, le montant global des plafonds de réescompte sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les plafonds de réescompte individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en franc belge en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en franc belge à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
données mensuelles			données trimestrielles		
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).
En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement

où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

A partir de décembre 1988, le montant global des quotas d'avances sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les quotas individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n° 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux con-

cernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XVIII - 4. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dernière adjudication du mois ou dates d'adjudication	Cessions-récessions d'effets commerciaux			Avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics			Total de l'encours existant ¹
	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	
	(millions de francs)			(millions de francs)			
1989 28 juin	7,88	10.350	23.725	8,25	6.250	30.525	54.250
26 juillet	7,88	11.625	25.300	8,25	14.250	22.700	48.000
30 août	7,88	13.800	28.075	8,25	8.750	18.950	47.025
27 septembre	8,13	12.850	28.225	8,56	1.975	6.075	34.300
31 octobre	9,13	14.025	28.375	—	0	0	28.375
29 novembre	9,44	13.650	27.700	9,81	3.300	5.100	32.800
27 décembre	9,69	16.150	27.575	—	0	1.000	28.575
1990 31 janvier	10,00	12.425	27.300	10,38	2.700	5.425	32.725
28 février	10,00	12.325	26.275	10,38	1.000	3.000	29.275
28 mars	9,88	12.650	25.325	10,25	5.700	7.200	32.525
25 avril	9,75	19.350	29.675	10,13	1.350	2.600	32.275
30 mai	9,63	12.050	30.650	10,00	8.125	11.775	42.425
6 juin	9,63	17.575	29.625	9,94	1.650	9.775	39.400
13 juin	9,50	11.825	29.400	9,88	3.125	4.775	34.175
20 juin	9,44	18.725	30.550	9,81	1.800	4.925	35.475
27 juin	9,25	11.975	30.700	9,63	2.500	4.300	35.000
4 juillet	9,19	18.550	30.525	—	0	2.500	33.025
11 juillet	9,13	10.925	29.475	9,50	1.750	1.750	31.225
18 juillet	9,13	18.325	29.250	—	0	1.750	31.000
25 juillet	9,13	10.725	29.050	9,44	3.000	3.000	32.050
1 août	9,00	16.825	27.550	—	0	3.000	30.550
8 août	9,00	10.250	27.075	—	0	0	27.075
14 août	9,00	16.500	26.750	—	0	0	26.750
22 août	9,00	11.050	27.550	—	0	0	27.550
29 août	8,94	16.125	27.175	—	0	0	27.175
5 septembre	8,88	10.525	26.650	—	0	0	26.650
12 septembre	8,81	15.625	26.150	—	0	0	26.150
19 septembre	8,75	10.900	26.525	—	0	0	26.525
26 septembre	8,69	16.625	27.525	—	0	0	27.525
3 octobre	8,69	10.800	27.425	—	0	0	27.425
10 octobre	8,63	15.400	26.200	—	0	0	26.200
17 octobre	8,63	11.525	26.925	—	0	0	26.925
24 octobre	8,56	15.675	27.200	8,88	3.000	3.000	30.200
30 octobre	8,56	10.500	26.175	8,88	150	3.150	29.325
7 novembre	8,56	15.225	25.725	8,88	100	250	25.975
14 novembre	8,56	10.800	26.025	—	0	100	26.125
21 novembre	8,56	16.550	27.350	—	0	0	27.350
28 novembre	8,56	10.550	27.100	8,88	100	100	27.200
5 décembre	9,06	12.750	23.300	—	0	100	23.400
12 décembre	9,44	9.325	22.075	—	0	0	22.075
19 décembre	9,88	10.825	20.150	—	0	0	20.150
24 décembre	10,00	12.625	23.450	10,38	3.250	3.250	26.700
1991 2 janvier	10,00	10.200	22.825	—	0	3.250	26.075
9 janvier	9,88	13.800	24.000	—	0	0	24.000
16 janvier	9,88	8.075	21.875	—	0	0	21.875
23 janvier	—	0	8.075	9,81	3.300	3.300	11.375

¹ Les adjudications étant liquidées en chambre de compensation deux jours ouvrables après la conclusion de l'opération, il s'agit de l'encours existant à la date de liquidation (date de valeur) et non à la date d'adjudication reprise à la première colonne (date de transaction).

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1982	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet	9,50	10,00
1 ^{er} août	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier	6,75	7,00
3 mars	6,50	6,75
1 ^{er} juillet	6,75	7,00
14 juillet	7,00	7,25
11 août	7,25	7,50
29 août	7,50	7,75
17 novembre	7,25	7,50
15 décembre	7,50	7,75
19 décembre	7,75	8,00
1989 20 janvier	7,75	8,50
23 janvier	8,25	8,50
21 avril	8,25	9,00
24 avril	8,75	9,00
29 juin	8,75	9,50
30 juin	9,25	9,50
5 octobre	9,25	10,75
6 octobre	10,25	10,75
1990 2 novembre	10,25	11,00
5 novembre	10,50	11,00

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 %; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en franc belge.

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre	14,00
9 septembre	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre	7,25
1988 28 janvier	7,00
3 mars	6,75
1 ^{er} juillet	7,00
14 juillet	7,25
11 août	7,50
29 août	7,75
17 novembre	7,50
15 décembre	7,75
19 décembre	8,00
1989 20 janvier	8,50
24 avril	9,00
29 juin	9,50
5 octobre	10,75
1990 2 novembre	11,00

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		30 jours	60 jours	90 jours
1982	11,00	10,15	11,40	1982	11,65	11,75	11,85
1983	9,75	8,65	9,90	1983	9,80	—	—
1984	10,50	9,90	10,90	1984	10,15	—	—
1985	9,25	8,65	9,65	1985	—	—	—
1986	7,25	6,90	7,90	1986	—	—	—
1987	6,45	5,90	6,90	1987	—	—	—
1988 Mars	6,00	5,40	6,40	1988 Mars	—	—	—
Juin	6,00	5,40	6,40	Juin	—	—	—
Septembre	7,40	6,40	7,40	Septembre	—	—	—
Décembre	7,40	6,65	7,65	Décembre	—	—	—
1989 Mars	7,60	7,15	8,15	1989 Mars	—	—	—
Juin	8,25	8,15	9,15	Juin	—	—	—
Septembre	8,25	8,15	9,15	Septembre	—	—	—
Décembre	9,50	9,15	10,15	Décembre	9,54	—	—
1990 Janvier	9,50	9,15	10,15	1990 Janvier	—	—	—
Février	9,50	9,15	10,15	Février	—	—	—
Mars	9,50	9,15	10,15	Mars	—	—	—
Avril	9,50	9,15	10,15	Avril	—	—	—
Mai	9,50	9,15	10,15	Mai	—	—	—
Juin	9,50	9,15	10,15	Juin	—	—	—
Juillet	9,00	9,15	10,15	Juillet	—	—	—
Août	9,00	9,15	10,15	Août	—	—	—
Septembre	9,00	9,15	10,15	Septembre	—	—	—
Octobre	9,00	9,15	10,15	Octobre	—	—	—
Novembre	9,25	9,40	10,40	Novembre	—	—	—
Décembre	9,25	9,40	10,40	Décembre	—	—	—

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1983	8,07	1988 4 ^e trimestre	5,44	1989 Décembre	7,89
1984	9,45	1989 1 ^{er} trimestre	6,00	1990 Janvier	8,46
1985	8,25	2 ^e trimestre	6,56	Février	8,03
1986	6,61	3 ^e trimestre	7,22	Mars	8,85
1987	5,56	4 ^e trimestre	8,15	Avril	8,41
1988	4,99	1990 1 ^{er} trimestre	8,46	Mai	9,02
1989	6,98	2 ^e trimestre	8,13	Juin	7,25
1990	8,28	3 ^e trimestre	8,46	Juillet	8,95
		4 ^e trimestre	8,05	Août	8,12
				Septembre	8,32
				Octobre	8,18
				Novembre	7,54
				Décembre	8,39

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole

dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ..	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ..	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 11 décembre ..	10,75	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1985 10 décembre ..	8,65	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1986 9 décembre ..	7,60	7,60	6
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	1987 8 décembre ..	6,90	6,95	6,95
1988	7,40	7,40	7,50	7,55	7,07	1988 14 juin	6,15	6,25	6
1989	10,25	10,25	10,25	10,30	8,76	13 septembre ..	7,55	7,60	7,65
1990	10,05	10,05	10,05	10,05	9,73	13 décembre ..	7,25	6	6
1988 3 ^e trimestre	7,15	7,20	7,35	7,45	7,31	1989 14 mars	8,40	6	6
4 ^e trimestre	7,40	7,40	7,50	7,55	7,45	13 juin	8,45	6	6
1989 1 ^{er} trimestre	7,90	8,10	8,20	8,30	8,03	8 août	8,35	8,35	8,35
2 ^e trimestre	8,20	8,35	8,50	8,50	8,42	12 septembre ..	8,50	6	6
3 ^e trimestre	9,00	9,10	9,20	8,75	8,50	10 octobre	6	6	6
4 ^e trimestre	10,25	10,25	10,25	10,30	9,83	14 novembre ..	6	6	6
1990 1 ^{er} trimestre	10,10	10,20	10,30	10,35	10,38	12 décembre ..	6	6	6
2 ^e trimestre	9,40	9,40	9,40	9,55	10,02	1990 9 janvier	6	6	6
3 ^e trimestre	8,90	8,95	8,95	9,10	9,22	13 février	6	6	6
4 ^e trimestre	10,05	10,05	10,05	10,05	9,19	13 mars	6	6	6
1989 Décembre	10,25	10,25	10,25	10,30	10,02	10 avril	6	6	6
1990 Janvier	10,40	10,40	10,40	10,40	10,39	8 mai	6	6	6
Février	10,40	10,40	10,40	10,40	10,40	12 juin	6	6	6
Mars	10,10	10,20	10,30	10,35	10,36	10 juillet	6	6	6
Avril	9,85	9,95	10,05	10,25	10,25				
Mai	9,75	9,80	9,85	9,85	10,01				
Juin	9,40	9,40	9,40	9,55	9,68				
Juillet	9,20	9,20	9,20	9,20	9,31				
Août	9,10	9,15	9,15	6	6				
Septembre	8,90	8,95	8,95	9,10	9,12				
Octobre	8,80	8,85	8,85	8,90	9,05				
Novembre	8,85	8,90	9,00	9,00	9,00				
Décembre	10,05	10,05	10,05	10,05	9,70				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANC BELGE DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50
1988 15 février	0,50	3,75	4,00	4,50	5,00	6,20
1989 16 mars	0,50	4,00	4,25	5,00	5,50	6,50
19 juin	0,50	4,00	4,25	5,25	6,00	7,25
13 octobre	0,50	4,25	4,50	5,50	6,25	7,50
1990 15 mars	0,50	5,00	5,25	6,25	7,00	8,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	
1988 16 février	3,75		0,75	
1990 1 ^{er} janvier	3,75		1,25	
1 ^{er} avril	4,00		1,25	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE, COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Avril	6,84	6,77	7,65	7,49	7,13
Juin	7,07	7,05	7,89	7,82	7,38
Juillet	7,04	7,01	7,84	7,74	7,35
Août	7,22	7,20	8,03	7,96	7,54
Septembre	7,41	7,47	8,26	8,16	7,78
Octobre	7,29	7,39	8,03	8,09	7,61
Novembre	7,15	7,21	7,89	7,92	7,43
Décembre	7,24	7,36	8,03	8,07	7,57
1989 Janvier	7,37	7,44	8,05	8,10	7,65
Février	7,40	7,51	8,13	8,15	7,72
Mars	7,89	7,91	8,45	8,53	8,15
Avril	7,98	8,18	8,48	8,57	8,23
Mai	7,81	7,96	8,29	8,34	8,02
Juin	7,96	8,03	8,37	8,43	8,15

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1979	8,00	9,25	10,00	10,50 ¹
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50*	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60
1988 12 février	6,20	7,00	7,30	7,30
1989 16 mars	6,50	7,50	7,75	7,75
19 juin	7,25	7,50	7,75	7,75
13 octobre	7,50	7,75	8,00	8,00
11 décembre	7,50	8,00	8,30	8,30
1990 15 mars	8,50	9,00	9,30	9,30
1 ^{er} août	8,50	8,90	9,00	9,00

¹ Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. »; XXXVII^e année, tome I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »; LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre ...	4	6,00			6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Novembre ...					4	7,75			4	4,25	4	2,50		
Décembre ...			4	2,50										
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre ...					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre ...			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre ...					18	10,00							25	4,25
1990 Mars													20	5,25
Avril					2	9,75								
Avril					26	9,50								
Mai							21	12,50						
Août													30	6,00
Octobre ...					31	9,25								
Novembre ...									2	8,00				
Décembre ...	19	6,50												
1991 Février	2	6,00	2	6,50					2	8,50				

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1987		8,38		8,66	1990 Janvier		14,75		12,29
1988		12,81		11,19	Février		14,75		13,25
1989		14,75		12,47	Mars		14,75		13,51
1990		13,75		11,72	Avril		14,75		13,80
1988 3 ^e trimestre		11,81		10,58	Mai		14,75		13,92
4 ^e trimestre		12,81		11,19	Juin		14,75		13,83
1989 1 ^{er} trimestre		12,81		12,39	Juillet		14,75		13,48
2 ^e trimestre		13,75		12,33	Août		14,75		12,92
3 ^e trimestre		13,75		12,48	Septembre		14,75		12,65
4 ^e trimestre		14,75		12,47	Octobre		13,75		12,66
1990 1 ^{er} trimestre		14,75		13,51	Novembre		13,75		12,26
2 ^e trimestre		14,75		13,83	Décembre		13,75		11,72
3 ^e trimestre		14,75		12,65	1991 Janvier		13,75		
4 ^e trimestre		13,75		11,72					

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de

la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1990

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;*
- 2. Réglementation économique et financière ;*
- 3. Réglementation fiscale ;*
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. Communautés européennes ;*
 - 4.2. Etat belge ;*
 - 4.3. Communautés et Régions ;*
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;*
- 5. Réglementation sociale ;*
 - 5.1. Travail ;*
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;*
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;*
- 7. Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

CONSEIL D'ETAT.

Arrêté royal du 6 décembre 1990 modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension, *Moniteur*, 29 décembre 1990, p. 24565.

DROIT CIVIL.

Loi du 10 décembre 1990 modifiant les articles 1341, alinéa premier, 1342, 1343, 1344, 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074, deuxième alinéa, du Code civil, *Moniteur*, 22 décembre 1990, p. 24116.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 1341, alinéa 1^{er}, du Code civil est remplacé par le texte suivant :

« Il doit être passé acte devant notaire ou sous signature privée, de toutes choses excédant une somme ou valeur de quinze mille francs, même pour dépôts volontaires ; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de quinze mille francs. »

Art. 2. — Aux articles 1342, 1343, 1344, 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074, deuxième alinéa, du même Code les mots « trois mille » sont remplacés par les mots « quinze mille ».

LOI COMMUNALE.

Loi du 17 octobre 1990 modifiant la nouvelle loi communale, *Moniteur*, 14 décembre 1990, p. 23096.

Cette loi apporte des changements à certains articles de la nouvelle loi communale, concernant la nomination et la tâche du secrétaire et du receveur communal.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ARMES.

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, et de l'Annexe, faites à New York le 10 décembre 1976. Adhésion et successions, *Moniteur*, 8 décembre 1990, p. 22772.

CONSTRUCTION NAVALE.

Aides d'Etat — C 32/90 (NN 61/90) Belgique, *Journal officiel* n° C 318 du 18 décembre 1990, p. 2.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Proposition de directive du Conseil sur la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée, *Journal officiel* n° C 315 du 14 décembre 1990, p. 15.

INFORMATIQUE.

Proposition modifiée de directive du Conseil concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, *Journal officiel* n° C 320 du 20 décembre 1990, p. 22.

OPERATIONS FINANCIERES.

Loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, *Moniteur*, 22 décembre 1990, p. 23800.

Extrait de l'exposé des motifs.

Cette loi vise à réaliser dans plusieurs domaines une modification et une modernisation importante de notre législation financière, pour faire face aux défis nouveaux importants, posés aux marchés belges de capitaux.

La réforme tend donc à maintenir, voire accroître la compétitivité de la place financière belge, en adaptant celle-ci aux évolutions techniques en matière d'informatique et de télécommunication, et en l'inscrivant dans le contexte de l'intégration financière européenne et mondiale en cours.

A cet égard, la modernisation de la Bourse et des marchés financiers belges en général apparaît comme une nécessité vitale.

La loi est divisée en sept livres distincts.

Livre I : Dispositions générales.

Le livre premier se limite à quelques dispositions générales, qui constituent un regroupement de textes légaux auparavant dispersés.

Livre II : Des marchés secondaires en valeurs mobilières et autres instruments financiers.

Le deuxième livre concerne l'organisation des marchés secondaires en valeurs mobilières — c'est-à-dire essentiellement les marchés boursiers — ainsi que ceux qui ont pour objet d'autres instruments financiers. Ce livre constitue la partie la plus innovatrice de la loi, dans la mesure où il réforme les bourses de valeurs mobilières, substitue aux agents de change des sociétés de bourse dont il règle le statut et le contrôle, définit le statut des succursales d'intermédiaires étrangers prestataires de services en valeurs mobilières et règle l'organisation et le statut des marchés de valeurs mobilières non admises en bourse et des autres instruments financiers.

Livre III : Les organismes de placement collectif.

Le troisième livre concerne l'ensemble des organismes dont l'objet exclusif est le placement collectif de capitaux recueillis auprès du public, à l'exception des certificats immobiliers.

La loi ne se limite pas à une stricte adaptation à la Directive européenne du 20 décembre 1985 « portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières », mais répond en outre au souci de mettre les institutions financières belges dans une position concurrentielle sur un marché ouvert.

A côté des traditionnels fonds communs de placement, sont créés deux nouveaux types de sociétés d'investissement, toutes deux dotées de la personnalité juridique, la SICAV (société d'investissement à capital variable) et la SICAF (société d'investissement à capital fixe).

Livre IV : De la gestion de fortune et du conseil en placements.

Ce livre vise à combler un vide dans la législation financière belge. Il crée un statut spécifique pour les sociétés de gestion de fortune, d'une part, et les sociétés de conseil en placements, d'autre part. Un tel statut permettra d'identifier les intermédiaires financiers et d'encadrer dans une certaine mesure les activités de gestion de fortune et de conseil en placements, qui ne pourront être exercées que dans le respect des dispositions de la loi.

Livre V : Du délit d'initié.

Le texte du cinquième livre opère la transposition en droit belge de la Directive européenne du 13 novembre 1989 concernant la réglementation relative aux opérations d'initiés. Celle-ci nécessite une nouvelle rédaction de l'article 509quater du Code pénal, réprimant les délits d'initiés.

Livre VI : Du commerce des devises et du courtage en change et en dépôts.

Ce livre aborde successivement la réglementation du commerce des devises, et l'élaboration d'un statut pour les courtiers en change et en dépôts.

Le monopole actuel des opérations de commerce de devises au profit d'institutions financières est supprimé. Les opérations d'achat et de vente au comptant de devises, au moyen d'espèces, de chèques libellés en devises, ou par l'utilisation de cartes de crédit ou de paiement pourront désormais être effectuées à titre professionnel par tout commerçant ou entreprise qui le désire. Pour les autres opérations relevant du commerce des devises, un monopole à caractère limité est maintenu pour la protection du public.

La loi prévoit en outre l'élaboration d'un statut particulier pour les courtiers en change et en dépôts, à l'instar de celui qui s'appliquera aux sociétés de gestion de fortune et conseil en placements. Cette nouvelle réglementation découle de la suppression du monopole existant sur l'exercice d'activités de courtage en change.

Livre VII : Dispositions modificatives, abrogatoires et diverses.

Le dernier livre contient des dispositions diverses, de nature transitoire ou relatives au règlement des différends auxquels l'application de la loi donnerait lieu.

Arrêté royal du 20 décembre 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 194, 195, 212 et 213 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, *Moniteur*, 29 décembre 1990, p. 24588.

RADIO ET TELEVISION.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 portant approbation du Code de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, *Moniteur*, 14 décembre 1990, p. 23132.

TRANSPORT.

Ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 29 novembre 1990, p. 22218.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES.

Loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non-fiscales, *Moniteur*, 29 décembre 1990, p. 24457.

Un résumé de cette loi suivra dans la prochaine édition de la chronique.

DOUANE ET ACCISES.

Proposition de directive du Conseil relative au régime général, à la détention et à la circulation des produits soumis à accise, *Journal officiel* n° C 322 du 21 décembre 1990, p. 1.

Proposition de directive du Conseil concernant l'harmonisation de la structure des droits d'accises sur les boissons alcoolisées et sur l'alcool contenu dans d'autres produits, *Journal officiel* n° C 322 du 21 décembre 1990, p. 11.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Arrêté royal du 7 décembre 1990 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 20 décembre 1990, p. 23547.

Arrêté royal du 7 décembre 1990 modifiant, en matière de précompte mobilier, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 21 décembre 1990, p. 23700.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

BUDGET DES C.E.

Rapport annuel relatif à l'exercice 1989, accompagné des réponses des institutions, *Journal officiel* n° C 313 du 12 décembre 1990, vol. I, bl. 1.

DETTES DE L'ETAT.

Arrêté ministériel du 14 décembre 1990 relatif à la dixième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 p.c. - 5 avril 1996 », *Moniteur*, 18 décembre 1990, p. 23294.

Arrêté ministériel du 14 décembre 1990 relatif à la sixième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 p.c. - 2 août 2000 », *Moniteur*, 18 décembre 1990, p. 23295.

5 — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

5.1.1. CHARTE SOCIALE EUROPEENNE.

Loi du 11 juillet 1990 portant approbation de la Charte sociale européenne et de l'Annexe, faites à Turin le 18 octobre 1961, *Moniteur*, 28 décembre 1990, p. 24278.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALE.

5.2.2. CHOMAGE.

Arrêté royal du 27 novembre 1990 modifiant l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur*, 8 décembre 1990, p. 22782.

5.2.2. MINIMUM DE MOYENS D'EXISTENCE.

Arrêté royal du 8 novembre 1990 augmentant les montants du minimum de moyens d'existence, *Moniteur*, 13 décembre 1990, p. 23028.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

Règlement (CEE) n° 3557/90 du Conseil, du 4 décembre 1990, relatif à une assistance financière en faveur des pays les plus immédiatement affectés par la crise du Golfe, *Journal officiel* n° L 347 du 12 décembre 1990, p. 1.

GARANTIES ET FINANCEMENT A L'EXPORTATION.

Assurance-crédit pour les exportations.

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif à la création d'un pool de réassurance-crédit pour les exportations vers les pays d'Europe centrale et orientale, *Journal officiel* n° C 302 du 1^{er} décembre 1990, p. 6.

SECURITE ET COOPERATION EN EUROPE.

Loi du 18 avril 1989 portant approbation de la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football, faite à Strasbourg le 19 août 1985, *Moniteur*, 7 décembre 1990, p. 22713.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

Cahier n° 1 : Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.

Cahier n° 2 : Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.

Cahier n° 3 : La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.

Cahier n° 4 : L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.

Cahier n° 5 : Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.

Cahier n° 6 : Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.

Cahier n° 7 : Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poulet.

Cahier n° 8 : Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les directives bancaires : une coordination officieuse.
(Aspects et Documents, 111.)
Bruxelles, A.B.B., 1990, 67 p.

BULLETIN...

L'économie belge en 1991 : évolution dans un environnement international contrasté.
(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 314, 1990 11, p. 1-8.)
BE 27CF

333.101. - 333.480. - 333.51
333.130.1 - 307.32

332.811.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les banques au sein du secteur financier en 1989.
(Aspects et Documents, 112.)
Bruxelles, A.B.B., 1990, 60 p.

BULLETIN...

Le travail intérimaire.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 42, 1990 12 21, p. 1- 6.)
BE 33

305.7 - 333.820.

338.78

BLUNDELL-WIGNALL, A. et al.

La politique monétaire dans le contexte de la libéralisation financière.
(In : REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 15, 1990, p. 163-199.)
OCDE 13A

BULLETIN...

Le souci de la qualité dans le secteur des services.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 1, 1991 01 04, p. 1-6.)
BE 33

333.830. - 333.831.0

333.611. - 347.731.

BODART, V.

The term structure of interest rates in a small open economy.
(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, Série Recherche, 98.)
Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1990, 41 p.

BULLETIN...

L'émission publique d'actions à la bourse de Bruxelles.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 2, 1991 01 11, p. 1-6.)
BE 33

333.613. - 333.632.0 - 333.633.0

336.834. - 336.830. - 338.046.1
658.40 - 339.312.6

BULLETIN...

Les marchés belges des actions et des obligations en 1990.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1991 01 18, p. 1-6.*)

BE 33

DE BATSELIER, N.

Expansiesteun grote ondernemingen.

Brussel, Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, 1990, 37 p.

306.12 - 338.023. - 332.26
307.23

336.61 - 333.430. - 333.431.0
334.151.3 - 334.151.20

CASSIERS, I. & SOLAR, P.

Wages and productivity in Belgium, 1910-60.

(In : *OXFORD BULLETIN OF ECONOMICS AND STATISTICS, Oxford, 4, 1990 11, p. 437-449.*)

GB 10

DE GRAUWE, P.

Fiscal discipline in monetary unions.

(International Economics Research Papers, 71.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L., 1990, 26 p.

334.151.20 - 334.151.25 - 334.151.27

338.046.2

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Union économique et monétaire. (Communication de la Commission du 21 août 1990.)

Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1990, 40 p.

DONCKELS, R. et al.

Les leviers de croissance de la PME : les aspects humains, financiers et stratégiques au sein des entreprises familiales.

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1990, 125 p.

650 - 338.023. - 338.047.
306.5

339.113.

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE.

L'efficacité économique : actes. (8e Congrès, Liège, les 17 et 18 novembre 1988.)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 240 p.

DU GRANRUT, C.

Les investissements directs internationaux : ampleur et conséquences.

(In : *FUTURIBLES - ANALYSE-PREVISION-PROSPECTIVE, Paris, 149, 1990 12, p. 35-57.*)

FR 10C

DUN & BRADSTREET-EURINFORM.

Dun's 40.000 : Les principales entreprises de Belgique et du Luxembourg - 1991 - De voornaamste ondernemingen in België en Luxemburg.

Bruxelles, Dun & Bradstreet-Eurinform, 1990, div. p.

FLORIDOR, J.

België : olie op de conjunctuurgolf?

(In : MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Groningen, 6, 1990, p. 439-450.)

NL 5

334.151.20 - 334.151.27

336.834. - 332.632.2

EICHENGREEN, B.

Costs and benefits of European monetary unification. (CEPR Discussion Paper, 453.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1990, 18 p.

FORD, R. & SUYKER, W.

Les aides à l'industrie dans les économies de l'OCDE.

(In : REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 15, 1990, p. 39-89.)

OCDE 13A

334.151.25 - 334.151.27 - 334.151.20

332.630. - 305.94

ERNST & YOUNG.

L'Ecu, monnaie du succès européen : une stratégie pour l'Ecu.

Paris, Les Edit. d'Organisation, 1990, 304 p.

GINSBURGH, V. & VAN REGEMORTER, D.

Peut-on augmenter l'emploi en modifiant les règles de prélèvement des cotisations de sécurité sociale. Réflexions sur la proposition du « Groupe des 72 ».

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 127, 1990 07/09, p. 273-287.)

BE 44E

333.44 - 334.151.20

334.151.25 - 334.151.6

FINANCIAL...

Lagayette, P. : Implications monétaires de l'intégration financière européenne. (In : Financial Institutions in Europe under new competitive conditions.)

Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1990, 9-17 p.

GNOS, C.

L'ECU, instrument de la politique agricole commune. (Publications de l'Université de Bourgogne, 67.)

Dijon, Edit. Universitaires de Dijon, 1989, 75 p.

338.43 - 321.68 - 336.020.
336.61 - 305.93

HEYNDELS, B.

De financiering van de gewesten via een aanvullende personenbelasting en de betekenis hiervan voor de Belgische gemeenten.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 127, 1990 07/09, p. 307-336.*)

BE 44E

334.151.20 - 334.151.25 - 334.151.21

LEDWARD, W.

A Layman's approach to EMU.

(In : *EUROVIEW, Brussels, 1990 12, p. 12-21.*)

BE 156

334.151.3

INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES.

Quelle harmonisation fiscale dans l'Europe de demain? (Journée de rencontre, Louvain-la-Neuve, 13/11/90.)

Louvain-la-Neuve, *IRES, 1990, div. p.*

333.745.

LEMAITRE, H.-P. & GLANSDORFF, F.

La titrisation des créances bancaires au regard du droit belge.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIWEZEN, Bruxelles / Brussel, 10, 1990 12, p. 561-574.*)

BE 134

333.432.8

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Selected decisions and selected documents of the International Monetary Fund. (15th issue, Washington, April 30, 1990.)

Washington, *I.M.F., 1990, XXXII + 568 p.*

333.106. - 333.130.2 - 333.130.3

LIERMAN, F.

Solvabilité en rendabilité van het Belgisch financie-
wezen in 1989.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIWEZEN, Bruxelles / Brussel, 10, 1990 12, p. 535-560.*)

BE 134

334.151.25 - 334.151.27

KLEIN, M. & MUELLER, S.M.

ECU interest rates and ECU basket adjustments : an
arbitrage pricing approach.

(CEPR Discussion Paper, 445.)

London, *Centre for Economic Policy Research, 1990, 18 p.*

331.061. - 304.5

LONAY, B.

Le contenu informatif des annonces de résultat prévi-
sionnel belges.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 127, 1990 07/09, p. 337- 365.*)

BE 44E

334.151.27 - 333.825.

331.30 - 305.2 - 331.061.

MacDONALD, R. & TAYLOR, M.P.

Exchange rates, policy convergence and the European Monetary System.
(CEPR Discussion Paper, 444.)
London, Centre for Economic Policy Research, 1990,
19 p.

PERSPECTIVES...

Perspectives économiques de l'OCDE.
(In : PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE, Paris, 48,
1990 12, p. 1-212.)
OCDE 13F

334.151.25 - 334.151.27 - 334.151.20

334.151.20 - 334.151.21 - 334.151.27
334.151.25

MEHNERT, R.J.

The European Currency Unit : the ECU. Currency for
the United States of Europe.
(Reprint)
Washington, The George Washington University, 1990,
349-413 p.

PICKER, R.

Europäisches Währungssystem/ECU.
Hildesheim, Georg Olms Verlag, 1987, 227 p.

331.30 - 305.2

351.2 - 334.151.9

NOTES...

Notes sur la situation économique.
(In : NOTES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL
DE L'ECONOMIE, Bruxelles, , 1990 12, p. 1-40.)
BE 36A

PIRON, G.

Investir dans l'environnement?
(In : BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 2245, 1990 11,
p. 1-8.)
BE 34A

334.151.20 - 334.151.27

333.18 - 657.33 - 658.40

PATAT, J.-P.

L'Europe monétaire.
(Repères, 92.)
Paris, Edit. La Découverte, 1990, 122 p.

QUINTIN, Ph. & TELLIER, P.

Evolution des résultats et de la structure financière des
entreprises en 1989.
(In : BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - CAHIERS, Bruxelles, 8,
1990 12, p. 1-26.)
BE 16A

333.111.30 - 334.151.21

SCOTT, H.S.

A payment system role for a European system of central banks.

(In : *PAYMENT SYSTEMS WORLDWIDE*, Washington, 3, 1990, p. 3-15.)

US 5

334.154.2 - 334.151.28 - 333.139.2
347.734.

WILMS, W.

Introduction générale à la législation bancaire européenne.

(Aspects et Documents, 110.)

Bruxelles, Association Belge des Banques, 1990, 43 p.

321.6 - 342.55 - 338.43
336.61 - 334.151.25

VAN ROMPUY, P. et al.

Economic federalism and the E.M.U.

(International Economics Research Paper, 69.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L., 1990, II+55 p.

336.212.0 - 336.214.

VERSEMENTS...

Versements anticipés.

Bruxelles, C.E.D.-Samsom, 1990, 88 p.

334.151.20 - 334.151.27

WEBER, A.A.

EMU and asymmetries and adjustment problems in the EMS : some empirical evidence.

(CEPR Discussion Paper, 448.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1990, 45 p.

Prix de l'abonnement annuel

{ Belgique et Luxembourg : FB 500,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 750,—
Autres pays : voie normale : FB 750,—
 voie aérienne : FB 1.550,—

Prix du numéro séparé

{ Belgique et Luxembourg : FB 50,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 75,—
Autres pays : voie normale : FB 75,—
 voie aérienne : FB 155,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
